

2015-2016

Master 2 Histoire – Histoire des régulations sociales



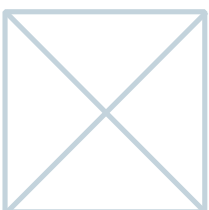
La voix des « Saints » ? La nouvelle image de la rééducation des jeunes « délinquants »

Analyse des journaux et des écrits des établissements
d'éducation surveillée en France et au Québec de 1945 à
1970

TAVEAU **Valentin**

Sous la direction de M.
Éric Pierre

Membres du jury
Éric/Pierre | Maître de conférences en histoire contemporaine,
Université d'Angers
David/Niget | Maître de conférences en histoire contemporaine,
Université d'Angers



Soutenu publiquement le :
16 juin 2016


université
angers

L’auteur du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :



- Vous devez le citer en l’attribuant de la manière indiquée par l’auteur (mais pas d’une manière qui suggérerait qu’il approuve votre utilisation de l’œuvre).
- Vous n’avez pas le droit d’utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n’avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l’adapter.

Consulter la licence creative commons complète en français :

<http://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/2.0/fr/>

Ces conditions d’utilisation (attribution, pas d’utilisation commerciale, pas de modification) sont symbolisées par les icônes positionnées en pied de page.



REMERCIEMENTS

Je remercie Éric Pierre qui a initié ce travail de recherche sur la « voix » des institutions à travers les journaux d'établissements d'éducation surveillée. Son éternel optimisme a été d'un grand réconfort dans l'érection de ce mémoire.

Je souhaite par ailleurs remercier Louise Bienvenue, professeure à l'Université de Sherbrooke, pour son aide dans les recherches sur les archives du Mont-Saint-Antoine au Québec, ses conseils avisés et son accueil chaleureux à Boscoville. Que soient également cités Andréanne Lebrun et Stéphanie Lanthier qui ont travaillé à ses côtés et qui m'ont offert un moment chaleureux.

Ce travail a été grandement facilité par différentes personnes dont l'aide et le soutien ont été précieux.

Je pense en particulier à Phil et Maria, ma famille de cœur à Montréal, qui m'ont accueilli pendant un mois et avec qui j'ai partagé de vrais moments de complicité.

Au Québec, j'ai également pu compter sur le soutien du personnel de la bibliothèque du Centre jeunesse de Montréal et de Marie-Josée Pipon, archiviste, pour la consultation des livres et archives sur le Mont-Saint-Antoine. Le personnel de la collection nationale de la BANQ est remercié pour son aide dans la localisation des archives sur le Mont-Saint-Antoine et pour le travail de conservation que nous avons engagé pour préserver les journaux. Enfin, je remercie Sylvie Ménard de l'Université du Québec à Montréal, avec qui j'ai échangé sur les sources des Frères de la Charité.

Lors de mon séjour au Québec, j'ai eu pour la première fois l'occasion de présenter mes travaux de recherches et de participer à un séminaire du CIEQ-CERHIO sur la « Famille et relations familiales : fondements, évolutions, régulations ». Je tiens à remercier Marc Bergère, David Niget et l'équipe du CIEQ dont Étienne Rivard pour m'avoir donné cette chance et pour leur accueil au Québec. Ce séminaire fut riche en connaissances et en rencontres.

Le CERPECA fait l'objet d'un remerciement à part pour son soutien financier dans notre mission d'étude au Québec.

Enfin, un travail de rédaction de mémoire mobilise des acteurs au-delà de la sphère universitaire. Je gratifie particulièrement Philippe et Fabienne pour leurs preuves d'encouragements. Violaine a toute mon affection pour sa correction de mon résumé en anglais ainsi que Madame Bladocha-Deroch. Que mes collègues et amies, Sarah et Coline, trouvent toute ma gratitude pour leur indéfectible amitié, à toute épreuve. Enfin, mes derniers remerciements vont à ma famille.

Sommaire

TABLES DES SIGLES

INTRODUCTION

1. Origine et définition du sujet
2. Cadre spatio-temporel
3. Explication de la source principale et présentation des sources potentielles
4. Perspectives de recherches et problématisation

HISTORIOGRAPHIE

1. Historiographie des jeunes et de la jeunesse : une entrée récente dans le domaine historique
2. « Les régulations sociales et l'histoire » : essai d'historiographie d'un concept
3. Une historiographie française de la délinquance juvénile
 - 3.1. Les débuts de l'historiographie sur l'enfance « délinquante » : à la croisée des problématiques historiques
 - 3.2. Historiographie de l'enfance délinquante du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle
 - 3.3. L'historiographie de l'enfance délinquante et de l'éducation surveillée autour de la Seconde Guerre mondiale.
4. Une historiographie québécoise
 - 4.1. L'origine de l'emprise de l'Église dans la régulation de la délinquance juvénile au Québec
 - 4.2. L'historiographie sur le Québec sous le gouvernement de Maurice Duplessis (1944-1960)
 - 4.3. L'historiographie sur la protection de la jeunesse dans les années duplessistes

PREMIERE PARTIE

L'INSTITUTION A CŒUR OUVERT : LE NOUVEAU VISAGE EDUCATIF ET FAMILIAL DE L'INSTITUTION PAR LES JEUNES « DELINQUANTS » ET PAR LE PERSONNEL D'EDUCATION

Chapitre 1

La voie professionnelle de l'enseignement technique : entre persistance de la tradition des écoles de réforme et nouveau modèle de réinsertion des jeunes garçons

- a) Le pari sur l'enseignement technique et l'apprentissage qualifié des jeunes « garçons » comme moyen et fin de la rééducation
- b) Les dessous de la mise en apprentissage des jeunes : les revers de l'apprentissage et le travail des jeunes.

Chapitre 2 : Une nouvelle prise en charge des jeunes « délinquants » : l'introduction de nouvelles méthodes de rééducation.

- a) La responsabilisation du jeune en institution
- b) L'éducateur, nouvelle pierre angulaire de la rééducation des jeunes.

Chapitre 3 : le fonctionnement de l'institution dévoilé par les journaux : le caractère familial des établissements pour jeunes garçons

- a) La modernisation des institutions
- b) La conception familiale du fonctionnement de l'institution.

DEUXIEME PARTIE

LES JEUNES « DELINQUANTS » ET LA JEUNESSE : LE SUJET DES ECRITS INSTITUTIONNELS, L'ENJEU DE LA REEDUCATION

Chapitre 4

La vie quotidienne du jeune en institution de rééducation idéalisée

- a) La belle vie quotidienne des jeunes dans les groupes

- b) La promotion des loisirs

Chapitre 5

Les « déviances » des garçons en internat de rééducation passées sous silence

- a) Pudeur et sexualité des jeunes en établissement d'éducation surveillée
- b) Violences institutionnelles et fugues : les « affaires empoisonnantes »

Chapitre 6

La nouvelle conception du jeune et de la jeunesse par les institutions

- a) « Travail, famille, patrie » : un triptyque partagé

TROISIEME PARTIE : PROPAGANDE ET DEFENSE D'UN STANDARD DE REEDUCATION INSTITUTIONNEL DES JEUNES « INADAPTES »

Chapitre 7

Quand une institution d'éducation surveillée s'exprime : les caractéristiques de la pratique journalistique institutionnelle

- a) Le journal des Frères de la Charité : du *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* au *courrier* de l'école de protection de la jeunesse
- b) *Espère*, journal de Saint-Maurice : une création de l'institution ; une production des jeunes

Chapitre 8

La promotion d'une expertise rééducative résolument moderne

- a) Une expertise des causes de la délinquance
- b) Un savoir-faire dans l'éducation des jeunes à faire savoir

Chapitre 9

Des établissements pour jeunes délinquants en quête de légitimité

- a) Des institutions ouvertes sur l'extérieur
- b) La sollicitation de partenaires et de soutiens politiques et financiers

CONCLUSION

SOURCES

1. Les sources : présentation générale

2. Les sources dans les archives françaises sur Saint-Maurice

2.1. Le journal de l'IPES Saint-Maurice dans les archives du musée de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge.

2.1.1. Inventaire des numéros du journal *Espère* au centre d'exposition Enfants en Justice XIX^e-XX^e siècles de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge

2.2. Le Fonds Monique Brisset aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine : un fonds d'archives publiques sur les institutions de l'Éducation surveillée.

2.2.1. Une présentation du Fonds Monique Brisset

2.2.2. Les séries du fonds Brisset sur Saint-Maurice

2.3. Le Fonds René Courtois aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine : un fonds d'archives privées personnel au directeur emblématique de Saint-Maurice – l'autre visage de l'institution.

2.3.1. L'histoire du fonds René Courtois

2.3.2. Description des cotes utilisées

3. Analyse à partir de l'inventaire croisé des numéros du journal *Espère* conservés dans les archives publiques

4. Méthodologie de traitement des sources

4.1. Les sources diverses

4.2. Les journaux

4.3. Les photographies

5. Les sources dans les archives québécoises sur le Mont-Saint-Antoine

5.1. Les archives du Mont-Saint-Antoine à la bibliothèque et aux archives de la BANQ

- 5.1.1. La Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- 5.1.2. Les archives du Mont-Saint-Antoine à la BAnQ.
- 5.2. Le Centre jeunesse de Montréal-Institut Universitaire et les archives sur le Mont-Saint-Antoine : le manque de ressources documentaires
 - 5.2.1. La bibliothèque et les ressources documentaires
 - 5.2.2. Les archives du Centre Jeunesse de Montréal- Institut Universitaire.
- 5.3. Les archives des Frères de la Charité : la persistance de l'Église à maîtriser son histoire au Québec.

BIBLIOGRAPHIE

- 1. Outils
- 2. Base de données
- 3. Sources
- 4. Ouvrages, articles et études spécialisées
- 5. Sitographie

ANNEXES

ILLUSTRATIONS

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES TABLEAUX

Tables des sigles

2^e DB : 2^e Division blindée du général Leclerc

AHES-PJM : Association pour l’histoire de l’Éducation surveillée et de la protection judiciaire des mineurs

ANEJI : Association nationale des éducateurs des jeunes « inadaptés »

AP : Administration pénitentiaire

ASSM : Association sportive de Saint-Maurice

BAC : Bibliothèque et archives du Canada

BAnQ : Bibliothèque et Archives nationales du Québec

CAC : Centres des archives contemporaines de Fontainebleau

CAMT : Centre des archives du monde du travail

CAPEA : Centre des archives de la protection de l’enfance et de l’adolescence

CAP : Certificat d’aptitude professionnelle

CEG : Collège d’enseignement général

CEP : Certificat d’études primaires

CERHIO : Centre de recherche historique de l’Ouest

CFRES : Centre de formation et de recherche de l’Éducation surveillée

CJM-IU : Centre Jeunesse de Montréal-Institut universitaire

CHRS : Centre d’histoire des régulations sociale

CNAHES : Conservatoire national des archives et de l’histoire de l’éducation spécialisée et de l’action sociale

CNFE-PJJ : Centre national de formation et d’étude de la protection judiciaire de la jeunesse

CNRS : Centre national de la recherche scientifique

CRIV : Centre de recherches interdisciplinaires de Vaucresson

COPES : Centre d’observation public de l’éducation surveillée

EN : Éducation nationale

ES : Éducation surveillée

ENPJJ : École nationale de Protection judiciaire de la jeunesse

FFI : Forces Françaises de l’intérieur

FTP-MOI : Francs-tireurs et partisans – Main-d’œuvre immigrée

GPRF : Gouvernement provisoire de la République française

INED : Institut national d’études démographiques

IPES : Institution publique d’éducation surveillée.

ISES : Institution spéciale d’éducation surveillée

JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne

MES : Maison d'éducation surveillée

MSA : Mont-Saint-Antoine

ONU : Organisation des Nations unies

PME : Préparation militaire élémentaire

PUC : Presses universitaires de Caen

PUF : Presses universitaires de France

PUR : Presses universitaires de Rennes

RHAF : Revue d'histoire de l'Amérique française

RHEI : Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

SDN : Société des nations

SNCF : Société nationale des chemins de fers français

STO : Service du travail obligatoire

TEA : Tribunal pour enfants et adolescents

TSF : Transmission sans fil

UDM : Université de Montréal

UQAM : Université du Québec à Montréal

Introduction

« Écrite bien souvent d'une main maladroite, cette prose stéréotypée, prévisible, reproduit inmanquablement le discours philanthropique officiel de l'institution (...) ¹. Truffés d'erreur de grammaire et d'orthographe, les propos des garçons relatent encore et toujours que le plein air fait du bien, que les activités sont amusantes et que les bons pères sont attentionnés. Rien de vraiment original, donc, dans cette parole d'adulte relayée par des jeunes si ce n'est, précisément, la nouveauté d'une prise de la plume et d'une signature individualisée ». Louise Bienvenue, « Sortir de la délinquance par l'expérience institutionnelle, une histoire racontée par les voix et par les corps (1873-1977) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, IHAF, vol. 65, n°2-3, 2011-2012, p. 317.

1. Origine et définition du sujet

L'histoire des jeunes « délinquants », racontée « par les voix et par les corps », telle que Louise Bienvenue l'a défini et développée dans ses travaux de recherche sur Boscoville au Québec ², est la perspective historique que nous avons adopté dans nos propres recherches, sur l'histoire des jeunes « délinquants » dans leur vie en institution d'éducation spécialisée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le sujet vise à analyser dans un cadre historique la parole des jeunes et des adultes pour comprendre la réalité des réformes de l'éducation surveillée qui s'imposent dans les années d'après-guerre en France et au Québec.

C'est à l'origine pour la double interprétation de l'homonyme « voix » que nous avons choisi ce terme pour intituler notre travail sur la parole des jeunes « inadaptés » : la « voix » désigne ici la parole des jeunes ou de la direction au sein de l'institution, qui se traduit, dans notre perspective, par le journal (ou revue). Mais « voie » signifie également du point de vue de l'institution le chemin parcouru, le passé délinquant, et le chemin à parcourir, la réformation et la formation d'un individu citoyen travailleur et fondateur d'une famille ³. Car le but des institutions de

¹ Dans l'article, Louise Bienvenue fait référence à Boscoville, école de protection de la jeunesse située dans les prairies, au nord-est de l'île de Montréal dans les années 1950 mais qui pour la période étudiée par l'auteure dans l'article est encore un camp d'été pour jeunes délinquants.

² L. Bienvenue et A. Lebrun, « Le “boulot” à Boscoville. Une expérience pédagogique auprès de la jeunesse délinquante au Québec (1949-1980) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, 2-3, automne-hiver 2011-2012; L. Bienvenue, « Sortir de la délinquance par l'expérience institutionnelle: Une histoire racontée par les voix et par les corps (1873-1977) », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 65, n° 2-3, 2011. Voir également les deux courts métrages « Aux origines de la Psychoéducation : Paroles d'anciens de Boscoville (1941-1997) » réalisés par Louise Bienvenue et Stéphanie Lanthier qui présentent les témoignages des anciens de Boscoville, du côté des éducateurs et des jeunes : la première capsule contient les témoignages d'anciens « résidents » https://www.youtube.com/watch?v=c_pW6frjIH0; la deuxième capsule contient les témoignages des « pionniers et anciens éducateurs » <https://www.youtube.com/watch?v=nZF5H18B1pA>.

³ Référence à l'article de L. Bienvenue. La réussite de la rééducation sur le jeune et sa remise sur « les rails » est également évaluée en termes d'insertion familiale. Soit que le jeune réussit à réintégrer le foyer et à ne pas retomber dans la délinquance, soit mieux encore, il parvient à fonder sa propre famille et s'extrait de son milieu familial originel. Cette évaluation de la réussite de la rééducation se voit très bien dans les dessins et photographies des deux journaux que nous étudions. Elle est largement relayée dans le discours des Frères de la Charité dans le journal du Mont-Saint-Antoine. Le logo du Mont-Saint-Antoine montre un chemin sinueux qui mène vers le soleil; les premières de couvertures du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice de 1945 à 1948 représentent un bateau à voiles qui navigues vers un soleil levant ou couchant.

rééducation, en France après 1945 et également dans d'autres pays⁴, c'est la réinsertion du jeune dans la société par la rééducation et l'apprentissage, et non plus seulement par la répression et l'exclusion. C'est le cadre général théorique officiellement ou officieusement mis en place dans plusieurs pays occidentaux avec plus ou moins d'intensité.

L'éducabilité des jeunes délinquants passe désormais par une rééducation sociale, dont l'éducateur commence à devenir la pierre angulaire⁵, croisée avec un enseignement professionnel et technique dans le but d'insérer les jeunes dès leur sortie, par le travail, dans la société civile. Cependant, le vent de modernité qui souffle sur le système de prise en charge des mineurs « délinquants » en France, n'emporte pas toutes les pratiques pénitentiaires héritées de la période carcérale tel que l'amendement des jeunes par le travail pour l'institution, sous couvert d'apprentissage, ou la discipline et l'autorité qui, bien souvent, se conjuguent avec la violence. Les deux institutions de rééducation de jeunes « délinquants » qui sont l'objet de notre étude historique, l'institution publique d'éducation surveillée Saint-Maurice (France) et l'institut du Mont-Saint-Antoine (Québec), se présentent dans leur journal respectif comme étant non plus des maisons de correction ou des écoles de réforme mais bien comme des écoles professionnelles spécialisées et surveillées, des « internats », à l'écoute des besoins des adolescents et travaillant à leur relèvement. Une image institutionnelle résolument moderne où le personnel est presque qualifié de « saints »⁶ dévoués aux enfants. Une image pensée avec conviction et diffusée par les deux établissements mais qui ne parvient pas à masquer la réalité des institutions d'éducation au lendemain de la guerre. C'est cette image offerte au regard extérieur que nous souhaitons comprendre, décortiquer et soumettre à la critique historique.

Plus que de voir une rupture dans les années 1940 avec les lois en faveur de la protection de l'enfance, il faut plutôt percevoir une évolution protectrice de la conception de la prise en charge de la jeunesse « inadaptée » qui n'enterre pas toutes les pratiques institutionnelles parsemées de zones d'ombres, de scandales et de révoltes. Il n'y a qu'à relever dans les témoignages oraux et les lettres de familles, la crainte suscitée par ces institutions sur les jeunes dont les adultes se servent pour réguler le comportement de leurs enfants⁷. C'est donc parce-que nous avons voulu mettre en lumière cet « automatisme mystificateur » des établissements de rééducation à se qualifier de moderne que nous avons intitulé ce travail « la voix des Saints », désignant le discours et la représentation personnelle exagérément positiviste de nos deux institutions d'éducation de jeunes délinquants sur leur propre politique de rééducation.

⁴ Pour la France, référence est faite à l'Ordonnance 2 février 1945 : Ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, *Criminocorpus* [en ligne] consulté le 18 avril 2016. Permalien : <https://criminocorpus.org/fr/ref/14/1/>. Et tout particulièrement le quatrième paragraphe de l'exposé des motifs : « le progrès de la science pénitentiaire d'une part, les données expérimentales fournies par l'application de la loi d'autre part, les conceptions nouvelles qui se sont fait jour sur le plan psychologique et pédagogique enfin, ont révélé qu'il y avait dans une loi vieille de plus de trente ans des principes trop rigoristes encore qu'il conviendrait d'assouplir, des lacunes qu'il faudrait combler, des dispositions désuètes à abolir ».

⁵ Voir J. Bourquin, B. Koeppl, « Deux contributions à la connaissance des origines de l'Éducation surveillée », in *Les cahiers du CRIV*, Vaucresson, n°2, Octobre 1986 ; voir également le témoignage d'un ancien éducateur des années 1950 à Saint-Maurice, R. Vibert-Vichet, « Éducateur à Saint-Maurice dans les années 50 », *Pour l'histoire, Bulletin AHES-PJM*, n°6, juin-juillet 1994, pp. 5-6. Enfin, se référer au décret du 10 avril 1945 qui crée le statut des personnels de l'Éducation surveillée.

⁶ Surtout pour les Frères de la Charité qui sont des religieux et qui font l'éloge systématique des tous premiers Frères venus de Gand en Belgique pour prendre en charge l'institut Saint-Vincent-de-Paul devenu par la suite le Mont-Saint-Antoine. Il y a dans ces éloges récurrents dans le journal, une référence au sacrifice et au dévouement presque christique.

⁷ Témoignage d'un ancien de Boscoville dans la première capsule vidéo « Aux origines de la psychoéducation. Paroles d'anciens de Boscoville (1941-1997) », https://www.youtube.com/watch?v=c_pW6frjIH0.

L'objectif de nos recherches est donc de parvenir à écrire une histoire des jeunes délinquants par les jeunes délinquants, à partir des traces qu'ils ont laissées de leur passage en institution de rééducation, dans laquelle ils ont passé tout ou partie de leur adolescence, de leur jeunesse. Les jeunes, auteurs de leur propre histoire, comme source première de notre travail, voilà notre point de départ et d'arrivée, notre *credo* en quelque sorte. Une histoire « des victimes » de l'histoire⁸. Les recherches ont donc été entreprises dans l'optique d'étudier la prise de paroles des jeunes, à travers leur production écrite. Nous avons porté nos recherches sur cette parole dans les journaux créés par les institutions de rééducation pour s'exprimer sur leurs actions auprès d'une jeunesse « inadaptée ». Bien que, comme le souligne l'historienne de l'Université de Sherbrooke, dans les journaux des jeunes nous retrouvons « *cette parole d'adulte* », la nouveauté et l'originalité tiennent justement dans la « prise de la plume » des jeunes sur leur vie en institution de rééducation. D'ailleurs, notre premier travail allait dans ce sens et interrogeait cette nouvelle place accordée à l'expression des jeunes. Il questionnait la part de liberté dans ce nouvel exercice : « Les journaux d'institution d'éducation surveillée : la libre voix des jeunes « inadaptés » ? »⁹. Il ne peut que faire écho aux mots employés par Louise Bienvenue pour qualifier l'originalité de la rééducation à Boscoville et à son analyse de la parole des jeunes qui « *reproduit immanquablement le discours philanthropique officiel de l'institution* »¹⁰. Néanmoins, il faut relativiser l'omniprésence d'une image de l'institution positiviste dans les écrits de jeunes, journaux compris. Parfois, l'historien peut y déceler les problèmes et les colères des jeunes, les difficultés de l'institution.

2. Cadre spatio-temporel

Les recherches se sont focalisées sur deux institutions pour la rééducation et la réhabilitation des jeunes garçons « délinquants ». La première est l'Institution publique d'éducation surveillée Saint-Maurice située dans le Loir-et-Cher, en France, ouverte en 1873, une des premières maisons de correction réformée avant la Seconde Guerre mondiale, avant les lois de 1945 qui réforment l'éducation surveillée. L'institution est aménagée sur un domaine de plus 400 hectares, en zone agricole, et propose formation agricole (élevage, culture) et formation aux métiers industriels (ajustage, charbonnerie, peinture, maçonnerie, menuiserie, etc.) à de jeunes garçons envoyés par les tribunaux pour 2 à 3 ans, dans le cadre d'une mesure de rééducation. Un système progressif est en place à Saint-Maurice, où les jeunes passent d'un groupe à l'autre suivant leur résultat scolaire et l'évaluation de leur comportement. Saint-Maurice accueille des jeunes de 15 à 18 ans voir au-delà, à la limite de la majorité pénale.

⁸ J. Léonard à propos de la manière « marxiste » de Michel Foucault de sa placer du côté des victimes dans M. Agulhon, M. Perrot, et M. Foucault, *L'Impossible prison*, Paris: Éditions du Seuil, 1980, p.19 : J. Léonard, « L'historien et le philosophe. Débat avec Michel Foucault ».

⁹ Sous la direction d'É. Pierre, « Les journaux d'institutions d'éducation surveillée : la libre voix des jeunes « inadaptés » ? Une étude du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice 1945-1959 », Université d'Angers, mémoire de master 1, 2015. Lien du mémoire : <https://univ-angers.academia.edu/ValentinTaveau>.

¹⁰ L. Bienvenue, « Sortir de la délinquance par l'expérience institutionnelle, une histoire racontée par les voix et par les corps (1873-1977) », *Op. Cit.*, p. 317.

La deuxième institution est le Mont-Saint-Antoine, école de réforme puis école de protection de la jeunesse privée, dirigée par les Frères de la Charité, des religieux venus de Gand en Belgique dans la deuxième moitié du XIX^e siècle à la demande de Mgr Bourget, archevêque de Montréal. Les Frères de la Charité ont repris l'institution de la congrégation de Saint-Vincent-de-Paul et se sont installés rue Sherbrooke à Montréal, sur un terrain et des murs financés par Antoine O. Berthelet. Au milieu du XX^e siècle, les Frères de la Charité dirigent toujours l'institution pour garçons délinquants de confession catholique envoyés par la Cour juvénile de Montréal ou par mesure de placement paternel. Le Mont-Saint-Antoine a pour réputation de prendre en charge les cas les plus durs et les mineurs les plus âgés. C'est une institution qui accueille de 200 à 300 jeunes, de 12 à 18 ans. L'institution se base également sur l'apprentissage de métiers industriels et l'enseignement scolaire de base, mais beaucoup moins sur la culture et l'élevage étant donné son implantation urbaine. La rééducation est pratiquée dans une optique religieuse, les Frères s'occupent ainsi de l'enseignement scolaire et de l'éducation familiale des jeunes.

Le cadre chronologique dans lequel s'inscrit notre étude est axé sur la période de publication du journal de Saint-Maurice, soit de 1945 à 1970. Mais ces bornes chronologiques correspondent également aux réformes législatives entreprises dans les deux territoires sur la délinquance juvénile à partir de 1945. Les recherches se focalisent alors sur les institutions dans les Trente Glorieuses, dans les années de réformes des internats de rééducation sous le *credo* de l'éducation et de la protection de la jeunesse. Au Québec, la chronologie de l'étude est en réalité plus courte, allant de 1945 à 1964/65, lorsque les Frères de la Charité vendent l'établissement à une corporation laïque. C'est également le temps de la Révolution Tranquille. L'institution est profondément transformée pour individualiser la prise en charge des jeunes mais les Frères continuent d'œuvrer pour l'éducation des délinquants.

3. Explication de la source principale et présentation des sources potentielles

La source principale de nos recherches sur la parole institutionnelle sur Saint-Maurice et au Mont-Saint-Antoine est donc le journal ou la revue, car par journal, il ne faut ni entendre journal « intime », ni journal « quotidien ». La source, que nous appelons journal, est définie ici comme étant une publication mensuelle ou régulière, écrite par un petit groupe de personnes, manuscrite ou ronéotypée, et qui présente la vie de l'institution à des lecteurs internes et surtout externes à l'institution, qui gravitent autour du monde de la justice des mineurs et de « l'éducation spécialisée » ou de la « protection de la jeunesse » au Québec. Une liberté d'expression et de création dans l'objectif d'informer sur l'institution à destination des individus et collectivités extérieures, civiles et politiques liées au monde de la rééducation des mineurs délinquants.

Force est de constater qu'une place, bien que restreinte et supervisée, est laissée à l'expression des voix des jeunes « délinquants » et du personnel d'éducation de l'institution, à partir des années 1940, du moins dans quelques institutions vues par leurs contemporains comme « modernes » telles que Boscoville au Québec ou l'I.P.E.S. Saint-

Maurice en France. La parole des jeunes « inadaptés » va bien au-delà de l'expression « thérapeutique » provoquée et recueillie par les autorités, les experts judiciaires, médicaux ou sociaux et surtout par les éducateurs dans le but d'aider et de « soigner » le jeune en lui proposant une rééducation (une peine en réalité) sur mesure¹¹.

Une expression écrite et orale liée aux loisirs mais qui a également pour objectif la responsabilisation du jeune et son éducation à la citoyenneté. Ainsi, à Boscoville au Québec, des annales ont été tenues où, sur des livres « convertis en journal des campeurs »¹², les jeunes délinquants envoyés en camps d'été à Boscoville dans les années 1940 racontent leur journée d'activités au grand air, les veillées sans doute, leur bonheur sûrement¹³. En France, cela prend la forme d'un journal édité et publié par les jeunes de l'institution. Une expérience journalistique apparemment initiée à Saint-Maurice lors de la Libération et qui se poursuit jusqu'en 1970¹⁴. Les inventaires d'archives en France laissent entrevoir de pareils journaux dans d'autres institutions publiques¹⁵. Dans ces journaux, les jeunes s'expriment sur leur vie au sein de l'institution, les métiers dont ils sont les apprentis, les sports pratiqués, les loisirs dont ils bénéficient, la vie qu'ils s'imaginent mais également les problèmes qu'ils rencontrent à l'institution (rationnement insuffisant, ambiance délétère, confort rustre, méfiance dans l'avenir, etc.). Les jeunes « gars »¹⁶ disposent alors d'une certaine liberté... dans leurs moyens de faire entendre leur voix : récit ou éditorial critique, poésie lyrique ou satirique, dessins et photographies, les moyens d'expression sont divers mais la parole est orientée, contrôlée. Par ailleurs, et cela le journal de Saint-Maurice permet de le connaître, les jeunes ont la possibilité de présenter des spectacles de chants et de théâtre au sein de l'institution ; les activités de veillées sont décidées par les jeunes. Mais ces activités « libres » se font dans le cadre de l'action des éducateurs. Enfin, à Boscoville et à Saint-Maurice, les institutions ont mis en place une organisation citoyenne où les jeunes participent au bon fonctionnement de l'établissement. Une nouvelle conception de la rééducation des jeunes, bien inspirée de l'esprit scout¹⁷, du moins en

¹¹ Enquête sociale et médicale largement systématisée après-guerre bien que mise en place dès la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants : <https://criminocorpus.org/fr/legislation/textes-juridiques-lois-decre/textes-relatifs-aux-p/de-la-monarchie-de-juillet-a-1/22-juillet-1912-loi-sur-les-t/>. Un travail d'écoute de l'éducateur mis en place dans plusieurs établissements à partir de 1945 et suite à l'expérience de 1936 à Saint-Maurice et l'introduction de moniteur-éducateurs formés. Toute une réflexion médicale et sociale construite et adoptée sous le régime de Vichy avec G. Heuyer entre autres voir: Michel Chauvière, *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*, Paris: Les éditions ouvrières, 1980 ; S. Fishman, *La bataille de l'enfance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008. Voir également l'analyse et la critique du juriste Christian Rossignol sur l'ordonnance : Ch. Rossignol, « La législation 'relative à l'enfance délinquante'. De la loi du 27 juillet 1942 à l'ordonnance du 2 février 1945 : les étapes d'une dérive technocratique », in « L'enfant de justice pendant la guerre et l'immédiat après-guerre », *Le Temps de l'histoire*, n°3, octobre 2000, Vaucresson, AHES-PJM.

¹² L. Bienvenue, « Sortir de la délinquance par l'expérience institutionnelle, une histoire racontée par les voix et par les corps (1873-1977) », *Op. Cit.*, p. 317.

¹³ Louise Bienvenue a consulté ces journaux d'été et les a utilisés dans ses recherches sur Boscoville ainsi que pour la publication d'un article : L. Bienvenue, « Sortir de la délinquance par l'expérience institutionnelle, une histoire racontée par les voix et par les corps (1873-1977) », *Op. Cit.* Lors de notre campagne de recherche au Québec, nous avons rencontré Louise Bienvenue et avons discuté de ces journaux sans pour autant les consulter. Il eut été utile pour notre étude de les étudier.

¹⁴ Il semble que l'IPES Saint-Maurice soit en effet le premier établissement public à encourager l'édition d'un journal tenu par les élèves, dès 1945. L'expérience de l'écriture journalistique s'achève en 1970.

¹⁵ Voir aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine, Fonds Brisset, cote 20 000111/16 à 20 000111/18, 1 vau 39 à 1 vau 44 Neufchâteau, *L'écho lorrain*, journal de l'établissement, 1948, 1950 puis 1954-1973.

¹⁶ C'est ainsi que s'exprime les reporters du journal *Espère* de Saint-Maurice pour parler des jeunes de Saint-Maurice afin de marquer une identité propre à l'institution.

¹⁷ M. Gardet et F. Tétard, *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiate après-guerre: lune de miel sans lendemain ?*, 21, Paris, Document de l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, 1995 ; D. Youf, *Juger et éduquer les mineurs délinquants*, Paris, Dunod,

France, mais également influencée par les conceptions de l'Éducation nouvelle¹⁸. A Saint-Maurice, une « République » est instituée, avec droit de vote, ministères et présidence dès 1944 et ce jusqu'au milieu des années 1950, tandis que Boscoville est conçu comme une ville avec quartiers et mairie où citoyens et élus se répartissent les responsabilités. Dans les deux cas, il s'agit de responsabiliser les jeunes, de les faire participer collectivement au fonctionnement de l'institution. Mais également de les placer comme acteurs de leur propre rééducation et de celle des autres. Un système progressif est en fonction dans les deux établissements. Parfois, la rééducation et la responsabilisation des jeunes (ou éducation à la citoyenneté¹⁹) passent par l'écriture de soi, que cela soit une expérience momentanée ou de longue durée.

Mais il eut été possible de concentrer nos recherches sur d'autres types de sources où les jeunes s'expriment. Bien que notre choix se soit portée sur un outil d'expression particulier, le journal institutionnel qui laisse plus de place à la pluralité des moyens d'expression, d'autres documents produits par les jeunes ou les adultes mais qui laissent transparaître la voix de ces jeunes « inadaptés » sont des sources potentielles : ce sont les écrits de jeunes. Les enquêtes sociales et les procès-verbaux de police et de justice, ainsi que l'expression dans un cadre « thérapeutique » des jeunes dans les COPES et les IPES ou ISES²⁰, suscitée par le personnel médical et éducateur constituent des sources de premier choix. Régis Revenin, travaillant au départ sur une histoire de l'homosexualité des garçons dans les Trente Glorieuses, a réalisé à partir des archives du Centre d'observation publique de Savigny-sur-Orge et sur des sources dont la voix est celle des jeunes directement ou indirectement écrite, une histoire de la sexualité des garçons et des filles dans les décennies d'après-guerre²¹. La correspondance des jeunes avec leur famille, leur père, leur mère, leurs ami(e)s ou petite copine, qui est systématiquement contrôlée et censurée, constitue une autre source de premier ordre sur la « voix » des jeunes « délinquants ». L'archivage harmonieux de cette correspondance des jeunes « délinquants » et « délinquantes » ne semble pas avoir été réalisé. Bien que nous en retrouvions quelques lettres dans les archives, elles sont dispersées dans les fonds d'archives des établissements d'éducation spécialisée. Peut-être faut-il également les chercher dans les dossiers individuels des jeunes, dans les archives judiciaires. Mais tout le courrier du jeune, reçu et envoyé, n'est pas destiné en premier lieu à être conservé dans les dossiers. Seulement les originaux et copies de lettres significatives pour l'institution, dans le dossier du

2009. J.-P. Jurmand, « De l'enfance irrégulière à l'enfance délinquante (1945-1950), itinéraire d'une pensée, naissance d'un modèle », in *Le Temps de l'histoire*, Vaucresson, CNFE-PJJ, AHES-PJM, n°3, octobre 2000.

¹⁸ Nous pensons particulièrement à l'exercice de l'écriture libre ou « libérée » du jeune, du texte libre théorisé par Célestin Freinet. Voir A. Vergnoux, *Cinq études sur Célestin Freinet*, Caen, PUC, 2005 ; P. Clancé, *Anthropologie de l'écriture et pédagogie de Freinet*, Caen, PUC, 2005. René Courtois parle de l'individualisation de la prise en charge à Saint-Maurice comme venant de « l'éducation nouvelle ». Voir Fonds René Courtois, AS/208(XIII)/11, 13 C 85, Dossier de Courtois sur les fumeurs et l'homosexualité, Communication de Courtois dactylographiée : « Fugue, étude et notation des moyens pratiques utilisés pour éviter sa manifestation dans les internats qui reçoivent des instables ».

¹⁹ Communication d'Éric Pierre à Montréal, « Former des travailleurs mais aussi des citoyens : la réforme de l'éducation surveillée en France 1945-1955 ».

²⁰ Voir Tables des sigles, p. 4.

²¹ R. Revenin, *Une histoire des garçons et des filles: amour, genre, sexualité dans la France d'après-guerre*, Paris, Vendémiaire, 2015.

jeune. Enfin, d'autres formes d'expression des jeunes en institution peuvent servir de source. Jean-Claude Vimont a travaillé sur les graffitis de la colonie pénitentiaire de Saint-Hilaire²² ; Mathias Gardet a pour sa part travaillé sur plusieurs formes d'expression des jeunes, les écrits et les images produits par ces derniers ou par des tiers mais qui portent sur les jeunes « inadaptés »²³. En effet, les rédactions scolaires en éducation surveillée peuvent apporter de nombreuses informations sur le jeune et la vie en institution car cet exercice d'écriture n'est pas anodin. Outre l'enseignement du français, les sujets de rédaction sont construits pour demander aux jeunes de raconter une journée passée ou un futur idéalisé, pour les laisser s'exprimer sur une thématique. Ces rédactions servent également à apprécier le comportement du jeune. Enfin, les journaux intimes sont susceptibles de nous livrer d'autres appréciations sur la vie en institution, par nature plus proche de la véritable pensée du jeune et donc plus réalistes. Mathias Gardet demeure l'un des chercheurs qui a le plus travaillé sur la parole des jeunes « inadaptés » à travers leurs écrits, leurs dessins. Un intérêt qui l'a conduit à diriger un numéro de la RHEI dédié à la parole des jeunes « irréguliers »²⁴. A notre avis, il a bien circonscrit la nature de ces sources et leur potentiel pour écrire l'histoire de l'enfance « irrégulière », voire même au-delà, afin d'intégrer ces écrits dans la compréhension du rapport des jeunes à la société française d'après-guerre²⁵.

De notre point de vue, l'étude des journaux institutionnels nous a convaincu de l'importance des écrits de jeunes et des sources à caractère plus littéraire qu'administratif dans la connaissance des institutions de rééducation dans la seconde moitié du XX^e siècle. C'est pourquoi nous avons entrepris de réaliser une étude plus globale sur les journaux institutionnels, au-delà de la part de libre expression des jeunes, pour comprendre le fonctionnement des institutions de rééducation pour garçons délinquants. Par ailleurs, nous avons croisé les sources françaises et québécoises sur deux institutions pour étudier une expérience de la parole institutionnelle quasiment similaire.

4. Perspectives de recherches et problématisation

Pour prolonger nos recherches entreprises en première année sur le journal institutionnel et la parole des jeunes nous voulions comparer la parole des « gars » de l'IPES Saint-Maurice avec l'écriture d'autres jeunes « inadaptés ». Un travail de mise en perspective de deux journaux institutionnels nécessite alors de s'appuyer sur des sources très

²² J.-C. Vimont, « Les graffitis de la colonie pénitentiaire des Douaires », in Chauvaud F., Petit J.-G., *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires*, Paris, Honoré Champion éditeur, p. 139-155.

²³ M. Gardet (dir), « Paroles libres, paroles captives : lectures de dossiers de jeunes placés », *RHEI*, n°11, 2009 ; « Pâtés et tâches à la plume sergent-major : les trésors enfouis des cahiers d'écoliers de jeunes délinquants », *RHEI*, n°11, 2009 ; « les écrits des jeunes mineurs délinquants : une revanche par l'image », *Vie sociale*, 2005, n°1, pp. 67-78. M. Gardet, « Lettres fictives à son juge. Les dossiers de jeunes délinquants du centre public d'observation de Savigny-sur-Orge, 1950-1965 », *Les cahiers dynamiques*, n°46, avril 2010, pp. 11-118.

V. Blanchard, M. Gardet, *Paroles de jeunes*, « Enfants en Justice- XIX^e XX^e siècles », Ministère de la Justice, <http://enfantsenjustice.fr/>, <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article36>. M. Gardet, « Lettres fictives à son juge. Les dossiers de jeunes délinquants du centre public d'observation de Savigny-sur-Orge, 1950-1965 », *Les cahiers dynamiques*, n°46, avril 2010, pp. 11-118.

²⁴ M. Gardet (dir), « Paroles libres, paroles captives : lectures de dossiers de jeunes placés », *RHEI*, n°11, 2009.

²⁵ M. Gardet, « Paroles de jeunes ; Écrits de jeunes dans les dossiers individuels », enfantsenjustice.fr, consulté le 29 avril 2016, <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article36>.

proches, qui traitent du même sujet et qui s'inscrivent dans une chronologie similaire. Une « cohérence dans les archives » doit être trouvée. Par ailleurs, il nous est apparu plus aisé de mettre en relation deux institutions connues des historiens, sur lesquels des travaux antérieurs ont été effectués, afin de mieux connaître les établissements étudiés. Nous avons axé nos recherches d'archives sur deux importantes institutions de réforme pour garçons, en France et au Québec. L'historiographie montre que des ponts peuvent être érigés sur l'histoire de l'enfance « irrégulière » et la justice des mineurs²⁶, malgré les différences de contextes politiques, sociaux et économiques ainsi que la part de l'Église dans la régulation de la société dans les deux sociétés occidentales des années d'après-guerre.

En France, dans les archives des institutions publiques de rééducations (COPES, IPES et ISES²⁷) conservées pour une partie dans les centres d'archives départementaux et aux Archives Nationales sur le site de Pierrefitte-sur-Seine au sein du fonds Brisset²⁸, des exemplaires de journaux d'institutions publiques sont conservés. Ils sont cependant insatisfaisants sur le plan quantitatif puisque les publications ne sont pas régulières ou produites sur un temps long, en comparaison avec la collection de journaux de l'IPES Saint-Maurice. L'état de la collection des journaux institutionnels apparaît donc pauvre, sauf peut-être pour *L'écho lorrain*, journal de l'IPES pour garçons de Neufchâteau, en Lorraine. Nous aurions pu également diversifier notre corpus en cherchant des journaux ou d'autres formes de prise de parole institutionnelle dans les archives des institutions de rééducation privées, majoritaires dans le paysage de la rééducation des mineur(e)s délinquant(e)s. Mais, par choix et faute de temps, nous n'avons pas cherché à localiser ces archives et à les consulter exhaustivement.

Enfin, le lecteur remarque que les mineures délinquantes et les institutions pour filles ne font pas partie des recherches et il aurait été intéressant, comme l'a fait remarquer David Niget, lors de la soutenance du premier mémoire, de travailler également sur la place de la parole dans les établissements de rééducation pour filles (Cadillac, instituts du Bon Pasteur, etc.). Mais il faut constater que les établissements de rééducation pour filles sont moins nombreux du fait de la moindre part des filles condamnées pour délinquance par les tribunaux des mineurs, réduisant *de facto* le nombre de sources. Les filles sont également sujettes à une emprise plus importante des institutions sur le libre usage de leur corps et de leur voix, souvent justifiée par la nature des déviances féminines : insoumission à l'autorité parentale, liberté sexuelle, prostitution... Toute l'organisation des institutions pour filles semble avoir été pensée pour rééduquer les corps et les voix qui ont dévié par le passé. Cependant, la pratique de l'écriture de soi, de l'écriture personnelle, à travers le journal intime, est identifiée comme une pratique plutôt féminine, bien que nous en retrouvions également dans les archives des institutions pour garçons. A notre connaissance, aucune étude générale n'a été entreprise sur l'expression des filles « délinquantes » et « inadaptées » dans les institutions d'éducation surveillée publiques ou privées. L'historienne du Musée de l'ENPJJ²⁹, consacré à l'histoire des enfants de justice, Véronique Blanchard, est spécialisée sur l'étude des déviances féminines et l'éducation des filles. La question du

²⁶ D. Niget, *La naissance du tribunal pour enfants, une comparaison France-Québec (1912-1945)*, op. cit.

²⁷ Voir Table des sigles, p.4.

²⁸ Voir Sources, 2. Les sources dans les archives françaises sur Saint-Maurice, p. 200.

²⁹ Voir Tables des sigles, p. 4.

genre tient une place centrale dans les recherches historiques sur la délinquance juvénile car bien que le corpus législatif ne fasse pas de différence des sexes, les centres d'observation et les institutions de rééducation, publiques et privées, ne sont pas mixtes et sont spécialisées dans la rééducation d'un seul genre. Par ailleurs, les peines prononcées par le juge des enfants ne sont pas les mêmes en fonction du sexe du mineur et de la nature du délit. Les peines, les conceptions de rééducation ainsi que les méthodes ne sont pas les mêmes. Cette « spécification » de la rééducation selon les sexes est bien connue des historiens, ou plutôt des historiennes car les études sur les institutions pour filles sont majoritairement menées par des femmes.

C'est donc Outre-Atlantique, vers le Québec précisément, que nous avons orienté nos recherches de sources pour deux raisons : la première est d'ordre affective ; la deuxième est justifiée par la lecture de la thèse de Danielle Lacasse sur le Mont-Saint-Antoine, où, indique-t-elle dans la présentation de ses sources, une collection de journaux édités par les Frères de la Charité puis par les jeunes de l'institution, entre 1945 et 1960, existe dans les archives des Frères³⁰. Il apparaissait alors possible de mettre en relation deux paroles de jeunes « délinquants » en institution de rééducation, qui trouvent leur expression par le journal, sur une chronologie quasi-similaire et dans deux « pays » occidentaux où l'historiographie de l'enfance « délinquante » et de la justice des mineurs a déjà montré tous les liens que l'historien pouvait tisser entre les deux histoires « nationales »³¹. C'était alors l'opportunité de travailler sur des sources, à la nature similaire, écrites par des jeunes que seul un océan sépare : des deux côtés de l'Atlantique, ils sont des « délinquants » sous le coup de la justice, envoyés en institution pour une mesure de « rééducation ». Une expérience inconsciemment partagée qui soulève les problématiques de formes, de contenus, de moyens, de ton, de mise en page, d'objectifs, d'enjeu du journal, des enjeux des institutions. Mais face à la réalité de la conservation des archives, et malgré la recherche des archives des Frères de la Charité, nous n'avons pu consulter les journaux écrits par les jeunes du Mont-Saint-Antoine³². Il est probable que les journaux ne soient plus conservés de nos jours³³. Sylvie Ménard ne les mentionne pas explicitement dans sa thèse plus récente bien qu'elle est eu accès aux archives des religieux³⁴. En contact avec l'historienne de l'UQAM, elle affirme ne pas se souvenir d'avoir lu des journaux de jeunes dans les archives des Frères de la Charité. En revanche, nous avons travaillé à partir des journaux écrits par les Frères, en charge de la rééducation des garçons mineurs au Mont-Saint-Antoine au Québec : les Frères de la Charité.

³⁰ D. Lacasse, *Le Mont-Saint-Antoine : la répression de la délinquance juvénile à Montréal 1873-1964*, Thèse, Canada, Ottawa, Université d'Ottawa, 1986.

³¹ Voir notamment D. Niget, *La naissance du tribunal pour enfants, une comparaison France-Québec (1912-1945)*, Rennes, PUR, 2009 ; M.-S. Dupont-Bouchat et É. Pierre, *Enfance et justice au XIX^e siècle*, Paris, PUF, 2001. J. Trépanier,

³² Danielle Lacasse et Sylvie Ménard ont eu accès aux archives des Frères de la Charité. Nous avons essayé d'entrer en communication avec le CRC, la Conférence religieuse canadienne qui « supervise » l'action des Frères au Québec et avec Gaston Paquet, responsable des Frères de la Charité à Saint-Sulpice, en vain. Nous n'avons donc pas accéder aux archives des Frères de la Charité qui contiennent beaucoup plus d'informations sur le Mont-Saint-Antoine des années 1940 et 1950 que les archives publiques.

³³ En réalité, un seul exemplaire semble avoir été conservé à la Bibliothèque et Archives du Canada à Ottawa. Voir : Mont-Saint-Antoine (Maison de correction). Echos Antoniens / les Freres de la Charite -- [Montreal : Mont-Saint-Antoine, 1954-195-] -- v. : ill. ; 28 cm. -- ISSN 1717-2217 -- No AMICUS 31542977. Et la réponse de Julia McIntosh de la direction des services de références : « J'ai trouvé la notice bibliographique dans notre catalogue, AMICUS, concernant le journal «Les Échos antoniens». Malheureusement, il semble qu'aucun document ne soit relié à cette notice. En conséquence, il nous est impossible de satisfaire votre requête pour la consultation de ce journal ».

³⁴ S. Ménard, *Des enfants sous surveillance: la rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, op. cit., p. 246-247.

Un travail sur le Mont-Saint-Antoine rendu aujourd'hui possible par l'historiographie qui a été réalisée sur l'institution bien, qu'il n'y ait pas d'étude générale sur l'institut dans la deuxième moitié du XX^e siècle. La mise en perspective de la « voix » des jeunes « délinquants » en France et au Québec n'est donc, aujourd'hui, pas réalisable. En revanche, il eut été possible de travailler à partir des « annales de Boscoville », ces livres de souvenirs écrits au jour le jour par les jeunes « délinquants » envoyés au camp d'été du Père Albert Roger.

C'est alors sur le journal en tant que vitrine de l'institution que nous avons concentré nos recherches et établi nos problématiques. En effet, nous avons deux institutions, différentes de par leur géographie et leur statut, mais qui ont en commun de prendre en charge de jeunes « gars » délinquants envoyés par les instances judiciaires pour être rééduqué, par un travail social et l'apprentissage d'un métier. Par ailleurs, elles utilisent toutes deux le journal comme voix pour s'exprimer sur le quotidien de l'institution. Le chercheur ne peut alors que s'interroger sur l'intérêt porté par les institutions à s'exprimer via le journal à partir de la fin des années 1940. La « prise de plume » des jeunes « délinquants » ou du personnel des institutions, à travers le journal dans ce cas précis, apparaît alors aux yeux du chercheur doublement intéressante : elle présente une nouveauté pour les institutions de rééducation, jusque là plutôt taciturnes et dont les rapports aux médias sont en général ponctuels et défavorables à leur image³⁵. Nous ne pouvons que nous interroger sur les causes de son apparition et son intérêt pour l'institution. Mais l'intérêt est double car le contenu du journal nous livre également une quantité d'informations importante, à la qualité diverse et variée, sur les jeunes et l'institution, dont il faut minutieusement trier le vrai du faux, que le chercheur en histoire de l'enfance « irrégulière » peut utiliser pour connaître le quotidien, réel et projeté, de la vie des jeunes en institution. Il y a beaucoup à en tirer et nous sommes convaincus de son intérêt dans l'histoire de la jeunesse « irrégulière ». Le plan de l'étude de cas du mémoire de première année présentait la multitude de ces sujets abordés par les jeunes et la diversité des modèles d'expression, à travers l'étude du seul journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice. De plus, nous avons tenté de démontrer la part entre parole institutionnelle et libre expression des jeunes. Cependant, le travail souffrait d'une absence d'éléments comparatifs qui permettent de dessiner un début d'histoire des écrits de jeunes « délinquants » à travers les journaux³⁶. C'est pourquoi nous avons souhaité travailler à partir de deux journaux « institutionnels » de jeunes « délinquants », écrits entre 1945 et 1970, afin de renforcer les savoirs sur la réalité et les mythes de la vie des

³⁵ Voir les scandales des bagnes pour enfants dans l'entre-deux-guerres en France : P. Quincy-Lefebvre, « Les campagnes de presse : un creuset militant pour l'enfance. L'engagement d'Alexis Danan, reporter à Paris-Soir dans les années trente. », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, *op. cit.* Et l'appel à l'aide des Frères de la Charité à l'été 1947 dans le journal *le Devoir*.

³⁶ Les journaux d'institution ont été consultés par quelques historiens et historiennes dans leurs travaux sur les institutions d'éducation spécialisée mais ils n'ont jamais, à ma connaissance, fait l'objet d'une étude particulière quant à leur apport en tant que source ou sur son rôle au sein de l'institution et l'enjeu de l'écriture des jeunes « délinquants ».

Voir la communication d'É. Pierre à Montréal, « Former des travailleurs mais aussi des citoyens : la réforme de l'éducation surveillée en France (1945-1955) » où l'historien puise dans les journaux pour raconter la vie des jeunes, le travail et la formation à la citoyenneté ; Le mémoire de master de G. Guimbretière, *La réforme de l'éducation surveillée à Saint-Maurice 1936-1958*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine option archives, Université d'Angers, 1999 ; La mention dans l'état des sources de la thèse de D. Lacasse, *Le Mont-Saint-Antoine : la répression de la délinquance juvénile à Montréal 1873-1964*, *op. cit.* p.10 du Pdf. Mais l'auteure ne semble pas avoir utilisé les journaux dans son étude sur le Mont-Saint-Antoine bien qu'elle écrit avoir « dépouillé de façon exhaustive » le journal mensuel « étudiant de 1954 à 1960 ».

jeunes en institution de rééducation ; afin de comparer la part de liberté d'expression des jeunes dans chacune des institutions ; enfin, pour analyser l'enjeu de l'expression des jeunes et du journal pour les institutions d'éducation spécialisée. Le contenu de ces journaux interroge également ; s'il est logiquement valorisant vis-à-vis de l'institution qui en est l'auteur, il ne peut qu'apporter à l'historien(ne) des connaissances sur le fonctionnement de l'institution et l'image qu'elle se renvoie et qu'elle souhaite présenter aux lecteurs. De plus, la publication régulière des journaux permet de voir les évolutions de l'institution et son inscription dans une société mouvante. Enfin, il est également possible d'analyser les points communs, les différences et les spécificités du journal pour chacune des institutions malgré la différence de nature des auteurs.

Le journal institutionnel des « écoles professionnelles » de rééducation de jeunes délinquants soulève alors une multitude de problématiques au chercheur, qu'il travaille sur un cas en France ou Québec. La première est celle des causes de l'édition d'un journal par l'institution pour s'exprimer et ce régulièrement, que cela soit par le biais des jeunes ou des adultes. Par ailleurs, nous pouvons nous interroger sur la fonction prêtée au journal par les institutions. Enfin, quelles en sont les finalités ? Car si nous retrouvons ces deux expériences d'écriture institutionnelle de part et d'autre de l'Atlantique, c'est que dans le journal, les institutions ont un besoin de produire leur propre discours et de diffuser par leurs propres moyens une image officielle de l'institution.

En quoi la parole officielle des institutions d'éducation surveillée, publiée à travers les écrits de jeunes « délinquants » et de la direction, participe-t-elle à la nouvelle orientation des institutions de rééducation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

La problématique pose la perspective de l'aspect performatif de la parole institutionnelle. Le développement repose sur les thématiques traitées par les deux institutions dans leurs écrits, ce qui permet de relier nos deux sources. Mais le développement présente aussi les spécificités propres à chaque institution.

Le fonctionnement de l'institution est un thème commun à nos deux journaux qui numéros après numéros, établissent un tableau de l'organisation de leur institution de rééducation auprès des jeunes garçons. L'enseignement technique et l'apprentissage, l'éducateur et le groupe, la gestion familiale de l'institution sont des éléments communs de nos deux institutions. Mais derrière l'œuvre harmonieuse, il y a une épaisse couche de discours et d'images qui faussent l'appréciation du fonctionnement de l'institution, propres à chaque auteur. Si les deux établissements s'engagent dans la voie de l'enseignement technique avec une même volonté, il semble que l'institution éprouve le besoin d'aider les jeunes au-delà des murs de l'institution. Par ailleurs, les deux institutions revoient leur mode de rééducation en responsabilisant les jeunes et en accentuant le travail éducatif sur un nouvel acteur : l'éducateur. Enfin, les établissements conçoivent leur fonctionnement sur le modèle familial. C'est tout le développement de notre première partie.

Au cœur des deux institutions et des écrits, les jeunes garçons. C'est l'objet de notre deuxième partie. Les journaux, les lettres, racontent la vie quotidienne des jeunes à travers les heures de scolarité, d'apprentissage, de loisirs, de réfectoire, etc. Les deux journaux annoncent une vie quotidienne organisée, encadrée, rythmée et enjolivée

par le fonctionnement communautaire et familial de l'institution. Mais derrière cette image d'Épinal de la vie des quotidienne des jeunes, il y a leurs déviances et les violences dont ils sont les auteurs et parfois, les victimes. Enfin, les écrits institutionnels ont pour vocation à exprimer une conception idéale de la jeunesse, celle que le personnel s'attache à construire, propres aux valeurs portées par la direction et la société.

L'objectif des journaux des institutions de rééducation, par la présentation du fonctionnement de l'établissement et tous les discours des jeunes et sur les jeunes, est de promouvoir l'institution. Le journal n'est pas une fin, il est un moyen de renforcer et conforter l'institution dans son œuvre rééducative. Cet outil de propagande est judicieusement utilisé par les deux institutions, qui par différentes formes, parviennent à construire leur propre image et réputation. De plus, il s'agit là pour le personnel de promouvoir le mode de rééducation à l'œuvre et de prouver leur adaptation au contexte des réformes plus protectrices. Il apparaît nécessaire aux institutions de justifier leur action auprès des jeunes « délinquants ». Enfin, le but principal du journal, c'est de renforcer l'institution dans le paysage de l'éducation surveillée, et d'obtenir de multiples soutiens politiques et financiers.

Historiographie

1. Historiographie des jeunes et de la jeunesse : une entrée récente dans le domaine historique

L'étude des jeunes et de la jeunesse par les sciences sociales relève historiquement de la psychologie et de la sociologie, deux domaines d'études et de recherches qui se sont structurés tout au long du XX^e siècle. Nombre de théories sur l'enfance et la jeunesse ainsi que des expériences éducatives sont nées des réflexions des psychologues, en partant des théories de Sigmund Freud exposées durant l'entre-deux-guerres, en passant par les *libres enfants de Summerhill* d'Alexander S. Neill, à la psychologie infantile de Françoise Dolto. Les sociologues ont appelé par leurs études, à porter une attention particulière aux enfants, aux jeunes et surtout à l'origine des catégories. L'intérêt de l'histoire pour ces « âges de la vie »³⁷ est encore plus récent, de la seconde moitié du XX^e siècle, du début des années 1970 précisément, quand « l'historien du dimanche » Philippe Ariès s'intéresse à *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, souhaitant ainsi remonter aux origines de la conception de l'enfance comme période spécifique de la vie³⁸. Les études en sciences sociales sur l'enfance, les adolescents, les jeunes, la jeunesse, les jeunes, intéressent seulement depuis quelques décennies les historiens. Elles connaissent aujourd'hui un réel regain, notamment pour la période post-45, sur les Trente Glorieuses et le phénomène du *Baby-Boom*, de l'explosion des

³⁷ Voir la journée d'études du 27 novembre 2015 sur *Les âges de l'enfance dans l'histoire* organisée aux Archives départementales de Maine-et-Loire : <https://enjeux.hypotheses.org/category/activites-trans-axes>.

³⁸ Ph. Ariès, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1973.

naissances et donc de l'augmentation effective des jeunes³⁹. Une culture des « jeunes » naît de ces années de croissance, entretenue par toute une production de biens et d'objets qui leurs sont dédiés : cinéma, musique, magazines, jeux, vêtements, etc.⁴⁰.

Les chercheurs en histoire s'interrogent toujours aujourd'hui sur la manière de parvenir à définir ce qu'est l'enfance, l'adolescence, la jeunesse. Faut-il se baser sur des critères médicaux et scientifiques ou plutôt privilégier les définitions juridiques ? Faut-il employer le singulier ou le pluriel pour parler de jeunesse ? Les historiens et les historiennes, travaillant sur le temps, considèrent l'enfance, l'adolescence, la jeunesse comme des « âges de la vie » spécifiquement marqués par une infériorité de type physique, morale, sexuelle et juridique par rapport aux adultes. Les notions de fragilité, de faiblesse, de minorité sont donc associées à l'enfance, à la jeunesse mais ne leurs sont pas exclusives (communautés, minorités ethniques ou religieuses, personnes homosexuelles, femmes sont associées à la notion de minorité dans nombre d'études). L'enfance et la jeunesse sont aujourd'hui des objets de l'histoire à part entière, déclinés à travers plusieurs perspectives d'études les liant à l'éducation, à la sexualité, aux loisirs, à la délinquance, à la colonisation, à la guerre, etc.⁴¹. L'enfance et la jeunesse sont étudiées dans une perspective historique sous plusieurs angles. Des programmes de recherches y sont consacrés comme le programme Enjeu[x] de l'Université d'Angers et qui regroupe les universités d'Angers, de Nantes et du Maine sur l'enfance et la jeunesse, de l'Antiquité à l'époque contemporaine⁴².

Philippe Ariès est l'auteur qui, par son étude, a provoqué les études historiques sur l'enfance et la jeunesse. Une œuvre décriée par les historiens, qui lui ont reproché son analyse simple voire simpliste, à partir d'un corpus de sources jugé peu prolixe, doté d'un appareil critique faible, et qui nie toute existence d'un sentiment de l'enfance au Moyen-âge. Les historiens médiévistes, tels que Jacques Le Goff ou encore Didier Lett, ont contre-attaqué par des études sur l'enfance, leur représentation, leur place dans la sphère familiale des sociétés médiévales. Les critiques et les publications scientifiques qui ont suivi Philippe Ariès l'ont obligé à revoir son analyse et à porter considération à l'existence de l'enfance et de la jeunesse au Moyen-âge, déterminées par des rites, des temps de passages d'un âge à un autre, d'un statut, d'un état à un autre marqué par des responsabilités nouvelles⁴³. La multitude des études sur l'enfance et la jeunesse a conduit à l'édition de grandes synthèses, qui concrétisent leur inscription dans le champ de

³⁹ J.-F. Sirinelli, *Les baby-boomers. Une génération 1945-1969*, Paris, Fayard, 2003 ; I. R. Jobs, *Riding the New Wave. Youth and Rejuvenation of France after the Second World War*, Stanford, Stanford University Press, 2007.

⁴⁰ « Les historiens de la période contemporaine sont les derniers à s'être emparés de ce nouvel objet » selon É. Pierre, « Histoire de la jeunesse en France aux XIX^e et XX^e siècles », in *Nouvelles perspectives de l'histoire sociale en France et en Roumanie*, Iasi, Editura Universitatii Alexandru Ioan Cuza, 2003, p. 177. Sébastien Le Pajolec, « Tous les garçons et les filles de leur âge. Jeunesse et cinéma en France (1953-1975) », Thèse en Histoire, Paris I, 2005 ; A.-M. Sohn, *Age tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 60*, Paris, Hachette, 2001.

⁴¹ G. Humbert, *Jeunesse et Etat*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1991 ; V. Blanchard, R. Revenin, et J.-J. Yvoret, *Les Jeunes et la sexualité. Initiations, interdits, identités (XIXe-XXI siècle)*, Paris, Autrement, 2010 ; R. Revenin, *Une histoire des garçons et des filles: amour, genre, sexualité dans la France d'après-guerre*, Paris, Vendémiaire, 2015 ; A. François, V. Massin, et D. Niget, *Violences juvéniles sous expertise(s)*, Louvain-la-Neuve: Presses universitaires de Louvain, 2011 ; M. Gardet et D. Niget (ss dir.), *Enfances déplacées, T.II, en temps de guerre*, *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. *Le Temps de l'histoire*, n° 15, octobre 2013 ; M. Gardet et D. Niget (ss dir.), *Enfance déplacées, T.I, en situation coloniale*, *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. *Le Temps de l'histoire*, n° 14, décembre 2012.

⁴² Voir la présentation du programme et les actualités sur le site web : <http://enfance-jeunesse.fr/>.

⁴³ D. Lett, *L'enfant des miracles*, Paris, Aubier, 1997 ; P. Riché, *Être enfant au Moyen âge*, Paris, Fabert, 2010.

la recherche historique, en démontrant son historicité⁴⁴. L'enfance et la jeunesse sont des constructions historiquement constituées par les sociétés, sensibles au changement, non condamnées à l'immuable, et donc par conséquent sont histoire. C'est toute l'analyse de Pierre Bourdieu mais aussi d'Olivier Galland sur les jeunes et la jeunesse, construction normative de la société : « *la jeunesse et la vieillesse ne sont pas des données mais sont construites socialement, dans la lutte entre les jeunes et les vieux* »⁴⁵. La jeunesse « n'est qu'un mot » pour l'éminent sociologue⁴⁶. Olivier Galland a retracé historiquement la construction de la jeunesse comme entité. C'est selon lui la scolarisation croissante des enfants de la bourgeoisie à la fin du XVIII^e siècle qui est à l'origine de la distinction d'un temps transitoire entre la petite enfance et l'accès aux responsabilités adultes marquées par le mariage, le travail, le rôle de chef de foyer, la propriété, le droit de vote. Au XIX^e siècle, l'industrialisation et l'urbanisation posent la question du statut des enfants, dans nombre de domaines : le travail, la scolarisation, la justice par exemple. L'action de philanthropes et de législateurs amène à l'élaboration de toute une législation dédiée à la protection mais aussi au contrôle de l'enfance et de la jeunesse, voire aux classes laborieuses⁴⁷, qui tend à se définir non pas par ses spécificités mais plutôt par ses différences avec les codes du monde adulte. Les jeunes sont limités par l'âge, par la majorité, par les droits et les interdits tels que le droit à l'instruction ou la libre décision du mariage. Mais les jeunes se définissent aussi par les devoirs, les responsabilités qui leur incombent, tels que le devoir patriotique ou le charivari qui institue un rôle de gardiens des bonnes mœurs au sein d'un village, aux jeunes hommes et femmes. Comme Olivier Galland, nous pouvons alors suggérer que « *l'inscription de la jeunesse comme objet politique ne manquera pas de contribuer à révéler- à créer ?- les problèmes sociaux spécifiquement juvéniles, et en premier lieu la délinquance* »⁴⁸, tout particulièrement dans les sociétés du XX^e siècle, qui en Occident, sont très marquées par l'émergence de l'enfance et de la jeunesse comme enjeu national. La Première Guerre mondiale, mais plus encore les fascismes et le nazisme ainsi que la Deuxième Guerre mondiale ont attribué à la jeunesse un rôle vital de thermomètre permettant d'évaluer la santé d'un pays, la puissance d'une nation.

Ludivine Bantigny est peut-être l'historienne qui s'est le plus intensément consacrée à l'étude des jeunes et de la jeunesse dans la seconde moitié du XX^e siècle, et tout particulièrement dans le contexte des Trente Glorieuses. Dans sa thèse publiée en 2007, elle étudie tout le poids du mot jeunesse sur les jeunes et les réalités auxquelles ils sont confrontés. Elle démontre les épreuves auxquelles les jeunes doivent faire face, sous tous les angles, de la scolarité à la délinquance, en passant par le service militaire, offrant une analyse panoptique des jeunes et de la jeunesse dans ces années de croissance démographique et économique. Ludivine Bantigny fait une véritable autopsie

⁴⁴ M. Crubellier, *L'enfance et la jeunesse dans la société française 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 1979 ; E. Becchi et D. Julia, *Histoire de l'enfance en Occident du XVIII^e siècle à nos jours*, 2 vol., Paris, Le Seuil, 1998 ; G. Levi et J.-C. Schmitt, *Histoire des jeunes en Occident, T.I De l'Antiquité à l'époque moderne ; T.II l'époque contemporaine*, Paris, Le Seuil, 1996.

⁴⁵ P. Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de minuit, 2002, p. 144.

⁴⁶ *Ibid*, titre du chapitre sur la jeunesse.

⁴⁷ C'est la thèse d'Anthony Platt : A. M. Platt, *The Childs Savers: the Invention of the Delinquency* ; « The Rise of the Child-Saving Movement : A Study in Social Policy and Correctional Reform », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 381, The Future of Corrections (Jan., 1969), pp. 21-38.

⁴⁸ O. Galland, *Les jeunes*, Paris, La Découverte, 7^e éd., 2009, p.30.

de la jeunesse dans ce contexte français, et remet en cause l'idée du « plus bel âge ? ». Son travail fait écho à celui de Jean-François Sirinelli sur la même génération, celle des *Baby-boomers*⁴⁹.

Mais le renouveau historiographique sur les jeunes et la jeunesse s'est illustré avec l'ouvrage collectif *Jeunesse oblige, L'histoire des jeunes en France XIX-XX^e siècles* paru en 2009, dirigé par Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka, rassemblant les contributions d'historien(ne)s émérites et les nouvelles études de jeunes chercheur(e)s⁵⁰. Cet ouvrage à plusieurs mains concrétise d'une certaine manière l'appel de l'historienne Michelle Perrot, au début des années 1990, à multiplier les études historiques sur la jeunesse⁵¹. L'ouvrage embrasse deux siècles d'histoire contemporaine mais n'est en rien une synthèse historique sur la jeunesse et les jeunes, telle que Maurice Crubellier l'a réalisée à la fin des années 1970, ouvrant toutefois une porte par laquelle plusieurs historiens et historiennes s'y sont aventurés⁵². Il rassemble des contributions individuelles, des articles, sur une thématique précise, issue de la spécialité de l'auteur(e) ou de ses nouveaux champs de recherche. La diversité des thèmes, des auteur(e)s et des périodes présentées constituent alors la richesse de cet ouvrage. Il faut y constater le maintien des études sur la jeunesse au XIX^e siècle, sous les prismes du travail, de la scolarité, de la ruralité, ce à quoi Jean Claude Farcy, historien de la justice et de la ruralité au XIX^e siècle, s'était déjà attaché à faire avec Jacques-Guy Petit.

C'est surtout pour la seconde moitié du XX^e siècle, sur la période des Trente Glorieuses, que l'ouvrage recense le plus de contributions et affiche le renouvellement des études. Toutefois, il ne faut pas oublier les contributions de chercheur(e)s sur la première moitié du XX^e siècle, sur l'entre-deux-guerres. Christine Bard, historienne des féminismes, nous éclaire sur la garçonne⁵³ tandis que Pascale Quincy-Lefebvre présente la réforme de la majorité pénale et ses conséquences pour la justice des mineurs⁵⁴. Les recherches de Pascale Quincy-Lefebvre sont concentrées sur le premier XX^e siècle, période sous-étudiée dans l'historiographie de la jeunesse⁵⁵. C'est surtout sous la problématique de la justice des mineurs que l'historienne s'est attelée à étudier la jeunesse⁵⁶ féminine à travers les filles du Bon-Pasteur de Nancy puis tout dernièrement en dirigeant un projet de recherche, à partir des archives du Bon Pasteur, pour une étude à l'échelle nationale voire internationale sur la congrégation religieuse en charge des filles délinquantes⁵⁷. C'est aussi l'auteure d'une biographie exhaustive sur Alexis Danan, ce reporter de *Paris Soir* qui mena une véritable « campagne médiatique » pour dénoncer les conditions de vie des jeunes dans les « *Bagnes pour*

⁴⁹ J.-F. Sirinelli, *Les baby-boomers. Une génération 1945-1969*, Paris, Fayard, 2003.

⁵⁰ L. Bantigny et I. Jablonka, *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2009.

⁵¹ M. Perrot (dir.), « Jeunesses XX^e siècle », *Le Mouvement social*, n° 168, juillet-septembre 1994.

⁵² M. Crubellier, *L'enfance et la jeunesse dans la société française 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 1979.

⁵³ Ch. Bard, « Jeunesse de la garçonne », pp. 111-126, in *Jeunesse oblige...*, op.cit.

⁵⁴ P. Quincy-Lefebvre « Droit, régulation et jeunesse. Réforme de la majorité pénale et naissance des 16-18 ans à la Belle Époque », in *Jeunesse oblige...*, op.cit, pp. 95-108.

⁵⁵ C'est aussi le constat d'O. Galland, op. cit, p. 27.

⁵⁶ P. Quincy-Lefebvre, *Familles, institutions et déviances. Une Histoire de l'enfance difficile, 1880-fin des années trente*, Paris, Economica, 1997.

⁵⁷ A paraître.

enfants »⁵⁸. Le legs historiographique de l'historienne Pascale Quincy-Lefebvre est immense car ses recherches sur l'enfance et les jeunes sur la période sont pionnières, qu'elles portent sur l'histoire des institutions, la législation ou l'étude de la société française face à l'enfance « délinquante ».

Une société française profondément bouleversée dans les années d'après-guerre par une jeunesse qui ne cesse de croître. Par ailleurs, la délinquance juvénile augmente sensiblement. La jeunesse se trouve alors propulsée au premier plan, du moins à partir des années 1950, notamment parce qu'elle affirme ses particularités, se construit ou se fait bâtir par les médias une identité spécifique : après les Apaches de la fin du XIX^e et du début XX^e siècle, des Zazous ou des J-3, c'est le phénomène des bandes de jeunes, des blousons noirs⁵⁹. Dans les études historiques, c'est l'émergence de la jeunesse comme groupe social distinct qui est interrogé, la culture « jeune » qui est étudiée à travers le cinéma notamment, qui inquiète beaucoup les adultes qui jugent son influence néfaste sur le comportement des adolescents, des jeunes. C'est tout le travail de Sébastien Le Pajolec, historien spécialisé dans la communication audiovisuelle à l'Université Paris I⁶⁰, car toute une production cinématographique trouve un engouement dans la jeunesse : le film *les 400 coups* de François Truffaut ou bien encore la figure de *bad boy* de James Dean, blouson noir américain dans *La Fureur de Vivre*. Ce sont également tous les films « de papa », de guerre, de westerns américains et les films de gangsters et policiers français, dans lesquels jouent de grandes figures du cinéma comme Jean Gabin, Lino Ventura où la nouvelle génération fait ses premiers pas à leurs côtés, Jean-Paul Belmondo et Alain Delon en tête.

La jeunesse des Trente Glorieuses est également explorée dans son rapport à la sexualité, sujet que Michel Bozon, sociologue et directeur de recherche à l'INED, étudie depuis le milieu des années 1990⁶¹. Il publie dans *Jeunesse oblige* un article historique sur l'évolution du rapport des jeunes à la sexualité entre 1950 et 2000. Plus récemment encore, en 2015, Régis Revenin a publié une histoire de la sexualité comparée des filles et des garçons dans les Trente Glorieuses, principalement à partir des dossiers de jeunes dans les archives judiciaires et des centres d'observations⁶². Une problématique également étudiée par Véronique Blanchard, chercheuse du Ministère de la Justice au Musée Enfants en Justice⁶³, plus particulièrement sur les filles de justice. Les publications scientifiques sur les jeunes et la sexualité rejoignent inévitablement les problématiques de genre.

⁵⁸ P. Quincy-Lefebvre, « Les campagnes de presse : un creuset militant pour l'enfance. L'engagement d'Alexis Danan, reporter à Paris-Soir dans les années trente. », *RHEI*, n° 13, pp. 25-43. Voir également le livre que l'auteure lui a consacré : *Combats pour l'enfance, itinéraire d'un faiseur d'opinion, Alexis Danan, 1890-1979*, Paris, Beauchesne, 2014.

⁵⁹ M. Marwan et L. Mucchielli, *Les bandes de jeunes. Des « blousons noirs » à nos jours*, Paris, La Découverte, 2007 ; M. Fize, *Les bandes. L'« entre-soi » adolescent*, Paris, Desclée de Brouwer, 1993.

⁶⁰ S. Le Pajolec, *Tous les garçons et les filles de leur âge. Jeunesse et cinéma en France (1953-1975)*, Thèse de doctorat, Histoire, Université de Paris I, décembre 2005.

⁶¹ Voir sa bibliographie sur sa page du site de l'INED : <http://michelbozon.site.ined.fr/>. Voir M. Bozon, « Jeunesse et sexualité (1950-2000). De la retenue à la responsabilité de soi », pp. 225-243 in *Jeunesse oblige...*, op. cit.

⁶² R. Revenin, *Une histoire des garçons et des filles: amour, genre, sexualité dans la France d'après-guerre*, Paris, Vendémiaire, 2015.

⁶³ V. Blanchard, R. Revenin, et J.-J. Yvorel, *Les Jeunes et la sexualité. Initiations, interdits, identités (XIXe-XXI siècle)* (Paris: Autrement, 2010).

L'enfant de justice, les jeunes « délinquants » sont également au cœur des études sur la jeunesse d'après-guerre, au vu de l'augmentation de la délinquance juvénile. Les recherches relient alors un groupe d'âge, les jeunes, aux problématiques des régulations sociales. Elles posent la question de la définition de la délinquance juvénile et des solutions de l'État pour y remédier : régulation sociale ou contrôle social touchant seulement un groupe juridiquement déterminé ou également d'autres groupes sociaux ?

2. « Les régulations sociales et l'histoire » : essai d'historiographie d'un concept

Le terme de régulations sociales nous paraît à la fois clair et complexe. Deux mots clairs au point que l'étudiant en histoire en oublie de revenir sur sa définition, sa signification, sur sa construction et son application dans le champ historique. Il oublie également que l'assemblage de deux mots apparemment simples recouvre une réelle complexité de compréhension d'un concept « composé »⁶⁴ et que suivant les écoles de pensées qui divisent et qui par la même occasion stimulent la production de nouveaux savoirs, le concept de régulation sociale est interprété de différentes manières.

Pourtant, nombre de chercheur(e)s en sciences historiques ont adopté le concept de régulation sociale dans leurs travaux de recherche. C'est le cas pour les historiens et les historiennes de l'université d'Angers depuis la création de l'HIRES, centre d'histoire des régulations et des politiques sociales en 1991 par Jacques-Guy Petit, mais également au Québec avec le Centre d'histoire des régulations sociales depuis 1990. Notre sujet de recherche s'inscrit parfaitement dans la thématique de régulation sociale puisque nous travaillons sur une population juvénile masculine et délinquante, sous le coup de la justice et placée dans une institution de rééducation afin de parvenir au relèvement moral et à une réinsertion dans la société. Il convient donc d'explicitier le champ de recherche dans lequel nous nous situons et qui est intrinsèquement présent, tout au long de nos recherches et de notre réflexion sur la parole institutionnelle⁶⁵. Une parole des institutions de rééducation qui peut être analysée sous l'angle de l'expression de la régulation sociale institutionnelle et personnelle.

L'historiographie prend traditionnellement pour date de départ des études sur le concept de régulation sociale la publication d'Edward Ross, *Social Control*, au tout début du XX^e siècle⁶⁶. De prime abord, le terme anglais de *Social Control* peut être traduit par contrôle social, qui est plus circonscrit que le terme de régulation qui chez les anglophones, est employé pour qualifier « l'action des autorités publiques sous la forme de politiques

⁶⁴ J.-G. Petit, « Les régulations sociales et l'histoire », in J.-M., Fecteau et J. Harvey (dir.), *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, PUQ, 2005, p. 41.

⁶⁵ Cette partie s'appuie pour beaucoup sur l'ouvrage résultant d'un colloque consacré à la perspective historique de la régulation sociale : J.-M., Fecteau et J. Harvey (dir.), *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, PUQ, 2005.

⁶⁶ E. A. Ross, *Social Control*, New York, Johnson Reprint C.O (1901), 1970.

réglementaires »⁶⁷. Il y a donc confusion entre les deux termes, anglais et français, qui ne recouvrent pas les mêmes réalités.

En France, ce sont les sociologues qui se sont d'abord emparés de ce concept de régulation sociale, que les anglophones utilisent donc peu. Jacques-Guy Petit revient longuement sur ce terme de régulation en partant de son étymologie latine : *regula*, la règle, ou plus généralement *regulare*, « action de dominer, diriger, régler ». C'est d'abord le terme de régulateur qui est en usage, très lié aux théories économiques libérales mais aussi appliqué à la nature, aux lois depuis les Lumières, selon les travaux de Canguilhem sur l'origine du mot. Le terme de régulation est en fait très contemporain, son utilisation n'étant pas courante avant le milieu du XIX^e siècle, dans le siècle de la biologie où le terme de régulation est un plus employé. Son application au champ social relève également du même siècle, qui interprète le fonctionnement des sociétés au regard des mécanismes observés dans la nature, s'inspirant des théories libérales et du darwinisme social. Depuis la publication de l'ouvrage d'Edward Ross, des écoles de pensées se sont construites sur cette notion de régulation sociale, notamment à partir de l'école de Chicago, qui s'est montrée pionnière dans nombre d'études sociales. Ce sont les études de Becker sur l'étiquetage social, de Goffman sur les « institutions dites totales » ou bien encore de Canguilhem, référent commun de Michel Foucault et de Pierre Bourdieu. En France, la pensée des structuralistes autour de Claude Lévi-Strauss est opposée à la vision interactionniste de Michel Foucault. L'historiographie retient alors « deux façons de penser le lien qui unit le monde des acteurs et celui des institutions »⁶⁸ : un rapport de pouvoir ou complémentarité fonctionnelle, et l'autre vision qui réfute le rapport et la vision binaire et qui affirme surtout que tout agent social institue. D'un côté, la conception étatique de la régulation sociale où « les systèmes et les politiques sociales sont étudiées non seulement comme producteurs de normes et contrôleurs de leur application, mais aussi comme ayant la capacité d'entendre les demandes et les frustrations des assujettis ou des dominés pour s'y adapter et restaurer les équilibres sociaux et politiques compromis »⁶⁹. C'est la pensée de Foucault et des interactionnistes qui complètent celle de Ross, auxquels la critique construite par leurs adversaires porte sur la conception réduite de la société à une société-machine. Les détracteurs des interactionnistes donnent pour leur part une vision plus complexe des régulations sociales qui, sans nier l'importance de l'État, proposent de prendre en compte « (...) l'autonomie, au moins relative, des acteurs individuels et collectifs, non seulement leur résistance, mais aussi leur créativité, leurs propositions, leur propre activité régulatrice (...) »⁷⁰. Pour donner un exemple, Jacques-Guy Petit prend un sujet qu'il connaît bien, la parole judiciaire, car dit-il « si la parole du peuple est captive, parole il y a... »⁷¹. Dans cet exemple, nous retrouvons une partie de notre problématique que nous avons posée sur la parole des jeunes en institution de rééducation qui, bien que cela soit une parole orientée, contrôlée, corrigée est une expression de jeunes garçons « délinquants », ce qui

⁶⁷ J.-G. Petit, « Les régulations sociales et l'histoire », p. 31.

⁶⁸ J.-M. Fecteau et J. Harvey (dir), *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution*, op. cit. p. 7.

⁶⁹ J.-G. Petit, « Les régulations sociales et l'histoire », pp. 35-36.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 37.

⁷¹ *Ibid.*

vient nuancer l'idée d'une parole purement institutionnelle et l'incrédibilité de ces écrits. Nous nous positionnons donc plus dans ce courant de pensée des régulations sociales, qui laisse place aux internormativités, « *l'aléatoire et aux conflits (...) donc au changement* », c'est-à-dire à l'histoire⁷². Néanmoins, il est réducteur d'enfermer notre réflexion dans une seule interprétation des régulations sociales, par laquelle si nous souhaitons comprendre toutes les mécanismes qui entraînent le fonctionnement d'une société, « *il ne faut exclure ni l'acteur individuel libre et rationnel, ni les mécanismes et agents des systèmes globaux* »⁷³.

3. Une historiographie française de la délinquance juvénile

L'historiographie sur l'enfance « délinquante » et plus globalement sur l'enfance « inadaptée » est de facture contemporaine, à partir des années 1970, dans un contexte où des historiens et des historiennes renouent avec l'histoire sociale mais différemment de la tradition de l'école des *Annales*, après la surproduction des savoirs historiques des années d'études statistiques et économiques dans la perspective totale propre aux *Annales*. Les premières études sur la « délinquance juvénile » sont logiquement instruites lors de l'introduction des jeunes et de la jeunesse dans le champ de la recherche historique. La déviance, la marginalité sont également des problématiques qui peuvent être posées sur les jeunes, acteurs sociaux au même titre que les autres acteurs de la société. Là aussi, les historiens et les historiennes s'emparent de la marginalité pour objet d'étude. Il s'agit d'étudier l'histoire à travers des acteurs non étatiques, anonymes ou presque, plus populaires : faire une histoire par le bas, « l'histoire au ras du sol » pour reprendre l'expression de Jacques Revel pour qualifier la nouvelle histoire, celle de la « micro-histoire », qui s'impose dans la discipline dans les années 1980 en France, influencé par les historiens italiens⁷⁴. Surtout, les recherches portent sur ceux et celles qui se situent ou sont situés par un *alter*, à la marge de la société : les prostituées, les vagabonds, les indigents, les criminels. La recherche historique sur ce qui est aujourd'hui appelé l'enfance et la jeunesse « irrégulière »⁷⁵ s'insère alors dans deux champs d'études historiques : les études sur les jeunes et la jeunesse, les études sur les déviances et la marginalité. De fait, elle même ne s'inscrit pas en marge des autres champs d'études mais fait partie intégrante de ces thèmes de recherche historique.

⁷² *Ibid*, p. 38.

⁷³ Citation de J.-G. Petit reprise de J.-C. Passeron, « Acteur, agent, actant : personnages en quête d'un scénario introuvable », dans *Revue européenne des sciences sociales, Cahiers Vilfredo Pareto*, n° spécial, *L'acteur : un concept sur la scène des sciences sociales*, tome XXXIX, 2001, n°121, p. 17 et s.

⁷⁴ C. Delacroix in C. Delacroix, F. Dosse, P. Garcia, *Histoire et historiens en France depuis 1945*, Paris, ADPF, 2003, p. 192.

⁷⁵ Si l'on se base sur le titre de la revue de recherche historique de l'AHES-PJM et de l'ENPJJ : *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*. Voir aussi la justification du nouvel intitulé de la revue adoptée en 2005 : J. Bourquin et G. Fiche, « Préface », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n°7, 2005, pp. 7-8.

3.1. Les débuts de l'historiographie sur l'enfance « délinquante » : à la croisée des problématiques historiques

La première publication sur l'histoire des enfants « délinquants » est le fruit du travail d'Henri Gaillac, membre de l'Éducation surveillée, sur l'histoire des *maisons de corrections*, ces établissements pénitenciers réservés à l'enfermement et à la « correction » des enfants⁷⁶. C'est alors par la voie institutionnelle que l'histoire de ces enfants « délinquants » est écrite. Tout l'ouvrage repose sur l'histoire la prise en charge des jeunes « marginalisés » et « délinquants », de l'émergence de la question au sein des sociétés philanthropiques et dans les chambres législatives à partir de 1830 jusqu'aux lendemains des réformes de la justice des mineurs à la Libération et la création de la Direction de l'Éducation surveillée qui ôte à l'Administration Pénitentiaire la prise en charge des mineurs condamnés (sauf détention provisoire et criminels). Une histoire des *maisons de correction* sur plus d'un siècle et sur l'ensemble du territoire français. L'ouvrage d'Henri Gaillac est alors une étude générale de la prise en charge des enfants « inadaptés » mais elle a le mérite de poser les premiers jalons chronologiques. Le raisonnement de l'auteur est par conséquent synthétique, général mais n'est pas dénué de justesse. Le corps manque toutefois de réflexion critique de l'auteur sur tous les débats qui animent les milieux intellectuels, politiques et sur les acteurs issus des administrations judiciaires et pénitentiaires. Il faut toutefois relever son originalité : c'est le premier travail qui livre un panorama de l'histoire des établissements pour enfants « inadaptés ». Travail pionnier qui a fait l'objet d'une réédition en 1991, augmentée d'une préface critique sur l'œuvre d'Henri Gaillac et d'une bibliographie qui fait état de la recherche historique sur l'enfance « délinquante » depuis la première publication. Il est donc devenu une référence historiographique.

Les historiens et les historiennes des universités ne sont donc pas les premiers à s'être emparé de ce champ d'études, comme l'a relevé Jean-Jacques Yvrol : « *la recherche historique sur la justice des mineurs, l'éducation spécialisée ou même sur le travail social doit beaucoup aux sociétés savantes* »⁷⁷. En effet, les recherches sur l'histoire de l'enfance et de la jeunesse « inadaptées » ont été surtout encouragées en dehors des cadres universitaires. Elles ont été lancées par le département de recherche, à partir de 1958, du centre de Vaucresson, centre de formation des éducateurs de l'éducation, auquel l'actuel ENPJJ a succédé, à travers *Les Annales de Vaucresson* dès 1963, puis *les cahiers du CRIV* dans les années 1980⁷⁸. À la fermeture du CRIV, les recherches historiques sur l'histoire de la justice des mineurs et de l'enfance « inadaptée » se poursuivent dans le cadre de l'association fondée en outre par Jacques Bourquin, l'AHES-PJM, qui rassemble historiens et historiennes sur les problématiques sur l'éducation

⁷⁶ H. Gaillac, *Les maisons de correction: 1830-1945.*, Paris, Cujas, 1971.

⁷⁷ J.-J. Yvrol dans F. Chauvaud (dir.) « Histoire et justice. Panorama de la recherche sur la justice » in *Le Temps de l'histoire*, Hors-série, Vaucresson, CNFE-PJJ, AHES-PJM, Novembre 2001.

⁷⁸ Pour les abréviations, voir Table des sigles, p.4.

surveillée et la protection judiciaire des mineurs. La publication, *Le temps de l'histoire*, qui devient en 2005 la *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, fait annuellement état des recherches et des publications historiques sur la justice des mineurs et de l'enfance « irrégulière ». Les historiens et les historiennes ont inscrit ces champs d'études au sein des universités au démantèlement du CRIV et surtout, lors de l'ouverture de laboratoires de recherches sur l'histoire sociale. Françoise Tétard demeurait en effet jusqu'en 1995 la seule historienne permanente du CRIV qui travaillait sur « les jeunes qui vont mal » et les « jeunes qui vont bien ». Son travail de collecte d'archives et d'écriture de l'histoire de la jeunesse a permis d'inaugurer de nombreux champs de recherche sur l'éducation et les institutions d'éducation surveillée⁷⁹. Les problématiques de l'enfance « déviante » et « inadaptée », des politiques sociales, se sont alors posées dans les différentes universités telles que l'Université d'Angers, de Poitiers, ou bien encore de Paris 8. Ce n'est que très tardivement que les universitaires se sont emparées de ces champs d'histoire sociale. Il faut dire que le livre du philosophe Michel Foucault sur la naissance de la prison en France a fait bondir les historiens et les historiennes qui se sont saisi de l'histoire de la justice, des peines, des déviances et de la criminalité.

Michel Foucault, élève de Canguilhem, est à la fois un philosophe et un historien engagé. Un homme engagé dans la vie intellectuelle et politique de la société lors des événements de Mai 68 ou plus spécifiquement dans le Groupe d'information sur les prisons qu'il a fondé pour dénoncer l'état des prisons et leur fonctionnement, comme John Howard l'avait fait au tout début du XIX^e siècle pour l'Europe⁸⁰. Certes, Michel Foucault est plus radical et plus abrasif que l'inspecteur des prisons anglais envers les institutions⁸¹ mais leurs écrits ont suscité de vives réactions et ont mobilisé les intellectuels sur la problématique de l'enfermement. Dans *surveiller et punir*, Michel Foucault enfile le costume de l'historien et regarde dans le passé les origines de la prison. En partant du récit de l'exécution de Damien, régicide qui a tenté d'assassiner au couteau le roi de France Louis XV, Michel Foucault montre toute la panoplie de châtiments de la justice publique de l'Ancien Régime, qui touche à la fois le corps et l'âme du condamné. L'État postrévolutionnaire adopte la prison à la fois comme principal châtiment du condamné mais aussi comme lieu de contrôle social et de rééducation, de correction des déviances sociales. La prison est vue comme « *peine des sociétés civilisées* »⁸² par le philosophe. Le livre de Michel Foucault a été très critiqué, tant dans les analyses et les conclusions que l'auteur tire de son sujet que dans les méthodes de travail d'un historien autodidacte. C'est Jacques Léonard, historien de la médecine, qui a publié une critique des plus constructive de l'œuvre de Michel Foucault, dénonçant les méthodes du philosophe mais lui accordant une oreille attentive : « *un historien que nous avons intérêt à écouter* » déclare-t-il. Le philosophe a répondu à Jacques Léonard dans un article intitulé « *La poussière et le nuage* ». Les articles critiques des deux intellectuels ont été repris dans l'ouvrage sur l'histoire de la prison dirigé par Michelle Perrot, publié en 1980, et qui montre, ne serait-ce que par son existence, de la portée de *Surveiller et punir*

⁷⁹ Voir L. Besse, M. Gardet, J.-C. Richez, « Françoise Tétard ou l'histoire comme pratique », *Agora débats/jeunesses*, 1/2012, n°60, pp. 21-33.

⁸⁰ J. Howard, *L'état des prisons, des hôpitaux et des maisons de force en Europe au XVIII^e siècle*, Trad. et éd. par C. Carlier, J.-G. Petit, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994.

⁸¹ L'une des critiques porte justement sur les généralisations de Michel Foucault et son manqué d'identification précise des acteurs.

⁸² M. Foucault, *op cit.* p. 268.

dans les recherches historiques⁸³. Les études historiques sur l'enferment, les délits, les peines et la justice se sont multipliées. L'historienne Michelle Perrot, historienne de la criminalité, du monde ouvrier mais aussi du féminisme, a beaucoup étudiée les criminalités et l'enfermement, surtout pour le XIX^e siècle, conduisant à l'édition d'ouvrages sur la prison⁸⁴. Il faut également citer tout le travail des historiens Frédéric Chauvaud, Jean-Claude Farcy et Jacques-Guy Petit sur la justice, la criminalité et l'enfermement en France au XIX^e siècle. Avec l'historienne Michelle Perrot, ils constituent le noyau dur des chercheurs en histoire sur les « *prisons et les peines* ».

L'influence de Foucault sur la multiplication des recherches et publications historiques sur la prison est indéniable, mais elle va bien au-delà. Elle s'exerce sur les recherches sur la criminalité, les déviances, les marginalités. Les études sur la justice des mineurs et l'enfance « délinquante » ont également été menées à l'ombre de la pensée de Foucault sur le contrôle social et le poids des institutions. L'historiographie présente d'ailleurs les institutions et le pouvoir comme étant au cœur de l'histoire de l'enfance « délinquante ».

3.2. Historiographie de l'enfance délinquante du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle

L'historiographie sur l'enfance « délinquante » s'est d'abord tournée vers les origines d'une délinquance spécifiquement juvénile, à partir de l'analyse des écrits et discours des intellectuels, de politiques et d'administrateurs de la justice sur le cas des enfants enfermés dans les prisons communes.

La naissance de l'enfance « délinquante » et de sa prise en charge spécifique relèvent donc du constat que les enfants constituent une catégorie distincte des hommes et des femmes adultes. Bien que ces individus soient condamnés pour des délits ou des crimes en vertu des normes et des lois, les enfants doivent faire l'objet d'une attention particulière, d'une prise en charge singulière. Ce constat n'apparaît pas dans le rapport de John Howard sur *L'état des prisons, des hôpitaux et des maisons de force en Europe au XVIII^e siècle*⁸⁵, bien qu'il demande l'amélioration des conditions de détention. En France, plusieurs administrateurs de prisons souhaitent la séparation des mineurs et des adultes, afin d'éviter tout type d'abus possibles sur les enfants (viols violences, corruptions de mineurs). Certains quartiers de la prison leur sont d'ailleurs réservés. Toute une réflexion s'engage sur la population juvénile dans les prisons et leur mode de prise en charge. L'influence vient des États-Unis où Alexis de Tocqueville effectue un séjour et rapporte dans son livre *De la démocratie en Amérique*⁸⁶, une description du système pénitencier américain. Il s'agit pour l'auteur de présenter un nouveau modèle de prise en charge de la délinquance et de la criminalité, de réinventer les prisons afin de rendre efficace la peine sur l'individu, de mettre fin à la prison comme

⁸³ M. Perrot (dir), *L'impossible prison, recherches sur le système pénitentiaire au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 1980 : voir J. Léonard, « L'historien et le philosophe », pp. 9-29 ; M. Foucault, « La poussière et le nuage », pp. 29-39.

⁸⁴ Outre les études réunies dans *L'impossible prison*, op. cit., voir entre autres J.-G. Petit et M. Perrot, *Histoire des galères, bagnes et prisons, XIII^e-XX^e siècles*, Paris, Privat, 1991 ; J.-G. Petit et M. Perrot, *Histoire des prisons en France (1789-2000)*, Toulouse, Privat, 2002.

⁸⁵ J. Howard, op. cit.

⁸⁶ A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 2 vol. 1981 ; *Écrits sur le système pénitentiaire en France et à l'étranger*, textes établis par M. Perrot, Paris, Gallimard, 2 vol., 1984.

école du crime. Il décrit tout particulièrement le système philadelphien d'emprisonnement, le panoptisme, développé par Bentham, philosophe et économiste britannique, au tout début du XIX^e siècle. Le panoptisme de Bentham repose sur une architecture nouvelle des prisons qui rend possible la surveillance de tous les prisonniers à partir d'un point central, à tout instant. Mais c'est aussi une théorie de l'enfermement qui repose sur l'isolement permanent de chaque prisonnier, même dans les moments communs (messe, cours...), et qui repose surtout sur la conviction de chaque individu en la probabilité d'être surveillé ou non, sans qu'il le sache. Le système philadelphien est opposé au système auburnien où l'enfermement individuel la nuit, est équilibré par activités collectives le jour. Le débat va naître parmi les administrateurs de prisons, les juristes et les hommes politiques sur la scène parlementaire⁸⁷. L'influence de Tocqueville, défenseur du système philadelphien et partisan de l'érection d'établissements spécifiques aux enfants « délinquants », est proéminente, si bien qu'en 1836, la toute nouvelle prison de la Petite Roquette, à l'aspect d'un château fort médiéval, ouvre ses portes aux enfants « délinquants ». Elle est architecturalement proche du panoptisme. Mais le fonctionnement auburnien défendu par Charles Lucas, un inspecteur des prisons très actif dans les débats, est finalement mis en place à la Petite Roquette. Charles Lucas est plus favorable au modèle de colonie agricole publique où les enfants sont pris en charge dans des institutions installées en campagne, loin des vices de la ville. Il s'agit « *d'amender le colon par la terre, et la terre par le colon* ». Un mode de prise en charge qui voit le jour dans un cadre privé, sous la direction de Frédéric Auguste Demetz, magistrat, en 1839, à Mettray en Touraine. Très vite, la colonie de Demetz devient un modèle de prise en charge des enfants « délinquants »⁸⁸. Aujourd'hui encore, les anciens murs de la colonie agricole accueillent des jeunes « inadaptés ». Paradoxalement, Charles Lucas, ouvre en 1847 sa propre colonie agricole au Val d'Yèvre, dans le Cher, qui devient à la mort de son fondateur en 1872, la plus importante colonie agricole publique, selon sa volonté. Le modèle de la colonie agricole est encouragé par l'État par la loi du 5 août 1850 qui adopte la création d'établissements réservés aux enfants et donne aux acteurs privés les droits de les diriger, d'autant plus qu'elle autorise le patronage des jeunes, leur mise au travail pour des acteurs économiques privés. Les débats parlementaires, sur la réforme des prisons et sur une prise en charge spécifique des enfants par l'État, se concrétisent dans le cadre de la II^e République avec la loi du 5 août 1850 et la promotion de la colonie agricole de Mettray comme modèle. La loi offre aux acteurs institutionnels privés les moyens d'ouvrir et de gérer des établissements de réforme pour les enfants « délinquants », au détriment des cadres publics, et par ce biais, remet en question les capacités et l'intérêt de l'État à prendre en charge une partie de ses jeunes. Le modèle de la colonie agricole est remis en cause dès la loi de 1850. La critique porte surtout sur la part du secteur privé dans la tenue d'établissements de correction. Charles Lucas, l'inspecteur des prisons, considère d'ailleurs que seul l'État a le droit de punir⁸⁹. Mais la nature du régime politique qui suit la promulgation de la loi ne laisse guère de place au débat public. Il faut attendre la fin du Second Empire et l'avènement de la III^e République pour que les pouvoirs publics

⁸⁷ Sur l'histoire des prisons au XIX^e siècle, voir M. Perrot (dir), *L'impossible prison, recherches sur le système pénitentiaire au XIX^e siècle*, op. cit. ; J.-G. Petit, *Ces peines obscures. La prison pénale en France (1780-1875)*, Paris, Fayard, 1990, 749 p.

⁸⁸ Voir C. Carlier, *La prison aux champs. Les colonies d'enfants délinquants du nord de la France au XIX^e siècle*, Paris, L'Atelier, 1994.

⁸⁹ M.-S. Dupont-Bouchat et É. Pierre, *Enfance et justice au XIX^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2001, p. 265.

s'investissent pleinement dans le champ de la délinquance juvénile, ouvrent des enquêtes parlementaires sur les établissements et reprennent en main les rênes de la correction des enfants. La tenue des établissements de correction par des acteurs privés est dénoncée, ces derniers étant jugés plus soucieux de leur carrière et de la rentabilité de leur institution. La loi de 1850 est remise en cause. Félix Voisin est chargé d'établir un *rapport sur le projet de loi relatif au patronage des jeunes détenus*. Il y démontre la mauvaise application de la loi de 1850 et la nécessité pour l'État de se réapproprier ce secteur. Il propose en outre de séparer les acquittés et les condamnés entre maison correctionnelle et maison de réforme. Par ailleurs, le travail agricole n'a pas démontré son efficacité pour réformer les jeunes, car il ne correspond pas à tous les enfants, dont une majorité est issu des villes et des métiers de l'industrie⁹⁰. Le « Mettray des origines », que les législateurs avaient en tête lors de la rédaction de la loi de 1850, est loin d'avoir été atteint. La loi de 1869 régleme alors l'introduction du patronage dans les institutions. Le retour des pouvoirs publics dans la prise en charge des mineurs s'accompagne de l'ouverture difficile de quelques établissements d'État, Cadillac pour les filles ou Saint-Maurice dans le Loir-et-Cher, dans les murs d'anciens domaines de l'Empire. Les écoles de réforme d'État s'installent dans des châteaux qui offrent à la fois un vaste domaine à la campagne et une large surface pour loger les centaines d'enfants : ils forment les « châteaux du social »⁹¹, non exclusif à la correction des enfants « délinquants ». Contrairement au cas du Québec, en construction sur le plan provincial et fédéral, les pouvoirs publics reprennent peu à peu le contrôle, à partir de 1873, de la correction des enfants délinquants.

L'histoire française du traitement de l'enfance délinquante au XIX^e siècle est aujourd'hui particulièrement bien connue des historiens et des historiennes. La synthèse comparative dirigée par Marie-Sylvie Dupont-Bouchat et Éric Pierre sur *Enfance et justice au XIX^e siècle* en France, en Belgique, aux Pays-Bas et au Canada permet de comprendre tous les enjeux autour de l'enfance « délinquante » amenant aux choix de l'ouverture d'établissements réservés aux enfants, pour lesquels le secteur privé, dont l'Église, s'investit massivement⁹². L'ouvrage repose sur l'étude des débats parlementaires et philanthropiques sur le traitement de l'enfance délinquante et montre bien l'évolution de « l'enfance à corrigée à l'enfance à protéger », tout particulièrement en France qui s'inspire des expériences néerlandaises et belges. Le rapport de Félix Voisin annonce déjà les réformes législatives de la fin du XIX^e siècle. En effet, les lois du 24 juillet 1889 sur la « *protection des enfants maltraités et moralement abandonnés* » pouvant aboutir à la déchéance de la puissance paternelle et celle du 19 avril 1898 sur la « *répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentas commis envers les enfants* » doivent beaucoup aux réflexions des parlementaires de la III^e République à la suite des enquêtes de 1872-1875. Sur le système de prise en charge des enfants « délinquants », le débat continue sur le modèle à adopter au tournant du XX^e siècle : institution ou placement en famille, chez un artisan ou un agriculteur. Si aucun modèle ne parvient à s'imposer, par le jeu des parlementaires, ces derniers insistent toutefois sur la nécessité d'instruire les jeunes placés dans des institutions de correction et de

⁹⁰ M.-S. Dupont-Bouchat et É. Pierre, *Enfance et justice au XIX^e siècle*, pp. 263-268.

⁹¹ S. Boussion, M. Gardet (dir.), *Les châteaux du social : XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Beauchesne, 2010.

⁹² M.-S. Dupont-Bouchat et É. Pierre, *op. cit.*, 2001.

leur offrir un apprentissage qui répond à leurs capacités et à leur milieu d'origine, plus qu'à leur envie. La parole du jeune n'est pas prise en compte dans son relèvement moral. Enfin, la sphère de la délinquance juvénile se médicalise : « les critères de classement des enfants qui étaient autrefois d'ordre juridique et moral cèdent désormais la place à de nouveaux critères psychologiques et médicaux. Le médecin remplace l'aumônier et le juriste »⁹³.

Tout un univers de l'expertise médicale et juridique se construit au début du XX^e siècle, qui se concrétise en juillet 1912 à travers la loi de création du Tribunal pour enfants et pour adolescents⁹⁴. La loi du 22 juillet 1912 institue la création d'un tribunal destiné aux enfants et adolescents accusés de délits ou de crimes afin de les juger séparément des adultes et de leur réserver une prise en charge particulière, à la discrétion des regards externes. Il s'agit de protéger l'enfant et de lui donner non pas une sentence mais de lui proposer une mesure adaptée en vue de son redressement moral et de sa réhabilitation dans la société. Pour se faire, le juge peut s'appuyer sur l'enquête sociale réalisée auprès de la famille, du voisinage, du patron s'il y a lieu, afin d'identifier l'environnement social et de cerner le caractère du jeune envoyé devant le tribunal. Le juge doit s'appuyer sur l'article 66 du Code pénal et déterminer si le jeune a agi avec ou sans discernement. Les mineurs de moins de 13 ans sont automatiquement catégorisés comme ayant agi sans discernement. La notion de discernement détermine la nature et la durée de la peine. Ainsi, la loi de 1912 prévoit des mesures de Libertés surveillée où le jeune accomplit sa peine dans le cadre familial d'origine. Mais bien souvent, les mineurs ayant agies avec ou sans discernement se retrouvent envoyés dans la même institution de réforme ou de correction. Le tribunal pour enfants et l'existence d'établissements pour enfants « délinquants » n'empêchent pas l'envoi du jeune en prison, le temps de la détention provisoire ou en attendant qu'une place se libère dans les institutions de correction. Le relèvement de la majorité pénale de 16 à 18 ans en 1906 prolonge alors l'emprise des lois de la justice des mineurs sur les jeunes. Des contemporains ont applaudi la mesure comme étendant la protection des droits de l'enfance à une plus grande population juvénile quand d'autres ont pu y voir une « entrave à la cause des enfants de justice » telle que l'a analysée l'historienne Pascale Quincy-Lefebvre⁹⁵. Cependant, la loi de juillet 1912 ne permet la création d'un tribunal pour enfants qu'à Paris.

Dans l'entre-deux-guerres, malgré l'activisme de militants et militantes en faveur des droits de l'enfant, et tout particulièrement d'Eglantine Jebb, qui aboutit en 1924 à une Déclaration de Genève de la SDN reconnaissant en dix points les droits de l'enfant, la prise en charge des mineurs de justice dans les institutions privées et publiques n'est pas repensée par les pouvoirs publics français. C'est surtout sous l'impulsion du journaliste de *Paris-Soir* Alexis Danan, que les pouvoirs se trouvent obligés d'enquêter sur les maisons de correction et de repenser la prise en charge des mineurs⁹⁶. La révolte et l'évasion générale de pupilles à Belle-île-en-mer en août 1934, et leur « chasse » par les

⁹³ *Ibid*, p. 399.

⁹⁴ D. Niget, *La naissance du tribunal pour enfants : une comparaison France-Québec (1912-1945)*, Rennes, PUR, 2009, 417 p.

⁹⁵ P. Quincy-Lefebvre, « Droit, régulation et jeunesse. Réforme de la majorité pénale et naissance des 16-18 ans à la Belle Époque », in L. Bantigny, I. Jablonka (dir.), *Jeunesse oblige*, op. cit., p. 95-108.

⁹⁶ P. Quincy-Lefebvre, « Les campagnes de presse : un creuset militant pour l'enfance. L'engagement d'Alexis Danan, reporter à Paris-Soir dans les années trente. », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 13, pp. 25-43. Voir également le livre que l'auteure lui a consacré : *Combats pour l'enfance, itinéraire d'un faiseur d'opinion, Alexis Danan, 1890-1979*, Paris, Beauchesne, 2014.

autorités et les habitants de l'île, ainsi que la mort de pupilles dans des circonstances floues, tel que le jeune Roger Abel à Eysses en 1937, dans des institutions publiques, provoquent l'émoi dans la population. Les faits sont largement relayés par Alexis Danan. Il souhaite ainsi démontrer les mauvaises conditions et les violences dans la prise en charge des enfants « délinquants » et l'incapacité de l'Administration Pénitentiaire à encadrer des jeunes⁹⁷. Suite à la mort de Roger Abel, qui marque un point de rupture, Marc Rucart, Garde des Sceaux, enquête « personnellement » sur cette affaire. Les parlementaires entreprennent des réformes en conséquence de ces campagnes d'information qui les obligent à réagir face à l'émotion populaire⁹⁸. Plusieurs lois sont adoptées sans vraiment parvenir à améliorer le quotidien des jeunes et à remettre en cause le fonctionnement des « maisons de correction » axé sur le modèle pénitentiaire. Le 31 décembre 1927, les maisons de correction sont renommées maisons d'éducation surveillée (MES) et école de préservation pour les filles. Leur intitulé expose clairement la spécificité de genre dans la rééducation des mineurs de justice. En août 1930, un nouveau règlement régit les établissements mais le personnel de l'Administration Pénitentiaire s'oppose fortement à tout changement qui diminue leur emprise sur les institutions. Les réformes ne furent donc que partiellement ou pas du tout appliquées. Elles permirent surtout d'adoucir la face publique des institutions et de changer les uniformes des surveillants et des jeunes, désormais appelés « pupilles ».

Seules les mesures expérimentées en 1936 et 1937 à Saint-Maurice et à Saint-Hilaire modifient la prise en charge des jeunes « délinquants »⁹⁹. La direction des établissements est confiée à un personnel issu de l'éducation surveillée et non de l'Administration Pénitentiaire. Des enseignants issus de l'Enseignement Technique sont alors recrutés, indépendamment du Ministère du Travail sous lequel il dépend alors. Enfin, un premier corps de jeunes « moniteurs-éducateurs » est formé à Paris, sous la direction de Guérin-Desjardins, en s'inspirant des méthodes scoutistes. L'entrée en guerre de la France en septembre 1939 et l'occupation allemande du territoire à partir de 1940 interrompent un mouvement de réforme des institutions bien engagé. En effet, la présentation et la réussite de 19 élèves de Saint-Maurice aux épreuves du CAP de 1939 marquent une première victoire de la nouvelle organisation des maisons d'éducation surveillée. Les premiers résultats encouragent l'adoption d'un enseignement technique de qualité qui doit aboutir à l'obtention d'un diplôme professionnel, comme moyen de réhabiliter les jeunes « inadaptés ». L'entrée en guerre mobilise le personnel des institutions, dont René Courtois, alors sous-directeur de Saint-Maurice. La période du gouvernement de Vichy ne signifie pourtant pas une destruction totale des nouvelles

⁹⁷ Révoltes de l'été 1934 d'Aniane et de Belle-île-en-mer. Cette dernière été tout particulièrement médiatisée car l'évasion des pupilles a donné lieu à une véritable chasse menée par les habitants de l'île. Mort de Roger Abel, retrouvé pendu dans sa cellule en 1937. Révolte des pupilles en 1937 au réfectoire à la maison d'éducation surveillée après les réformes pourtant engagées en 1936, elle marque l'échec du projet de réforme de l'institution et la nomination d'un nouveau directeur et sous-directeur, Vincent Hourcq et René Courtois qui ont déjà travaillé ensemble. Ce changement de direction et l'adhésion des deux hommes à la réforme de l'éducation surveillée modifie profondément la prise en charge des jeunes « délinquants » par les institutions publiques.

⁹⁸ Voir P. Quincy-Lefebvre, *Combats pour l'enfance, itinéraire d'un faiseur d'opinion, Alexis Danan, 1890-1979, op. cit.*

⁹⁹ Voir notre développement sur ces points dans notre mémoire de maîtrise : V. Taveau, *Les journaux d'institutions d'éducation surveillée : la libre voix des jeunes « inadaptés » ? Une étude du journal Espère de l'IPES Saint-Maurice 1945-1959*, sous la direction d'Éric Pierre, mémoire de master 1, université d'Angers, 2015, p.24 ; p.38.

conceptions de rééducation expérimentées même si les moyens sont restreints, mais les institutions redeviennent des maisons de « correction » et sont de nouveau placées sous la direction de l'Administration Pénitentiaire. Paradoxalement, c'est sous le régime de Vichy qu'une vision plus protectionniste et éducative est conceptualisée par des experts sociaux, médicaux et juridiques. Tout le fonctionnement de l'éducation surveillée est repensé. Sa conception sous Vichy est reprise à la Libération pour réformer la prise en charge de la jeunesse inadaptée dans un pays en reconstruction.

3.3. L'historiographie de l'enfance délinquante et de l'éducation surveillée autour de la Seconde Guerre mondiale.

Dès les débuts de la Libération, en juillet 1944, une loi sur l'enfance malheureuse et en danger est promulguée, sans que son application soit effective étant donné les événements. L'Éducation surveillée est toujours placée sous l'Administration Pénitentiaire jusqu'en septembre 1945¹⁰⁰, au moment où le Gouvernement provisoire de la République Française crée une Direction de l'Éducation surveillée rattachée au Ministère de la Justice, mais qui dispose de ses propres bureaux et de son personnel. L'apparition de cet office semi-indépendant s'inscrit dans une rupture de la conception carcérale de la prise en charge institutionnelle des enfants « délinquants ». Une situation pénitentiaire critiquée dans l'entre-deux-guerres par plusieurs ouvrages et surtout par les articles de journaux dénonçant les « bagnes pour enfants », du reporter de *Paris Soir*, Alexis Danan¹⁰¹.

Les réformes de la Libération ont en réalité été préparées sous l'office du gouvernement de Vichy, temps autoritaire où l'éducation surveillée est repensée en profondeur, sous le prisme de la santé, de l'éducation et de la justice, et que des mesures plus protectrices sont théorisées et adoptées, sans avoir le temps d'être appliquées. La préoccupation des régimes autoritaires, tels que le gouvernement Vichy, à prendre soin de sa jeunesse, puisqu'elle représente l'enjeu principal sur lequel la pérennité de l'idéologie du régime réside, favorise la mise en place de moyens pour sauvegarder une jeunesse désormais vue comme « déficiente » ou « inadaptée ». Les travaux sur l'enfance « inadaptée », notamment développés au sein du Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral par d'éminents spécialistes judiciaires comme Jean Chazal ou le pédopsychiatre Georges Heuyer à partir de juillet 1943¹⁰², et les réformes théorisées au relèvement des jeunes sont reprises à la Libération. Elles aboutissent entre autres, en 1945, à l'ordonnance du 2 Février et à la création de la Direction de l'Éducation surveillée en septembre. Les réformes de 1945 s'inspirent des mesures de 1942, tout particulièrement la circulaire de mars sur la détention provisoire et les centres d'accueil ou bien encore loi du 27 juillet qui réforme la justice des mineurs en

¹⁰⁰ Il est temporairement placé sous le Ministère de la Santé en décembre 1944. Voir M. Chauvière, *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*, Paris, Les éditions ouvrières, 1980 et S. Fishman, *La bataille de l'enfance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

¹⁰¹ Voir le développement et les notes de bas de page plus haut, p. 35.

¹⁰² M. Becquarin-Girault, « La loi du 27 juillet 1942 ou l'issue d'une querelle de monopole pour l'enfance délinquante », in « L'enfant de justice pendant la guerre et l'immédiat après-guerre », in *Le temps de l'histoire*, Vauresson, CNFE-PJJ, AHES-PJL, n°3, octobre 2000.

voulant multiplier les tribunaux pour enfants, les centres d'observation et de triage. Les premières écoles d'éducateurs ouvrent d'ailleurs en 1942, à Clermont Ferrand, Toulouse, Lyon, puis Montpellier en 1943, dans un cadre privé. Michel Chauvière et l'historienne américaine Sarah Fishman ont particulièrement étudié et démontré que le système mis en place à la Libération a été pensé et préparé sous Vichy¹⁰³.

C'est à partir de 1945¹⁰⁴ et au cours des années suivantes que l'éducation surveillée est profondément renouvelée, avec l'action de la Direction, en charge de la politique de rééducation, de la gestion des institutions publiques et de l'inspection des établissements en charge des mineur(e)s délinquant(e)s¹⁰⁵. Les notions de protection et d'éducabilité du mineur deviennent centrales, elles sont assumées dès l'exposé des motifs de l'ordonnance 45-174 du 2 février 1945 : « *Il est peu de problèmes aussi graves que ceux qui concernent la protection de l'enfance, et parmi eux, ceux qui ont trait au sort de l'enfance traduite en justice. La France n'est pas assez riche d'enfants pour qu'elle ait le droit de négliger tout ce qui peut en faire des êtres sains. (...) le Gouvernement provisoire de la République française entend protéger efficacement les mineurs, et plus particulièrement les mineurs délinquants* »¹⁰⁶. Les tribunaux pour enfants se créent dans les grandes villes françaises et se structurent¹⁰⁷. Tout un monde et un réseau de l'enfance « inadaptée » se construit, se développe et se professionnalise à partir de 1945. Sur les plans juridiques, médicaux et éducatifs, les législateurs donnent des cadres à la nouvelle politique de prise en charge des jeunes « délinquants », tel que Jean-Louis Costa, premier directeur de l'Éducation surveillée, l'analyse si bien dans son rapport annuel adressé au Garde Des Sceaux, en 1946 : « *L'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, le décret du 10 avril 1945 fixant le statut des Éducateurs, l'Ordonnance du 1^{er} septembre 1945 créant une direction de l'Éducation surveillée, l'arrêté du 25 octobre 1945 portant règlement provisoire des Institutions Publiques et, enfin, le décret du 16 avril 1946 relatif aux institutions privées, marquent un progrès considérable dans l'évolution législative. Mais cette législation ne constitue qu'une étape (...)* »¹⁰⁸. Tout n'est pas réalisé du jour au lendemain mais les rails pour développer une nouvelle prise en charge des enfants « délinquants » sont installés. Un centre de formations et d'étude, public, est créé en 1952 sous la direction d'Henri Michard, en lien avec la Direction de l'Éducation surveillée. Il a pour but de former le personnel des institutions publiques de

¹⁰³ M. Chauvière, *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*, op. cit. ; S. Fishman, *La bataille de l'enfance*, op. cit.

¹⁰⁴ Ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, *Criminocorpus* [en ligne] consulté le 18 avril 2016. Permalien : <https://criminocorpus.org/fr/ref/14/1/>; Décret du 10 avril 1945 instituant le statut des personnels de l'Éducation surveillée ; loi du 1^{er} septembre 1945 créant la direction de l'Éducation Surveillée sous le Ministère de la Justice chargée de faire respecter l'ordonnance du 2 février, de coordonner l'organisation des établissements publics, d'inspecter les établissements publics et privés ; en 1947, création du Syndicat national des personnels de l'Éducation Surveillée et de l'ANEJI, association nationale des éducateurs de jeunes « inadaptés ».

¹⁰⁵ Voir les rapports annuels de la Direction de l'Éducation surveillée disponibles en ligne : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/rapports-education-surveilee/>.

¹⁰⁶ Tiré de l'ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante : <https://criminocorpus.org/fr/legislation/45-174/>. Consulté le 10/05/2016.

¹⁰⁷ Voir l'exemple du tribunal pour enfants et adolescents d'Angers dans le mémoire de maîtrise de K. Chevalier, *Jeunesse en justice à Angers (1945-1951): délinquance juvénile et justice des mineurs au sortir de la Seconde Guerre mondiale à travers les archives du Tribunal pour enfants d'Angers*, sous la direction d'Éric Pierre, mémoire de maîtrise, université d'Angers, 2015.

¹⁰⁸ J.-L. Costa, *Plan de réformes des services de l'Éducation surveillée et des institutions protectrices de l'Enfance en danger moral*, Ministère de la Justice, Direction de l'Éducation surveillée, avril 1946. Disponible en ligne : <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/page/46261/#page>. Consulté le 10/05/2016.

l'Éducation surveillée et notamment les éducateurs, en leur offrant une formation théorique et pratique, par l'accomplissement de stages dans les institutions, et en les mettant au fait des recherches sur la jeunesse inadaptée, à partir de 1958, avec l'intégration des recherches dans les études. Il s'agit de créer une offre publique de formation qui concurrence les acteurs privés dans ce champ, déjà installés pendant la guerre, dans quelques grandes villes de la Zone Libre. A partir des lois de 1945, de la structuration et de la professionnalisation de l'éducation surveillée, tout un univers des métiers de la rééducation se construit, visible par la multiplication des revues spécialisées : en mars 1946 apparaît la *Revue d'éducation surveillée* qui devient en 1947 *Rééducation*, ainsi que *Sauvegarde*. En 1947, le docteur Wallon publie *Enfance* alors que les éducateurs se regroupent en syndicats et associations¹⁰⁹. Aux premières années brouillonnent des institutions et de la direction, qui manquent de tout (de fournitures et surtout de personnel spécialisé), succèdent des années de structuration et de modernisation des institutions, de professionnalisation et de spécialisation des emplois de l'éducation surveillée, de développement de l'expertise, par tâtonnements, après échecs et réussites. La loi de 1958 réaffirme le principe de protection et d'éducabilité des mineurs, mais au début des années 1960, l'internat est de moins en moins envisagé comme cadre au relèvement d'une jeunesse « délinquante », jugé inadapté, encore trop marqué par les empreintes pénitentiaires¹¹⁰. L'accent est mis à la fin des années 1960 sur le milieu ouvert et la liberté surveillée sans pour autant enterrer les internats de rééducation.

Au Québec, les réformes législatives interviennent à la toute fin des années 1940 et leur réalisation totale ne prend effet que dans les années 1960. Une spécificité québécoise dictée par le rôle historique de l'Église dans la prise en charge de la jeunesse inadaptée.

4. Une historiographie québécoise

4.1. L'origine de l'emprise de l'Église dans la régulation de la délinquance juvénile au Québec

L'historiographie sur la régulation sociale des enfants « irréguliers » au Québec est en écriture depuis peu, depuis les années 1990. Le XIX^e siècle a été tout particulièrement étudié par les historiens et historiennes pour identifier la mise en place de politiques sociales émanant de pouvoirs « publics » ou privés, au sein d'un territoire en construction. L'Acte du Canada-Uni de 1847 reconnaît l'existence d'un Haut-Canada et d'un Bas-Canada puis l'Acte

¹⁰⁹ S. Boussion, *Les éducateurs spécialisés, naissance d'une profession : le rôle de l'Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés, 1947-1959*, Rennes, PUR, 2009.

¹¹⁰ M. Gardet, F. Waks, *Histoire d'une jeunesse en marge : du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Textuel, 2015.

de Confédération de 1867 crée un État Fédéral rassemblant des provinces auxquels des pouvoirs exclusifs sont attachés. La répression des délits et la politique sociale sont des compétences provinciales.

Jean-Marie Fecteau, historien de l'UQAM, a été l'un des premiers à consacrer ses recherches à l'histoire de la criminalité et son mode de régulation au Québec en adoptant une « approche globale »¹¹¹. Il a en effet étudié l'histoire des prisons, des écoles de réformes et des asiles, des « *hommes, des femmes, des enfants et des murs* » pour reprendre le titre d'un numéro de la RHAF en son hommage¹¹². Il a par ailleurs encouragé la transdisciplinarité en créant avec Jean Trépanier, juriste-criminologue de l'Université De Montréal, spécialiste des origines judiciaires de la prise en charge de la criminalité et de la délinquance, le centre d'histoire des régulations sociales (CHRS) en 1990¹¹³. Le centre a créé dans un premier temps une dynamique des études sur la criminalité aux XIX^e et début XX^e siècles au Québec à la fin de la décennie. Puis dans un second temps, dans les années 2000, les travaux de recherche sur les années post Révolution Tranquille ont été lancés. Jean-Marie Fecteau avait qualifié la seconde moitié du XIX^e siècle, de moment de « véritable floraison institutionnelle » selon Louise Bienvenue, comme étant celle de la « régulation libérale »¹¹⁴. Une vision historiographique qui n'a pas été démentie par les diverses publications successives.

Au contraire, elle n'a fait que renforcer la caractérisation libérale de la politique sociale au Québec au XIX^e siècle. La nouvelle historiographie institutionnelle de la prise en charge de la délinquance juvénile montre que dès le XIX^e siècle les pouvoirs publics, après les échecs des institutions publiques provinciales, se sont appuyés sur l'Église Catholique (et protestante en vertu de la séparation confessionnelle) pour assurer la bienfaisance et la régulation sociale de la pauvreté et de la marginalité. Une histoire aujourd'hui bien connue par les thèses de Sylvie Ménard sur l'institut du Mont-Saint-Antoine pour garçons délinquants à partir de 1873¹¹⁵ et de Véronique Strimelle sur les institutions des sœurs du Bon-Pasteur à Montréal pour les filles dès 1840¹¹⁶.

Les deux recherches ont été menées parallèlement et la problématique de genre occupe une place importante dans ces deux recherches historiques. A travers ces deux institutions, c'est l'histoire de la naissance d'un mode de régulation de la délinquance juvénile qui est présentée par les deux chercheuses, ainsi que les causes et origines de l'ancrage de l'Église dans le paysage de l'assistance sociale¹¹⁷. Parallèlement à l'histoire institutionnelle, l'historiographie sur la justice des mineurs a été en partie écrite par Jean Trépanier sur la mise en place d'une

¹¹¹ L. Bienvenue, « Nouveaux regards sur les institutions de soins de santé et de charité, XIX^e et XX^e siècles. Un dossier thématique en hommage à Jean-Marie Fecteau (1949-2013) », in L. Bienvenue (dir.) « Des hommes, des femmes, des enfants et des murs », *RHAF*, Vol.65, n°2-3, automne 2011-hiver 2012.

¹¹² *Idid*.

¹¹³ Pour l'ensemble des abréviations, voir Table des sigles, p. 4.

¹¹⁴ *Ibid*, p. 144.

¹¹⁵ S. Ménard, *L'institut Saint-Antoine et la problématique de réformes des garçons délinquants au Québec (1873-1909)*, Thèse de doctorat en histoire, UQAM, 1998. Voir également la publication d'un livre plus général sur la rééducation des garçons délinquants: S. Ménard, *Des enfants sous surveillance: la rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, Etudes québécoises (Québec, Canada: VLB éditeur, 2003).

¹¹⁶ V. Strimelle, *La gestion de la déviance des filles et les institutions du Bon-Pasteur à Montréal (1869-1912)*, thèse de doctorat en criminologie, UDM, 1998.

¹¹⁷ L. Bienvenue, « Pierres grises et mauvaise conscience. Essai historiographique sur le rôle de l'Eglise catholique dans l'assistance au Québec », *Etudes d'histoire religieuse*, n° 69 (2003): 9-28.

législation pour mineurs¹¹⁸. Le renouvellement des études sur l'histoire des régulations sociales dans les années 1990 a permis de bien identifier les mécanismes de mise en place d'une politique de régulation de l'enfance en danger et délinquante dessinée par les philanthropes et parlementaires à partir des années 1840, mise en application par les congrégations religieuses avec le soutien de mécènes et de l'Église¹¹⁹. Ce renouveau historiographique a eu pour conséquence la publication de synthèses sur le sujet, telles que l'article collaboratif de Jean-Marie Fecteau, Jean Trépanier, Sylvie Ménard et Véronique Strimelle¹²⁰ ou les ouvrages de Renée Joyal¹²¹. La perspective comparative sur la naissance de politique en direction des enfants délinquants et en danger au XIX^e siècle a également été privilégiée par les chercheurs européens et canadiens comme le montre l'ouvrage dirigé par Sylvie Dupont-Bouchat et Éric Pierre sur « *Enfance et Justice au XIXe* » en France, Pays-Bas, Canada et Belgique¹²². L'ensemble de ces contributions « générales » permet de connaître les mécanismes de mise en place des mesures de régulations sociales établies au XIX^e siècle au Québec : C'est le député Amaury Girod, qui amène devant le comité de la Chambre chargé d'enquêter sur la nécessité d'un pénitencier, l'idée de « réformabilité » des mineurs délinquants. Un discours qui se traduit en 1851 par des résolutions de la Chambre d'Assemblée qui admet que les mineurs ont « *plutôt besoin d'une éducation systématique que de simples châtiments* »¹²³. En 1852, le gouverneur de la province nomme deux inspecteurs, Nelson et Dickson, pour faire un « *état des prisons de la colonie* ». Nelson est divisé dans son rapport entre traditionalisme, car il n'estime pas nécessaire d'établir d'institutions réservées aux enfants, et modernisme car il est partisan des fermes-modèles. Dickson est favorable aux modèles occidentaux qui privilégient la création d'institutions pour mineurs basées sur le modèle agricole. De fait, il faut attendre 1857 et la série de publications d'un certain « Philanthropy » qui propose l'établissement d'école agricole non confessionnelle, pour qu'un Acte « *pour établir des prisons de jeunes délinquants (...)* » adopte le point de vu de Dickson et légalise la construction de deux institutions d'État pour mineurs, une dans chaque province. L'Acte organise par ailleurs l'inspection des établissements mais ne précise en rien les aménagements et les programmes à adopter afin de pourvoir à la réforme des mineurs. L'établissement de réformes pour garçons est installé dans une ancienne caserne de l'île aux noix en 1858, sous la direction de son initiateur Dickson. Mais la localisation, l'inadéquation des lieux, la violence de la discipline, la mixité ainsi que les affaires de mœurs du directeur font échouer l'expérience institutionnelle. Les jeunes sont alors pris en charge par les religieux de la congrégation Saint-Vincent de Paul en 1862 qui bénéficient du mécénat d'Antoine Olivier Berthelet pour leur installation matérielle. En 1865, à l'appel de Mgr. Bourget en Europe, afin de faire venir des religieux capables de s'occuper de cette jeunesse en perdition, les Frères de la Charité venue de

¹¹⁸ J. Trépanier, F. Tulkens, *Délinquance et protection de la jeunesse. Aux sources des lois Belge et Canadienne sur l'enfance*, De Boeck, 1995.

¹¹⁹ J.-M. Fecteau et al., « Une politique de l'enfance délinquante et en danger : la mise en place des écoles de réforme et d'industrie au Québec (1840-1873) », *Crime, Histoire & Sociétés* 2, n° 1 (1 janvier 1998): pp. 75-110.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ R. Joyal, *Les enfants, la société et l'Etat au Québec (1608-1989)*, op. cit. ; R. Joyal, *Entre surveillance et compassion: L'évolution de la protection de l'enfance au Québec des origines à nos jours*, op. cit.

¹²² M.-S. Dupont-Bouchat et É. Pierre, *Enfance et justice au XIXe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2001.

¹²³ J.-M. Fecteau et al., « Une politique de l'enfance délinquante et en danger... », op.cit, p. 79.

Gand en Belgique, se voient confier la direction de l'hospice Saint-Vincent. En 1868, ils inaugurent leur installation dans le nouvel édifice financé par Antoine O. Berthelet, rue Mignonne, sur l'emplacement actuel de la BAnQ du centre-ville de Montréal. Les municipalités et les Églises Catholique et Protestante vont tenter de rétablir les maisons d'industrie sur le modèle des *workhouses* anglaises pour accueillir au niveau municipal les jeunes délinquants. L'échec des deux institutions confessionnelles municipales, la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge* et le *St-Bridget's Refuge Catholique* et l'activisme de l'archevêque de Montréal Mgr. Bourget dans la « conquête du champ social québécois à partir de 1847 »¹²⁴ poussent à demander des réformes législatives. Les municipalités, les sociétés philanthropes et les congrégations religieuses réclament alors au législateur une loi qui organise juridiquement la prise en charge des jeunes délinquants en respectant la division confessionnelle qui régit la logique distributive des services sociaux depuis la « conquête ».

L'Acte de Confédération de 1867 crée un État Fédéral organisé en provinces auxquelles certains pouvoirs sont dévolus telles que la législation pénale, les délits, l'éducation, la protection sociale. Ainsi en avril 1869, l'Acte sur les écoles de réforme et les écoles d'industrie crée deux lois pour organiser la prise en charge des enfants délinquants, et des enfants abandonnés et négligés. L'école d'industrie est destinée aux enfants « *abandonnés et négligés* », aux enfants « *en danger* » de moins de 14 ans pour lesquels il y a un risque de tomber dans la délinquance. Il s'agit alors de protéger pour prévenir¹²⁵. L'école de réforme est destinée aux jeunes « délinquants » de moins de 16 ans condamnés par la justice et qui peuvent être placés en école pour être « réformés », sur le long terme, de 2 à 5 ans (jusqu'à la majorité fixée à 21 ans). La loi de 1869 constitue selon les historiens et les historiennes une « spécificité québécoise » en ce que la loi établit un « *transfert de responsabilité* » des pouvoirs publics vers l'Église¹²⁶ et qu'elle réalise la synthèse entre modèle éducatif et correctionnel. L'Église catholique bénéficie de ces lois puisqu'elle a conquis les domaines de l'éducation et de la bienfaisance avec l'appui de responsables politiques tel que le député ultramontain Bellerose depuis plus de trente ans. Toutes les conditions étaient donc réunies à la fin des années 1860 pour que l'Église devienne de fait spécialisée dans le traitement de la délinquance juvénile puisqu'un réseau d'établissements étaient déjà en place et que les religieux assuraient la majorité de l'enseignement au Québec. L'Acte de 1869 légalise une situation déjà en cours : « *les écoles de réformes et d'industrie sont donc des institutions privées confessionnelles contrôlées par l'État* »¹²⁷. L'État provincial est ainsi celui qui délivre les accréditations pour les écoles d'industrie ou de réforme ou bien les deux à la fois, aux établissements demandeurs, sous conditions d'aménagements des locaux et d'un personnel spécialisé et stable. Seuls les établissements religieux, disposant d'un personnel en nombre et d'un réseau d'institutions solidement implantées sur le territoire, avaient donc les conditions réunies pour s'occuper des enfants en « danger » et des enfants « délinquants ». Mais si les sœurs du Bon-Pasteur de Montréal peuvent dès 1869 demander et obtenir les accréditations d'école d'industrie et école de réforme, il faut

¹²⁴ *Ibid.*, p. 94.

¹²⁵ M.-S. Dupont-Bouchat et É. Pierre, *Enfance et justice au XIXe siècle*, op. cit., p. 292.

¹²⁶ *Idid.*, p. 260.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 84.

attendre 1873 pour que les Frères de la Charité puissent ouvrir l'école de réforme sous le nom de Mont-Saint-Antoine, à Montréal. Le nouveau bâtiment, qui a coûté près de 156 000 \$ à Antoine Olivier Berthelet, peut accueillir 500 jeunes.

Dès les premières années il y a un encombrement de l'institution pour garçons que Sylvie Ménard attribue au contexte de crise économique que connaît le Québec et qui laisse dans la rue des centaines de jeunes. L'historienne relève également que les parents sont aussi jugés responsables par les religieux qui dénoncent des abus de placements. Enfin les juges favorisent le placement en institution des jeunes délinquants, qui sont à 70% des voleurs, pour de longs séjours. Les religieux, victimes des décisions de justice, sont obligés de refuser les enfants orphelins et abandonnés, renvoyés vers l'école d'industrie de Lévi à Québec ; La mixité entre enfants « délinquants » et enfants « en danger » étant jugée néfaste pour ces derniers. Le Mont-Saint-Antoine se spécialise donc dans l'enfance délinquante et les Frères de la Charité imposent un modèle religieux paternaliste et disciplinaire mais non pénitentiaire. Ils conceptualisent un nouveau modèle éducatif construit sur le modèle militaire et surtout religieux de la communauté : silencieuse, hiérarchisée et travailleuse. L'œuvre des Frères de la Charité est dictée et supportée par l'évêque de Montréal qui condamne toutefois certains religieux qui infligent de mauvais traitements. Dès les années 1880, les Frères de la Charité doivent faire face aux critiques des inspecteurs de prisons et de l'opinion protestante, à travers la presse, qui dénoncent le travail des enfants comme main d'œuvre bon marché et le manque d'apprentissage réel d'un métier au sein de l'institution. Face à ces accusations, l'Église défend son modèle : « *La différence d'appréciation des résultats de cette forme d'encadrement se manifeste dans le discours d'autosatisfaction des responsables religieux qui se décernent un brevet d'efficacité pour justifier leur œuvre face aux critiques (...)* »¹²⁸. Au prisme de la réussite d'un modèle de correction efficace, la fin justifie les moyens. Pourtant, l'institution fait l'objet d'une enquête en 1893 qui oblige à repenser le modèle de relèvement de la jeunesse par une véritable formation professionnelle et un renforcement de la moralisation des jeunes, toujours dans une conception religieuse. La remise en cause de l'action des Frères de la Charité n'est pas isolée. Les historiens ont remarqué qu'une « *crise de l'éducation correctionnelle se développe progressivement* » au Québec comme en Europe. La loi fédérale de 1894 renforce pourtant la spécialisation des écoles de réformes dans la prise en charge de la jeunesse « délinquante » et « valide » en quelque sorte, le rôle des religieux et de la religion chrétienne dans la rééducation d'une jeunesse délinquante, sans entreprendre de solutions alternatives. Ces solutions alternatives n'interviennent que dans la seconde moitié du XX^e siècle malgré la naissance dans le même temps, en France et au Québec, du tribunal pour enfants en 1912 en France, à Paris, et en 1908 à Montréal¹²⁹. La naissance du tribunal pour mineurs marque l'aboutissement législatif de la séparation de la justice des mineurs d'avec la justice des adultes. L'instauration d'une cour juridique distincte réserve donc au mineur de justice une procédure particulière pour une prise en charge singulière dans un but non pas de purger une peine d'exclusion mais de bénéficier d'une mesure de rééducation qui

¹²⁸ Ibid. p. 285.

¹²⁹ D. Niget, *La naissance du tribunal pour enfants, une comparaison France-Québec (1912-1945)*, op. cit.

doit conduire à la réinsertion du jeune mineur dans la société. Mais au Québec, hormis la mise en place du premier tribunal pour enfants et la loi de 1921 sur l'assistance publique, aucune avancée législative majeure ou réforme institutionnelle ne vient bouleverser le paysage de l'éducation surveillée. C'est à partir des années 1940 que le gouvernement québécois multiplie ses efforts pour protéger la jeunesse et remédier à ses problèmes de scolarisation, de logement, d'emplois et de déviances. Mais contrairement à la France qui jouit d'un contexte politique favorable à la réforme de la société française, le Québec plonge dans la « Grande Noirceur ».

4.2. L'historiographie sur le Québec sous le gouvernement de Maurice Duplessis (1944-1960)

Au Québec, l'historiographie traditionnelle qualifie les années 1940 à 1960 comme étant celles de la « Grande Noirceur » caractérisant ainsi les années à la tête de la province du régime conservateur de Maurice Duplessis de 1936 à 1939 et particulièrement de 1944 à 1960. Sur le plan social rien n'aurait été fait par le gouvernement conservateur, laissant l'Église omnipotente sur les questions sociales. Maurice Duplessis, réélu en 1944 dans une coalition réalisée avec les dissidents du Part Libéral succède à la parenthèse libérale d'Adélard Godbout de 1940 à 1944. Sous le mandat libéral avait été notamment introduit le droit de vote des femmes, ainsi que l'école obligatoire et gratuite. Un mouvement de réformes libérales sitôt interrompu par le retour de Maurice Duplessis à la tête de la Belle Province.

Le « duplessisme » est un régime généralement défini par un « (...) *libéralisme économique, conservatisme social, paternalisme et autoritarisme politique* (...)»¹³⁰ sous lequel la société québécoise aurait peu évolué. Le pouvoir aurait été partagé entre le gouvernement conservateur pour les questions politiques et économiques¹³¹ tandis que l'Église a pu préserver sa main mise sur le champ social au Québec. Le « chef¹³² » a alors le soutien de l'Église, et l'Église est assurée de la bienveillance du gouvernement à son égard, la confortant dans son rôle de régulateur social. Un « concordat » entre le pouvoir québécois et l'Église est alors institué¹³³, que seule la Révolution tranquille vient briser en 1960. En effet, la mort de Duplessis en 1958 et le décès brutal de son successeur Paul Sauvé en 1959, qui annonçait un changement avec le célèbre « désormais... », ouvrent la voie au retour des libéraux à la tête de la Province. De 1960 à 1966, une « Révolution Tranquille » s'installe, caractérisée par des réformes structurales de masse, des nationalisations (Hydro-Québec) et une modernisation de la société québécoise dans nombre de domaines dans un pacifisme relatif. Un retour des libéraux en 1960 vu par l'historiographie et dans les mémoires collectives

¹³⁰ M. Sarra-Bournat, « Duplessis et la pensée économique de l'Église », in Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournat, *Duplessis, entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Programme d'études sur le Québec de l'Université de McGill, Débats (Montréal: Québec/Amérique, 1997), p. 181.

¹³¹ Voir le partage disputé de ce champ avec l'Église selon Michel Sarra-Bournat, « Duplessis et la pensée économique de l'Église », *op. cit.*, p. 177.

¹³² « Le chef » est le surnom donné à Maurice Duplessis.

¹³³ M. Sarra-Bournat, *op. cit.*, p. 177.

comme une « rupture ». L'historiographie sur le Québec sous Duplessis a été écrite jusque dans les années 1980 et 1990 par une génération d'historiens issus de la Révolution Tranquille ou influencé par cet événement. Et si de fait, c'est à partir des années 1960 que l'État québécois se construit, s'affirme et se modernise, l'historiographie a créé la « Grande Noirceur » pour fonder le mythe de la Révolution tranquille : une « (...) *histoire construite pour construire l'identité d'un autre temps, par opposition* » clarifie Jocelyn Létourneau. Puis, la période « duplessiste » a été retravaillée dans les années 1980 et 1990 et certains historiens ont été taxés de révisionnisme. Mais ce renouvellement des études sur le Québec des années 1940 et 1950 a permis de déconstruire certains mythes sur le duplessisme, nés de la Révolution tranquille, sans remettre en cause toute l'historiographie et faire du révisionnisme. Les faces économiques et sociales du Québec sous le régime de Duplessis ont également été étudiées. C'est ainsi que la thèse de trois auteurs a fait couler beaucoup d'encre. Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, trois sociologues québécois, ont qualifié le Québec sous Duplessis de « Société libérale »¹³⁴. Les trois sociologues considèrent « (...) *l'État provincial québécois des années 1944 à 1960 comme un pouvoir politique libéral cléricalisé au sein d'une société (distincte) où se reproduit principalement une nation dominée dans l'ensemble canadien* »¹³⁵. C'est particulièrement sur la caractérisation du régime de Duplessis que les débats furent les plus vifs. Les aspects politiques et économiques sont particulièrement sujets à controverse. A cela les auteurs québécois ajoutent bien souvent une vision nationaliste voire souverainiste dans leurs études, comme dans le cas de nos trois auteurs précédemment cités.

Mais les divergences sont moins profondes sur le rôle de l'Église dans la direction des affaires sociales au Québec jusqu'en 1960. C'est plutôt la part de pouvoir de l'institution catholique au sein du gouvernement duplessiste et son emprise sur la société qui ont été sujets à débats comme nous le rappelle Gilles Bourque : « (...) *Nous sommes ici face à l'épineux problème du rapport entre l'Église et l'État qui a fait couler beaucoup d'encre dans l'historiographie et la sociographie québécoises. L'Église dominait-elle l'État durant cette période de l'histoire du Québec ? L'Église catholique constituait-elle l'institution principale d'une société traditionnelle canadienne-française (...)* »¹³⁶. L'historiographie récente reconnaît la main mise de l'Église dans la sphère sociale des québécois jusqu'en 1960 mais a abandonné l'idée d'une domination totale de cette dernière sur l'État. C'est une vision que l'historiographie a aujourd'hui dépassée. Mais dans la mémoire collective des québécois et québécoises, le couple État/Église reste indissociable pour qualifier les années de la Province sous Maurice Duplessis: « *Il y a deux personnages historiques qui sont indissolublement liés dans nos esprits au milieu du XX^e siècle québécois. Il s'agit de Maurice Duplessis, chef de l'État provincial de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959, et de l'Église catholique, responsable des systèmes de santé, des services sociaux et surtout d'éducation jusqu'au début des années 1960, ce qui la rendait*

¹³⁴ G. Bourque, J. Duchastel, et J. Beauchemin. *La Société libérale duplessiste*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994.

¹³⁵ G. Bourque, « Duplessis, libéralisme et société libérale », in Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, *Duplessis, entre la Grande Noirceur et la société libérale*, op. cit., p. 370.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 275.

maître de la socialisation des jeunes québécois et québécoises »¹³⁷. Pour comprendre la persistance de l'Église dans le domaine social au milieu du XX^e siècle au Québec, il faut donc revenir aux origines de l'introduction du clergé dans les œuvres sociales au milieu du XIX^e siècle dans le but de remédier aux nouveaux problèmes liés à l'industrialisation et à l'urbanisation du territoire. Une histoire que nous avons retracée dans une partie antérieure pour comprendre la venue tardive des réformes de protection de la jeunesse dans les années 1940 et 1950, dans les années de Duplessis.

4.3. L'historiographie sur la protection de la jeunesse dans les années duplessistes

A l'aube du XXI^e siècle, l'apport de nouvelles recherches a permis la publication d'ouvrages plus synthétiques en histoire, sur les enfants et la société québécoise aux XIX^e et XX^e siècles, allant au-delà du prisme de la délinquance juvénile et de la justice des mineurs malgré la domination de ces questions dans l'histoire de l'enfance (protection et éducation).

Tout particulièrement, il faut prendre en compte le travail de Renée Joyal qui a œuvré dans la publication de deux ouvrages synthétiques qui retracent les rapports de la société québécoise à l'enfance¹³⁸ depuis l'époque moderne jusqu'à l'époque « hyper-contemporaine » (1989) et de « l'évolution de la protection de l'enfance au Québec »¹³⁹. Le premier ouvrage s'attache à tracer les « grands jalons » dans l'histoire des politiques mises en place en faveur de l'enfance (protection, éducation, santé, délinquance, adoption). Privilégiant la démarche synthétique et chronologique dans la présentation des législations successives en faveur de l'enfance, l'auteure n'oublie pas toutefois d'analyser l'impact réel de ces lois dans les pratiques collectives, institutionnelles et familiales, s'appuyant également sur les commentaires des contemporains de ces mesures. Le second ouvrage, collaboratif, restitue « l'évolution de la protection de l'enfance au Québec des origines à nos jours ». Il s'intéresse donc tout particulièrement à « l'enfance en danger » et « l'enfance délinquante ». Les deux publications reprennent les avancées de la recherche historique sur le XIX^e siècle et surtout, pour la période dans laquelle notre étude s'inscrit, présente les réformes sur la protection de l'enfance mises en place dans la seconde moitié du XX^e siècle, ce que peu de travaux et de publications avaient présentées auparavant. C'est ainsi par les deux ouvrages dirigés par Renée Joyal que nous pouvons avoir une connaissance générale des réformes en faveur de l'enfance délinquante et en danger des années 1940 à 1970. L'histoire législative pour la seconde moitié du XX^e siècle a donc été particulièrement étudiée. Mais force est de constater que l'histoire institutionnelle de l'enfance « inadaptée » n'a pas fait l'objet de recherches historiques de même ampleur que celles engagées sur le XIX^e siècle, même dans les ouvrages de Renée Joyal. Seul l'ouvrage de

¹³⁷ M. Sarra-Bournat, « Duplessis et la pensée économique de l'Église », in Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournat, *op. cit.*, p. 173.

¹³⁸ R. Joyal, *Les enfants, la société et l'Etat au Québec (1608-1989)*, *op. cit.*

¹³⁹ R. Joyal, *Entre surveillance et compassion: L'évolution de la protection de l'enfance au Québec des origines à nos jours*, *op. cit.*

Sylvie Ménard sur l'institut du Mont-Saint-Antoine a étudié les années « duplessistes ». Actuellement, ce sont les recherches menées par Louise Bienvenue sur Boscoville qui redynamise les études historiques sur la protection de l'enfance dans la deuxième moitié du XX^e siècle¹⁴⁰. Outre l'apport d'un nouveau regard de l'historienne sur l'institution de Rivières- des-prairies, étudiée par l'historien nationaliste Robert Rumilly, elle nous permet aujourd'hui de redécouvrir une institution de rééducation qui prend dès sa fondation le contrepied des méthodes éducatives traditionnelles des écoles de réforme et d'industrie. Louise Bienvenue a réalisé avec l'aide de Stéphanie Lanthier, une histoire orale auprès des anciens de Boscoville : anciens éducateurs et anciens pensionnaires de Boscoville ont apporté leur témoignage sur leur vie à l'établissement aux deux historiennes qui ont gravé « la mémoire » de Boscoville ; mémoire individuelle et pourtant partagée par plusieurs personnes. Les récits et témoignages apportent un bilan positif sur l'institution, sans pour autant occulter les zones d'ombres de la vie de l'institution sous la direction de Gilles Gendreau. L'histoire orale dans l'historiographie de l'éducation spécialisée d'après-guerre est un atout incontestable car elle permet d'entendre les acteurs de cette histoire qui sont, numériquement parlant, d'anciens pensionnaires qui à l'époque n'étaient pas invité à exprimer leur opinion sur leur vie en institution. L'histoire orale leur en donne l'occasion, certes avec plusieurs dizaines d'années de recul, ce qui oblige l'historien à redoubler de vigilance. La mémoire peut faire défaut, et a tendance à porter un jugement, construit avec le recul. La mémoire peut généraliser et donner de l'importance à un fait qui n'en a pas. Mais l'histoire-mémoire, ôtée ici de tous enjeux mémoriels sensibles, est un complément très enrichissant voire essentiel à l'écriture de l'histoire de l'éducation surveillée d'après-guerre. Or, dans le premier ouvrage historique sur une institution pour jeunes « délinquants », *Boscoville*, écrit à la demande du Père Albert Roger, fondateur de Boscoville, l'historien Robert Rumilly applique à l'entreprise du Père Albert Roger une action pro nationaliste, au service des jeunes Canadiens-Français et de la foi chrétienne. Il voit par ailleurs dans les réformes engagées par Duplessis sur la législation portant sur la jeunesse délinquante, et tout particulièrement dans la naissance de la Cour du bien-être social, un pied de nez autonomiste à la loi fédérale de 1908 sur l'institution de tribunaux pour enfants¹⁴¹.

Le retour au pouvoir des conservateurs en 1944 et l'enterrement des lois sociales libérales du gouvernement Godbout ne signifie pas un immobilisme total de la politique sociale dans les années quarante et cinquante. Renée Joyal souligne même que les deux lois de 1950 et 1951 sur la protection de la jeunesse « *structurent l'intervention de l'État jusqu'en 1979* », bien après les événements de juin 1960 et l'ouverture libérale de la Révolution tranquille. Sans doute la politique sociale de Duplessis fût-elle de moindre importance à côté de ses politiques économiques, et

¹⁴⁰ L. Bienvenue, « Des hommes, des femmes, des enfants et des murs: Nouveaux regards sur les institutions de soins de santé et de charité, xix et xx siècle. Un dossier thématique en hommage à Jean-Marie Fecteau (1949-2013) », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 65, n° 2-3, 2011 ; L. Bienvenue, « Sortir de la délinquance par l'expérience institutionnelle: Une histoire racontée par les voix et par les corps (1873-1977) », *op. cit.* ; L. Bienvenue et A. Lebrun, « Le "boulot" à Boscoville. Une expérience pédagogique auprès de la jeunesse délinquante au Québec (1949-1980) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, *op. cit.* Voir également le travail d'histoire orale réalisée avec S. Lanthier : « Aux origines de la psychoéducation : paroles d'anciens de Boscoville 1941-1997 » : Partie 1, les témoignages d'anciens « résidents » https://www.youtube.com/watch?v=c_pW6frjIH0; Partie 2, les témoignages des « pionniers et anciens éducateurs » <https://www.youtube.com/watch?v=nZF5H18B1pA>.

¹⁴¹ R. Rumilly, *Boscoville*, Montréal, Fides, 1978, p. 85.

peut-être au regard des réformes sociales dans les autres provinces du Canada sur la même période. Une spécificité « canadienne-française » de la politique sociale sous Duplessis, entre « traditionalisme et réformisme »¹⁴², une formule de compromis entre les forces conservatrices et les mutations de la société québécoise.

Sous le gouvernement Godbout, en 1943, une commission provinciale d'enquête sur les hôpitaux est mise sur pied, suite aux décès de nombreux enfants (seize en quelques mois) dans les crèches de la province. Un rapport est présenté, le rapport Garneau, et recommande l'instauration d'un système d'assurance maladie généralisé. Il propose également la création d'un département du Bien-être social en charge d'administrer les lois des pensions de vieillesse, des mères nécessiteuses et de la protection de l'enfance. Le ministre de la Santé Henri Groulx fait adopter par le gouvernement provincial une loi concernant la protection de l'enfance, jamais appliquée¹⁴³. Enfin, la commission recommande une politique sociale plus offensive et le développement de Facultés des sciences sociales pour disposer d'un personnel qualifié. La politique sociale ainsi proposée dans le rapport de la commission Garneau concurrence l'intervention de l'Église dans le domaine social, comme la loi sur l'école gratuite et obligatoire. Les élections de 1944 interrompent en partie les travaux des libéraux sur ces réformes. Ce sont les « lois perdues » de 1944. Le gouvernement maintient alors l'Église à son rang. Cet état constitue alors une spécificité « *canadienne-française* » au sein de l'état fédéral¹⁴⁴. Mais des lois, furent-elles peu profondes et conservatrices, ont été promulguées. Il est vrai que la majorité de ces lois concerne seulement la famille et les jeunes. Et si le gouvernement enterre en 1944 la loi sur l'école gratuite et obligatoire, il crée néanmoins en 1946 le département du Bien-être social et de la jeunesse proposé dans le rapport Garneau, sous la direction de Paul Sauvé, constitué de jeunes fonctionnaires dans le but d'« *amener une situation plus convenable aux jeunes devant la cour et dans les institutions* »¹⁴⁵. Le nouveau département, dont on voit que la notion de « bien-être social » est au cœur du dispositif, à la charge des lois sur l'assistance sociale et la protection de l'enfance. Mais l'Éducation est de nouveau confiée au conseil de l'Instruction Publique, aux mains de l'Église catholique, via la direction des programmes scolaires qui marque « *une extension significative du pouvoir clérical dans la sphère de l'éducation publique* »¹⁴⁶, sauf pour l'enseignement spécialisé et les écoles professionnelles¹⁴⁷. L'Église garde l'éducation dans son champ d'action. Les réformes sociales de Duplessis ont été engagées à partir de 1945 suite aux recommandations de la « commission assurance maladie » au parlement provincial de Québec dans l'amélioration de la sécurité sociale des québécois et québécoises. Entre 1945 et 1950, le département fait ainsi voter sept lois dont cinq concernent spécifiquement la jeunesse.

¹⁴² Titre du Chapitre IV de R. Joyal, *Les enfants, la société et l'Etat au Québec (1608-1989)*, op. Cit.

¹⁴³ *Ibid*, p. 182-183.

¹⁴⁴ Dans quelques ouvrages québécois, les auteur(e)s utilisent le terme de « canada-français » pour parler de l'actuel province du Québec. En effet, il est plutôt rare que les historiens et historiennes emploient le mot Québec pour désigner le territoire à majorité francophone dans les années antérieures à 1960, comme si la Révolution tranquille était le point de départ de l'identité du Québec.

¹⁴⁵ J.-L. Roy, *La marche des québécois. Le temps des ruptures (1945-1960)*, Montréal, Léméac, 1976.

¹⁴⁶ J. Rouillard, in Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, op. Cit., p. 199.

¹⁴⁷ A. Tremblay, in Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, op. cit., p. 28.

Dans le champ de la délinquance juvénile, l'État adopte toute une série de lois visant à protéger les enfants, où est privilégiée la méthode éducative sur la méthode répressive, s'inspirant pour ce faire des législations françaises et belges : « (...) à un mal social, il faut un remède social ». En 1945 est votée une loi pour faciliter l'établissement des jeunes et surtout une clinique d'aide à l'enfance qui ne voit le jour qu'en 1959, projet également porté par Georges Heuyer en France. En 1946, le ministère du Bien-être social et de la jeunesse est mis en place sous la direction de Paul Sauvé. En 1950, pas moins de trois lois sont votées par le parlement provincial pour endiguer le problème de la délinquance juvénile suite à une enquête de 1947 disposant de 50 000\$ de budget pour rechercher les « causes de la délinquance et comment y remédier ». Les lois votées sous Duplessis dans le champ de la délinquance juvénile sont la conséquence des études universitaires et des enquêtes parlementaires qui pointent du doigt les pénuries de soins et d'éducation des jeunes dans les institutions. C'est également devant l'appel des Frères de la Charité à l'été 1947 dans le journal d'Henri Bourrassa, *Le Devoir*, qui menace de renvoyer les jeunes dans leur famille et de fermer l'école s'ils n'obtiennent pas une revalorisation *per capita* du trousseau journalier, qui fait réagir le gouvernement. La loi pour remédier à la délinquance juvénile, la loi instituant la cour du Bien-être social (tribunal familial), et la loi des écoles de protection de la jeunesse¹⁴⁸ répondent aux problèmes immédiats soulevés par les différents acteurs de la protection de la jeunesse. Robert Rumilly considère pour sa part que les bons échos de l'expérience Boscoville et que les retours du voyage du Père Albert Roger en France, auprès d'Henri Joubrel et de Jean Chazal mais aussi en Suisse et même au Vatican, ont pu influencer les mesures du gouvernement provincial¹⁴⁹.

La vague de lois sur les jeunes fait également suite à nombre d'analyses « critiques dans les premiers travaux des professeurs et étudiants gradués des Écoles de service social ». Jean-Louis Roy relève en effet que « les jugements portés sur les effets de la vie en institution sur le développement des jeunes sont négatifs (...). La vie collective (...) est désastreuse pour les enfants qui n'ont aucune chance de se développer comme être individuel ». De fait, les écoles de sciences sociales proposent de nouvelles formes d'aides à l'enfance et à la famille¹⁵⁰. Mais les institutions en charge des jeunes délinquants, malgré les lois de réformes, restent aux mains des religieux et des religieuses qui défendent le catholicisme social de l'Église catholique : « assistance mais non contrôle de l'État »¹⁵¹. La loi du 1^{er} octobre 1950 des écoles de protection de la jeunesse met fin à l'organisation des institutions en écoles de réformes et d'industrie suite à l'enquête de 1948 qui met en avant la situation désastreuse de la prise en charge des mineurs. Elle organise la part d'intervention de l'État dans la direction des écoles de protection des enfants de plus de 6 ans et de moins de 16 ans (puis 18 ans). C'est le juge qui donne une appréciation dans un rapport adressé au Ministre du Bien-être social et de la jeunesse qui prend la décision de placer l'enfant en institution. La loi fait prendre à charge les frais médicaux et scolaires des institutions par la Province en échange d'une transparence de la gestion financière de la part des institutions privées. Par ailleurs, les subventions sont revues à la hausse et réajustées annuellement. La

¹⁴⁸ J.-L. Roy, *La marche des québécois*, op. cit.,

¹⁴⁹ R. Rumilly, *Boscoville*, op. cit., p. 83.

¹⁵⁰ R. Joyal, *Entre surveillance et compassion...*, op. cit., p. 166.

¹⁵¹ J.-L. Roy, *La marche des québécois*, ibid.

notion d'éducabilité devient majeure, les partenariats avec l'enseignement techniques sont développés, les loisirs sont introduits, les lieux doivent être proprement aménagés pour l'accueil des jeunes. La création de la Cour du Bien-être social a pour but de faire appliquer la loi de 1950 sur les écoles de protection de la jeunesse.

La loi de 1951, qui complète celle de 1950, étend la loi de protection aux mineurs de moins de 18 ans contre 16 ans auparavant. Elle organise plus largement la liberté surveillée et l'action des agences sociales pour permettre une rééducation en dehors des institutions, pour le jeune au sein de sa famille et ce dans le « *meilleur intérêt de l'enfant* »¹⁵². Mais ces agences sociales sont majoritairement privées et sous la direction de l'Église. De fait, la loi étend encore la sphère d'influence de l'Église dans la rééducation, qui se prolonge en dehors de l'institution. L'assistance sociale, ecclésiastique, sort de sa sédentarité institutionnelle pour mener ses actions au sein de la cellule familiale.

Les lois engagent donc des réformes sur le fond dans la prise en charge des mineurs dans les institutions en assurant une prise en charge médicale, un suivi scolaire et l'introduction de loisirs. Le cadre reste identique. La direction des établissements par les religieux n'est pas remise en cause par l'État, tout comme leur place dans la rééducation sociale et l'éducation scolaire des jeunes assurées par les religieux. Ce qui fait dire à Renée Joyal que les lois sont « *un accommodement historique sous le signe du paternalisme d'État et de l'Église* »¹⁵³. L'auteure s'étonne d'ailleurs de l'immense « *discretion qu'il (Maurice Duplessis) accorde aux personnes chargés de les appliquer* »¹⁵⁴. Si bien que les lois n'ont jamais été harmonieusement appliquées. Mais les deux lois ont l'avantage de laisser place à la diversité des mesures, rendues possible par l'augmentation des budgets et la venue de nouvelles perspectives telles que l'enseignement complet de programmes d'études qui couvrent l'enseignement primaire et primaire supérieur ; commercial et scientifique des Arts et Métiers. Au Mont-Saint-Antoine, un partenariat avec l'École des Arts et Métiers de Montréal est conclu en 1947. Les jeunes ont la possibilité d'apprendre un métier ouvrier et de préparer un diplôme au sein de cette école, en dehors de l'institution. Puis une école d'apprentissage est aménagée dans l'école, dans les anciennes manufactures. En deux ou trois ans, les jeunes sont formés dans les salles de cours et les ateliers. Ils ont également la possibilité de participer à des cours de perfectionnement en dehors de l'institution et de travailler. Tout comme en France, le relèvement de la jeunesse délinquante se fait par l'apprentissage d'un métier ouvrier, récompensé par un diplôme de valeur égale aux autres écoles d'arts et métiers. En juillet 1954, Paul Sauvé crée le Comité interdépartemental sur l'enfance qui valide selon Jean-Louis Roy « *le principe de l'action interministérielle* ».

L'enfance et la délinquance juvénile prennent une place majeure dans les questions sociales au Québec, si bien qu'en 1958, le ministère du Bien-être social et de la jeunesse est divisé en deux ministères distincts : un ministère du bien-être social et un ministère de la jeunesse. L'année suivante, la clinique d'aide à l'enfance, placée sous le ministère du Bien-être social, est mise sur pied afin de construire une expertise psychologique et psychiatrique

¹⁵² R. Joyal, *Entre surveillance et compassion...*, op. Cit, p. 167.

¹⁵³ *Ibid*, Ch. 6.

¹⁵⁴ *Ibid*. p. 169.

complète sur le jeune pour assister le juge dans sa prise de décision. C'est dans cette même année 1959 que le statut de travailleur social est à la fois défini et reconnu puisque dépendant du ministère du Bien-être social, il reste néanmoins à la disposition de la cour des jeunes délinquants. Son importance n'a pas cessé de croître tant auprès des familles que des autorités publiques.

Lorsque Duplessis meurt subitement en 1959, une transition s'annonce déjà avec son successeur... Paul Sauvé. Un changement est alors perçu par les historiens, notamment à travers son célèbre slogan suspensif « *Désormais...* »¹⁵⁵. Mais Paul Sauvé décède en 1960 et lorsqu'à l'été, les premiers pas de la Révolution tranquille ouvrent une voie dorée vers la modernisation de la société québécoise, des lois visant la protection de la jeunesse sont déjà théoriquement en vigueur dans la province. La société sous Duplessis n'est pas restée immuable. Elle s'est profondément modifiée, dans son rapport à la famille, à l'Église, à l'État et c'est dans les milieux artistiques, intellectuels et universitaires que les québécois et les québécoises ont fondé le changement, à l'ombre du gouvernement. Ces tensions du renouvellement de la société québécoise dans les années duplessistes ont permis la transition des années 1960 et amènent finalement au « *retrait progressif de l'Église catholique des domaines de la santé, des services sociaux et de l'éducation et de la prise en charge de ces derniers (jeunes délinquants) par l'État québécois de la Révolution tranquille* ». Bien qu'elles se soient manifestées plus tardivement qu'en France, les lois ont modifié les volets juridiques et institutionnels de la prise en charge des mineurs de justice. Sur le plan de la délinquance juvénile, des réformes ont été entreprises sur les conditions de vie, la rééducation et la formation des jeunes. La loi de 1960 sur la protection de la jeunesse précise la population visée par la loi de protection et s'étend à d'autres catégories telles que les enfants illégitimes, abandonnés par Duplessis, ceux que l'on nomme les « Orphelins de Duplessis ». Elle prend également sous sa juridiction les enfants prédélinquants, les caractériels, sans pour autant définir une liste limitative. Mais ce que les années libérales apportent dans ce champ, c'est la laïcisation de l'éducation spécialisée avec une reprise en main par l'État québécois des politiques sociales. Les institutions de rééducation, comme le Mont-Saint-Antoine, vont être dirigées par un personnel laïc, sans toutefois exclure les religieux de la rééducation des jeunes. Les écoles de protection vont se multiplier sur tout le territoire, dans les agglomérations importantes. La formation de jeunes étudiants dans le domaine de l'éducation spécialisée, de l'assistance sociale et de l'enseignement est renforcée, encouragée. Tout un ensemble de jeunes éducateurs et éducatrices et assistantes sociales qualifiées, sorties des Facultés des Sciences sociales intègrent les institutions. La prise en charge des jeunes délinquants et délinquantes s'en trouve profondément renouvelée, axée sur la pédagogie, les loisirs, la prise en charge individuelle. En 1960, le ministère de l'instruction publique est enfin créé ; l'éducation devient une priorité nationale du gouvernement Lesage. Le gouvernement laïc reprend en mains la socialisation des québécois et des québécoises.

¹⁵⁵ A. Turgeon, « Et si Paul Sauvé n'avait jamais prononcé le « *Désormais...* » ? », *RHAF*, vol. 67, n°1, été 2013, pp. 33-56.

Première partie

L'institution à cœur ouvert : le nouveau visage éducatif et familial de l'institution par les jeunes « délinquants » et par le personnel d'éducation

Chapitre 1

La voie professionnelle de l'enseignement technique : entre persistance de la tradition des écoles de réforme et nouveau modèle de réinsertion des jeunes garçons

L'institution publique d'éducation surveillée Saint-Maurice en France et le Mont-Saint-Antoine au Québec sont deux établissements qui adoptent l'enseignement technique comme formation pour leur population de jeunes garçons « délinquants » à partir des années 1940. Saint-Maurice embrasse très tôt l'enseignement technique et l'apprentissage qualifié à la faveur des réformes qui la restructure à la fin des années 1930, suite aux chocs suscités des *bagnes pour enfants*¹. La réussite des 15 candidats présentés aux épreuves du CAP de 1939 encourage la généralisation de cette réforme de la scolarisation des jeunes en institution de rééducation, mais l'entrée en guerre de la France en septembre 1939 mobilise le personnel et arrête tout projet. Ce n'est qu'à partir de 1945 et des réformes profondes qui affectent l'éducation surveillée et la justice des mineurs que l'enseignement technique est adopté dans les institutions pour jeunes « inadaptés ». Ce mouvement ne touche pas seulement les mineurs de justice. Les établissements des Orphelins apprentis d'Auteuil améliorent également un mode de réhabilitation adopté depuis des décennies².

Au Mont-Saint-Antoine, au Québec, la scolarisation des jeunes passe par l'instruction des Frères, qui suit le programme scolaire de Montréal. Parallèlement, l'institution place les jeunes dans des ateliers, au sein de l'établissement, pour « apprendre » un métier, sans instruction adaptée. A partir d'octobre 1948, les Frères décident d'envoyer les jeunes suivre des cours d'apprentissage à l'École des Arts et Métiers afin de les préparer à entrer dans une école professionnelle. Fort de leur expérience dans la rééducation, financièrement soutenue par le gouvernement conservateur, les Frères ouvrent leur propre École des Arts et Métiers dans les locaux de l'ancienne manufacture. Elle

¹ Voir

Historiographie de l'enfance délinquante du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle, p. 31.

² M. Gardet, F. Waks, *Histoire d'une jeunesse en marge : du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Textuel, 2015.

est inaugurée le 13 mai 1953 en présence de l'archevêque Paul-Émile Léger et du Ministre du Bien-être social et de la santé, « l'honorable » Paul Sauvé.

L'introduction de l'enseignement technique à Saint-Maurice et au Mont-Saint-Antoine est le résultat d'une restructuration de la longue tradition pénitentiaire de ces institutions. En effet, les deux institutions sont créées vers 1873 et s'établissent comme école de réforme pour jeunes « délinquants », sur le principe de la mise au travail des jeunes dans les champs et dans les ateliers, sous le format de la manufacture. Le doute sur le modèle agricole de Mettray en France, le contexte économique et social d'industrialisation, la large proportion d'enfants des villes dans les écoles de réforme dans la seconde moitié du XIX^e siècle aussi bien en France que dans la province du Québec ont sans doute influencé l'orientation manufacturière du travail dans les institutions. Par ailleurs, des lois précédentes sur le patronage des jeunes ont encouragé au travail industriel des colons, en 1869 au Québec, plus tardivement en France. Mais le travail des jeunes dans les ateliers est dénoncé par les inspecteurs des prisons dans plusieurs rapports, qui relèvent le travail harassant, plus de 10 heures par jour, où le colon n'apprend pas réellement un métier dans le cadre d'un apprentissage mais est astreint à la production pour une somme dérisoire. Les inspecteurs d'établissements et les campagnes de presse dénoncent l'exploitation des enfants « coupables » par les institutions et les entrepreneurs, soucieux de rentabilité. Le travail manufacturier sur lequel repose ces deux institutions devient obsolète et est de plus en plus décrié à l'orée du XX^e siècle. L'introduction de l'enseignement technique à Saint-Maurice et au Mont-Saint-Antoine s'en trouve alors facilitée. En effet, les institutions disposent déjà de l'outillage et de locaux nécessaires pour la mise en apprentissage des jeunes. L'enseignement technique est alors une modernisation du fonctionnement des institutions qui passent de la mise au travail pour l'institution à l'apprentissage d'un métier et la préparation à l'obtention d'un diplôme professionnel, et ce dans un cadre scolaire officiel et reconnu. L'intérêt se transpose de l'institution à l'enfant. D'ailleurs, les institutions se plaisent parfois à se nommer école professionnelle, dont la seule différence avec les autres écoles est la population qu'elles accueillent en ses murs : des mineurs de justice. Mais la modernisation ne gomme pas près d'un siècle de pratiques. Derrière la mise en valeur de l'orientation professionnelle des institutions, il y a la question du travail des jeunes et de leur insertion dans la vie.

a) **Le pari sur l'enseignement technique et l'apprentissage qualifié des jeunes « garçons » comme moyen et fin de la rééducation**

Le concept d'« amender » le jeune délinquant par le travail n'est pas nouveau en ce milieu du XX^e siècle, en France comme au Québec. Dès le milieu du XIX^e siècle, les philanthropes et les parlementaires européens et canadiens théorisent sur le traitement spécifique à réserver aux enfants et à la manière de les prendre en charge³. La

³ M.-S. Dupont-Bouchat et É. Pierre, *Enfance et justice au XIX^e siècle*, op. cit.

création de Mettray par Frédéric-Auguste Demetz sur le modèle de la colonie agricole ancre l'idée « *d'amender le colon par la terre, la terre par le colon* » dans les esprits des législateurs et des philanthropes de l'enfance « malheureuse ». Le travail de la terre est conçu comme moyen de réformer moralement et physiquement le jeune, l'environnement naturel et les valeurs rurales aidant. Le travail, agricole puis manufacturier dans les écoles de réformes et d'industrie, exerce alors plusieurs fonctions : il sert à occuper les jeunes ; à produire la nourriture, le matériel et les objets dont l'institution a besoin pour son fonctionnement ; à faire rentrer de l'argent par la location du travail des jeunes à des patrons ou la vente des surplus des manufactures. Dans la réalité, le travail n'a pas pour but l'apprentissage d'un métier par les jeunes. Il n'y a pas la préoccupation de l'avenir professionnel des jeunes, en dehors de l'institution, de leur réhabilitation dans la société par le travail. Le travail est envisagé comme un moyen de relèvement de la jeunesse délinquante mais dans le cadre de l'institution. Son prolongement en dehors de ses murs n'est pas envisagé. C'est le véritable changement introduit par le passage à l'enseignement technique et l'apprentissage. L'apprentissage conserve la vertu réformatrice du travail sur le jeune mais lui donne aussi les moyens de s'insérer sur le marché du travail et de construire sa propre vie. C'est une nouveauté de l'enseignement professionnel bien intégré par le personnel d'éducation pour la prise en charge des jeunes comme par les garçons.

L'institution Saint-Maurice est l'un des deux établissements publics français qui expérimente ces réformes et qui fait le pari, avant l'engouement pour la scolarisation professionnelle des années d'immédiat après-guerre, d'introduire un enseignement technique qui repose à la fois sur l'apprentissage d'un métier agricole ou industriel et sur des cours théoriques ainsi que par l'enseignement général (Français, Mathématiques, Algèbre). L'objectif étant de préparer le jeune à un métier, par l'apprentissage, et à obtenir un concours professionnel, qui doit lui permettre de trouver un travail rémunéré à la hauteur de sa qualification, de se responsabiliser, de « devenir homme ». En somme, il s'agit à la fois de réformer le jeune et de le réinsérer dans la société par une formation professionnelle de qualité et reconnue.

De sorte que dès la publication du journal *Espère* en 1945, les jeunes s'expriment dans tous les numéros, ou presque, sur la vie en atelier, le métier dont ils suivent l'apprentissage mais aussi les autres métiers enseignés, l'enseignement technique et ce jusque dans les numéros des années 1960. Le journal publie de plus en plus d'articles sur l'enseignement et les métiers dans les années 1950. A notre avis, les élèves sont moins préoccupés par le rationnement, les événements politiques de l'immédiat après-guerre et se concentrent plus dans le journal sur leur vie dans les groupes et sur la valorisation de leur métier. C'est peut-être aussi parce-que l'enseignement et l'apprentissage sont bien installés à l'institution et que de nouvelles formations sont proposées. Le récit de leur vie en apprentissage occupe logiquement une place majeure dans le journal puisque les jeunes passent une large partie de leur quotidien à la culture et à l'élevage ou bien dans les ateliers. Les reporters de l'équipe de rédaction du journal ou d'autres camarades publient alors des articles pour présenter leur métier, son intérêt, les outils, les machines, les instructeurs techniques, les réalisations et l'ambiance de l'atelier. Un esprit de communauté se crée parmi les différents métiers mais une division apparaît entre les « gars de la culture » et ceux des ateliers. Ces derniers semblent considérer les gars de la culture comme des « *culs-terreux* » : « *ils se foutent de nous, nous appellent les « ploucs », les « glaiseux* »

(...) »⁴. Les « gars de la culture » expriment alors dans leur journal le mépris dont ils sont victimes : « *Pour les autres camarades de l'école, un garçon comme moi, préparant le métier d'agriculteur, cela ne représente rien. (...) On se moque, on méprise quelque peu, on porte des jugements d'autant plus gratuits qu'ils ne se reposent sur aucune expérience* »⁵. Les gars de la culture doivent alors démontrer leur apport à l'institution : un article du numéro de novembre 1963 rappelle que les jardins fournissent les fleurs au parc du château et aux pièces intérieures. La production des légumes frais sur « 1 hectare 950 » permet de nourrir les estomacs des jeunes⁶. L'élevage permet aux camarades de boire du lait et de manger de la viande avec la centaine de vaches et de veaux, la dizaine de chevaux, les « 60 à 70 porcs ». L'infériorisation de l'agriculture et de l'élevage est également présentée dans les écrits de la direction de l'institution pour le placement des jeunes en apprentissage. La section agricole est réservée à des garçons peu lettrés, parfois assimilés à la catégorie des « débiles ». Pourtant, comme toutes les autres formations, l'horticulture et l'agriculture font l'objet d'une préparation au CAP.

Dans tous les articles sur les métiers et l'enseignement dispensés à Saint-Maurice, il n'y a aucune place pour contester l'apprentissage d'un métier ou pour remettre en cause la formation. Mais les élèves ne cachent pas leur réserve envers l'enseignement général qui leur est dispensé : le français et les mathématiques. Les jeunes écrivains partagent surtout leur confiance dans leur formation et la passion qu'ils trouvent dans l'apprentissage. L'étude des numéros du journal sur plusieurs années permet de voir les changements qui interviennent dans l'apprentissage des jeunes. Certains articles montrent que les jeunes sont pleinement conscients de la mécanisation croissante du travail, notamment dans l'agriculture. L'institution abandonne peu à peu le travail des chevaux au profit des engins agricoles motorisés, plusieurs photographies dans les numéros des années 1950 montrent les élèves derrière un motoculteur. La formation principale à Saint-Maurice est alors celle de la mécanique générale (ajustage, tournage et fraisage) qui forme un effectif important de garçons aux métiers de l'industrie, la moitié des élèves des métiers du fer en 1965 car « *ce sont des métiers plus nobles, mais fastidieux* » selon un instructeur technique⁷. Bien souvent, les « bleus » sont envoyés à l'ajustage, « *atelier de préformation* », en attendant de déterminer leur mise en apprentissage dans tel ou tel atelier du fer ou en mécanique rurale ou automobile. Les ateliers du bâtiment regroupent une autre bonne partie des élèves répartis dans les ateliers de menuiserie, de maçonnerie, de peinture, de plomberie, d'électricité. En 1962, la mécanique automobile est présentée aux épreuves du CAP, ce qui marque son entrée récente dans l'établissement, au détriment de la charronnerie⁸. L'institution sait renouveler son offre de formation en vu des tendances et de la modernisation de l'outillage. La venue de nouvelles machines est toujours l'objet de curiosités et d'excitation de la part des élèves.

⁴ Espère, juin 1946.

⁵ Espère, Noël 1968.

⁶ Espère, février 1963.

⁷ Espère, Noël 1965.

⁸ Espère, juin 1962.

Par ailleurs, l'obtention du diplôme comme le CAP les motive car cela signifie pour la plupart d'entre eux l'approche des vacances d'été, la sortie de l'institution et la possibilité d'obtenir un emploi : « *C'est que le CAP représente beaucoup pour les gars, c'est la porte ouverte sur le travail, c'est la preuve qu'on a réalisé un véritable apprentissage, et le diplôme est délivré par l'inspection de l'enseignement technique* »⁹. Les jeunes ont pleinement conscience de l'importance de l'obtention du diplôme pour leur avenir. A l'approche des épreuves, les pronostics sur le CAP sont publiés pour « *connaître les chances de succès des candidats: « le niveau de l'ensemble est légèrement inférieur à celui du CAP »* »¹⁰. Ils défendent donc naturellement leur formation, par passion mais aussi parce-que, pour eux, c'est un métier d'avenir, qui « *paie bien* »¹¹. Dans la publication du courrier des anciens, le lecteur y retrouve dans la majorité des cas la mention du salaire (horaire, journalier, hebdomadaire ou mensuel) attachée à la profession de l'ancien élève de Saint-Maurice : « *Chambez, tourneur, gagnait cet été 600 à 650 fr par mois, grâce à un salaire horaire de 3.22 fr. il bénéficiait en plus de cours de perfectionnement au titre de la promotion sociale ; Rossiri, tourneur, débuta à 3.25 fr. En quelques mois, il passait à 3.50 fr et maintenant son salaire net est de 4.45 fr* »¹². Il y a chez les jeunes un rapport obsessionnel à l'argent du travail. Les nouvelles d'anciens visent à montrer que leur apprentissage à Saint-Maurice leur a permis d'obtenir un emploi, une bonne position, un salaire. A l'occasion du départ de l'un d'entre eux, les jeunes donnent à l'institution l'image d'une véritable école « *Il ne partait pas seul. Un lourd bagage de connaissances, acquis en notre École de Saint-Maurice l'accompagnait et se promettait de bien l'aider. Son métier appris à force de volonté et d'efforts n'est-il pas sa meilleure arme ?* »¹³. Indirectement la mise en valeur des métiers par les élèves, qui défendent surtout leur position au sein de l'institution, notamment face au dénigrement ou aux *moqueries* des autres camarades, en particulier des gars des ateliers envers ceux de la culture, renforce la conviction des institutions dans le choix de la formation professionnelle comme voie de réhabilitation pour les jeunes délinquants : « *(...) Des jeunes gens qui n'avaient quelquefois aucune idée du métier qu'ils ont choisi sont fiers maintenant de montrer leur habileté. Partout c'est le travail intelligemment dirigé. C'est la vie elle-même qui chante sous l'outil du futur artisan et dans ses yeux brille la joie créatrice (...)* »¹⁴. Dans la parole d'un jeune, le lecteur peut retrouver le discours des institutions de rééducation pour lesquelles l'apprentissage est un outil de la rédemption du jeune, une clé de réussite la rééducation institutionnelle et le billet pour la sortie de l'établissement. Une analyse que nous avons déjà posée dans notre premier travail¹⁵.

Les élèves comme les enseignants instructeurs ont alors pleinement confiance dans leur apprentissage au sein des ateliers de Saint-Maurice : « *A sa sortie à Saint-Maurice, l'élève est apte à travailler, il aura reçu des notions de base*

⁹ Espère, mai 1956.

¹⁰ Espère, juin 1962.

¹¹ Espère, novembre 1965.

¹² Espère, novembre 1965.

¹³ Espère, janvier 1949.

¹⁴ Espère, janvier 1947.

¹⁵ V. Taveau, *Les journaux d'institutions d'éducation surveillée : la libre voix des jeunes « inadaptés » ? Une étude du journal Espère de l'IPES Saint-Maurice 1945-1959*, op. cit., p. 99.

longuement suffisante pour pouvoir s'adapter à un travail demandé. Son salaire sera variable selon ses connaissances techniques et la région où il va travailler »¹⁶. Saint-Maurice se présente alors de plus en plus dans le journal comme une école professionnelle, comme le relève la quatrième de couverture du numéro de novembre 1965. Un statut que le Mont-Saint-Antoine cherche à obtenir à la fin des années 1940.

Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité ne réforment l'apprentissage des jeunes qu'à partir de 1948, lorsqu'ils parviennent à envoyer des jeunes garçons de l'institution pour suivre des cours à l'Ecole des Arts et métiers de Montréal afin de leur donner une chance d'intégrer par la suite une école professionnelle. Auparavant, comme à Saint-Maurice, les jeunes étaient astreints à travailler dans les ateliers de la manufacture de l'école, situés dans un grand bâtiment de briques rouges accolé d'une cheminée, rappelant les usines et industries construites au XIX^e siècle¹⁷, sous le modèle du patronage. Le souci de réformer la scolarisation des Frères de la Charité n'est sans doute pas apparu qu'à partir de 1948, sans que nous puissions pour autant l'affirmer. Le passage d'un mode de travail des jeunes à une mise en apprentissage et un enseignement des « arts et métiers »¹⁸ est un processus qui remet en cause son propre fonctionnement institutionnel. Ce changement les oblige à réfléchir sur de nouvelles méthodes, sur le coût financier d'une telle opération.

Or il apparaît que les réformes sont mises en places en 1948, alors que l'institution est sauvée financièrement par la municipalité et la Province de Québec par l'octroi de fonds supplémentaires et la réévaluation du trousseau individuel. Par ailleurs, les mesures d'aides prennent en charge tous les frais médicaux et les dépenses scolaires. C'est dans ce contexte de soutien financier que le Mont-Saint-Antoine peut envisager de former professionnellement ses jeunes pensionnaires et ce d'autant plus que le modèle du travail manufacturier des jeunes est devenu obsolète et qu'il ne permet plus de subvenir aux besoins financiers de l'institution. En témoigne la situation financière de 1947, exposée par les Frères dans les journaux¹⁹. Enfin, il semble que l'introduction du Mont-Saint-Antoine dans les arts et métiers soit totalement soutenue par le Ministère du Bien-être social et de la jeunesse. En effet, un directeur est nommé par le ministère à la tête des cours de métier du Mont-Saint-Antoine, le 10 février 1949, Lucien St-Arnault « directeur et fondateur des écoles de Huntingdon et du Cap de la madeleine »²⁰. Il est à noter que le Ministère du Travail n'est pas mobilisé dans cette opération, encore moins le ministère de l'Instruction publique qui n'existe tout simplement pas. En revanche, il est certain que Lucien St-Arnault n'est pas rémunéré sur le budget des Frères mais bien directement par le ministère. Un article anonyme présentant le Mont-Saint-Antoine détaille l'organisation scolaire de l'institution²¹. Il est précisé que le corps enseignant est rémunéré directement par la Province, ce qui

¹⁶ *Espère*, Noël 1965.

¹⁷ Voir Figure 1 : Photographie du Mont-Saint-Antoine depuis la rue, Première de couverture, 1950 et Figure 26 : Vue du Mont-Saint-Antoine depuis la rue Sherbrooke, photographie, années 1960, Allard, archives CJM-IU.

¹⁸ Dans le journal, les Frères n'utilisent pas le terme « enseignement technique » mais bien « Arts et Métiers ».

¹⁹ *Le Devoir*.

²⁰ *Le petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, janvier-février 1949.

²¹ *Idem*.

confirme la présence de laïcs au sein de l'institution dans l'enseignement. Les frères ne sont pas rémunérés à titre individuel pour leur action mais bénéficient d'un traitement pour leurs besoins élémentaires. Mais l'apprentissage n'est pas destiné à tous les jeunes du Mont-Saint-Antoine et la mise en place de la voie professionnelle pousse les Frères à revoir les catégories de jeunes prises en charge par l'institution. L'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans empêche les jeunes de 12 ou 13 ans condamnés à 2 ans, d'apprendre un métier. Les Frères souhaitent alors fixer un seuil minimum de 13 ans pour permettre l'instruction en classe puis l'apprentissage : « *Pour l'institution, une sentence de deux ans semble l'idéal pour assurer le travail de relèvement moral et pour l'apprentissage d'un métier* »²². Les Frères envisagent alors de revoir leur catégorie de jeunes, axée sur le temps de l'apprentissage. Ils souhaitent prendre en charge des individus plus âgés, capables légalement et physiquement d'apprendre un métier et donc de s'insérer directement dans la société après leur sortie. Les Frères veulent surtout éviter le retour du jeune dans sa famille ou dans la rue, responsables de l'échec de la rééducation selon les religieux, en lui donnant les moyens de gagner sa propre vie.

L'adoption d'un nouveau mode de prise en charge des jeunes « délinquants » marque un tournant décisif dans l'histoire de l'institution des Frères. Les éducateurs religieux ont bien conscience que le temps était venu de repenser leur action auprès de la jeunesse « inadaptée » : « (...) *l'innovation intéressante du MSA met un point final à toutes les obscurités qui ont plané dans le passé sur notre école de réforme. Après 75 ans de durs labeurs, les Frères de la charité ont trouvé la formule idéale pour la réhabilitation de leurs jeunes pensionnaires et avec l'aide du gouvernement de la province, ils peuvent maintenant croire possibles les réalisations et les techniques modernes les mieux adaptées à leur institution* »²³. Nous retrouvons ici des similitudes avec la parole de jeunes de l'institution Saint-Maurice, dans la confiance placée dans l'apprentissage et l'enseignement professionnel, la reconnaissance de leur vertu rééducative. Là encore, l'institution fait le pari de l'apprentissage des métiers à la fois comme moyen et but de la rééducation : « (...) *le pensionnaire du MSA qui suivra des cours donnés par des professeurs compétents et spécialisés retrouvera peu à peu dans la joie d'un travail choisi selon ses dispositions personnelles, l'enthousiasme d'une vraie jeunesse et le désir de retourner dans la société pour y vivre honnêtement* »²⁴. Mais les Frères n'obtiennent véritablement le titre d'École des Arts et métiers qu'en 1953, les jeunes suivent alors les cours « *soumis au préalable au directeur de l'Enseignement spécialisé et que les élèves pourront suivre une fois sortis du MSA* »²⁵, dans les anciens ateliers de l'école. Cependant, les jeunes sont placés en apprentissage et se préparent, comme à Saint-Maurice, à passer des « *examens des écoles d'arts et métiers* »²⁶. Dès l'instauration des premiers cours et le réaménagement des ateliers pour l'apprentissage intramuros, les Frères présentent dans le journal les ateliers et invitent le lecteur à les découvrir. Dans le « département de menuiserie et d'ébénisterie », l'odeur du bois rappelle

²² *Le Petit Courrier du Mont-Saint-Antoine*, septembre-octobre 1949.

²³ *Idem.*

²⁴ *Idem.*

²⁵ *Idem.*

²⁶ *Idem.*

« *nos belles forêts canadiennes* » commente un Frère dans un article présentant l'atelier qualifié de moderne, lumineux, propre et bien outillé²⁷. L'auteur précise que l'enseignement suit les manuels des Écoles des Arts et Métiers, que des cours de dessins industriels, de mathématiques et de sciences viennent compléter. Dans un autre numéro, c'est l'école de peinture qui est présentée²⁸, mais par le professeur et non par un Frère. L'enseignant, remerciant le ministère du Bien-être social et de la jeunesse, explique les vertus de pratiquer l'apprentissage de la peinture en condition réelle, sur les murs de l'institution : « *application du travail en conditions réelles avec tous les supports possibles ; un temps large qui permet d'exécuter un apprentissage et donc de s'appliquer ; un apprentissage du travail bien fait, de l'entretien des outils et du lieu de travail* ». Enfin, il explicite son rôle auprès des jeunes, qui est celui de leur donner le goût du métier et les outils nécessaires pour « *s'épanouir dans leur travail* »²⁹. Le professeur annonce que le « local de peinture » va permettre de développer l'apprentissage avec du matériel pour s'entraîner. A l'automne 1949, le frère Jacques détaille dans un article l'organisation scolaire de l'institution. Les « plus grands » travaillent ainsi 30 heures dont 25 en pratique dans les ateliers, les 5 heures restantes sont employées à l'étude en technologie. Le Mont-Saint-Antoine propose ainsi, « *avec le Ministère et l'École des Arts et métiers* », les métiers que l'on retrouve également à Saint-Maurice (jardinage, plomberie, électricité, mécanique automobile, ajustage mécanique) tandis que d'autres sont spécifiques à l'institution: boulangerie, pâtisserie, fonderie, confection et reliure. L'activité de reliure est liée à la publication du journal mais également à l'activité d'écriture des Frères sur la délinquance juvénile. La scolarisation des plus jeunes est en somme classique, suivant le programme du département de l'Instruction publique mais qui est officieusement adapté par les Frères à leur population dont ils jugent qu'ils sont moins réceptifs à l'instruction. Mais les Frères se soucient moins de donner une instruction générale aux jeunes. Ils s'appuient principalement sur l'apprentissage et le travail pour rééduquer les jeunes : « *ils n'avaient pas le goût de l'école avant leur entrée ici, bien au contraire : ce qu'ils en pensent n'est guère plus favorable à leur sortie. (...) D'ailleurs, ne doivent-ils pas travailler ? Un gaillard de 14 ans ou plus a-t-il le droit de flâner à l'école alors que ses parents sont dans le besoin ? Même s'ils voulaient continuer et compléter son cours, ses parents pourraient difficilement se payer le luxe de la garder longtemps aux études* »³⁰. Bien que les Frères réforment leur prise en charge des jeunes « délinquants », leur nouvelle conception de la rééducation est limitée à une catégorie de jeunes, subordonnée à l'apprentissage d'un métier. La dernière citation nous interpelle car elle montre un décalage entre l'enthousiasme pour l'introduction des Arts et Métiers à l'institution et le jugement porté sur la scolarisation des jeunes « inadaptés ». La mise au travail du jeune est vue comme nécessaire, pour le jeune comme pour la famille alors que l'école est méprisée dans ce discours. L'esprit de réforme des Frères montre alors ses limites.

²⁷ *Idem.*

²⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1949.

²⁹ *Idem.*

³⁰ *Le Petit Courrier du Mont-Saint-Antoine*, septembre-octobre 1949.

b) Les dessous de la mise en apprentissage des jeunes : les revers de l'apprentissage et le travail des jeunes.

Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice ont réformé leur prise en charge des garçons délinquants, qui rappelons le, sont des adolescents âgés de 12 à 16/18 ans pour l'institution Montréalaise, de 15 à 18 ans voire 21 ans pour Saint-Maurice. Ils sont dans une catégorie d'âge où l'obligation scolaire n'est plus applicable pour la majorité d'entre eux et ils sont donc susceptibles de travailler. Les deux institutions sont passées de l'école de réforme à l'internat professionnel. En effet, nos deux entités aiment à se nommer école professionnelle ou internat professionnel, à se normaliser. Il faut souligner le passage d'un mode de fonctionnement à un autre, du travail manufacturier des enfants à l'apprentissage sous le sceau de l'enseignement technique, dans une courte période et dans une chronologie similaire en France et au Québec bien que nous ayons exposé précédemment la précocité de la réforme à Saint-Maurice. Il est certain que la transition vers l'enseignement technique témoigne d'un progrès significatif dans la prise en charge des jeunes. Une situation plus enviable pour ces derniers que le simple travail dans des ateliers pour le compte exclusif de l'institution ou d'un patron, sans réelle opportunité de se former correctement à un métier. Les réformes à Saint-Maurice répondent en France à la notion d'éducabilité de l'enfant « délinquant » tel que définit dans l'ordonnance du 2 février 1945 ; au Québec, les Frères parviennent tardivement à réformer le fonctionnement industriel du travail des jeunes, en raison de difficultés financières, mais ils parviennent à s'adapter aux nouvelles conceptions de la réhabilitation des jeunes par l'apprentissage, conceptions également en place à Boscoville³¹. Cependant, l'arrivée de l'enseignement technique et de l'apprentissage ne met pas fin au travail des jeunes pour l'institution ou leur utilisation comme main d'œuvre pour des travaux extérieurs. Par ailleurs, la professionnalisation de la scolarisation des jeunes trouve ses limites. Les garçons n'ont pas toujours le choix du métier ; l'apprentissage ne garantit pas une situation qui puisse éviter de retomber dans la délinquance à l'issue de l'accomplissement de la peine. Les deux institutions sont obligées de subvenir aux besoins de certains jeunes en dehors de l'institution.

En effet, l'IPES Saint-Maurice et sa direction entretiennent le lien avec le jeune même après sa sortie de l'institution, via le courrier, appelé « courrier des anciens » dans le journal et dans les archives de René Courtois, et les visites. Il y a un fort attachement des anciens à l'institution et une réelle préoccupation de la direction à suivre les jeunes en dehors des murs de l'IPES. Un livret de présentation de l'institution daté de novembre 1951, créé par l'équipe de rédaction du journal *Espère*, est destiné aux juges pour enfants. « La notice de présentation » est construite sous les directives de René Courtois³². La perpétuation de la relation forte, familiale, des anciens avec l'institution est tout particulièrement bien exposée. L'IPES demeure un repère pour les jeunes à leur sortie et le livret

³¹ L. Bienvenue et A. Lebrun, « Le “boulot” à Boscoville. Une expérience pédagogique auprès de la jeunesse délinquante au Québec (1949-1980) », *op. cit.*

³² AS/208(XIII)/8, 13 C 71, notice et album photographique.

met en avant toutes les actions pour leur venir en aide : « *pour les anciens, l'aide devient encore plus active : lettres (reçues en 1 an , 889- envoyés 885) ; réceptions d'anciens, 160 (...); dons ou prêts d'argent (...); recherche de travail (...); aide pour installation matérielle (...)* »³³. L'institution affirme répondre à tous les courriers des anciens, commente que l'aide est « *active* », que beaucoup d'anciens viennent passer du temps dans l'institution. En effet, dans de nombreux courriers publiés dans le journal mais aussi conservés par René Courtois, d'anciens pensionnaires souhaitent passer des vacances avec leur femme et les enfants à l'institution. Certains veulent montrer à leur famille leur passé et donner une image positive de l'institution : « *Monsieur le directeur, si vous le permettez je viendrai vous remercier de vive voix dans le courant du mois d'août au moment de mes vacances et comme cela me femme pourra constater que ce que l'on appelle vulgairement « maison de correction » n'est pas si terrible que cela* »³⁴. Mais la notice précise également que l'institution aide les jeunes sur le plan financier, matériel et professionnel, bien que tous les anciens ne soient pas concernés. Cela démontre néanmoins que le temps passé à Saint-Maurice, le temps de l'apprentissage, le temps de la rééducation ne garantissent pas aux jeunes un emploi, une réhabilitation immédiate dans la société. Ils ont besoin de l'institution. Le directeur place parfois des anciens pensionnaires comme éducateurs ou rédige des lettres de recommandations. La notice de présentation et le courrier des anciens contenu dans les archives personnelles de René Courtois viennent nuancer la réussite de anciens pensionnaires largement diffusée dans la rubrique « Courrier des anciens » du journal à partir des années 1950.

Au Mont-Saint-Antoine, le journal ne donne pas de nouvelles des anciens pensionnaires, quoique la sortie des jeunes de l'institution inquiète beaucoup les Frères qui craignent que le jeune retombe dans la délinquance, ce qui marque l'échec de la rééducation. La peur des Frères concerne surtout le jeune qui retourne dans sa famille, toujours jugée néfaste dans la réussite de la rééducation du jeune, ou bien celui qui n'a pas d'endroit où aller. C'est pourquoi en 1947 un bureau de placement est créé au Mont-Saint-Antoine. Le numéro de juillet-août 1947 détaille le but du bureau de placement. Le Frère Delphin résume alors les objectifs : « *la tâche de notre bureau de placement consiste, non seulement à trouver une position à ceux qui nous quittent, mais à les suivre, à les diriger et à les encourager. Tel est le bien de notre Bureau* »³⁵. Plus encore, le bureau se charge de trouver aux jeunes sortant une place pour « *parfaire leur formation professionnelle chez les industriels ou les cultivateurs* », leur ouvrir un compte en banque et apprendre à épargner, et surtout leur trouver un foyer. Les problèmes qui se posent aux « *sortants* » sont les mêmes en France et au Québec : trouver du travail, gagner de l'argent et se loger. Un Frère du Mont-Saint-Antoine lance un appel aux lecteurs pour trouver des « *foyers nourriciers* », « *des familles d'accueil* », une pension. Un fonds de secours aux anciens est créé en décembre 1947, doté de 125 puis 150\$, géré par le « *Comité de l'amicale des*

³³ « L'école professionnelle de Saint-Maurice souhaite la bienvenue à ses visiteurs », novembre 1951, 20 000111/31.

³⁴ AS/208(XIII)/9, Bilan de la République de Saint-Maurice, 1946.

³⁵ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947.

anciens »³⁶. En 1948, le Bureau de placement devient le *bureau de service social* dont les missions sont plus larges que le bureau de placement car il s'agit de prendre socialement en charge les jeunes, de l'entrée à la sortie de l'institution.

Les deux institutions sont préoccupées par « *l'élargissement* » du jeune dans la société³⁷ et constatent que le temps passé à l'apprentissage, la formation professionnelle et la rééducation ne suffisent pas à assurer le relèvement du jeune une fois sa peine effectuée. C'est pourquoi les deux établissements se munissent d'un *home* ou d'un foyer de semi-liberté, afin d'habituer les jeunes « *finissants* » à vivre seul, en indépendance. Saint-Maurice se dote d'un *home* en 1946. Les trois premiers élèves admis inaugurent les lieux en septembre et forment « *les indigènes de Saint-Maurice* ». Au Mont-Saint-Antoine, le *home* est inauguré en 1948 ou 1949, après l'amélioration des finances de l'institution. C'est une épreuve de transition qui prépare le jeune à sa remise en liberté. Les jeunes vivent alors séparés des autres pensionnaires, dans des pavillons ou une section réservée de l'établissement. Les jeunes admis au *home* sont les plus vieux. Ils ont la possibilité de travailler pour un patron en dehors de l'institution ou suivre des cours supplémentaires pour parfaire leur formation, notamment au Mont-Saint-Antoine vu son implantation périurbaine. Les garçons peuvent alors prendre des cours à « *l'École du meuble, l'École primaire supérieure* »³⁸. Ils vivent en petit groupe, préparent les repas dans leur *home* ou peuvent manger au réfectoire de l'institution. Ils dorment dans des chambres individuelles ou bien à plusieurs, mais pas en dortoir. Enfin, l'appartenance au *home de semi-liberté* garantit une plus grande liberté. Les jeunes ne sont pas suivis au quotidien par un éducateur ; ils bénéficient librement de leur dimanche, en tenue civile, pour pratiquer des loisirs. Au Mont-Saint-Antoine, dans un article de janvier 1949, un Frère précise que le *home* a besoin d'un agrandissement et de structures adaptées. Les jeunes sont parfois envoyés aux foyers de la JOC. Pour les deux institutions, le *home* est donc à la fois une nouvelle méthode de rééducation et un moyen de préparer le jeune à la sortie de l'institution et sa réinsertion dans la société. C'est d'un certain point de vue prolonger l'action de l'institution, car certains jeunes sans foyer ou sans emploi restent au *home*, mais aussi reconnaître l'insuffisance de la formation à l'institution.

D'ailleurs, le métier auquel le jeune consacre son temps d'apprentissage n'est pas totalement choisi en fonction des souhaits du garçon. En effet, bien que les institutions, dans leur journal, donnent l'impression que le jeune a voix au chapitre, c'est au final la direction qui prend la décision de placer le jeune dans tel ou tel métier : « (...) *le jeune homme a pratiquement la possibilité de choisir son métier, ses sports, ses activités (...)* »³⁹. La direction prend en compte le choix du jeune mais elle s'appuie principalement sur son niveau d'études à l'entrée et son dossier personnel renfermant l'enquête sociale et familiale qui détaille son comportement, ses intérêts, ses habitudes, ses antécédents de travail, ses origines. Le dossier médical et psychologique est également consulté : le physique du jeune et son fonctionnement mental et moral servent de critères pour l'orientation professionnelle. Les « *débiles* » et les « *strong* »

³⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mars-avril 1948.

³⁷ Expression désignant la sortie de l'institution du jeune et le retour à la société civile, employé dans les journaux du MSA.

³⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, janvier-février 1949.

³⁹ AS/208(XIII)/11, 13 C 85, Dossier de Courtois sur les fugeurs et l'homosexualité 1950-1953.

back weak brains » comme ils sont nommés par les Frères au Mont-Saint-Antoine⁴⁰, sont susceptibles de suivre une formation agricole ; les jeunes ayant leur CEP ont plus de chances de suivre des cours de dessins et sont encouragés à passer, du moins à Saint-Maurice, le Brevet professionnel ou un diplôme supérieur : René Courtois ne manque pas de promouvoir ces jeunes « (...) *mes grands gaillards (âge moyen de 18 à 19 ans aux ateliers) ont leur CEP. Leur niveau scolaire est d'ailleurs supérieur en raison de leur vie passée et de leur âge (nombreuses lectures-vocabulaire riche). De plus ils travaillent presque tous chaque soir et cela volontairement. Ils arrivent ainsi à acquérir les connaissances qui leur manquent et à dépasser même le niveau recherché. Les éducateurs sont pour mission de les aider dans ce travail de révision.* »⁴¹. Toute une batterie de critères détermine ainsi l'apprentissage d'un métier, en fonction des caractéristiques déterminées dans le dossier et pendant le temps de l'observation, en centre ou dans les premières semaines à l'institution. Les jeunes expérimentent plusieurs métiers à leur arrivée.

Enfin, la fin des manufactures dans les institutions pour jeunes délinquants et le passage à l'apprentissage n'enterrent pas le travail des jeunes pour l'institution. Une situation dénoncée en 1945 en France par le Ministre de la Justice : « (...) *toutes les IPES sans exception souffrent d'un mal grave qui rend dérisoire, malgré de grands efforts, les résultats obtenus au point de vue de l'apprentissage : il s'agit de la confusion faite entre les travaux d'apprentissage et les travaux d'entretien. (...) les directeurs d'établissements ont été les premiers à protester depuis longtemps qu'il leur était impossible de donner aux jeunes gens un enseignement professionnel méthodique, c'est-à-dire de leur faire faire des exercices progressifs parce qu'ils sont continuellement distraits par des travaux d'entretien courant. Même dans un établissement comme celui de St Maurice qui est en très bon état, cette critique est justifiée et son directeur n'a pas manqué de la faire (...)* »⁴². Au contraire, c'est au nom de l'apprentissage, de la réalité du terrain, que le travail est justifié par la direction. De plus, le travail des jeunes est toujours perçu comme une vertu rééducative par les institutions, qui renforce l'attachement à l'institution et à la communauté car le travail est réalisé pour le bien commun. L'adage « *amender le colon par la terre, la terre par le colon* » est repris mais modernisé, adouci par tout un discours spécialisé et expert sur le travail et les jeunes. Il y a paradoxalement chez les Frères un aveuglement vis-à-vis du travail des jeunes par le passé : « *l'enfant était, il va de soi, traité sans dureté, il accomplissait une besogne proportionnée à ses forces et pour laquelle il était rémunéré, les conditions d'hygiène et de sécurité répondaient tout autant aujourd'hui aux exigences les plus minutieuses de la prudence* »⁴³.

Les institutions utilisent les jeunes pour entretenir et aménager les bâtiments, augmenter le confort des lieux de vie commune : « (...) *il est fréquent de voir confier à ces jeunes gens des tâches utiles adaptées à leurs forces, à leur caractère et à leur connaissances professionnelles. Là encore on les attache à des responsabilités n'ayant aucun caractère puéril et dont l'utilité vient renforcer l'aspect communautaire de l'établissement qui vit et s'accroît par et*

⁴⁰ *Le courrier du MSA*, « Changement », vol 7, n°3, 1952.

⁴¹ AS/208(XIII)/6, 13 C 48, Correspondance interrégionale des directeurs des CO et des IPES avec Courtois, 1944-1953.

⁴² AS/208(XIII)/6, 13 C 63, Note de service du ministre de la justice direction de l'Éducation surveillée à René Courtois pour financer l'organisation de l'apprentissage, 7 février 1945.

⁴³ *Le courrier du MSA*, « Changement » vol 7, n°3, 1952.

pour les jeunes travailleurs »⁴⁴. Dans les numéros du journal *Espère*, les jeunes racontent la réfection des dortoirs et des salles de jeux ou de réunions. Les peintures sont régulièrement refaites. Mais plus encore, les jeunes sont amenés à construire de nouveaux bâtiments tel que le *home de semi-liberté*, les logements des éducateurs ou des ateliers : « presque toutes les constructions ont été bâties par les élèves et leurs maîtres »⁴⁵. Plusieurs photographies témoignent du travail des jeunes au sein de l'institution. Les charpentiers, les maçons, les peintres sont à l'œuvre sur les chantiers tandis que les menuisiers construisent tout le mobilier de l'établissement⁴⁶. Au Mont-Saint-Antoine, il est difficile d'apprécier la part du travail des jeunes pour l'établissement puisque nous n'avons que les écrits des Frères et il ne semble pas que de nouveaux bâtiments aient été érigés. Cependant il est probable que les jeunes aient été amenés à produire du mobilier, souvent cassé par les jeunes, ou à repeindre les locaux. L'atelier confection a pu également servir aux besoins de l'institution en textiles. Il eut été intéressant d'évaluer sa part dans la vie de l'institution, en comparaison avec l'enseignement ménager réservé aux filles dans les établissements du Bon-Pasteur par exemple. En dehors de l'institution, les jeunes sont aussi appelés à travailler, à certaines périodes de l'année. Les battages, les récoltes céréalières et les vendanges mobilisent nombre de jeunes à Saint-Maurice. La direction répond favorablement aux demandes de main d'œuvre des paysans des alentours. Des photographies illustrent notamment le temps des battages. A ces occasions, les jeunes perçoivent un petit pécule en gage de leur travail. Une partie de ce salaire est réservée à la caisse de groupe qui sert à acheter du tabac ou des objets de loisirs tels que les postes de TSF à la fin des années quarante, les tourne-disques et les disques vinyles de jazz puis de rock dans les années 1960.

Au Mont-Saint-Antoine comme à Saint-Maurice, le pari sur l'enseignement technique et l'apprentissage révèle rapidement ses limites dans la réhabilitation des jeunes. Les deux institutions sont obligées de préparer la sortie des jeunes et de les aider matériellement et financièrement. De plus, la réforme de l'apprentissage des jeunes et son inscription dans un cadre scolaire détermine (l'enseignement technique, l'école des Arts et Métiers) n'abolissent pas le travail des jeunes pour l'institution. Paradoxalement, il sert à préparer les jeunes aux examens, à travailler dans des conditions réelles. Le travail des jeunes pour l'institution est également présenté comme un moyen de renforcer l'esprit de communauté, une nouveauté pour les institutions.

⁴⁴ *Idem*.

⁴⁵ « L'école professionnelle de Saint-Maurice souhaite la bienvenue à ses visiteurs », *op. cit.*, p. 2.

⁴⁶ Voir Figure 4 : Présentation du métier « Coupe et confection », photographie archives M.S.A, CJM-IU et Figure 5 : Un « gars de Saint-Maurice » s'initie à la maçonnerie en atelier, *Espère*, Noël 1965.

Chapitre 2 : Une nouvelle prise en charge des jeunes « délinquants » : l'introduction de nouvelles méthodes de rééducation.

La réorganisation de l'apprentissage au sein des deux établissements de rééducation pour garçons délinquants est un changement significatif dans la prise en charge des jeunes. Dans le même temps, ce mouvement s'accompagne d'un renouvellement des approches institutionnelles dans les interventions éducatives et sociales auprès des jeunes « inadaptés ». L'enfermement en institution, la mise en apprentissage et la réforme morale et physique du jeune par la vie en communauté et l'observation de la discipline ne suffisent plus. Les attaques dont les institutions ont été victimes de la part de journaux et de l'opinion publique les ont obligées à repenser leur intervention auprès des jeunes délinquants. Les mineurs de justice doivent faire l'objet de protection et d'une attention particulière. Par ailleurs, l'éducation doit se substituer à la correction. Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice repensent toutes les deux leur action auprès des jeunes et s'attachent à appliquer de nouvelles conceptions et de nouvelles méthodes de rééducation, à partir des années 1940, avec toutefois une précocité et une libéralité plus intense pour l'institution française. Les deux institutions s'inspirent beaucoup des méthodes d'éducation des garçons par les Scouts basées sur la discipline, l'apprentissage ludique des règles et de valeurs, les activités sportives, la vie en groupe et l'esprit de communauté⁴⁷. Elles parviennent également à introduire des loisirs et à laisser plus de place à la créativité et à l'expression des jeunes, principalement à Saint-Maurice. Le journal est également un exemple d'une nouvelle place accordée aux loisirs dans l'œuvre rééducative.

Afin d'appliquer les nouvelles conceptions de rééducation auprès des jeunes, des garçons surtout, les deux institutions s'appuient sur un nouvel acteur de l'éducation surveillée : l'éducateur. En effet, l'éducateur est perçu comme l'acteur principal de la rééducation, le lien entre l'institution et le mineur de justice. Son statut est créé à partir de 1945 en France. Le rôle de l'éducateur dépasse celui de gardien, de surveillant des maisons de correction, plus apte à violenter les jeunes qu'à les rééduquer. L'éducateur est un substitut familial pour le jeune, un repère parental par adoption. Il exerce à la fois une autorité, une surveillance mais aussi, et cela est nouveau, une observation constante et une écoute du jeune. En fonction au sein d'un groupe, il vit auprès des jeunes, les assiste dans leurs démarches, les conseille, les surveille, les réprimande. Il supervise l'organisation des corvées et des loisirs. L'éducateur permet alors d'individualiser la rééducation des jeunes en institution. Les deux institutions s'expriment beaucoup sur l'éducateur, que cela soit les jeunes dans le journal *Espère* de Saint-Maurice ou les adultes dans les journaux et les écrits administratifs. Il y a un intérêt particulier pour ce nouvel acteur social auprès des jeunes, que les institutions souhaitent voir se multiplier et se former auprès de leur population juvénile.

⁴⁷ M. Gardet, F Tétard, *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiat après-guerre : lune de miel sans lendemain ?*, Paris, Document de l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, n°21, 1995 ; J. Bourquin, « Saint-Maurice, colonie pénitentiaire agricole. Le temps de la réforme : 1936-1936-1950 », pp. 267-281, in « Pages d'histoire, la protection judiciaire des mineurs », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, Hors-série, 2007.

a) La responsabilisation du jeune en institution

A Saint-Maurice comme au Mont-Saint-Antoine, une attention particulière est portée à la vie du jeune en institution à partir de la fin des années 1940. Les deux établissements souhaitent en effet user du temps de la peine comme temps performatif, de rééducation sur les plans physiques et moraux. La responsabilisation du jeune par la vie en communauté, au sein de groupes, et la nouvelle pratique des loisirs sont des moyens pour les deux institutions de parvenir à rééduquer socialement le mineur. Néanmoins l'étude des sources, des journaux institutionnels principalement, révèle que le Mont-Saint-Antoine a plus de difficultés à introduire de nouvelles pédagogies rééducatives auprès des jeunes, du fait des pratiques traditionnelles des Frères dans l'éducation des enfants délinquants depuis plus d'un demi siècle et des conceptions religieuses qui y sont attachées. Par ailleurs, Saint-Maurice se détache de l'institution montréalaise par la diversité des loisirs introduits à l'institution et l'intensité des nouvelles méthodes rééducatives. L'institution expérimente à sa manière *le self-government* et la participation des jeunes à l'organisation de leur vie quotidienne dans les murs de l'école, sous la forme d'une *République de Saint-Maurice*. L'institution publique française se rapproche alors du fonctionnement de Boscoville au Québec, camp d'été puis institution permanente créée par Albert Roger. Son fonctionnement repose en partie sur le modèle du *Boys Town* que le Père Flanagan a conçu au début du XX^e siècle et réalisé en 1935 dans l'état d'Omaha, aux États-Unis. Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice sont très différents dans l'intensité des réformes rééducatives, pour lesquels l'institution d'Albert Roger s'en rapproche le plus. Il faut préciser que le Mont-Saint-Antoine est une institution urbaine, privée, religieuse et qui accueille près de 400 jeunes contre environ 200 pour Saint-Maurice. Il y a une importante différence quantitative qui a forcément une incidence sur les possibilités de réformer les institutions et de mettre en place de nouvelles pratiques rééducatives. Le manque de paroles de jeunes sur la vie au Mont-Saint-Antoine nous laisse également peu de place pour apprécier les loisirs. Mais les Frères ne manquent pas d'idées pour réformer leur intervention éducative et sociale auprès des jeunes garçons.

En effet, les Frères de la Charité ont bien conscience que la rééducation passe par l'éducation, la protection, la formation individuelle du jeune et qu'elle ne repose pas uniquement sur l'apprentissage d'un métier et de la vie collective. L'institution a installé un système progressif, selon les âges et l'évaluation de la progression du jeune dans sa rééducation, et « *s'efforce de procéder par encouragement et récompense : sections d'honneur, système de bon point, primes hebdomadaires, sorties mensuelles en famille, excursions, loisirs organisés, responsabilité à la taille de l'enfant* »⁴⁸. Les jeunes sont répartis au sein de quatre groupes : les petits, les moyens A, les moyens B, les grands. Ils

⁴⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1949, 4^e année, n°3.

sont chacun composés de 70 élèves, qui dorment en dortoir. En 1947, il y a cinq dortoirs mais aucune chambre individuelle⁴⁹. A cela, il faut ajouter une « section d'honneur » et le *home de semi-liberté* qui accueillent les plus âgés et les « sortants », en fin de mesure rééducative. Les groupes ont une salle dédiée pour la vie commune et les activités.

A Saint-Maurice, un système progressif est aussi en place mais plus subdivisé qu'au-Mont-Saint-Antoine. Les jeunes sont ainsi répartis entre section d'épreuve, section « normale » et section de « mérite ». Les « groupes » composent les sections « d'épreuves » ; ils portent des noms d'arbres : acacias, palmiers, sapins, peupliers, bouleaux puis plus tard tilleuls, lilas, lauriers. Les dénominations manifestent bien l'influence de l'organisation scout sur le fonctionnement et l'inspiration de l'environnement naturel dans lequel s'inscrit l'établissement. Le groupe « excellence » fait partie de la section « normale » mais constitue une transition vers « l'honneur », la « mérite » et la « super-mérite » qui forment la « section de mérite ». Enfin, comme le *home de semi-liberté* constitue le dernier échelon du système. Tous les élèves ne finissent pas leur mesure de rééducation au *home*, comme en témoigne les lettres d'anciens, toujours ravis de rappeler leur appartenance à tel ou tel groupe. Le système progressif est plus horizontal que vertical bien que la progression peut être descendante en cas de mauvais résultats scolaires ou comportementaux. Les jeunes sont placés en fonction de leur âge mais surtout de leur caractère dans les différents groupes. Pour la direction, le système progressif n'est pas une fin mais un moyen de rééduquer les jeunes et de les responsabiliser, de les placer au cœur de leur rééducation. La notice de présentation du début des années 1950 rapporte avec précision les critères d'envoi dans les groupes et sections. Les « *prépubères* » sont envoyés au groupe des bouleaux, les « *pubères* » sont répartis dans les autres groupes : « *les très difficiles, opposants voire caractériels* » chez les Peupliers, « *les instables et les fugueurs* » chez les Palmiers et les Acacias, les « *délinquants accidentels* » chez les Sapins. Pour les jeunes, les groupes et sections constituent une forme d'échelle sociale, qui est représentée dans le journal par le dessin d'une échelle pour illustrer la « mutation » d'un camarade au cours du mois de février 1960⁵⁰. Les jeunes dorment en dortoir, où les lits sont juxtaposés, ou dans les « *cages à poules* », des cabines individuelles grillagées qui ne sont toujours pas détruites dans les années 1950. La section « d'excellence » et les sections de « mérite » apportent des confort supplémentaires au jeune : « *excellence (dortoir en commun, paie plus importante, stade séparé, liberté, études libres, autocontrôle ; mérite et super-mérite (essai de self-government)* »⁵¹. A Saint-Maurice, le système progressif est réformé au milieu des années 1960. En effet, dans un numéro de 1965, les reporters annoncent « *Branle bas de combats au 2B ; Réveillon au groupe 1B ; Repas de Noël au groupe 2A (...)* » à l'occasion des festivités de Noël⁵². Les noms de groupes ont été supprimés, remplacés par des chiffres et de lettres. En novembre 1963, les jeunes parlent des groupes et présentent la refonte des groupes des lauriers, tilleuls, lilas : « *4 A. (...) ce groupe s'illustre particulièrement dans le bris de vaisselle (quatre assiettes, huit verres, deux moutardiers*

⁴⁹ *Le petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947, BANQ.

⁵⁰ Voir Figure 9 : Le système progressif à Saint-Maurice, représenté par une échelle dans le journal, *Espère*, 1960.

⁵¹ AS/208(XIII)/8, 13 C 71, notice et album photographique.

⁵² *Espère*, 1^{er} trimestre 1965, Savigny-sur-Orge.

cassés depuis son ouverture »⁵³. Ce changement ne met pas fin au système progressif mais substitue une approche mathématique, plus scientifique à une dénomination dépassée, enfantine. Les jeunes sont alors répartis au sein de 6 groupes, eux même divisés en groupes A et B. La nouvelle composition correspond à l'ouverture des pavillons qui permet une séparation plus stricte des différents groupes. Les chambres individuelles sont plus nombreuses : « *dix neuf chambres fraîches et pimpantes ont accueilli les naufragés des Tilleuls, Lilas, Acacias et autre groupes* »⁵⁴. L'ouverture des pavillons au milieu des années 1960 au Mont-Saint-Antoine, après la vente de l'institution au gouvernement, puis gérée par une corporation laïque en 1964 et la construction des pavillons, a amené à une restructuration des groupes. « Le 30 juin 1965 », c'est « *la fin des petits, des moyens A, moyens B, des grands* »⁵⁵. Par ailleurs, le système pavillonnaire entraîne sans doute une diminution quantitative des jeunes accueillis au Mont-Saint-Antoine pour individualiser la prise en charge⁵⁶.

La répartition des jeunes « délinquants » en plusieurs groupes n'est pas nouvelle, mais répondait plus à des exigences disciplinaires et efficientes que pour la progressivité et la vie commune des jeunes, l'esprit de groupe. Au contraire, le système de progressivité permet de créer cet esprit communautaire que les jeunes expriment dans le journal en relevant leurs activités au sein du groupe et en s'opposant aux autres ; au Mont-Saint-Antoine, l'orientation religieuse de la rééducation favorise l'instauration de l'esprit de groupe, de communauté, et les Frères de la Charité encouragent le développement d'activités, sportives principalement, au sein de chaque groupe. A Saint-Maurice, à la Libération, René Courtois est satisfait du réagencement de l'institution (il a été nommé directeur en 1944) et des nouvelles méthodes « libérales » auprès des jeunes : « *Malgré toutes les difficultés créées par les événements et la carence du personnel la formule libérale et optimiste appliquée à Saint-Maurice a tenu et tient encore. Elle a fait ses preuves, il lui faudrait pour être parfaite une organisation matérielle complète et moderne qui est, à peu de chose près, réalisée mais surtout elle devrait être appliquée par un personnel choisi (...)* »⁵⁷.

Dans les journaux de Saint-Maurice et du Mont-Saint-Antoine, les activités de groupes sont présentées. Elles bénéficient du soutien des éducateurs et de la direction. Les rivalités s'expriment sur le terrain, par le sport, dans des matchs et des compétitions organisées régulièrement. Les équipes de chaque groupe s'affrontent et parfois disputent des compétitions contre des équipes extérieures. Dans ce cas, c'est toute l'institution qui se place derrière son équipe. Toute une fierté se dévoile dans les journaux, aussi bien dans les écrits des jeunes que les écrits des adultes. Le sport, les compétitions inter-groupes visent alors à renforcer le sentiment d'appartenance à un groupe de garçons, à s'intégrer, à se valoriser aussi sur le plan individuel et à valoriser indirectement le travail rééducatif de l'institution.

⁵³ *Espère*, novembre 1963, « Les groupes en chantant », Savigny-sur-Orge.

⁵⁴ *Idem*.

⁵⁵ *Évolution et cheminement en sept étapes du MSA. Principales dates historiques. 1873-1981*, 1980, Centres des archives, CJM.

⁵⁶ Voir Figure 8 : Construction des pavillons au Mont-Saint-Antoine, 1965, photographie, archives CJM-IU.

⁵⁷ AS/208(XIII)/6, 13 c 43 rapport de fonctionnement de l'IPES Saint-Maurice par Courtois au Ministre de la justice 1^{er} juillet au 11 septembre 1944.

A Saint-Maurice, le football est le principal sport pratiqué et des équipes se forment dans chaque groupe. Une équipe représente également l'institution, l'Association sportive de Saint-Maurice, les « *verts* », qui dispute des matchs contre les équipes départementales, des équipes de la police ou des instituteurs de l'École Normale. En 1947, l'ASSM devient même championne départementale de football. Le récit de match prend alors la forme des commentaires des journalistes sportifs que les jeunes peuvent entendre sur leur poste de T.S.F. Dans chaque numéro du journal *Espère*, les garçons ne manquent pas l'occasion de faire le récit des matchs disputés entre les groupes le dimanche ou à l'occasion de temps de fêtes de l'année dans la rubrique « sport à Saint-Maurice ». Bien souvent l'auteur prend parti pour un groupe et se moque des équipes perdantes ou appartenant aux groupes des sections d'épreuves : « *lauriers : sportifs... mais devant le petit écran ! Acacias : ces chers petits se sentent, paraît-il, assez forts pour pouvoir affronter l'équipe de volley-ball de la maison. Ils ont au moins le mérite de 'vouloir'* »⁵⁸. Mais à Saint-Maurice, le sport passe aussi par les séances de « *dérouillage matinal* » au début de la journée. Par ailleurs, d'autres sports sont pratiqués à l'institution tel que le Basket-ball qui se pratique en extérieur sur le terrain qui sert également à la pratique du Volley-Ball et du Hand-Ball. Les jeunes sont aussi encouragés au Cross Country, à la course de fonds. Tous les sports se pratiquent en extérieur, faute d'une salle de sport dédiée et équipée. L'engouement pour les autres sports est certes moindre que pour le football mais les jeunes parviennent à monter des équipes et demandent parfois au directeur de les soutenir : « *aussi je demanderai à Monsieur le Directeur de bien vouloir encourager ce sport négligé depuis longtemps, d'organiser des tournois inter-groupes* »⁵⁹.

Au Mont-Saint-Antoine, des équipes de groupes sont également constituées et quelques compétitions s'organisent avec des adversaires extérieurs. Le Hockey est évidemment le sport roi à l'institution montréalaise qui accueille des « *garçons catholiques de la province de Québec* ». Les équipes jouent le dimanche après-midi, lorsque la messe dominicale est achevée, mais également les jours de fêtes religieuses. Les processions religieuses à l'institution réservent toujours un temps aux festivités sportives. A l'été 1948, le Frère Janvier revient dans *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* sur la saison sportive de l'année. La « *Chronique sportive* » relate les matchs disputés par les groupes, établit un jugement : l'équipe de Hockey des « *Petits* », le « *Carillon* », « *n'était pas en ligue régulière. Il aurait à n'en pas douter donner de la misère à ses adversaires* »⁶⁰. Le groupe des « *Moyens B* » dispose de quatre équipes dont une, « *Le Dollard* », jouit « *d'une bonne réputation dans Montréal* »⁶¹. Les deux équipes des « *Grands* », « *le Saint-Antoine* » et « *le Saint-Michel* », sont quant à elles dans des ligues. Même les anciens bénéficient d'une équipe, « *les Antoniens* ». Le Mont-Saint-Antoine est tellement investi dans le monde du Hockey qu'il parvient à obtenir la visite de la star des Canadiens de Montréal, Maurice Richard, en 1957⁶². La pratique du hockey est saisonnière mais elle mobilise les jeunes pendant plusieurs mois. L'été, ils s'adonnent au

⁵⁸ *Espère*, mars 1962, Savigny-sur-Orge.

⁵⁹ *Espère*, juin 1946.

⁶⁰ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1948, BAnQ.

⁶¹ *Idem*.

⁶² Voir la photo prise de Maurice Richard et d'un élève lui remettant un objet artisanal publiée dans le livre de Renée Joyal, *Entre surveillance et compassion: L'évolution de la protection de l'enfance au Québec des origines à nos jours*, op. cit., p. 173.

ballon-panier (Basket), au soccer (football), mais également au baseball. Le jour de fête du saint auquel a été attribué le nom à la salle commune d'un groupe, donne lieu à des célébrations à travers chants, épreuves sportives et séances de cinéma.

L'introduction de loisirs dans les institutions de rééducation n'a pas pour seul objectif de donner du temps récréatif aux jeunes. C'est également dans le but de les responsabiliser. Les loisirs sont autorisés et fortement encadrés par l'institution et à chaque loisir est prêté une fonction rééducative. Le cinéma pour exemple est objet de méfiance de la part des adultes en charge de l'enfance délinquante qui jugent son influence mauvaise sur les jeunes garçons, vue comme étant une des causes de la délinquance juvénile : « *le cinéma est un appât pour l'enfant or il n'y a pas de films pour lui. (...) on peut parler d'envoûtement ; il est caractérisé par la nouveauté. Les parents sont inconscients et méconnaissent les règles morales. (...) psychologiquement, les émotions fortes le détraquent, films policiers, d'aventures, quelquefois érotiques ; certains films ont, on peut le dire, une influence criminogène. (...) enfin, citons la tenue morale des salles (lieu de rendez-vous, obscurité propice etc.)* »⁶³. Mais les institutions se réapproprient le cinéma. Au Mont-Saint-Antoine et à Saint-Maurice, le cinéma fait partie des activités de loisirs de l'institution dès les années 1940, au moins depuis 1943 à l'IPES puisque un dossier individuel mentionne une privation de cinéma d'un mois pour avoir réalisé le 8 mars 1943, un « *trafic de savon contre un porte feuilles avec Lenoir – privé vin. Cigar. Cinéma 1 mois* »⁶⁴. Les archives personnelles de René Courtois contiennent divers documents sur le cinéma, qui montrent tout l'enjeu du grand écran pour l'institution. Le cinéma est alors une activité programmée par les jeunes avec l'éducateur et en accord avec la direction. Les films projetés sont des divertissements, des films policiers, de guerre, des westerns, des comédies avec la série tel que *Don Camillo*, avec Fernandel dans le rôle du curé. Les films hollywoodiens ont un succès auprès des jeunes qui en font la critique dans les journaux, numéros après numéros. Les films du mois sont listés et sont parfois commentés voire même illustrés par des dessins. Tous les dimanches, à 17h30, les jeunes vont à la projection d'un film dans l'ancienne chapelle réaménagée en salle de spectacles et de cinéma. Suite à la projection, les jeunes sont invités à revenir sur leur film avec leur groupe, dans leur salle, sous l'action de l'éducateur⁶⁵. Dans un « *rapport succinct sur l'activité (buts, méthodes, résultats) du ciné club (...)* » demandé par Henri Michard à René Courtois dans un courrier du 24 juin 1954, pour « *l'office national de la protection de l'Enfance en Hollande* »⁶⁶, le directeur de Saint-Maurice précise les différentes catégories de films : « *films normaux (distraction), films étudiés spécialement, films vus à l'occasion de sorties exceptionnelles (distraction ayant un caractère inattendu ou un caractère de récompense), films tournés à Saint-Maurice* »⁶⁷. René Courtois y reconnaît les besoins de l'adolescent et invoque un passe temps de fin de semaine

⁶³ AS/208(XIII)/3, 13 c 16 Conférence de Lyon annotée par Courtois mai 1943, « Conférence de l'abbé Chassagne ».

⁶⁴ AS/208(XIII)/1, 13 c 5, Dossier de Manchon (enquête sociale, médicale, judiciaire), 1941-1943.

⁶⁵ AS/208(XIII)/6, 13 c 64, Rapport de Courtois à la Direction de l'Éducation surveillée, « services et horaires du personnel », 1950.

⁶⁶ AS/208(XIII)/8, 13 c 71, Ciné clubs 1944-1954.

⁶⁷ *Idem*.

mais il présente aussi le cinéma comme un moyen d'initier les jeunes à des questions « *difficiles à réaliser autrement* » telles que l'hygiène et les « *maladies vénériennes* »⁶⁸. Le cinéma a alors une portée pédagogique directe avec la participation des jeunes aux projections et l'utilisation du cinéma comme support pour des sujets difficiles à traiter. Au Mont-Saint-Antoine, dans le journal des Frères, là aussi la crainte du cinéma est présente. Aussi, les films à l'institution sont plutôt des films éducatifs passés avec « *le concours de la Cinémathèque provinciale et les films de la bibliothèque provinciale* »⁶⁹. Les films visent à faire aimer les métiers « *de la terre et les métiers manufacturier et de l'industrie* », à aider le jeune à s'orienter professionnellement. Mais les Frères projettent aussi des films de propagande catholique comme le Congrès marital d'Ottawa, « *film d'une grande valeur* », à l'occasion de la fête de l'arrivée des Frères de la Charité en Amérique⁷⁰. Plus rarement, les Frères organisent la projection de films de divertissement tel que *Let's sing again* de Bobby Breen, un film de 1936⁷¹. Les Frères de la Charité laissent peu de place au cinéma de divertissement et l'envisagent plus dans une optique pédagogique et professionnelle. Les films sont des documentaires ou des films de propagande catholique voire nationaliste, bien que le film de Bobby Breen, de langue anglaise soit projeté à l'institution, ce qui peu étonner. Mais les films francophones au Québec dans les années 1940 et 1950 ne sont pas nombreux. Les Frères se méfient du cinéma et n'expriment pas clairement leur préoccupation de tenir compte des goûts des jeunes. A Saint-Maurice, les jeunes sont associés au cinéma et sont même des acteurs, à l'occasion, dans des films amateurs tournés à l'institution et dans les pièces de théâtre. Ils sont poussés à porter une critique sur le film, qui finit parfois par être publiée dans le journal *Espère*. Saint-Maurice est une institution publique qui a poussé plus loin encore l'expérience des nouvelles pratiques rééducatives, en introduisant le *self-government* à partir de la section excellence et en mobilisant les jeunes à participer à l'organisation de leur vie au sein d'une *République de Saint-Maurice*.

La *République de Saint-Maurice* est une création de René Courtois en octobre 1945 pour associer les jeunes à l'organisation et la gestion de leur vie quotidienne au sein de l'institution dans le contexte de pénuries et de rationnement⁷². Le journal *Espère*, crée avant la naissance de la *République*, devient rapidement l'organe de propagande de la *République*. Le lecteur retrouve en haut de la première page interne la proclamation « *Vive la République de Saint-Maurice* ». La mention de *République* sur la première de couverture apparaît sur le numéro d'août 1947 jusqu'en 1948, date où les premières de couvertures sont des photographies. Mais au fil des numéros au début des années 1950, le journal rend de moins en moins compte des actions de la *République*. Il se contente de

⁶⁸ *Idem*.

⁶⁹ « La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine (école de réforme) », Les Frères de la Charité, 1948, BAnQ.

⁷⁰ *Le Petit Courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1948, BAnQ.

⁷¹ *Le Petit Courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1948, BAnQ.

⁷² Le développement sur la République de Saint-Maurice s'appuie largement sur nos recherches présentées dans le premier mémoire étant donné que la république ne survit pas au départ de René Courtois de l'institution en 1957. Voir V. Taveau, *Les journaux d'institutions d'éducation surveillée : la libre voix des jeunes « inadaptés » ? Une étude du journal Espère de l'IPES Saint-Maurice 1945-1959* », sous la direction d'Éric Pierre, pp. 119-125.

publier le procès verbal des élections. Les jeunes des sections « normale » et de « mérite » sont appelés à élire des représentants au conseil des ministres. Le conseil élit alors un président chargé de nommer ses ministres, de distribuer les « portefeuilles » aux ministres présentés par le conseil. Tous les sujets concernant les jeunes trouvent un ministère : le travail, le ravitaillement, les sports, les transports, les loisirs, l'agriculture, la presse. Il est même instauré un ministère de l'intérieur et un ministère des affaires étrangères, chargés de l'ordre et de l'accueil des visiteurs et des anciens. La *République de Saint-Maurice* emprunte beaucoup au fonctionnement de la IV^e République Française où le Président n'est pas élu au suffrage universel direct. Par ailleurs, la *République de Saint-Maurice* est instable du fait des départs et des arrivées des jeunes à l'institution. En août 1955, une XI^e *République de Saint-Maurice* est proclamée, qui sonne comme le glas de l'expérience citoyenne « saint-mauricienne », bien avant la fin du mandat de René Courtois à la tête de l'institution en 1957. L'expérience républicaine de Saint-Maurice donne l'illusion d'une institution à laquelle les jeunes sont associés dans son organisation. Or, tout est contrôlé par le directeur René Courtois, comme le relève ironiquement Paul Lutz : « la 'République' est belle sous l'empire de son directeur »⁷³. Toutes les propositions de la République sont soumises à « l'accord directorial » : « 1-9-1946 : « proposition des statuts du Home de Semi-Liberté. Organisations matchs de volley-ball équipes extérieures. Achat équipements neufs pour équipe foot-ball et basket ball ... » ; 1-10-1946 « proposition d'un projet d'élection. Demande d'effectuer achat de cigarettes et tabacs de différentes marques » ; 10-11-1946 « proposition et projet des tickets de pain ; nomination de nouveaux membres formant le conseil »⁷⁴. Le bilan de 1946 permet de voir que sur les 18 propositions de la République, 8 sont directement confiées à l'appréciation de René Courtois. Mais bien que la République soit une création de la direction, elle permet néanmoins de mobiliser les jeunes à l'amélioration de leurs conditions de vie au sein de l'institution. Par ailleurs, les jeunes font l'expérience de la vie politique et de la citoyenneté. Une telle expérience n'est pas menée au Mont-Saint-Antoine. L'institution, malgré les réformes engagées, n'est structurellement et doctrinalement pas en capacité d'installer un tel degré d'éducation nouvelle. C'est Boscoville qui réalise au Québec une telle expérience de *self-government*, mais plus intensément encore qu'à Saint-Maurice car cela fait parti à l'origine du projet du Père Albert Roger lorsqu'il ouvre son premier camp au lac des Français en 1941. Le prêtre souhaite perpétuer l'expérience estivale en installant une institution permanente pour jeunes garçons délinquants sur le modèle du *Boy Town*.

Mais les nouvelles conceptions de la rééducation ne peuvent se mettre en pratique spontanément, sans un personnel adéquate. C'est pourquoi un nouvel acteur émerge au sein des institutions de rééducation : l'éducateur. Les institutions promeuvent le rôle de l'éducateur tout en émettant des réserves sur leur formation.

b) L'éducateur, nouvelle pierre angulaire de la rééducation des jeunes.

⁷³ J. Bourquin, « Saint-Maurice, colonie pénitentiaire agricole. Le temps de la réforme... », *op. cit.*, p. 280.

⁷⁴ AS/208(XIII)/9, Bilan de l'année 1946 de la République de Saint-Maurice, Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine.

La profession d'éducateur spécialisé apparaît à la sortie de la guerre en France, lors de la promulgation du décret du 10 avril 1945 sur les « *Statuts des personnels de l'éducation surveillée* ». Mais la profession est déjà entrée dans un processus de reconnaissance avant l'entrée en guerre de la France en 1939. La réforme de Saint-Maurice, par la loi du 13 août 1936, amène au recrutement et à la formation de « moniteurs-éducateurs ». Un premier contingent de jeunes instituteurs volontaires est envoyé en formation pendant un mois auprès de Jacques-Guérin Desjardins, commissaire des Éclaireurs de France, à la prison de Fresnes et en Belgique, à l'établissement réformé de Möli⁷⁵. Les jeunes moniteurs-éducateurs arrivent à Saint-Maurice en janvier 1937 mais ne parviennent pas à prendre les jeunes en charge qui se révoltent ou s'enfuient ; par ailleurs, le personnel de l'Administration Pénitentiaire résiste à l'introduction de ce nouveau personnel. L'échec de l'initiative a pour effet de créer un décret du 17 août 1938 créant un personnel d'éducation surveillée distinct au sein de l'Administration Pénitentiaire. Le recours aux jeunes moniteurs éducateurs n'est pas abandonné pendant la Seconde Guerre mondiale en France malgré le retour de l'interpénétration du personnel de l'éducation surveillée avec celui de l'Administration Pénitentiaire. Au contraire, nombre de jeunes hommes investissent l'éducation spécialisée et les postes d'éducateur, notamment à partir de 1942, afin d'échapper au Service du Travail Obligatoire. Le statut de ces jeunes éducateurs, pour la plupart des étudiants, et leur origine sociale ont une bonne influence sur les jeunes « délinquants » qui voient en eux des grands frères, des confidents⁷⁶. L'engouement de jeunes hommes pour l'éducation spécialisée entraîne l'ouverture d'école d'éducateurs privées, dans le sud de la France et en Zone Libre surtout, loin de Paris : Toulouse et Lyon en 1942, Montpellier en 1943 (fin de zone libre). L'ouverture de telles écoles de formation d'éducateurs s'établit aussi dans un contexte où magistrats, médecins et personnels de l'éducation surveillée réfléchissent aux solutions à apporter à « l'enfance inadaptée », au sein ou autour du Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral. C'est d'ailleurs l'un d'entre eux, Henri Michard, qui pousse l'État à ouvrir le Centre de formations et d'études de l'Éducation surveillée en 1952 à Vaucresson, racines de l'actuelle École Nationale de Protection Judiciaire de la jeunesse qui forme toujours le personnel travaillant auprès des enfants de justice. La profession d'éducateur se structure donc peu à peu, bénéficie d'écoles de formation, d'une reconnaissance d'utilité par les institutions et se crée une communauté avec la création de l'Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés (ANEJI) en 1947⁷⁷.

A la Libération, après les défections de personnel dans les établissements, Saint-Maurice recherche activement des « *moniteurs-éducateurs* » pour continuer et approfondir les nouvelles méthodes rééducatives mises en place en 1938. Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité perçoivent bien la nécessité et le nouveau rôle de l'éducateur, acteur social qui émerge à la fin des années 1940 au Québec. Le travail social auprès des familles et des jeunes est de plus en

⁷⁵ J. Bourquin, « Saint-Maurice, colonie pénitentiaire agricole. Le temps de la réforme... », *op. cit.*, pp. 270-271.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ S. Boussion, *Les éducateurs spécialisés. Naissance d'une profession : le rôle de l'association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés (1947-1959)*, Rennes, PUR, 2013.

plus accepté comme étant une aide indispensable tant pour la justice que pour l'extension de l'œuvre rééducative. En effet, les travailleurs sociaux sont perçus par les religieux comme des auxiliaires de rééducation et de contrôle social par l'institution, en dehors de ses murs : « *Tout le travail de l'auxiliaire social tend, directement ou indirectement à la compréhension du garçon et à la création avec lui de relations bien distinctes qu'il a avec les agents de surveillance et les agents de police (...) les auxiliaires sociaux emploient la plus grande partie de leur temps en entrevues avec les jeunes confiés à leurs soins, prenant un intérêt réel à leurs expériences et problèmes journaliers, les aidant dans les difficultés qui peuvent surgir* »⁷⁸ ; plus encore un récit fictif montre l'exportation du modèle de rééducation des religieux : « (...) le discours porta : le jeune homme en avait les larmes aux yeux, promit de s'atteler à la tâche sous l'égide de ce nouveau chef, demanda de pouvoir revenir souvent causer avec lui. Il tient et tient encore parole »⁷⁹. Mais les Frères de la Charité sont plus sceptiques vis-à-vis de la fonction d'éducateur, qu'ils perçoivent comme une menace, une remise en cause et une concurrence de leur propre action auprès des jeunes « inadaptés » depuis près d'un siècle. La profession d'éducateur pousse à une laïcisation de l'éducation auprès des jeunes, domaine de la scolarité largement investi par les religieux et les religieuses depuis la moitié du XIX^e siècle dans la province du Québec. Les Frères de la Charité ont donc toutes les raisons de craindre ce nouvel engouement pour l'éducation spécialisée. Il est clair que à la fin des années 1940 et dans les années 1950, les Frères ne souhaitent pas l'introduction de personnel laïc dans la rééducation morale et sociale des jeunes. Une part importante de l'enseignement est d'ores et déjà assurée par des enseignants rémunérés par la Province.

Pour le Directeur de Saint-Maurice, la méfiance envers le personnel d'éducation s'installe à la Libération : « *Depuis le 5 juillet 1944, j'ai eu à enregistrer les démissions de deux moniteurs éducateurs auxiliaires et d'un moniteur auxiliaire. Ces départs provoqués vraisemblablement par les événements montrent le peu d'attachement de cette catégorie d'employés à leurs fonctions (...) Si j'ai perdu des illusions en ce qui concerne le personnel je trouve un réconfort singulier dans le comportement des élèves. (...) Il s'agit de trouver des hommes capables ardents, réalisateurs et préoccupés avant tout de l'intérêt des jeunes gens beaucoup plus que de leurs soucis égoïstes ou familiaux (...). La méthode et les procédés ne valent que ce que méritent les hommes qui les appliquent* »⁸⁰. Les acteurs politiques et administratifs intéressés à la rééducation constatent le déficit d'un personnel qualifié dans les institutions et sollicitent les pouvoirs publics pour remédier à ce problème. Alice Delaunay, déléguée à l'Assemblée consultative provisoire et inspectrice générale de l'Instruction Publique, femme du préfet de Loir-et-Cher Gabriel Delaunay, exhorte le 21 février 1945 les pouvoirs publics à augmenter le personnel éducatif des institutions et à lui assurer une formation, en prenant pour modèle Saint-Maurice : « *La presse a beaucoup parlé des bagnes d'enfants. Il n'y en a plus. Certaines de nos maisons de redressement, comme celle de Saint-Maurice, de Lamotte Beuvron, dans*

⁷⁸ *Le Petit Courrier du Mont-Saint-Antoine*, mars-avril 1948, BAnQ.

⁷⁹ *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*, « Quelques cas de prévention ou de rééducation hors de l'institution », vol.7, n°4, 1952, BAnQ, Conservation nationale.

⁸⁰ AS/208(XIII)/6, 13 c 43, rapport de fonctionnement de l'IPES Saint-Maurice par Courtois au Ministre de la justice 1^{er} juillet au 11 septembre 1944.

le Loir et Cher, peuvent passer pour des modèles du genre. Mais, tandis qu'on parle volontiers des établissements similaires qui existent en Belgique et en Russie, on ignore les réalisations françaises. Celles-ci méritent cependant d'être connues, encore que toutes n'aient pas atteint le degré de modernisation de celle de Saint-Maurice et qu'il y a encore beaucoup à faire, surtout en ce qui regarde le personnel (...). D'autre part nous souhaiterions la création d'un institut de formation professionnelle où l'on formerait, pour en faire des éducateurs de redressement moral, les maîtres et instituteurs qui se destinent à la pédagogie de l'enfance délinquante. Cet institut servira de centre de recherches et de perfectionnement pour les méthodes de redressement de l'enfance délinquante (...) c'est dans cet institut que l'on pourrait procéder à la vérification pratique des méthodes d'enseignement qui permettrait de contrôler les données théoriques (...) »⁸¹.

La pénurie de personnel est également perceptible chez les Frères de la Charité qui accusent le coup du « déficit des vocations » religieuses. Le personnel religieux des institutions de rééducation est vieillissant, fatigué, n'est plus adapté aux nouvelles exigences rééducatives. Les Frères de la Charité usent alors du journal pour dresser le constat d'un essoufflement des vocations et le risque de perte de l'œuvre des Frères dans les années à venir : « Il n'y a pas suffisamment de Frères dans cette institution. Je prie le R.F Provincial de nous envoyer les plus possible, d'en fabriquer au besoin (...) ». Le constat de l'aumônier du Mont-Saint-Antoine, Aurèle Parrot, est sans appel. Le Frère s'en remet, en désespoir de cause, aux autorités publiques pour l'envoi de personnel laïc : « Je demande également aux divers gouvernements d'augmenter autant que faire se peut les octrois pour faciliter l'obtention d'aides laïcs devenus indispensables, en vertu du nombre toujours plus grands d'élèves et d'organismes »⁸². Dans la supplication du Frères Parrot, il y a un appel aux « divers gouvernements » qui s'adressent sans doute à la municipalité, aux ministères de la Province auquel l'institution est attachée comme le Ministère du Bien-être social et de la jeunesse, mais aussi le Ministère du Travail, le département de l'Instruction Publique. Le Frère adresse peut être également sa requête aux autorités fédérales qui n'ont pas de pouvoirs particuliers dans l'éducation et l'assistance sociale, à la charge des Provinces. Dans un autre article, un Frère partage l'inquiétude de l'aumônier : « Si nos maisons de rééducation avaient le budget suffisant, elles seraient en mesure (...) d'organiser un personnel laïc compétent, capable entre autre choses, de seconder le travail des religieuses et des religieux »⁸³. A la suite de la requête, l'aumônier avoue que les Frères ne sont pas formés pour prendre correctement en charge les jeunes délinquants envoyés par les Cours juvéniles ou les bureaux de Recorder et qu'il faut introduire des méthodes scientifiques de prise en charge des jeunes : « (...) il faut ici des psychologues pour nous aider à parfaire un travail de réformation et de formation nettement scientifique »⁸⁴. Les Frères de la Charité expriment clairement dans leur journal leurs besoins de personnel et surtout de personnel spécialisé. Mais il nous faut constater que ceux-ci n'envisagent l'aide de laïcs que pour les « seconder » dans leur quotidien et nullement pour les former ou leur confier l'éducation des jeunes.

⁸¹ AS/208(XIII)/6, 13 C 50, extrait du compte rendu de l'Assemblée consultative provisoire du mercredi 21 février 1945.

⁸² *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, n°4, 3^e année, juillet-août 1948, BAnQ.

⁸³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, janvier-février 1949, BAnQ.

⁸⁴ *Idem*.

Cependant, ils ressentent le besoin d'une participation collective coordonnée pour réussir dans le travail de rééducation des jeunes : « *A ce travail doivent participer des prêtres, des religieux, des laïques, des juristes, des médecins et des éducateurs, des orienteurs professionnels, des assistants sociaux* »⁸⁵. Les Frères commencent donc à s'ouvrir aux sciences sociales et comprennent que la rééducation ne peut plus seulement se baser sur leur action charitable auprès des jeunes. Si le statut des éducateurs leur fait craindre pour leur avenir, ils prennent la décision de s'informer sur les nouvelles conceptions de la rééducation et les méthodes. Ils accèdent aux revues spécialisées sur l'enfance irrégulière, notamment les revues françaises, telle *L'Éducation surveillée*, malgré un certain dédain des Frères pour les réalisations anglophones et européennes : « *Préconiser certains systèmes étrangers comme d'aucuns s'y sont plu... ce serait peut-être bien, du moins quant à l'intention. Proposer des moyens de soutenir équitablement les systèmes que nous possédons déjà serait peut-être plus logique* »⁸⁶. Albert Roger, directeur de Boscoville, s'inspire beaucoup des écrits publiés dans les revues spécialisées sur l'enfance « irrégulière » et rencontre plusieurs fois le chemin d'Henri Joubrel et d'autres magistrats et médecins français travaillant à la cause de l'enfance inadaptée : « *Roger a creusé les théories nouvelles sur la délinquance juvénile, avec Marcel Trahan qui l'a initié aux travaux de deux grands français, Henri Joubrel, juge des enfants à Rennes, auteur de plusieurs volumes et fondateur de l'association internationale des éducateurs spécialisés et Henri Chazal, dont les articles de revues font autorité* »⁸⁷. Les Frères de la Charité souhaitent pour leur part se former, dans les départements d'éducation et les instituts de psychologie qui s'ouvrent à Montréal dont l'institut de psychologie de Noël Mailloux, un professeur dominicain de psychologie. Les Frères refusent le titre de « *géoliers* » et se définissent comme éducateurs : « *ils sont des éducateurs d'enfants difficiles, malheureux, inadaptés, malades ou déficients* »⁸⁸. D'ailleurs, les Frères défendent ardemment leur statut d'éducateur en milieu institutionnel, face à l'arrivée des travailleurs sociaux et des mesures de Liberté surveillée dans les années 1950, qui mettent en péril le milieu fermé. Dans un numéro du journal de l'institution de la rue Sherbrooke en 1952, un frère publie un article à la fois lucide sur les faiblesses de l'institution mais qui défend l'éducation en place au Mont : « *(...) l'on est en droit de penser qu'elles ne sont pas adaptées suffisamment aux exigences de notre temps, qu'elles se sont retranchées dans leurs acquis, qu'elles ont oubliées d'évoluer, qu'elles se sont cristallisées, voire même momifiées, dans leurs méthodes...* »⁸⁹. Mais le Frère revient sur l'œuvre pionnière des Frères de la Charité et sur les efforts et les volontés récemment employés pour changer la prise en charge des jeunes. Par ailleurs, les éducateurs de l'institution sont, pour l'auteur, les seuls qui connaissent le mieux l'enfant et qui sont susceptibles de lui venir en aide. Dans une conception trinitaire, les éducateurs sont perçus comme « *délégués de la famille, de l'Église et de l'État* ». Mais face à la diminution des vocations religieuses et aux difficultés financières de l'institution, les Frères se déchargent de la gestion de

⁸⁵ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1948, BAnQ.

⁸⁶ *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine (école de réforme)*, « A propos de systèmes de rééducation pour jeunes délinquants », Les Frères de la Charité, 1948, BAnQ.

⁸⁷ R. Rumilly, *Boscoville, op. cit.*, p. 70.

⁸⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, « Prison ou internat ? », mai-juin 1949, BAnQ, Conservation nationale.

⁸⁹ *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*, « Un éducateur parle aux travailleurs sociaux », vol.7, n°5 et 6, 1952, BAnQ, Conservation nationale.

l'institution en 1964 dans un contexte libéral et de laïcisation massive de la société québécoise. Cependant, les religieux ont la possibilité de rester au Mont pour continuer en tant qu'éducateur. Ils ont, comme de jeunes candidats laïcs, des cours en éducation spécialisée et peuvent obtenir le diplôme de D.P.J. La formation des éducateurs au Mont-Saint-Antoine s'intensifie et s'ouvre aux laïcs. En effet, 20 bourses d'études sont offertes à ceux et celles qui veulent devenir éducateurs⁹⁰.

A l'institution Saint-Maurice, après les angoisses du directeur quant au professionnalisme des personnels d'éducation à la Libération, les articles du journal *Espère* et les archives administratives de René Courtois montrent que la rééducation morale, physique et sociale des jeunes reposent en grande partie sur le travail de l'éducateur au quotidien. La direction de l'institution et les services de l'Administration pénitentiaire ont alors recours à des nominations et des promotions d'instituteurs, de surveillants et d'instructeurs techniques pour palier au manque d'éducateurs en 1945. Les courriers échangés entre la Direction et René Courtois pour la recommandation par ce dernier de personnel des institutions publiques retracent ce recrutement : Monsieur Pelgrims, « *ex instituteur de 2 ans à Saint-Maurice* » fait savoir dans une lettre son projet de devenir éducateur-chef dans une IPES et René Courtois juge alors que « *la candidature de Mr. Pelgrims (...) me paraît bien préférable à celle du candidat venant directement de l'extérieur* »⁹¹. Un autre candidat de l'institution, Jean Leboeuf, souhaite également devenir éducateur chef dans l'IPES puis dans un Centre d'observation sur la côte pour des raisons de santé : « *il possède les connaissances de psychologie et de pédagogie pratiques nécessaires. En raison du service extrêmement fatigant exigé dans un Établissement ouvert, j'estime que Mr. Leboeuf serait mieux à sa place dans un CO* »⁹². Toutefois, le personnel des institutions pour mineurs est par nature très mouvant, du fait de la faible rémunération des éducateurs mais aussi parce que les postes d'éducateurs sont les échelons qui permettent de débiter une carrière dans l'éducation ou le milieu de la justice : en 1945, l'économe de Saint-Maurice aspire à la sous-direction d'une IPES. Le directeur, dans sa lettre de recommandation, souligne le parcours d'éducateur, d'instituteur puis de surveillant général et révèle l'objectif du candidat : « *toutefois je ne cacherai pas que Mr. Beignet m'a exprimé le désir de sauvegarder l'avenir en me faisant part de son désir d'être affecté ensuite dans un établissement d'adultes. En effet, Mr. Beignet n'ignore pas que notre travail est beaucoup plus absorbant et fatigant et que les avantages sont souvent moins nombreux (résidence et fin de carrière)* »⁹³. Les éducateurs recrutés pour l'institution Saint-Maurice sont exclusivement des hommes mais dans les archives de René Courtois, une éducatrice de l'école des Filles d'Herbault, en conflit avec la direction de l'institution, envoie une lettre manuscrite de candidature à René Courtois. Elle détaille son parcours jusqu'à l'institution pour filles, parle de ses connaissances de la pédagogie nouvelle et cite Jean Roger et Freinet, elle

⁹⁰ *Évolution et cheminement en sept étapes du MSA. Principales dates historiques. 1873-1981*, 1980, Centres des archives, CJM.

⁹¹ AS/208(XIII)/6, 13 C 61, notes de services répondant aux candidats désirant être personnel d'éducation surveillée, Courrier du 16 mars 1945.

⁹² *Idem.*

⁹³ *Idem.*

exprime son désir de travailler à Saint-Maurice⁹⁴. Nous ne savons pas qu'elle est la réponse donnée par le directeur à la candidate mais il apparaît peu probable qu'elle fut acceptée à Saint-Maurice. Dans le journal *Espère*, il n'est fait aucune mention d'éducatrice parmi les jeunes, de 1945 à 1970, alors que la venue de femmes à l'institution provoque des réjouissances parmi les jeunes garçons. Les femmes présentes en permanence à l'institution sont à des postes d'assistance (infirmerie, secrétariat) ou sont les compagnes et filles du personnel, installé dans des pavillons près de l'établissement. La fonction d'éducateur dans les institutions pour jeunes garçons est donc majoritairement masculine. Le travail des éducateurs en institution est à la fois la prise en charge d'un groupe de jeune en dehors du temps passé dans les ateliers et sur les chantiers en apprentissage, la surveillance des jeunes et l'organisation des activités de groupes, l'observation et l'évaluation individuelle de chacun pour adapter en permanence les mesures rééducatives au plus près du jeune. L'éducateur a surtout pour fonction la réformation morale et sociale des jeunes par la création et le maintien d'un lien de confiance avec le jeune et le groupe, les activités à la fois ludiques et éducatives. L'emploi du temps de l'éducateur s'avère chargé à la fois par le temps de présence nécessaire auprès des jeunes, la prise en charge individuelle et le temps administratif pour le compte de la direction. René Courtois présente en 1950 une présentation de la répartition du temps de travail des éducateurs, entre enseignement et éducation⁹⁵. Il présente une semaine de 37 heures d'enseignement et de charge de groupes auxquels ils ajoutent 8 à 10 heures de « *dévouement* » qui peut aller encore au-delà. Dans les heures de classe, les éducateurs sont également chargés du « *contrôle du courrier* », 3 heures par semaine. Pour l'année 1950, le directeur compte 19 éducateurs et éducateurs-adjoints pour 210 élèves « en moyenne », chargés de 9 groupes et de 7 classes plus quelques classes de préparation aux examens du C.A.P. et du Brevet industriel. L'autre part importante du travail de l'éducateur se déroule au sein du groupe, dont une partie s'effectue au « *service au bureau des éducateurs (tenue du cahier d'observation, des fiches de comportement et de contrôle, fiches de mutation, notes mensuelles, fiches de notations et observations mensuelles)* »⁹⁶. Toute le reste du temps, l'éducateur a pour mission de maintenir les jeunes en activités, que ce soit par les activités sportives ou de loisirs tels que le réveil, l'hygiène, l'entretien des dortoirs, des chambres et salles, et le couché des jeunes. L'éducateur doit donc maintenir en permanence le jeune en activité, en l'incitant à participer aux activités dirigées ou en proposant avec le groupe, des activités spontanées comme des sorties, des veillées, des séances de cinéma, des spectacles. L'éducateur est donc l'acteur par laquelle la rééducation sociale du jeune, voulue par l'institution peut se réaliser. Il doit parvenir à créer un climat de confiance et de respect qui incite le jeune à accepter sa peine et à participer activement à son propre relèvement. Tout est programmé pour que le temps libre du jeune soit occupé par une activité individuelle mais plus souvent collective.

Dans le journal *Espère*, la vision sur les éducateurs s'exprime également de la part des jeunes et parfois des éducateurs qui encadrent l'activité du journal. Les articles témoignent bien de l'omniprésence de l'éducateur dans la

⁹⁴ AS/208(XIII)/6, 13 C 60, lettre de candidature d'une éducatrice d'Herbault, 1945..

⁹⁵ AS/208(XIII)/6, 13 C 64, Rapport de Courtois à la Direction de l'Éducation surveillée, « services et horaires du personnel », 1950..

⁹⁶ *Idem*.

vie quotidienne des pensionnaires et révèlent les sentiments de ces derniers à leurs égards, qui sont, dans la majorité des articles, bienveillants. Une confiance voire une complicité s'installe entre l'adulte et le jeune qui peut voir en lui un substitut familial. Le numéro de février 1961 nous facilite la tâche pour connaître l'opinion des jeunes de l'institution sur les éducateurs. En effet, les reporters du journal ont appelé dans un numéro précédent leurs camarades à s'exprimer sur les éducateurs, dans le cadre de la rubrique « *Mes libres propos* » qui donne la parole aux élèves sur un sujet qui peut susciter la controverse : « *'Mes libres propos ont fait couler beaucoup d'encre et dire beaucoup de paroles* ». Le thème a mobilisé massivement les jeunes et le journal publie des extraits de rédaction des élèves et d'anciens sur le sujet et quelques réactions d'éducateurs sur six pages. Les avis sur les éducateurs sont divers mais en général ils valorisent son rôle. L'éducateur est vu comme un « *copain* » qui « *aide à devenir meilleur* », qui « *essaye de nous comprendre et de nous aider : c'est un peu comme un grand copain, qui essaie de diriger et de soutenir le sens du mot jeunesse* ». C'est aussi un confident et un soutien : « *celui-ci (l'éducateur) insensiblement me réconforta, m'adapta à la vie collective, me fit entrevoir les ennuis qui ne manqueraient pas de me créer cette audacieuse manie (...)* ». Le métier est vu comme « *fait d'amour et d'abnégation* ». Un élève développe particulièrement son opinion sur la rééducation et le rôle de l'éducateur surprend quelque peu le lecteur plus habitué aux opinions courtes : « *La rééducation, à mon avis, tient en quelques mots : déconditionnement, reconditionnement, identification, personnalisation. (...) Nous discussions (le jeune et l'éducateur) ensemble pendant des heures sur mes problèmes, ma famille, mon milieu, mes anciennes fréquentations. (...) les éducateurs m'ont aidé à cette élimination du passé, je commençais à devenir moi-même. Il m'a aidé à obtenir des réactions et des réflexes normaux en me permettant d'adopter un mode de vie équilibré. J'ai eu le besoin de sympathie, de sécurité, d'amour, de confiance, comme tout jeune. Tout cela je l'ai trouvé chez un éducateur. Mais il m'a fallu deux années, et plus, pour comprendre (...)* ». L'auteur de ce développement sur l'éducateur résume bien à lui seul la conception idéale de l'éducateur pour les jeunes comme pour l'institution. Mais un éducateur réagit et à son avis « *parler de l'éducateur c'est bien, mais en parler si peu, si sèchement (...) c'est dommage* ». L'éducateur retranscrit alors des extraits de courriers d'anciens jeunes qui le remercient : « *A.B. J'ai reçu de vous une bonne instruction, depuis elle m'a toujours été utile ; J.M. J'ai eu confiance en vous et c'était la première fois que j'avais confiance en quelqu'un ; G.B. J'ai trouvé à Saint-Maurice, plus des que des éducateurs, j'ai trouvé des amis* ». Il termine les témoignages d'anciens par cette remarque : « *Il y en d'autres bien sûr, mais je ne veux pas vous obliger à en faire un journal, quoiqu'il serait digne d'être lu* ». La publication de courriers d'anciens, dont nous ne pouvons vraiment savoir s'ils relèvent de la vérité ou de la falsification, souhaite dans tous les cas démontrer toute l'étendue de l'œuvre profondément humaine et la réussite rééducative de l'éducateur. L'auteur publie également des lettres de parents de jeunes : « *Mme P. Je n'oublie pas tout ce que vous avez fait pour mon fils : vous avez été plus qu'un éducateur, mais un père ; Mme C. J'ai toute confiance en vous, sachant l'affection que mon fils vous porte, je ne doute pas du résultat final* »⁹⁷. La reconnaissance

⁹⁷ Tous les témoignages sont issus d'*Espère*, Février 1961, Savigny-sur-Orge.

du travail des éducateurs est totale. Les anciens, les jeunes et leur famille sont, à travers les courriers présentés, unanimes sur le rôle de l'éducateur dans le relèvement du jeune délinquant.

La confiance, la complicité voire l'affection entre l'éducateur et les jeunes ne sont pas des objets de fiction mais bien des réalités, qu'il est en général difficile de mesurer, en dehors de ces témoignages. Le journal *Espère* laisse néanmoins transparaître ces instants, par les photographies, où les jeunes posent avec un ou plusieurs éducateurs⁹⁸. Le journal publie également dans la rubrique « *carnet rose* » à partir des années 1960 les nouvelles qui affectent le personnel d'éducation, notamment les mutations d'éducateurs mais aussi les naissances de leurs enfants, toujours félicitées. Les garçons sont également enthousiastes à affronter les éducateurs à travers des rencontres sportives, des matchs de football principalement. A ces occasions, le journal n'omet pas de se moquer des éducateurs, toujours très poliment : « *Et nous arrivons à la mi-temps sur le score de 16 à 12, en faveur des éducateurs, favorisés par la taille* »⁹⁹. Parfois, il semble que les éducateurs deviennent les jeunes à rééduquer : « *Dès 8h30, le matin du grand jour, la bataille est déclenchée. Durant le petit déjeuner ces Messieurs, en silence, ont accroché sur les murs et les arbres de la cour toute une série d'affiches vantant la force, le courage, l'ardeur, la science des éducateurs-joueurs. Ne reculant devant rien nos éducateurs ont organisé un gigantesque défilé de voitures et c'est à grands coups de klaxon qu'ils tournent fièrement dans la cour (...)* »¹⁰⁰. Les éducateurs, jeunes pour la plupart, et qui ne restent pas très longtemps à l'institution sauf quelques uns tel que *Falgere* que l'on retrouve dans les années 1950 et 1960, sont très proches des jeunes dont ils ont la charge de surveiller et de rééduquer. Parfois, ce sont des anciens pensionnaires de l'institution que le directeur a placé parce qu'ils ne trouvaient pas de travail ou qu'ils désiraient devenir éducateur. A Saint-Maurice comme au Mont-Saint-Antoine, la figure de l'éducateur devient centrale dans la nouvelle œuvre de rééducation qui se met en place à partir de la fin des années 1940. A l'institution de la rue Sherbrooke, ce sont les Frères qui « deviennent » des éducateurs. En réalité, ils continuent leur action auprès des garçons envoyés par les cours de justice mais se dénomment eux-mêmes éducateurs. Au-delà du changement de nom, les Frères réforment progressivement leur méthode de rééducation sans remettre en cause leur conception de la prise en charge des jeunes. A Saint-Maurice, après les doutes de René Courtois sur le personnel d'éducation issu de la guerre, sauf quelques uns, les éducateurs permettent de perpétuer et d'approfondir les réformes mises en place avant la guerre. Les notions de protection et d'éducation sont en quelque sorte les caractéristiques de l'éducateur.

⁹⁸ Voir Figure 12 : les « gars de Saint-Maurice » suivent les directives du directeur avant la ballade à vélos, *Espère*, février 1967.

⁹⁹ *Espère*, janvier 1962, Savigny-sur-Orge.

¹⁰⁰ *Espère*, avril 1963, Savigny-sur-Orge.

Chapitre 3 : le fonctionnement de l'institution dévoilé par les journaux : le caractère familial des établissements pour jeunes garçons

Les journaux du Mont-Saint-Antoine et de Saint-Maurice ont pour but principal de présenter dans leurs pages le fonctionnement de l'institution. Le journal, qui circule en interne, est surtout publié pour un lectorat étranger à l'institution, dans une campagne de transparence et d'ouverture sur l'extérieur. La publication régulière des numéros tient informée des efforts et des progrès de l'institution dans la prise en charge des jeunes « inadaptés », mais logiquement, fait plus rarement état de la persistance de pratiques autoritaires et disciplinaires violentes, physiquement ou moralement, qui peuvent rappeler le passé ombrageux des institutions de rééducation. Lorsque les journaux abordent les sujets sur les violences, c'est pour faire remarquer que les « châtiments » sont en voie de disparition et qu'ils constituent des mesures rares. L'organisation et le fonctionnement de l'institution sont perpétuellement exhibés sous le sceau de la modernité, du renouvellement constant, du « bien-être » du jeune. La notion de « bien-être » est particulièrement utilisée dans le journal des Frères de la Charité. La lecture des journaux permet à l'historien-ne de découvrir les postes des personnels de l'éducation « surveillée », la hiérarchie des institutions de rééducation, la politique de la « maison ». Les Frères de la Charité ne manquent pas de présenter exhaustivement tout le travail qui leur incombe au quotidien dans la gestion de l'institution, dans une stratégie bien déterminée pour l'obtention de soutiens. A Saint-Maurice, les jeunes évoquent rarement directement le fonctionnement de l'institution. Ils participent néanmoins à travers leurs articles à comprendre comment l'institution fonctionne au quotidien et la nature de sa politique, et ce sur plusieurs années.

Au Mont-Saint-Antoine comme à Saint-Maurice, l'accent est mis dans la promotion d'une atmosphère familiale. Nous avons déjà relevé le rôle familial de l'éducateur, témoigné par les jeunes comme par les adultes dans les journaux. Mais l'aspect familial des internats de rééducation va au-delà de ce nouvel acteur. C'est toute l'institution qui est pensée, présentée et perçue comme une famille, suppléant ou substituant celle du jeune garçon. La présence permanente du personnel, essentiellement masculin, les activités et le cadre de vie participent à l'inscription de l'institution dans un fonctionnement familial.

a) La modernisation des institutions

Dans les années 1940, les deux institutions de rééducation pour garçons délinquants, Saint-Maurice et le Mont-Saint-Antoine, sont profondément bouleversées dans leur fonctionnement par la réorganisation de l'apprentissage des jeunes et l'enseignement technique ainsi que par l'influence de nouvelles conceptions éducatives et pédagogiques. Mais les établissements sont également réorganisés administrativement et structurellement pour permettre de mener ces réformes et afin de concevoir une approche moderne de la prise en charge institutionnelle des jeunes. Les

restructurations ne se font pas *ex nihilo*, mais à la suite d'événements bouleversant les institutions et l'intervention des autorités publiques exécutives et législatives.

Au Mont-Saint-Antoine, les conséquences de l'appel à l'aide des Frères de la Charité dans le journal *La Presse* en 1947 reconditionnent l'institution. En effet, les Frères envisagent en juin 1947 d'arrêter la prise en charge des enfants. Ils interpellent le gouvernement pour demander des examens médicaux pour tous les enfants et remédier à leur sous-alimentation. Les conditions sanitaires ne sont pas satisfaisantes au Mont. De plus, l'institution est au bord de la faillite financière, elle ne parvient plus à subvenir aux besoins devant l'inflation du coût de la vie. Les fournisseurs ne veulent plus avancer de crédits. Au mois de juillet 1947, les Frères envisagent de renvoyer les jeunes dans leur famille, devant l'inaction des autorités publiques. Le défaut de réponse du gouvernement conservateur aux demandes pécuniaires des Frères de la Charité vient nuancer l'idée que le réseau de l'Église a une influence totale dans le domaine social sous le gouvernement de Maurice Duplessis. Les Frères alertent alors la presse montréalaise de la situation désastreuse du Mont-Saint-Antoine. Ce n'est qu'à partir de la campagne de presse des Frères de la Charité et de l'émoi suscité dans l'opinion publique que le gouvernement réagit. Le « 16 septembre 1947 », un accord est trouvé avec le gouvernement et le Ministère du Bien-être social et de la jeunesse. Paul Sauvé relève le trousseau journalier *per capita* de 0.65\$ à 1.23\$. De plus, une somme de 80 000\$ est allouée aux Frères de la Charité pour le paiement des dettes¹⁰¹. L'institution est déchargée sur budget de tous les frais médicaux et scolaires, payés directement de moitié entre la ville de Montréal et par le gouvernement de Québec. Le Mont-Saint-Antoine, sauvé financièrement, peut alors se consacrer à refondre sa prise en charge des jeunes à l'aube de la percée des sciences sociales. A ce point du développement, il est intéressant de constater que les réformes des deux institutions de rééducation, en France et au Québec, s'imposent suite à des publications dans la presse qui dévoilent la réalité des conditions de vie des jeunes en milieu fermé. En contrepartie de l'aide gouvernementale, les Frères de la Charité ont l'obligation de rendre annuellement des comptes sur le fonctionnement de l'institution, ce qui poussent ces derniers à publier un bilan comptable dans le journal et à effectuer des statistiques, très riches pour le lecteur et plus encore pour l'historien.

Le journal des Frères, *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, ne tarit pas d'éloges envers le gouvernement qui a sauvé l'institution et qui a chargé une commission d'enquête d'étudier le problème de la délinquance juvénile au Québec¹⁰². Il n'omet pas de rappeler au lecteur le soutien dont l'institution a bénéficié du gouvernement de la Province. A l'occasion du 75^e anniversaire du Mont-Saint-Antoine, en 1948, le journal reproduit le discours officiel du Ministre du Bien-être social et de la jeunesse à travers le délégué de Paul Sauvé, Jean Langelier : « (...) *Tout récemment encore, se rendant compte des effets qu'avaient les efforts dans votre administration de votre institution l'augmentation sensible du coût de la vie, le gouvernement a accru avec générosité les subventions qu'ils vous accorde pour vous permettre de remplir aussi pleinement que possible le devoir admirable que vous vous êtes tracé*

¹⁰¹ *Évolution et cheminement en sept étapes du MSA. Principales dates historiques. 1873-1981*, 1980, Centres des archives, CJM-IU.

¹⁰² *100 ans dans la vie du Mont-Saint-Antoine*, Centre de réadaptation Mont-Saint-Antoine, 1973, Bibliothèque, CJM-IU.

(...) »¹⁰³. Il est assuré que l'opération de sauvetage financier de l'institution et le doublement du trousseau journalier par jeune a rendu possible l'introduction de cours des écoles des Arts et Métiers à partir de 1948, toujours avec le soutien du gouvernement provincial : « (...) *une nouvelle forme de coopération destinée à doter l'institution du M.S.A de cours de métiers bien organisés et propres à donner à vos élèves une formation technique suffisante. Ici encore, le gouvernement provincial, comprend la portée nécessaire de votre initiative, s'est volontiers rendu à vos demandes* »¹⁰⁴.

Il apparaît également que l'institution réaménage une partie de ses locaux, comme les ateliers destinés à accueillir les cours de métiers et le réfectoire qui est abandonné pour un « *système de cafétéria* ». La transformation du réfectoire en cafétéria, outre le fait de répondre à l'amélioration de l'hygiène, encourage à la responsabilisation des jeunes. C'est le fonctionnement du repas en libre service, la ration étant laissée à l'appréciation du jeune : « *le fervent de la viande y reviendra tandis que le végétarien honorera davantage les légumes. Ce système permet à nos gars de constater que nous voulons en faire des hommes* »¹⁰⁵. Par ailleurs, le Mont-Saint-Antoine, bénéficiant du soutien des Chevaliers de Colomb, ordre de charité fondé en 1882 aux États-Unis, composé de civils catholiques regroupés et investis dans l'aide, fait construire une piscine près des bâtiments pour apprendre aux jeunes à nager et pour se rafraîchir les jours d'été. Un « Hobby shop », un atelier d'artisanat destiné aux loisirs est également inauguré au début de l'année 1949. Un auteur anonyme dans le numéro de janvier-février 1949 constate alors que « *C'est la beauté des locaux mis à disposition des jeunes délinquants : grandes salles de récréations propres et parfaitement éclairées, classes attrayantes, dortoirs spacieux et bien aérés* »¹⁰⁶. La création d'un home de semi-liberté « Notre Dame » et du bureau de service social en 1947 réorganisent également le fonctionnement de l'institution. Leur installation au Mont-Saint-Antoine révèle la volonté des Frères de préparer, d'accompagner et de suivre les jeunes à la fin de leur séjour. La protection institutionnelle envers les jeunes inadaptés étend son champ d'intervention, envisagée dans un temps long.

La loi relative aux écoles de protection de la jeunesse promulguée le 1^{er} octobre 1950 suscite évidemment de nombreuses réactions de la part des Frères de la Charité dans leur journal, généralement satisfaits du contenu de la loi. : « *Tout le texte de la loi est rédigé soigneusement de façon à n'impliquer jamais l'idée de délit ou de délinquant, de condamnation, de mandat ou de dossier, de détention. L'enfant est considéré comme un être faible, exposé, en « danger physique ou moral » (art.15), et nécessitant des soins particuliers pour le préserver et le préparer à la vie* »¹⁰⁷. Ils sont d'autant plus en accord avec la loi, que celle-ci enterre le nom d'école de réforme pour embrasser le terme d' « école de protection de la jeunesse ». D'une part, les religieux mettent en avant la précocité de l'institution face aux nouveaux principes énoncés dans la loi, dans la possibilité d'envoyer les jeunes suivre des cours à l'extérieur

¹⁰³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1948.

¹⁰⁴ *Idem.*

¹⁰⁵ *Idem.*

¹⁰⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, janvier-février 1949.

¹⁰⁷ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°4 et 5, 1950.

de l'institution (article 22) ou sur le contrôle des finances de l'institution par le ministère (article 13) auquel l'auteur rappelle que depuis 3 ans que le Mont-Saint-Antoine s'y est soumis, les Frères n'ont jamais ressenti de violation de leur politique de gestion et de rééducation. Les Frères sont aussi rassurés de voir que l'Église catholique est préservée dans ses prérogatives. Ainsi la ségrégation des jeunes selon leur religion dans des institutions confessionnelles dédiées est maintenue et « *l'autorité civile reconnaît de façon non-équivoque l'autorité de la hiérarchie sur les communautés religieuses en matières morales, religieuses et disciplinaires* ». Le Frère précise que « *les droits de l'Église sont sauvegardés par la présence de tous les Évêques, membre d'office du conseil de l'Instruction publique* »¹⁰⁸. Tous les articles de la nouvelle loi font ainsi l'objet d'un commentaire, en particulier sur les tranches d'âges admissibles dans une école de protection et les catégories de jeunes (délinquants/déficients), sujets que les Frères de la Charité traitent depuis plusieurs numéros dans leur journal. La loi de 1950 représente alors pour les Frères de la Charité une rupture dans la prise en charge des jeunes : « *c'est la société au service de l'enfant : dans l'ancienne loi, c'était l'enfant au service de la société* »¹⁰⁹. La loi est perçue par les religieux du Mont-Saint-Antoine comme la mobilisation des pouvoirs publics et de la société pour prendre efficacement en main la rééducation des jeunes. Cette dernière assertion est pourtant annotée à la main dans le journal comme étant « *pas vraie* ». Il est difficile de dire si ce commentaire date de la publication du journal ou s'il a été écrit *a posteriori*. Il marque néanmoins la controverse que la loi suscite, notamment dans son application effective, exprimée en personne par le directeur du Bien-être social : « *Le problème est alarmant et nous sommes débordés. Il en est ainsi dans toute la province ; il n'y a aucune classification de ces enfants. Il nous en tombe tous les jours sur les bras. Les quelques institutions au service de ces enfants sont surpeuplées. (...) et il nous faudra dix ans pour régler ce problème, quand on s'y mettra, même avec la nouvelle loi de Protection de l'enfance que le gouvernement de Québec vient de voter* »¹¹⁰. Dans les faits, la loi est peu appliquée avant les années 1960, du fait de la large appréciation laissée aux institutions. L'institut du Mont-Saint-Antoine est véritablement modernisé à partir de 1964, lors de la vente le 24 avril, des bâtiments et terrains à une corporation sans but lucratif composée de 44 membres, sous l'égide du Ministère de l'Éducation nouvellement crée et le Ministère de la famille et du Bien-être social¹¹¹. L'institution est alors l'objet d'une restructuration complète ; la corporation approuve la construction de 8 pavillons (16 blocs) pour l'accueil en petits groupes des jeunes, la construction d'un centre « *culturel et récréatif* » ainsi que l'agrandissement et le réaménagement du *home* de semi-liberté. Les pavillons sont inaugurés par les jeunes le 30 juin 1965 ; la même année, le personnel éducateur est formé et préparé au diplôme en deux ans ; en 1966 un service psychologique est ouvert à l'institution. En moins de deux années, la nouvelle administration de l'institution met tout en œuvre pour individualiser la prise en charge des jeunes par les pavillons et par la formation de son personnel. En 1966, la corporation envisage plusieurs projets de constructions culturelles : un gymnase, une salle de musique, un auditorium

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ *100 ans dans la vie du Mont-Saint-Antoine*, Centre de réadaptation Mont-Saint-Antoine, 1973, Bibliothèque du CJM-IU.

de 400 places. Ils sont tous achevés en 1968. Entre temps, l'institution organise depuis 1965 un colloque annuel des éducateurs dans les murs de l'institution de la rue Sherbrooke, afin de continuer à réfléchir sur les méthodes et la philosophie de la rééducation, « *unifier le travail au Mont* » précise le journal¹¹².

La modernisation de l'institution est plus perceptible dans les années 1960, quand l'institution n'est plus administrée par les Frères et que le financement est mieux assuré par le gouvernement provincial. Les projets que les Frères ne pouvaient mettre en place, faute de moyens, sont tous réalisés. Mais en même temps, le caractère religieux de l'institution présentait trop de résistances aux nouvelles conceptions et méthodes érigées dans les instituts de sciences sociales et de l'éducation. Les volontés réformatrices des Frères sont limitées par leur conception religieuse de la rééducation. Ces derniers restent toutefois à la direction de l'institution et continuent leur œuvre de rééducation auprès des jeunes. Une barrière que l'institution Saint-Maurice n'a pas.

En effet, Saint-Maurice est une institution publique administrée et composée par un personnel exclusivement laïc, au moins depuis les réformes de la fin des années 1930. Mais ces derniers peuvent avoir été inspirés à titre personnel par les valeurs chrétiennes dans leur travail auprès des jeunes « délinquants ». Néanmoins, il nous est difficile d'apprécier la part de l'influence chrétienne à l'institution puisque le journal *Espère* aborde peu les sujets religieux sauf peut-être à Noël mais là encore, ce n'est pas sous l'angle des valeurs que cela est traité mais plus classiquement sur l'histoire du Christ. Dans les archives personnelles de René Courtois, il n'y pas de documents sur la religion et aucun écrit personnel de Courtois à ce sujet. Pourtant les dossiers personnels des jeunes contiennent une rubrique sur la religion, afin de connaître le degré d'intronisation du jeune dans la communauté chrétienne : « *situation religieuse : religion, a été baptisé, a fait sa première communion, a reçu la confirmation* » ? La religion semble occuper une place dérisoire à Saint-Maurice, qui possède pourtant une chapelle en ses murs. Mais elle est réaménagée en salle de loisirs à la fin des années 1940, puis détruite dans les années 1960, avec l'aide des « *américains* » pour laisser place à une nouvelle infirmerie¹¹³. Le cinéma, largement décrié par les représentants religieux comme étant une des causes de la délinquance, a jusqu'aux années 1960 investit la chapelle de Saint-Maurice. Une innovation introduite par Vincent Hourcq et René Courtois à leur arrivée à l'institution en 1938.

Les deux hommes sont en effet nommés respectivement à la direction et la sous-direction de Saint-Maurice en mai 1938. Comme le relève Jacques Bourquin dans un article sur l'institution, Hourcq et Courtois ont déjà travaillé ensemble et partagent des « *idées communes et sont favorables au projet Roumajon* », en référence au rapport de l'inspecteur dans lequel il recommande l'abandon des travaux agricoles, de la cohérence dans l'enseignement des métiers et la cohésion du personnel¹¹⁴. Le nouveau directeur conçoit l'institution de rééducation plus comme une école que comme un hôpital ou une prison et selon Jacques Bourquin réintroduit l'éducation surveillée dans le champ

¹¹² 100 ans dans la vie du Mont-Saint-Antoine, Centre de réadaptation Mont-Saint-Antoine, 1973, Bibliothèque du CJM-IU.

¹¹³ *Espère*, _ 1960.

¹¹⁴ J. Bourquin, « Saint-Maurice, colonie pénitentiaire agricole. Le temps de la réforme... », *op. cit.*, pp. 271-272.

de la normalité. Vincent Hourcq et René Courtois s'attellent alors à réformer l'institution en conservant le personnel pénitentiaire volontaire, en maintenant les enseignants techniques introduits en 1936-1937 sous la direction d'un ingénieur des Arts et Métiers Mr. Rouault, et en recrutant des moniteurs-éducateurs¹¹⁵. C'est sur le personnel d'enseignement et d'éducation que les deux hommes engagent la réussite de leur réforme de l'institution. Mais l'organisation est également modifiée : l'effectif d'élèves accueillis passe sous la barre des 200 individus et l'emploi du temps des jeunes est réformé pour laisser plus de place aux exercices physiques et aux loisirs communs. Par ailleurs, l'établissement introduit le système progressif à partir de 1939. La présentation des jeunes aux concours du C.A.P. en juillet 1938 et de 15 candidats en juin 1939 est une réussite. Les nouvelles méthodes mises en place paraissent avoir porté leur fruit. Saint-Maurice devient alors un modèle de réussite de réforme institutionnelle. La guerre puis l'occupation du territoire par les autorités allemandes ne permettent pas d'aller plus loin dans les réformes et de diffuser l'expérience dans les autres institutions publiques.

L'ordonnance du 2 février 1945 et la création de la Direction de l'Éducation surveillée en septembre réaffirment l'engagement public d'avant-guerre pour le modèle de l'institution du Loir-et-Cher. A la sortie de guerre, l'institution n'est pas donc pas réformée en profondeur puisque les nouveaux principes et les nouvelles méthodes rééducatives pour l'enfance « inadaptée » sont déjà en place depuis plusieurs années. De plus, les pénuries de sortie de guerre d'un État en reconstruction ne permettent pas tout de suite de moderniser structurellement l'établissement, qui peut tout de même compter sur les jeunes en apprentissage pour améliorer certains traits de confort (aménagement mobilier, décoration, produits de l'exploitation agricole). Les pénuries sont durement ressenties par les élèves qui usent du journal pour exprimer leur mécontentement et revendiquer une augmentation des rations de pains : « *inconsolable affamé échangerait miettes de tabac contre miettes de pain* »¹¹⁶. La création par René Courtois de *La République de Saint-Maurice* en 1945 a pour but de canaliser et donc de contrôler les revendications des jeunes autour du rationnement en même temps qu'elle permet l'apprentissage des règles politiques et citoyennes. C'est une nouvelle pédagogie rééducative, très active, que René Courtois installe à Saint-Maurice pour préserver une bonne ambiance parmi les jeunes, qui partagent ce point de vu : « *Tout d'abord, elle contribue à développer parmi les élèves, l'esprit de camaraderie qui est la 1^{ère} condition d'une vie plus belle et plus confiante. Le but moral est en partie atteint. Le côté matériel n'est pas négligé et l'on peut inaugurer un nouveau système d'entraide* »¹¹⁷. En dehors de l'intronisation de nouvelles méthodes rééducatives, la diversification des loisirs représente une poussée de modernité pour des institutions traditionnellement restreintes à des activités physiques, musicales ou inspirées par la nature. Outre le cinéma, l'achat de poste de T.S.F. par les jeunes en mars 1946 est vécu comme un événement par ces derniers qui se réjouissent de pouvoir entendre musiques et nouvelles de l'extérieur : « *et dire qu'en tournant un*

¹¹⁵ *Ibid.* p. 272.

¹¹⁶ *Espère*, février 1952.

¹¹⁷ AS/208(XIII)/9, Brouillons et documents de travail pour la rédaction de « *Espère* » n°138/139, *Espère*, 1947, Fonds René Courtois.

simple bouton nous pouvons entendre le monde entier ! »¹¹⁸. Les postes sont installés dans les salles de groupes. Le soir et la fin de semaine, les jeunes se rassemblent autour du poste, en témoigne les photographies dans le journal¹¹⁹. L'achat de *pick-up* en 1949 réjouit tout autant les garçons pour pouvoir écouter les disques de Jazz puis dans les années 1960, les tubes « *idoles des jeunes* ». La télévision gagne rapidement l'institution à la fin des années 1950. Les « *gars de Saint-Maurice* » ont travaillé en extra pour pouvoir acheter deux postes de télévision et installer les antennes « *râteaux* » sur le toit du château, en mars 1957. Les télévisions sont installées dans des lieux communs, dans le hall du château et au réfectoire. La présence de ces deux récepteurs de télévision dans une institution pour jeunes garçons « *délinquants* » est une véritable innovation, d'autant plus que seulement 6.1% des foyers français sont équipés d'une télévision en 1957¹²⁰. L'introduction des technologies au sein de l'école est évidemment subordonnée à l'autorisation du directeur. La direction est alors engagée dans ce mouvement de modernisation des loisirs des jeunes par les technologies audiovisuelles. Le reste des loisirs est en somme classique, axé sur le sport. Dans les années 1960, les jeunes sont toutefois initiés à la pratique du canoë lors de petits séjours de vacances organisés, en Creuse par exemple, donnant des « *souvenirs d'été* » aux jeunes¹²¹. Les loisirs ne s'exercent plus seulement dans les murs de l'institution ou aux proches alentours mais s'extériorisent.

Saint-Maurice parvient donc à se réformer profondément sous l'activisme de deux hommes, dès 1938, très enthousiastes à l'idée de normaliser l'institution pour en faire une véritable école, suite à l'échec des premières réformes en 1937. Au Mont-Saint-Antoine, les transformations de l'école de réforme en école des Arts et métiers n'est possible qu'à partir du moment où l'institution est sauvée financièrement de la faillite et lorsque le gouvernement provincial et la municipalité de Montréal consolident leur soutien auprès de l'œuvre des Frères. La réforme de l'institution des religieux n'est pas aussi progressiste que celle de Saint-Maurice, du fait de la conviction des Frères de la Charité dans leur système de prise en charge des jeunes et de leurs hésitations devant les nouvelles conceptions et méthodes des sciences sociales, auxquelles ils tentent toutefois de s'initier. Aussi le système pavillonnaire et l'individualisation ne sont mis en place qu'à la vente du Mont-Saint-Antoine en 1964. A Saint-Maurice, le système progressif reposait déjà sur la division en groupes et la vie en petite communauté mais la construction de pavillons n'est achevée qu'en 1963. Mais malgré la persistance de certaines pratiques et la modernisation relative des institutions, le caractère familial des établissements est toujours présenté comme étant partagé par tous.

b) La conception familiale du fonctionnement de l'institution.

¹¹⁸ *Espère*, mars 1946.

¹¹⁹ Voir Figure 13 : Jeunes « *saint-mauriciens* » réunis en groupe pour l'écoute de disques sur leur *pick-up*, *Espère*, 1962.

¹²⁰ Nous reprenons les chiffres avancés dans notre travail mémoire de maîtrise tirés de M. Sauvage, I. Veyrat-Masso, *Histoire de la télévision française de 1935 à nos jours*, Paris, nouvelles éditions, 2012, pp. 371-374.

¹²¹ *Espère*, Noël 1968.

L'institution pour mineurs « délinquants » ou plus globalement « inadaptés » existe dans l'objectif d'accueillir en son sein des jeunes condamnés pour une mesure de « rééducation », après un verdict de justice dans un tribunal pour enfants ou à défaut une cour de justice ordinaire. Le jeune est donc retiré à sa famille biologique ou d'adoption pour effectuer une peine dans un établissement surveillé. L'institution devient alors le cadre de vie quotidien d'un jeune pendant plusieurs mois, bien souvent pour plusieurs années. L'institution se juxtapose en droit à la famille du jeune, à laquelle la justice a suspendu une partie de ses droits. La famille est alors perçue comme inadéquate pour l'enfant pour de multiples raisons. En France comme au Québec, encore dans la seconde moitié du XX^e siècle, la famille, le père et la mère sont jugés comme étant responsables de la délinquance du jeune pour causes biologiques ou sociales, et inaptent à assurer son éducation normative. Une méfiance voire une défiance vis-à-vis de la famille du jeune est inhérente aux institutions de rééducation, au Mont-Saint-Antoine comme à Saint-Maurice. Ces dernières se présentent pourtant dans les journaux sous un statut familial, qui assure le bien-être du jeune, lui donnant tous les outils nécessaires à son relèvement. Le ressenti familial dans les institutions dépasse le champ d'action de l'éducateur et se transcende dans toute l'institution. Il est exprimé par les jeunes comme par les adultes dans le journal, dans les articles et dans les images¹²².

Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité présentent en première de couverture de leur journal un dessin d'Antoine de Padoue, Saint qui a consacré sa vie aux enfants « malheureux », et qui a inspiré le nom de l'institution. Le dessin représente un religieux tonsuré, un moine, habillé de la robe longue à capuche serré par une corde autour de la taille. Il porte de son bras gauche un livre ouvert sur lequel est assis un enfant. L'homme a la tête tournée vers l'enfant mais ne le regarde pas. L'enfant, lui, présente son bras gauche à l'horizontal, la main ouverte, comme pour mendier tandis que son bras droit est tendu vers le visage de l'homme, que sa main effleure. Derrière la tête de l'enfant, une auréole trinitaire. Derrière la tête du Saint, une auréole à 5 cercles. Dans une reprise de ce dessin pour la première de couverture d'un numéro de mars avril 1948, l'homme a son bras droit relevé au niveau de son épaule ; sa main est ouverte vers la petite main de l'enfant. Le geste du Saint est bienveillant, assure son assistance et sa protection à l'enfant. L'enfant montre de la douceur et de la reconnaissance à l'homme qui prend soin de l'élever et de l'éduquer. L'image de Saint-Antoine de Padoue est affichée par les Frères sur la première de couverture de leur journal du *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* jusqu'en 1950, date à laquelle une photographie de l'institution est substituée. Les Frères de la Charité utilisent une représentation de Saint-Antoine de Padoue pour inscrire leur action auprès des jeunes dans le sillon du saint, dont ils se revendiquent : « (...) ce n'est pas seulement des grâces de

¹²² Le développement ci-présent s'appuie sur une communication que nous avons présentée lors du séminaire CIEQ-CERHIO des 8 et 9 octobre 2015 tenu à l'Université Laval de Québec sur le thème « Famille et relations familiales : fondements, évolutions, régulations ». Notre communication, présentée le 9 octobre, était intitulée : « Discours et représentations sur la famille dans les journaux d'institution pour jeunes « délinquants » en France et au Québec : essai d'étude comparative à travers les écrits de jeunes ».

guérison matérielles qu'il obtient. Il vise surtout les âmes et cherche à les instruire, à les sauver »¹²³. C'est surtout la relation du père et de l'enfant qui est mise en avant dans ce dessin de première de couverture, l'apport paternel du religieux. C'est l'image que les Frères souhaitent ancrer dans les représentations, leur rôle paternel auprès des jeunes dans un cadre familial d'une institution dirigée par une communauté religieuse.

La propagande des Frères sur le caractère familial de l'institution se retrouve également à l'écrit dans les articles qui montrent que le jeune doit trouver à l'établissement un substitut familial : « *Le garçon aura sa liberté s'il sait en user avec modération, tout comme dans la famille. Ses sorties seront réglées un peu comme dans sa famille. Ses économies seront dirigées comme dans la famille. Il y trouvera, bien des parents, du moins des amis dévoués capables de l'aider dans les moments difficiles* »¹²⁴. Selon les Frères, les jeunes ressentent la vie de famille à l'institution et en témoignent auprès des éducateurs ou de l'aumônier qui partage également le « *rôle de confident, de grand frère, d'ami intime (...)* ». Le jeune, selon les Frères, se confie sur l'institution : « *la réception bienveillante dont il a été l'objet de la part de ses nouveaux maîtres ; l'esprit de gaieté et de cordialité visible partout ; la vie sportive animée, la sensation de sécurité, l'impression de la vie familiale* »¹²⁵. Cependant, il nous est difficile d'apprécier le point de vue des jeunes sur le caractère familial du Mont-Saint-Antoine étant donné qu'ils ne sont pas les auteurs des articles dans le journal, contrairement à Saint-Maurice. Mais l'institution des Frères accueille un nombre important de jeunes, d'adolescents principalement, qui sont plus de cinquante par dortoir, dans des groupes d'âges très hétéroclites et qui vivent dans un cadre religieux, modelé sur la communauté des Frères. La conception familiale des Frères de la Charité est évidemment vécue dans une perspective chrétienne : c'est l'image de la sainte famille, de la communauté plus marquée par le silence et l'observation des règles que l'amour filial et les loisirs. La caractérisation de la famille en institution n'est pas la même qu'à Saint-Maurice.

La famille est le sujet principal des Frères de la Charité dans leur journal. Ils y portent un avis extrêmement négatif et il l'a place au cœur du problème de la délinquance juvénile. En même temps, les Frères doivent en tenir compte dans leur travail de rééducation auprès des jeunes : les informations sur la composition et la vie de la famille du jeune sont indispensables pour cerner les problèmes. En effet, les enfants sans famille sont les enfants qui leur posent le plus de problèmes pour la rééducation et pour lesquels les Frères estiment leurs chances de relèvement faible : « *(...) les enfants illégitimes, les orphelins non désirés dans leur proche parenté, les enfants de familles brisées ou de famille tellement tarées qu'elles sont propre tout au plus à conduire leurs enfants vers la déchéance* »¹²⁶. Les orphelins et sans famille sont seuls, peu préparés à la vie sociale. La rééducation est donc plus difficile et sa réussite est incertaine : « *Ne sont-ils pas les sans famille, les sans histoire ; ou plus encore, ne doivent-ils pas cacher bien soigneusement qu'ils sont sans famille et histoire à des gens qui ne peuvent pas*

¹²³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947.

¹²⁴ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol. 6, n°1, 1951, PER C 381, BAnQ.

¹²⁵ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, janvier-février 1949.

¹²⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1949.

comprendre ? »¹²⁷. A leur sortie, les Frères estiment qu'ils sont toujours des « *inadaptés à la vie sociale* »¹²⁸. Les Frères usent du *Petit courrier* pour donner leur avis sur les familles : « (...) *les investigations ont fourni un pourcentage de 60 à 70 provenant de foyers désorganisés, immoraux. Il semble bien que c'est là que réside la grande cause de la criminalité juvénile (...) La source du mal est à chercher dans la famille* »¹²⁹. Le jugement sur les familles sert en partie aux Frères pour mieux légitimer leur travail, la redécouverte d'une vraie famille par le jeune en institution. En somme, l'institution pour jeunes « délinquants » du Mont-Saint-Antoine est un retour à la « *normalité familiale* » : « (...) *les rencontres se font donc à tout instant, et cette multiplicité de contacts crée un sentiment de parenté et une atmosphère familiale qu'il est assez difficile de concevoir si l'on y est pas mêlé* »¹³⁰. Pour argumenter leur discours pessimiste sur les familles, les Frères se réfèrent à des travaux « scientifiques » d'auteurs ou... des Frères eux-mêmes. La thèse de maîtrise de « *l'abbé Jean Caron du MSA* » parvient à déterminer que la famille est la première responsable des déficiences chez l'enfant : « *Procédant par élimination, l'auteur en arrive à tenir la famille responsable. (...) AUCUNE des familles en question n'est exempte de déficiences notables* »¹³¹. Les déficiences sont multiples selon les Frères : divorces, séparation, concubinage, mort, maladie physique ou mentale. Puis vient dans le discours des frères, un jugement sexué sur la famille : le père est présenté comme absent, malade ou mort et ne peut subvenir aux besoins de sa famille. Souvent il est perçu comme un ivrogne. La mère, c'est la femme veuve ou en vivant concubinage, obligée de travailler et qui ne peut donc s'occuper correctement de l'éducation des enfants et de la tenue du foyer. Les mères sont plus sévèrement jugées par les Frères de la Charité dans leur journal : leur perversité et leur immoralité est souvent mise en avant. Les avis des Frères sur la famille remet en cause en arrière plan la misère et la pauvreté d'une majorité des familles urbaines ouvrières de Montréal dans les années 1940 et 1950 : « *on vit dans une espèce de taudis en bordure de la voie ferrée, le « no man's land » ou zone délabrée (...). C'est le domaine des chômeurs et des regrattiers, le quartier des experts en rapines et « robineux » ou buveurs de « rubbing alcohol* »¹³².

La famille, c'est donc le sujet qui préoccupe les Frères de la Charité. A Saint Maurice, la famille est l'objet d'articles de la part des jeunes, notamment lors des permissions ou des fêtes de Noël. Mais ils s'expriment également sur l'ambiance familiale à l'institution, perçue comme une seconde famille : une fierté « saint-mauricienne ». Enfin, le rapport des jeunes avec le directeur, René Courtois principalement, est totalement présenté comme paternel.

A Saint-Maurice, le rapport institutionnel à la famille est sans doute aussi méfiant qu'au Mont-Saint-Antoine car là aussi l'institution se substitue à la famille comme cadre de vie quotidien pour la rééducation du jeune, pour plusieurs mois, plusieurs années. Mais à la lecture des numéros du journal *Espère*, de 1945 à 1970, les jeunes

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947.

¹³⁰ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1949.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol. 7, n°4, 1952. Alcool artisanal ou de mauvaise qualité.

expriment leur attachement à la famille. Les écrits sur la famille dans le journal sont saisonniers puisqu'à l'occasion des vacances, les jeunes ont la possibilité de passer quelques jours chez eux et certains qui ont achevé leur séjour à l'institution, retournent y vivre. Les auteurs des articles sont toujours enthousiastes devant les retrouvailles familiales : « *bonjour papa, bonjour maman* »¹³³. Les permissions sont donc attendues par les jeunes : « *Pour nous Saint-Mauriciens, notre vœu le plus cher est bien de pouvoir partir aux prochaines « perms » puisque les vacances de Pâques approchent, approchent* »¹³⁴. Une photographie montre bien l'impatience des jeunes sur le quai de la gare de Lamotte Beuvron et l'agitation qui accompagne le départ. Le billet de train « *c'est pour moi le billet de voyage au pays des merveilles* » écrit un jeune dans le journal¹³⁵. Dans le même texte, il témoigne de la fébrilité qui l'empare la veille du départ : « (...) *comment expliquer la tension qui s'était emparée de moi. Malgré mon air détendu, mon corps entier me faisait mal tant j'avais de peine à contenir ma joie. Jusqu'à ce jour, je n'étais pas sûr de partir et bien que rassuré sur le sort qui m'attendait pendant cette période de fête, j'étais malgré tout encore inquiet. (...)* ». Mais tous les jeunes n'ont pas l'opportunité de retrouver leur famille, soit parce qu'ils n'en ont plus ou que la justice et l'institution ont jugé qu'elle n'était pas apte à le recevoir, soit parce que le jeune n'a pas eu l'autorisation de partir en permission du fait de son arrivée récente à l'institution ou de ses mauvais résultats scolaires et comportementaux. Le jeune passe alors les vacances à l'institution, vide de la majorité de ses pensionnaires. Un jeune rassure ses camarades qui ne peuvent partir en permission à Noël, en parlant de l'expérience d'un ancien : « *Lui ne pouvait, il était sans parents et n'avait jamais connu un réveillon en famille. Noël ici, m'a-t-il dit, c'est un îlot de gaité au milieu d'une mer d'indifférence* »¹³⁶. L'ambiance est encore plus familiale car une proximité s'installe avec le personnel éducateur, le directeur et leurs familles mais il est tout de même difficile pour les jeunes de ne pouvoir retrouver sa famille lors d'une fête « familiale », par définition : « (...) *il est évident que le fait de fêter Noël à Saint-Maurice procure à chaque élève, un peu de tristesse et de nostalgie à la pensée d'une lointaine 'fête familiale'* »¹³⁷. C'est à l'occasion de Noël que les non-permissionnaires expriment ce sentiment familial de l'institution. En effet, les fêtes de Noël à Saint-Maurice sont suivies par René Courtois puis par les directeurs qui lui succèdent ainsi que par Monsieur Bailly, « attaché au cabinet de Mr Le Garde des Sceaux ». Les « restants » sont couverts de petits cadeaux de la part du directeur et de Bailly et le lecteur peut voir la persistance de cette pratique sur plusieurs années. Les hommes providentiels sont alors abondamment remerciés par les élèves qui relèvent bien le substitut familial de la direction dans l'opération : « *Nous avons retrouvé en la présence de Monsieur le Directeur l'attention que des parents auraient pu nous témoigner* »¹³⁸. Bailly apporte des cadeaux aux jeunes : « *Briquets, montres, postes de radio, rasoir électrique, disques* »¹³⁹ qui sont toujours très appréciés par les jeunes qui qualifient Bailly de : « (...) *généreux*

¹³³ Espère, mars 1948.

¹³⁴ Espère, janvier 1959.

¹³⁵ Espère, décembre 1964.

¹³⁶ Ibid.

¹³⁷ Espère, Noël 1968.

¹³⁸ Espère, décembre 1946.

¹³⁹ Espère, janvier 1962.

donateur, qui chaque année pense à nous, et qui cette année encore par ses magnifiques cadeaux à tenue à marquer son institution à notre école »¹⁴⁰. Il y a donc une compensation de la part de l'administration au vide familial par le repas, les cadeaux et la soirée qui « (...) suffira à leur faire oublier pendant quelques jours qu'ils sont loin de leur famille »¹⁴¹. Par ailleurs, la direction se sacrifie personnellement pour passer du temps auprès des jeunes en institution, ce dont les jeunes rendent compte, particulièrement sur le directeur.

Dans le journal *Espère*, la forte personnalité de René Courtois, homme très engagé dans la rééducation des jeunes, transparait à travers les écrits de jeunes. René Courtois a déjà montré son enthousiasme pour la réforme des institutions avant guerre, ce qui lui a valu son affectation à la sous-direction de Saint-Maurice en 1938, avec Vincent Hourcq à la tête de la maison d'éducation surveillée. La transformation profonde de l'institution par les deux hommes avant la guerre dessine un nouveau modèle de prise en charge des jeunes garçons délinquants reproduit dans les années 1940 et 1950. Le départ de Vincent Hourcq le place à la direction de l'institution, en 1944. René Courtois doit donc gérer une institution de jeunes, en pleine occupation allemande. La Libération a fait fuir un nombre important de son personnel et nombreux sont les jeunes qui ont fugué, pour retrouver leur famille mais plus souvent pour s'enrôler dans les F.F.I. La Libération, c'est également les règlements de comptes. René Courtois est accusé par des habitants de Lamotte Beuvron et d'officiers F.F.I. d'avoir collaboré avec les Allemands et d'avoir facilité leur route en leur fournissant un toit et du matériel. Par ailleurs, il est accusé d'avoir amassé un « butin de guerre ». Les accusations blessent René Courtois, obligé de se justifier : « *Je rougis de citer ces faits. J'ai encouru des peines très sévères mais j'estime cependant que ne je n'ai fait que mon devoir. Je suis contraint de le rappeler parce que je suis injustement attaqué et que j'en souffre* »¹⁴². Les événements de la Libération ont semble-t-il rapproché le directeur de ses élèves, comme il le fait savoir dans un « rapport de fonctionnement », adressé au Ministre de la justice en septembre 1944 : « *si j'ai perdu des illusions en ce qui concerne le personnel je trouve un réconfort singulier dans le comportement des élèves. Certes je déplore les fugues trop nombreuses (...). Néanmoins l'attitude des élèves pendant les bombardements, leur ardent désir de combattre m'encouragent. C'est je crois, chez une bonne partie de nos jeunes délinquants que l'on trouve le plus d'Idéal lorsque l'on sait gratter délicatement la couche de crasse qui le recouvre* »¹⁴³. Néanmoins les accusations ne donnent pas lieu à des représailles. René Courtois est maintenu à la direction de l'institution. D'ailleurs, le Ministre de la justice André Marie le félicite pour son administration de Saint-Maurice depuis sa nomination à la fin des années 1930 : « *Monsieur le Directeur de l'Éducation surveillée*¹⁴⁴ *n'a pas manqué de me faire connaître les efforts que vous avez personnellement déployés pour la réforme de Saint-Maurice*

¹⁴⁰ *Espère*, Noël 1968.

¹⁴¹ *Espère*, décembre 1964.

¹⁴² AS/208(XIII)/6, Courrier du 20 septembre 1944 adressée à Monsieur le directeur régional des services pénitentiaires et de l'Éducation surveillée – Orléans. Réponse aux interrogations du 19 septembre 1944.

¹⁴³ AS/208(XIII)/6, 13 c 43 rapport de fonctionnement de l'IPES Saint-Maurice par Courtois au Ministre de la justice 1^{er} juillet au 11 septembre 1944.

¹⁴⁴ Il s'agit alors de Jean-Louis Costa, directeur de la Direction de l'Éducation surveillée.

et la part qui vous revient dans la réussite actuelle. Je lui ai demandé de me faire à votre égard toute proposition convenable »¹⁴⁵. En 1946, René Courtois est déjà susceptible d'être appelé pour d'autres fonctions au sein de l'Éducation surveillée. Mais René Courtois est pour lors présent à Saint-Maurice. C'est lui qui installe la *République de Saint-Maurice* et qui améliore les conditions de vie des garçons : « Ces réformes furent rendues possibles grâce à la bienveillante compréhension de Monsieur le Directeur et à la volonté rénovatrice des élèves »¹⁴⁶.

Les jeunes expriment la relation particulière entretenue avec leur directeur, qu'ils appellent toujours « Monsieur », signe d'obéissance et de respect total dû par les jeunes au directeur. Une règle de courtoisie apprise dès l'arrivée du jeune à l'établissement lors de son entretien avec le directeur : « je ne sais pas encore si ce sera parfait mais je crois que je serai bien ici. Monsieur le directeur, qui s'appelle monsieur Courtois est bien gentil »¹⁴⁷. Les élèves montrent dans leur courrier et dans le journal le caractère paternel de René Courtois : « la prise de contact avec Saint-Maurice a été bonne, d'autant plus que Mr le directeur est d'une bonté paternelle, les éducateurs sont d'ailleurs très compréhensifs et à moins d'être rebelle au règlement, tout doit bien marcher »¹⁴⁸. Les jeunes sont invités à présenter leurs vœux, lors de la Saint René ou des fêtes (Pâques, Noël, Nouvelle année) : « Une délégation de nos camarades a été reçue par Monsieur le Directeur qui, très ému, nous remercia de cet aimable attention »¹⁴⁹. Dans le fonds René Courtois, les archives personnelles du directeur comptent quelques cartes de vœux des élèves de 1951. Les jeunes adressent leurs vœux pour « papa », leur « cher papa » : « Recevez cher papa nos meilleurs souhaits de bonne fête, vos enfants de la mérite. Vive la Saint René » ; « Cher papa, je viens en ambassadeur vous présenter nos meilleurs souhaits de bon anniversaire.... Le groupe des peupliers vous souhaite aussi une entière réussite dans cette noble tâche, et vous prie de croire en leur sincère affection, signé peuplier »¹⁵⁰. Les lettres et les articles du journal montrent que René Courtois est représenté comme un père par les jeunes, que cela soit un ressenti individuel ou collectif, spontané ou planifié. Cependant, à la mutation de René Courtois en 1957, il n'ait pas fait mention de son départ dans le journal. Mais nous ne sommes pas en possession de tous les numéros pour l'année 1957. Il est peu probable que ce changement de directeur, après 13 ans de service de René Courtois à la tête de l'établissement, n'ait pas été relevé dans le journal, également créé et contrôlé par « l'homme au chapeau ». Les directeurs qui lui succèdent font aussi l'objet d'une affection de la part des jeunes mais moins prononcée qu'envers René Courtois : Monsieur Guichet, qui débuta à Saint-Hilaire, « sous-directeur en 1962 (...) vient d'être promu cette année au grade de directeur. C'est une fonction pour laquelle il était destiné, et jamais nomination ne fût plus juste »¹⁵¹. Le successeur de Courtois, Mr. Camus est remplacé par Mr. Degoul. Lui-même est remplacé par son sous-

¹⁴⁵ AS/208(XIII)/6, 13 c 47, notes de service du Ministre de la Justice au directeur de Saint-Maurice, 1944-1951.

¹⁴⁶ *Espère*, janvier 1947.

¹⁴⁷ AS/208(XIII)/11, *Courrier des pupilles*, octobre-décembre 1951.

¹⁴⁸ *Ibid.* Lettre de Angris, 16 décembre 1950.

¹⁴⁹ *Espère*, novembre 1948.

¹⁵⁰ AS/208(XIII)/13, 13 C 102 Cartes de vœux et souhaits à Courtois, 1951.

¹⁵¹ *Espère*, Noël 1965.

directeur, Monsieur Guichet en 1966. Ce dernier est muté à Marseille et remplacé par Monsieur Perrot en 1970 : « Monsieur Perrot prend la direction de l'IPES de Saint-Maurice après avoir vécu les nombreuses expériences de l'Éducation surveillée depuis sa création »¹⁵². Pas moins de quatre hommes se succèdent à la direction de Saint-Maurice entre 1957 et 1970 alors que René Courtois a effectué son service de direction sur le même nombre d'années. Il est donc plus difficile d'évaluer le caractère familial de Saint-Maurice dans les années 1960, moins lié à la personnalité du directeur et son attachement personnel à l'école. Saint-Maurice au lendemain de la guerre était inextricablement lié à René Courtois ; son empreinte sur le fonctionnement de l'établissement est visible.

Les deux institutions, le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice, sont présentées dans leur journal respectif comme des familles de substitution pour la rééducation des jeunes délinquants. A Montréal, les Frères de la Charité ont une conception et une pédagogie religieuse de la famille, basée sur la communauté. En effet, contrairement à Saint-Maurice, il n'y pas un homme qui se détache des autres et qui incarne le rôle de père, sauf peut-être l'aumônier. A l'IPES, la personnalité de René Courtois et son engagement à Saint-Maurice sont perçus par les élèves comme les faits et gestes d'un père sur ses enfants. Les éducateurs pour leur part sont perçus comme des amis, des confidents, des grands frères et plus rarement comme un père. Mais le sentiment familial est en dehors des individualités. C'est toute l'institution, dans son fonctionnement, qui est pensée comme une famille. Pourtant les jeunes sont attachés à leur propre famille, comme le montre le courrier, le journal et les confessions de « pupilles » sur leurs fugues. La direction des établissements porte un regard dépréciateur sur les familles, jugées pour partie responsables de la délinquance juvénile. Mais paradoxalement, les institutions ne peuvent nier la famille du jeune dans sa rééducation, sauf pour les enfants orphelins. Par ailleurs la structure familiale, avec son attention, sa protection mais aussi sa discipline, reste le modèle privilégié par les deux institutions.

Les deux institutions entrent dans les années 1940 dans la voie de l'apprentissage pour effectuer un double travail de réforme sur le jeune : réforme morale et physique par l'apprentissage d'un métier agricole ou industriel ; réforme sociale par la préparation imminente du jeune à sa réinsertion dans la société par l'obtention d'un diplôme et d'un travail. Mais le projet professionnel mis en place par les établissements n'est pas sans failles. Les métiers enseignés sont parfois loin des capacités et des désirs des jeunes ; leur apprentissage ne garantit pas un travail à la sortie de l'institution. Les établissements sont obligés de préparer la sortie de leurs jeunes et d'accompagner leur retour dans la vie civile. Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice modifient leur prise en charge et adoptent un fonctionnement progressif permettant l'ascension du pupille vers plus de liberté mais aussi plus de responsabilités. Par ailleurs, un nouvel acteur devient central dans l'individualisation de l'éducation : l'éducateur. Au Mont, les Frères se qualifient eux-mêmes d'éducateur, refusant l'entrée de laïcs dans l'œuvre d'éducation morale et sociale. A Saint-Maurice, le personnel éducateur pendant le temps de la guerre a laissé des traces sur le cadre éducatif. Si le directeur

¹⁵² Espère, 1970.

est sceptique quant à l'attitude de certains, il voit dans les jeunes éducateurs l'image de l'ami, du grand frère et du père de famille sur qui repose en grande partie la réussite du relèvement moral, physique et social du jeune. La réforme des institutions tant par leur assimilation à une école professionnelle que par le renouvellement des méthodes de rééducation, notamment par la réformation du personnel, a amené à concevoir les jeunes, le personnel et la direction comme une famille qui se juxtapose, se superpose voire se substitue à la famille du jeune. La famille est au cœur des écrits des institutions et du journal. Elle demeure alors le cadre de vie privilégié pour l'éducation et la rééducation des jeunes, ce qui pousse les directions à porter un regard négatif sur les familles voire à revendiquer un discours moralisateur sur la société française ou québécoise. Il s'agit de donner une nouvelle image des institutions et de valoriser le cadre de vie des jeunes. Toute une conception de la famille s'érige en toile de fond pour modéliser le jeune idéal.

En effet, le sujet au cœur des écrits institutionnels, le journal ou les documents administratifs, et des institutions c'est le jeune, les jeunes garçons. Les sources permettent alors de voir leur vie en institution, idéalisée dans les écrits et par les images mais ce qui n'empêche pas de lire entre les lignes les problèmes. Enfin, l'écriture sur les jeunes « délinquants » dans le cadre institutionnel ne peut être séparée d'une conception du jeune et de la jeunesse stéréotypée.

Deuxième Partie

Les jeunes « délinquants » et la jeunesse : le sujet des écrits institutionnels, l'enjeu de la rééducation

Chapitre 4

La vie quotidienne du jeune en institution de rééducation idéalisée

Dans les journaux du Mont-Saint-Antoine et de Saint-Maurice, comme dans les autres écrits institutionnels destinés à être lus, que cela soit écrit de la main des jeunes ou des adultes, les conditions de vie du jeune garçon en internat de rééducation sont systématiquement valorisées afin de démontrer le bien-être que l'établissement apporte à l'enfant. L'opération, consciente ou inconsciente, de valorisation du quotidien des jeunes promeut directement l'institution et le modèle de l'internat de rééducation. Lorsque les jeunes prennent la parole à Saint-Maurice, à travers le journal *Espère*, c'est principalement pour parler de leur vie dans les groupes, aux ateliers, à l'établissement. Chaque mois, les reporters de l'équipe de rédaction ou leurs camarades présentent leurs groupes, les activités de veillées qui y sont organisées, l'ambiance dans la salle de réunion ou le dortoir. Les améliorations apportées à la décoration ou au confort sont félicitées par les jeunes qui n'oublient pas de remercier la direction. Les photographies incluses dans le journal à partir des années 1950 viennent conforter l'image d'une vie organisée, ordonnée, aseptisée mais ô combien douce et confortable. Une belle vie à l'institution dont le courrier des anciens témoigne par la présentation de leurs bons souvenirs ou la description de la vie civile, pas toujours facile. Au Mont-Saint-Antoine, les Frères présentent la vie des jeunes à l'institution par leur discours mais s'appuient également sur l'opinion, les commentaires du visiteur et de la presse, du jeune à travers son courrier. Tout est présenté au lecteur pour lui faire comprendre que l'institution répond aux besoins des enfants et s'attache à leur bien-être. Aucun problème sanitaire ou comportemental n'est directement relevé par les Frères. Dans les deux journaux, les écrits insistent tout particulièrement sur les loisirs et la vie commune pour montrer l'ouverture et l'adaptation de l'institution à l'évolution culturelle de la société. Dans le fond, les institutions souhaitent réinscrire leur œuvre dans le champ de la normalité. Cependant, nous constatons que la disponibilité de nombreux loisirs dans les institutions donne accès aux jeunes à un certain confort auquel ils n'auraient sans doute pu avoir accès dans leur propre famille, surtout à Saint-Maurice : cinéma, théâtre, visites, camps d'été, musique, bals. Tout un ensemble d'activités spécifiquement juvéniles leur sont offertes par l'institution. Leur promotion donne alors une représentation exclusivement positive des conditions de vie des jeunes en institution.

a) La belle vie quotidienne des jeunes dans les groupes

Taveau Valentin | La voix des « Saints » ? La nouvelle image de la rééducation des jeunes « délinquants » – Analyse des journaux et des écrits pour une nouvelle histoire des établissements d'éducation surveillée en France et au Québec de 1945 à 1970



Les jeunes garçons au Mont-Saint-Antoine et à Saint-Maurice sont répartis dans des groupes, en fonction de leur âge et de leurs caractéristiques. Le système progressif les fait passer d'un groupe à l'autre en vertu de leurs résultats scolaires et comportementaux, de l'avancement de leur peine. Les garçons passent une partie de leur temps en institution au sein de leur groupe, dans la salle commune et les dortoirs. C'est là qu'ils partagent des éléments de leur vie quotidienne, c'est aussi leur espace personnel même si l'intimité est limitée voire prohibée. Les jeunes parlent donc naturellement de leur quotidien dans le journal et de l'ambiance de leur petite communauté.

A Saint-Maurice, la vie dans les groupes donne lieu à des rivalités, pas seulement pour défendre la supériorité d'un groupe par rapport à un autre¹ mais aussi pour valoriser les activités, la décoration et la tenue du groupe : *« Parisiens et provinciaux forment une bonne ossature, non encore complètement structurée mais avide de connaissances, de jeux et quelquefois... de bagarres heureusement vite oubliées »*². L'humour fait aussi partie des articles sur la vie à l'institution. La présentation des groupes est détournée mais le lecteur en apprend tout de même beaucoup sur les conditions de vie des jeunes : *« Bouleaux. Ce poêle (pas dans la main) fut aussitôt installé dans la salle de réunion. Tout aussitôt, la direction fût de nouveau assaillie, de redemandes, re-réclamation, re-etc...etc...pour... l'agrandissement de la salle. Celle-ci s'étant avérée trop petite pour loger 24 bouleaux »*³. La rénovation des toilettes fait l'objet d'un poème ironique pour leur inauguration par les jeunes : *« (...) Oui mais direz vous, pourquoi ce long préambule ? Glorifiant sans raison de pareilles édicules ? Parce que chez nous aussi, étant donné leur âge, de l'antique construction, on a tourné la page (...) Mais maintenant et contre toute attente, on a installé partout l'eau courante, on a redressé les portes, et les privilégiés, Pourront de temps en temps y trouver du papier »*⁴. Tous les mois ou presque, les jeunes parlent de leurs activités du mois passé dans le groupe et notamment les veillées. Les veillées sont des pratiques institutionnelles reprises des activités scouts. C'est la tenue d'activités collectives le soir, avant le coucher. L'éducateur réunit les jeunes le lundi soir dans la salle de réunion pour planifier les activités de la semaine, en laissant les jeunes exprimer leurs envies, collégialement. Dans les années 1960, l'écoute de disques occupe une place centrale mais les jeux de cartes comme le bridge ou la belote ne sont pas négligés. La lecture collective ou des débats culturels font également surface : *« (...) Les uns écoutaient l'ardeur d'un soir, certains discutaient autour d'un éducateur, d'autres lisaient allongés, calmement sur leur lit »*⁵. Parfois, c'est l'inertie dans les groupes qui est décriée par les auteurs. C'est alors que les rivalités ressurgissent : *« Lilas. Que c'est calme, que c'est triste ! Eh oui, il n'y a plus que l'ancien temps qui compte : leurs disques préférées sont ceux de Berthe Silve ; Mistinguette et André Verschuren (accordéon) (...) tandis que dans un coin, Allard se met une chemise*

¹ Voir Chapitre 1, a) Le pari sur l'enseignement technique et l'apprentissage qualifié des jeunes « garçons » comme moyen et fin de la rééducation, p. 53.

² *Espère*, printemps 1970.

³ *Espère*, février 1961.

⁴ *Espère*, décembre 1964.

⁵ *Espère*, juin 1962.

autour du cou, et essaie tant bien que mal d'imiter Vince Taylor »⁶ ; « Les locataires du 4A ne sont pas des virtuoses du balai brosse. Le groupe est méconnaissable. Ils se proposent donc de repartir à zéro ; les résultats seront-ils concluants ? »⁷.

Le lecteur plonge alors dans la vie des jeunes à l'institution : « Il (le visiteur) peut formuler une critique, c'est un déshonneur pour l'école (...) il a beau regarder, observer, décidément pas de critiques à formuler, bien au contraire (...) Tout est propre et net, rien n'est laissé au hasard. Chacun sait ce qu'il doit faire et ce qu'il doit espérer »⁸. Les photographies rendent compte de la bonne tenue des dortoirs, de la décoration des salles communes et de la vie en commun des jeunes qui partagent des loisirs⁹. En revanche, les « cabines », qui existent encore à Saint-Maurice dans les années 1960 ne sont jamais présentées dans le journal. Les jeunes relatent également la bonne ambiance au sein du groupe et l'esprit de camaraderie. Ils partagent leur colis et cigarettes avec les copains, qui leur sont envoyés par leur famille. Il y a « Bonne camaraderie et bon esprit de groupe »¹⁰. L'unité est alors le maître mot. La vie de groupe « constitue pour nous tous un trait d'union, d'information et se voudrait riche de nouvelles expériences »¹¹. A l'occasion des départs en permissions Noël, une veillée est organisée : « on sentait réellement une grande amitié qui régnait, nous étions très solidaire les uns des autres » témoigne un élève¹². L'individualisme et l'égoïsme sont réprimés par les jeunes dans le journal qui n'admettent pas la rupture de l'harmonie communautaire : « Vous qui avez le sommeil léger, n'avez-vous pas constaté cette activité croissante le matin avant le réveil, depuis le CAP ? Si ! Vous vous êtes même dit que ceux qui se levaient plus tôt n'appliquaient pas leur théories sur le respect d'autrui (...) seuls-les-employés-du-régisseur-du-château-de-l'inventeur-de-la-fermeture-éclair la ferment. Et je ne parlerai pas des ravages causés par ces hommes à tout faire dans le cœur des chastes pucelles des alentours »¹³. L'attaque est incisive voire familière mais montre bien les tensions qui peuvent surgir entre les jeunes, entre les groupes. Les mauvais comportements individuels sont également réprimés par l'opinion du journal : « Erreur de destination : Nous espérons que notre camarade (saura) comprendre sa situation et qu'il fera tout son possible pour réparer cette erreur »¹⁴.

Si l'individualisme et l'égoïsme sont condamnés par les jeunes, ils ont une place dans le journal pour laissé s'exprimer les expériences personnelles sur la vie au sein des murs de l'institution. A l'occasion de l'arrivée de nouveaux élèves en novembre 1963, un reporter recueille les impressions de la « nouvelle vague » sur Saint-Maurice et la vie dans les groupes : « (...) Tiens un nouveau ! ... Que pense-t-il de Saint-Maurice lui ? Je m'approche »¹⁵. Les

⁶ Espère, janvier 1962.

⁷ Espère, décembre 1963.

⁸ Espère, janvier 1947.

⁹ Voir Figure 12 : les « gars de Saint-Maurice » suivent les directives du directeur avant la ballade à vélos, Espère, février 1967.

¹⁰ Espère, janvier 1962.

¹¹ Espère, Noël 1968.

¹² Espère 1965, 1^{er} trimestre.

¹³ Espère, juin 1955.

¹⁴ Espère, janvier 1949.

¹⁵ Espère, novembre 1963.

réponses sont mitigées, la majorité n'ose pas se prononcer car ils ne connaissent pas bien l'institution : « *eh bien en fait, je suis trop nouveau, et pour l'instant tout va très bien* »¹⁶. Mais déjà les articles montrent la bonne surprise des jeunes à leur arrivée : « *j'aime mieux le dortoir (...) pour l'ambiance, les réunions possibles* »¹⁷. Le jeune arrivant confirme qu'il s'est déjà fait des camarades « *(...) dans mon groupe, à la ferme, en classe et aussi dans le reste de l'établissement* ». Un autre jeune, un « *bleu* » comme le mentionne le reporter dans son article sur la « *nouvelle vague* » en novembre 1965, a également une bonne opinion de Saint-Maurice : « *Saint-Maurice, c'est bien. Les groupes sont accueillants. On se sent chez soi et il y règne une bonne ambiance. On a de très grandes possibilités (...)* »¹⁸. Les transformations à l'institution paraissent être bien vécues par les jeunes, même les plus anciens, qui se plaisent à montrer la modernisation de leur école. Une « *lettre à un ami* » reproduite dans le numéro de décembre 1964 du journal *Espère* reproduit ce ressenti. La lettre est datée du 2 novembre 1964 mais nous ne pouvons savoir s'il s'agit d'une reproduction de la lettre de « *Pierrot à Roger* » ou une invention totale de l'équipe de rédaction. En tous cas, la lettre est explicite et fait état des transformations de l'institution à un ancien : « *Mon vieux Roger, voici six mois que tu as quitté Saint-Maurice, ne me laissant de toi qu'un vague souvenir (...) Un changement considérable s'est opéré ici depuis quelques temps et il est de mon devoir de le signaler à un ancien comme toi. J'ignore si tu approuveras ou n'approuveras pas la nouvelle vie Saint-Mauricienne. Elle évolue avec ses avantages et ses inconvénients. Il faut bien s'y soumettre (...) Mais la réforme se situe surtout dans l'organisation proprement dite. Un nouveau pécule dit « pécule cantinier » a été instauré voici peu de temps (...) cela nous permet d'avoir notre petite réserve pour les temps durs. (...) le temps de s'habituer à la vie nouvelle et à la discipline qui a été très améliorée. Et puis, on sait ce que c'est, on a vu pire ! Quelques détails montrent encore que Saint-Maurice s'améliore. Par exemple, la formation d'un groupe de chefs de service s'occupant chacun d'une section de 4 groupes. Nouveautés aussi dans les loisirs Saint-Mauriciens, plus nombreux et mieux organisés que l'année dernière. Je ne puis t'en dire plus car je ne trouve pas les mots qui conviennent. Il y a encore beaucoup de transformations qui ont été et seront faites* »¹⁹. Le discours est limpide, il valorise les réformes à l'institution, que cela soit sur le pécule du jeune, sa responsabilisation ou l'amélioration des loisirs. L'auteur parle d'évolutions, de transformations, d'avantages et d'inconvénients. Il y a derrière ce courrier, très encourageant vis-à-vis de Saint-Maurice, un regard bienveillant et prudent sur ces changements. Enfin, l'auteur termine sa lettre en rappelant que par le passé, des transformations ont déjà touché l'organisation de l'institution. Mais « *Pierrot* » annonce que l'institution va continuer de s'améliorer. La lettre donne l'impression que Saint-Maurice est une institution en perpétuelle modernisation. Dès lors, les jeunes entretiennent dans le journal une image résolument positive de leur vie au sein de l'institution.

De même, la publication d'extraits du courrier des anciens participe à entretenir l'image d'une belle vie à Saint-Maurice. Les anciens gardent un bon souvenir de leur passage à l'institution, s'enquiert de leurs camarades, de

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Espère*, novembre 1965.

¹⁹ *Espère*, décembre 1964.

la vie dans les groupes : « *Bellaube : envoie une carte de bons vœux à tous ses anciens camarades ; Lambert (...) dit qu'il gardera toujours une très bonne opinion du séjour qu'il a fait à Saint-Maurice* »²⁰. Certains jeunes regrettent leur vie à Saint-Maurice, qui apportait confort et protection : « *C'est toujours quand on est parti d'un endroit, qu'on s'aperçoit qu'on y était bien* »²¹ ; « *Bergère : je suis devenu plus sérieux. A Saint-Maurice on s'imagine que la vie est facile en dehors, seulement on se trompe. Je vous prie de lire cette lettre aux gars* »²². La publication de ces extraits a pour but de relativiser la situation des gars en institution et de leur faire accepter les conditions de vie. Un ancien écrit en 1946 pour démontrer la chance que les pupilles ont d'être au sein de l'institution : « *Dans le civil, explique-t-il, tout est hors de prix et les denrées tellement rares qu'il faut vraiment avoir beaucoup d'argent pour vivre* »²³.

Dans l'ensemble, les articles sur la vie des jeunes en groupes, dans l'institution donnent une belle image de la prise en charge par l'institution des jeunes garçons. Le confort matériel et le sentiment familial crée par les éducateurs et les camarades au sein du groupes participent au bon déroulé du séjour du jeune en institution, du moins dans ce qui est soumis au lecteur dans le journal. A l'occasion de la nouvelle année 1964, un article résume en quelques phrases l'esprit de la vie des jeunes à l'institution : « *ils se connaissaient depuis quelques mois. Ils mangeaient, dormaient, travaillaient aux mêmes endroits, et étaient heureux de vivre ensemble. Remplis de courage, ils savaient que par leurs efforts incessants, ils obtiendraient le CAP (...). Leur vie saine les maintenait en excellente santé. A leur approche on se sentait heureux : ils l'étaient tellement heureux eux-mêmes, qu'ils rayonnaient et apportaient leur chaleur à ceux qui les entouraient. Certes chacun d'entre eux avaient des moments difficiles. Mais alors tous les amis se trouvaient à leurs côtés. Ainsi s'écoulera l'année 1964 pour vous* »²⁴. L'heureuse expérience n'est pas unique. Elle est amenée à se reproduire pour tous les jeunes garçons qui arrivent à Saint-Maurice. Le ressenti est présenté comme étant général et partagé par tous les jeunes.

Dans le *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, les jeunes ne sont pas les auteurs des articles qui les concernent. Nous ne pouvons lire directement leurs écrits sur leur vie quotidienne à l'institution des Frères de la Charité. Ces derniers s'en chargent pour leur compte. Les Frères de la Charité n'hésitent pas à reproduire dans leur journal des lettres de jeunes et les courriers d'anciens qui parlent de la vie à Saint-Maurice. La reproduction du courrier d'anciens s'installe dans une rubrique intitulée « meilleurs qu'avant » et qui montre la réussite du travail de rééducation de l'institution sur le jeune : « *Je vous écris pour vous dire que je suis toujours bon garçon. (...) Je vous laisse en vous disant qu'un père comme vous, on n'oublie jamais ça* »²⁵. Une autre lettre, d'un élève présent à l'institution, est reproduite dans le journal des Frères : « *(...) Vous savez maman que je pense sans cesse à mon avenir et il est temps de me décider. Vous l'avez constaté la première lettre que je vous ai envoyée était de vous demander pardon (...) J'ai*

²⁰ *Espère*, février 1961.

²¹ *Espère*, février 1962.

²² *Espère*, décembre 1963.

²³ *Espère*, avril 1946.

²⁴ *Espère*, février 1964.

²⁵ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947.

compris tout de suite que c'était votre devoir de mère chrétienne de m'envoyer ici au Mont-Saint-Antoine et aujourd'hui je ne peux que vous remercier pour tout le bien qu'ils m'ont mis dans le cœur et dans l'âme. (...) maintenant je suis prêt, dans la bonne voie, à suivre le droit chemin d'un homme de caractère, de volonté, pur et enfin avec un Idéal. N'oubliez pas que je suis dans la section « honneur » depuis quinze jours pour la conduite et j'espère et je veux y demeurer (...) Quant à l'organisation ici, ça va très bien et j'espère que ça s'améliorera avec toute leur collaboration. Je vous laisse car il est temps d'aller en classe. Votre fils affectueux, G²⁶». Comme dans la reproduction des lettres de jeunes et des courriers d'anciens à Saint-Maurice, il est difficile de déceler la part de l'écriture juvénile et la main de l'institution. Mais la lettre met en avant l'œuvre du Mont-Saint-Antoine sur le jeune, tout le « bien » qu'ils lui ont « mis dans le cœur et dans l'âme ». La dimension religieuse est forte dans cette lettre où l'auteur confie ses péchés, demande pardon à sa mère et annonce son cheminement dans la voie de la rédemption. Le jeune interrompt son écriture de la lettre destinée à sa mère car il est appelé à aller en cours ! Le garçon est comme un mouton noir qui s'est transformé en doux agneau. Par ailleurs, le jeune parle d'une bonne organisation mais qui peut s'améliorer, tout comme à Saint-Maurice dans la lettre de « Pierrot » à Roger du 2 novembre 1964. Les Frères de la Charité jouent ici sur la modestie. Mais les religieux ne ménagent pas leurs efforts pour démontrer que le Mont-Saint-Antoine fait bonne impression à tout le monde : éducateurs, parents, visiteurs, anciens, enfants. Les témoignages sont des louanges de l'œuvre des Frères de la Charité. Les parents et les visiteurs relèvent le beau cadre de vie et la « bonne ambiance » sans jamais vraiment préciser. Les lieux sont propres, aérés, les jeunes sont polis. Le Mont-Saint-Antoine n'a pas l'allure d'une prison, en témoigne une foule de personnes selon les Frères : « Nous pourrions citer à l'appui de ces assertions des témoignages de juges et de médecins, d'éducateurs et de travailleurs sociaux, de journalistes, de policiers, de commerçants et de journaliers, etc. »²⁷. En somme, les religieux prétendent être soutenus dans leur œuvre par le monde de la justice et de la rééducation des jeunes, mais également bien au-delà, par une partie de la société montréalaise²⁸. Les Frères eux-mêmes présentent la prise en charge des jeunes comme étant calquée en « fonction de l'enfant et de sa formation »²⁹. Dès lors, le Frère Jacques, directeur et administrateur du journal, pense que le Mont ne mérite pas la réputation de prison qui lui est attachée: « Il serait plus juste de parler de maison d'éducation surveillée, selon une terminologie acceptée en France depuis ces quelques dernières années »³⁰.

En effet, dans les représentations collectives, le Mont-Saint-Antoine est un lieu de répression des comportements non acceptés par la société et est brandi comme une menace en cas de mauvais comportement des enfants. Saint-Maurice jouit aussi de cette réputation et est utilisé par les parents sur leurs enfants pour réguler leur comportement. Pourtant, le Mont-Saint-Antoine se présente sous une belle étiquette, celle de la charité et de l'amour et se revendique même de Saint Jean Bosco, le même religieux qui a en partie inspiré Albert Roger pour la fondation de Boscoville au

²⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1948.

²⁷ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1949.

²⁸ Voir Chapitre 9 b) La sollicitation de partenaires et de soutiens politiques et financiers, p.182.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

début des années 1940³¹ ! Le Mont-Saint-Antoine, selon les Frères de la Charité, repose sur le système de bonté, « *aimer pour être aimés* ». Ils voient les enfants plus comme des victimes que des coupables. L'organisation de la prise en charge des jeunes, les groupes, le « système antonien » progressif, est alors vécu comme parfaitement adapté à la rééducation des jeunes. Les grades que le jeune passe selon les points de conduite accumulés lui permettent d'accéder à des avantages comme le séjour dans sa famille après quelques mois dans les sections supérieures que sont la « distinction » et « l'honneur » (après la médiocre, assez bien, bien, très bien). Un Plan d'éducation dressé par les Frères de la Charité permet de jauger la conduite d'un élève. Son dévoilement dans le livre des Frères sur la Délinquance nous permet d'apprécier les règles de l'institution : « *ordre, silence ponctualité ; propreté ; tenue ; respect, politesse, langage ; application : au travail, à l'étude, aux jeux ; docilité et facilité aux règlements ; Honnêteté, franchise ; volonté et fermeté ; initiative, serviabilité ; Sociabilité, charité, bonne humeur* »³². De prime abord, l'énumération des critères de bonnes conduites laisse transparaître la demande considérable de discipline et de rigueur de la part des jeunes. Nous retrouvons certaines règles inspirées de la communauté religieuse tel que le silence, la serviabilité, la charité. Mais les Frères comme les jeunes dans le journal de Saint-Maurice ne se contentent pas de présenter l'organisation de la vie au sein des groupes et le confort dont ils bénéficient. Ils insistent tout particulièrement sur la part croissante des loisirs à l'institution.

b) La promotion des loisirs

Les institutions de rééducation comme Saint-Maurice et le Mont-Saint-Antoine introduisent dans les années 1940 des loisirs dans la vie des jeunes garçons. Les loisirs n'étaient pas une pratique conçue comme un temps de repos, de détente, de détachement du cadre institutionnel dans le fonctionnement des maisons de correction ou des écoles de réformes au XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècle. Les loisirs n'étaient pas « juvéniles », spécifiquement liés aux jeunes et récréatifs : la fanfare, la gymnastique, les exercices militaires sont des loisirs de l'institution, présentées comme telles, qui sont également présents dans les milieux scolaires « normaux ». Mais ces loisirs s'inscrivent dans la continuité du dessin disciplinaire, correctif et rééducatif et non dans un souci du « *bien-être de l'enfant* » qui n'apparaît qu'au début du XX^e siècle. La mise en place de nouveaux loisirs dans les établissements pour mineurs de justice accompagne les réformes structurelles des institutions à Saint-Maurice et au Mont-Saint-Antoine dans les années 1940 et surtout 1950. La précocité de la réformation de l'institution du Loir-et-Cher donne un avantage à l'institution solognote sur le reste des établissements français et nous avons vu que le cinéma y fait son entrée, au moins en 1943. Priver le jeune de cinéma devient une des punitions les plus lourdes pour le jeune, e à Saint-Maurice mais également au Mont-Saint-Antoine et à Boscoville où cette pratique punitive est attestée !

³¹ *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine (école de réforme)*, « Le système antonien », Les Frères de la Charité, 1948, BANQ.

³² *Ibid.*

Par ailleurs, l'entrée de loisirs et leur diversification n'est pas une politique *ex nihilo* des établissements de rééducation mais bien un emprunt au scoutisme, à défaut d'embrasser entièrement le modèle d'éducation scout pour l'éducation surveillée en 1945, comme l'a bien exposé Jacques Bourquin³³. Dans la réforme des institutions, des pratiques pédagogiques scout ont été adoptées tel que le *self-government* dans les sections de mérite, aussi bien à Saint-Maurice qu'au Mont-Saint-Antoine, où l'éducateur n'est plus présent. La liberté pour les jeunes rime alors avec les responsabilités. En France, Henri Joubrel a tout particulièrement défendu le scoutisme par ce qu'il « *adaptait fort bien la notion de self-government et celle de la progressivité* »³⁴. De fait, c'est plutôt l'éducation nouvelle et les mouvements d'éducation populaires qui orientent la réforme des institutions de l'Éducation surveillée à partir de 1947 relève Jacques Bourquin. Mais à Saint-Maurice, du fait de sa réforme pionnière et de l'introduction des méthodes scout, comme au Mont-Saint-Antoine, touchée par le scoutisme de l'Église, il apparaît que le scoutisme a laissé ses traces et est présent dans la vie des jeunes au sein des deux institutions dans les années 1940 et 1950, bien plus que ce que l'historiographie a pu en dire.

Les loisirs dans les établissements répondent également aux modes du temps et de la société dans laquelle ils sont pratiqués. L'adaptation aux nouveaux loisirs des institutions est constante, elle répond aussi à la nécessité de présenter une image résolument progressiste et moderne. Aussi les loisirs des années 1960, notamment pour ce que nous savons à travers les sources sur Saint-Maurice, ne sont pas similaires à ceux des années 1950 : la musique Rock'n'roll balaie littéralement le Jazz et les jeunes sont « préoccupés » par les « idoles des jeunes » ; le cinéma à « papa » fait moins mouche dans la population juvénile ; une plus grande liberté dans les sorties semble leur être accordé. Les loisirs institutionnels sont plus adaptés à une population juvénile, à une « culture de jeunes », ancrés dans leur époque, sans toutefois abandonner les loisirs implantés de longue date comme la lecture ou les jeux de cartes.

Au Mont-Saint-Antoine, l'adaptation de l'institution aux loisirs juvéniles est moins évidente du fait de la méfiance des religieux envers les mutations socioculturelles de la société canadienne-française. Par ailleurs, les loisirs « juvéniles » sont toujours jugés dangereux par les Frères qui les accusent de favoriser la délinquance. Cela ne signifie pas qu'aucun loisir n'est introduit à l'institution. Les Frères de la Charité n'ignorent pas les vertus des loisirs, notamment sportifs, pour le développement des jeunes. Le hockey, « *notre sport national* » écrivent les religieux, tient évidemment le haut du pavé comme nous avons pu le voir et les Frères reconnaissent son influence sur les jeunes dans les années 1940 : « *De nos jours surtout, notre sport national, le hockey, a pris une telle ampleur qu'on ne saurait guère imaginer un jeune homme ne sachant manier le gouret* »³⁵. Le sport est vu comme « jeu de

³³ J. Bourquin, « La patrouille des renards dans les cages à poules », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière* », Hors-série, 2007, mis en ligne le 01 février 2010, consulté le 24 mai 2016. URL : <http://rhei.revues.org/3024>.

³⁴ *Ibid*, p. 293. Citation tiré par Jacques Bourquin d'H. Joubrel, « Le problème de l'Éducation surveillée », *Revue de science criminelle et droit pénal*, 1947.

³⁵ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mars-avril 1948.

récréations » mais aussi plus sérieusement avec la création de ligues « *dans les différentes salles* ». Le Hockey mobilise une partie des jeunes québécois sur les « 7 patinoires » de plein air que compte l'institution³⁶, mais il n'est pas le seul sport en vogue. L'institution est également équipée d'une salle de boxe et de musculation, de locaux appropriés. Toutefois les Frères ont la volonté de se faire construire une arène.

Mais les pratiques sportives ne sont pas les seuls loisirs à l'institut de la rue Sherbrooke. Nous avons déjà évoqué la construction de la piscine en 1949 avec le financement de l'ordre de charité des Chevaliers de Colomb, un luxe dont Saint-Maurice n'a pas besoin puisque l'institution est accolée à une rivière, le Beuvron, où les jeunes pratiquent la pêche et la baignade les jours d'été. De plus, les Frères de la Charité sont favorables aux jeux en tout genre, récréatifs et formateurs. Mais les Frères de la Charité, malgré la méfiance qu'ils portent aux loisirs « juvéniles » ont conscience qu'au sortir de l'institution, les garçons seront confrontés à la tentation des plaisirs faciles, une part importante d'entre eux a déjà eu accès. Les éducateurs proposent alors à travers *Le petit courrier du Mont-Saint-Antoine* de prendre en main les loisirs et d'enseigner leur « bonne pratique » aux jeunes pour éviter « *tout perversion* » : « *Au lieu de les leur présenter comme fruits défendus, ce qui est le meilleur moyen pour qu'ils les considèrent sous leur plus mauvais jour, n'est-il pas plus infiniment préférable de leur en montrer les bons côtés et aussi les dangers* »³⁷. L'article mentionne le sport, le cinéma, la radio, le camping, la danse et les lectures profanes comme exemples de loisirs. Les loisirs dans les salles paraissent aussi similaires et diversifiés qu'à Saint-Maurice : dessins, peinture, timbres, jeu de cartes, travail du bois. Mais des activités de loisirs sont spécifiques à l'institution des Frères de la Charité : pool³⁸, jeu de quilles dans les salles et billard. Parfois des tournois d'échecs sont organisés. La lecture est un élément que les Frères peuvent plus facilement contrôler et, comme en France, ils mettent en cause les policiers et les comics, mais le Frère Jacques reconnaît qu'il y en a des « *bons* »³⁹. Tout comme le cinéma qui « *donne du rêve, de l'ambition, de l'aventure* » duquel l'auteur recommande de se méfier sans toutefois les bannir. Il faut savoir l'utiliser et les maîtriser précise-t-il. Le Frère va plus loin en la matière et se montre favorable à une plus grande ouverture du jeune sur l'extérieur de l'institution afin de favoriser la construction du « moi personnel » à côté du « moi social » que le jeune doit bâtir dans le cadre de la rééducation à l'institution. Il place alors les loisirs au centre de cette construction du jeune et revendique la préséance de temps libres externes à l'établissement : « *Que les enfants visitent leurs parents, quels qu'ils soient, reçoivent des visites, aient des vacances, une sortie mensuelle, même hebdo, puissent se promener hors des quatre murs, se mêlent au public lors d'un festival ou d'une fête, de représentations dramatiques ou sportives (...)* »⁴⁰. Les Frères affirment dans leur livre sur la délinquance que les jeunes sont en « *récréation 5 heures par jour* » et que le jeu est un « *besoin de l'enfant du jeune homme car c'est*

³⁶ *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*, « extraits du journal La Presse : les jeunes hockeyeurs cherchent à imiter les vedettes du club canadien et des autres équipes de la ligue nationale » du 8 mars 1952, 1952.

³⁷ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1949.

³⁸ La piscine.

³⁹ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, n°3, 5^e année, 1950.

⁴⁰ *Ibid.*

stimulant »⁴¹. Aussi, le sport tient une place considérable dans ces temps de récréation et le « *ballon volant est (...) en vogue* » en 1948, surtout parmi les anciens. En 1971, dans l'étude de Maurice Cusson sur *Trois institutions pour jeunes délinquants*, le Mont-Saint-Antoine est doté d'un gymnase et de terrains aménagés pour la pratique de différents sports, près des pavillons achevés en 1964⁴². Tous les jours, après le souper (dîner), les jeunes sont obligés de pratiquer un sport ou des activités obligatoires organisées par l'institution, l'équivalent des activités dirigées à Saint-Maurice depuis 1945. Les jeunes bénéficient également de temps libres autour de la radio ou de la télévision. Nous ne savons pas exactement quand la télévision a été introduite au Mont-Saint-Antoine, les Frères n'en font mention à aucun moment dans leur journal. Si nous en savons finalement peu sur l'introduction de nouveaux loisirs, notamment ceux de la musique et de la télévision, il s'avère que la pratique religieuse demeure au Mont-Saint-Antoine qui accueille des jeunes catholiques sur le principe de la séparation confessionnelle.

En effet, les Frères perpétuent leur enseignement religieux et encouragent à la pratique religieuse des jeunes, ce qui est spécifique au Mont dans le panel des « loisirs » par rapport à Saint-Maurice. Mais les Frères de la Charité souhaitent montrer dans le journal qu'ils ont su adapter leur enseignement à leur population juvénile. Les Frères ont constaté que les jeunes qui leurs sont envoyés ont peu l'habitude de la pratique religieuse et ils constatent un recul des sacrements, de la communion pascale en particulier. Le dégoût de la religion semble avoir empli les cœurs des jeunes : « *Je suis écoeuré de ces histoires là...ça me pue au nez ces prières là...Je ne peux plus sentir la chapelle... J'en ai tant fait... ça me tanne...etc.* » relève l'aumônier de l'institution. La causerie de l'abbé Parrot, aumônier au Mont, prononcée lors de journées d'études organisées par le Ministère du Bien-être social et de la jeunesse est reproduite dans le journal. Il souligne tout particulièrement les efforts d'adaptation de l'institution : « *Il faut admettre qu'il y a ici et là, depuis quelques années, de réels et de louables essais de rajeunissement et d'adaptation, pour ne pas dire de réformes importantes ou de refontes complète comme au Mont-Saint-Antoine* »⁴³. Les chants de messes sont adaptés aux jeunes ; une sélection de « *cantiques avec des refrains dynamiques qui répondent aux besoins des jeunes. (...) les cantiques de confiance en Marie sont peut-être les plus efficaces pour agir sur ces jeunes cœurs en butte avec les tentations et les difficultés de l'adolescence* »⁴⁴. Selon le Frère Julien, auteur de cet article, il y a un réel désir des jeunes de « *se lever la nuit pour aller chanter en l'honneur du Très Saint Sacrement* »⁴⁵. L'aumônier, l'abbé Parrot, encourage à ne pas forcer les jeunes mais à faire en sorte de réveiller leur volonté : « *C'est pourquoi, à tous nos jeunes des deux sexes, et je dirais vers l'âge de douze ou treize ans, alors que commencent à poindre les affirmations de leur personnalité, de leur « moi », je prétends qu'il faut présenter la religion chrétienne sous l'angle d'une adhésion personnelle* », les Frères doivent « *éviter à tout prix de faire de leurs élèves des forçats du service de*

⁴¹ *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine, op.cit.*, « Éducation physique au MSA ».

⁴² M. Cusson, *Trois institutions pour jeunes délinquants : le centre Berthelet, Boscoville, le Mont-Saint-Antoine*, Université de Montréal, Département de criminologie, Faculté des sciences sociales, juillet 1971, CJM-IU, Bibliothèque.

⁴³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, novembre-décembre 1949.

⁴⁴ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947.

⁴⁵ *Ibid.*

Dieu »⁴⁶. Les Frères ont donc réduit les pratiques obligatoires et diminué les temps de messe. La messe quotidienne est libre à la fin des années 1940. Selon Parrot, « *un bon tiers assiste à la sainte messe tous les matins, pas les mêmes. Nous trouvons que c'est beau et satisfaisant* »⁴⁷. Le dimanche, la messe est courte. Elle est donnée le soir plutôt que le matin. Le reste de la journée est consacré aux activités des jeunes : « *cinémas, théâtres, sports, chants et musique, séances* ». L'auteur insiste sur la libre volonté du jeune : « *De quel droit pouvons-nous obliger des garçons de quinze à dix huit ans à y assister tous les jours, s'ils ne veulent pas, ou s'ils assistent en offensant le bon Dieu* ».

Les Frères ont un regard lucide vis-à-vis de leur enseignement religieux et sont bien conscients du recul des pratiques. Ils remettent en cause leurs méthodes et travaillent à attirer les jeunes librement vers la religion et les exercices de piétés. En la matière, les Frères de la Charité suivent les directives du Pape Pie XII dans son discours du 10 mars 1948 sur l'enseignement religieux à l'adolescent : « *insuffisance de nourriture spirituelle adaptée à son état, à ses besoins et dans une certaine mesure, à son goût* »⁴⁸. L'institution française, Saint-Maurice, est publique et laïque et les loisirs auxquels les jeunes peuvent s'adonner sont plus diversifiés. Ils correspondent au plus près à la vie civile, à la « culture des jeunes ».

A l'institution publique française, les loisirs sont également axés autour du sport et des jeux, pratiqués dans les groupes mais également dans des équipes qui se rencontrent pour disputer des matchs. Le sport principal est bien entendu le football, « sport roi » à Saint-Maurice. Mais nous avons également souligné les autres sports collectifs comme le volley-ball ou le basket-ball ainsi que l'athlétisme. Ces activités sportives et de loisirs entrent dans le cadre des activités dirigées que les éducateurs ont pour obligation de superviser. Mais les « *gars de Saint-Maurice* » bénéficient de loisirs dont les jeunes québécois ne paraissent pas jouir, sans doute du fait du nombre trop important de ces derniers au sein de l'institution (400 en moyenne) et de la résistance des Frères de la Charité. Le journal *Espère* permet d'apprécier la part de ces loisirs dans la vie des jeunes garçons à l'institution. Ils répondent aux plus près des besoins de jeunes garçons adolescents, voire adultes, et sont similaires aux loisirs juvéniles disponibles dans la société civile. L'objectif est bien entendu rééducatif et il s'agit de réadapter le jeune à la vie sociale dans le civil afin de réduire la marge avec la vie en institution. Les jeunes ont donc accès au cinéma, à l'institution et dans les villes alentours, lors de permissions. Bien plus encore, les jeunes garçons des sections de « mérite » ou en passe de quitter l'établissement ont le droit d'aller aux bals des villages alentours. Enfin, les jeunes gars de Saint-Maurice sont particulièrement sensibles à l'actualité musicale via les postes T.S.F. et l'achat de disques pour alimenter leur *pick-up*. Dans les années 1960, à partir de 1962 surtout, le journal laisse entrevoir l'engouement des garçons pour la musique *yé-yé* et les *idoles des jeunes*. L'influence anglo-saxonne est manifeste, mais les jeunes préfèrent les célébrités françaises.

⁴⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, novembre-décembre 1949.

⁴⁷ *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine, op.cit.*, « Pratiques religieuses chez les jeunes ».

⁴⁸ *Ibid.*

Dans le journal *Espère* de Saint-Maurice, les jeunes aiment parler de leur sortie hors des murs de l'institution, que cela soit pour aller en permission, à des rencontres sportives, à des sorties collectives en ville pour aller au cinéma ou visiter les monuments ou une exposition. Mais par-dessus tout, les jeunes se plaisent à raconter leurs sorties festives, dans les bals, qui donnent l'occasion de revêtir la tenue civile et de danser avec les filles. Ces moments de détente sont attendus par les garçons : « *Après chaque refrain, il me dit « elle est jolie cette rumba hein ? Pas autant que Maryse quand même ». Il attend chaque dimanche avec impatience* » rapporte un jeune sur son camarade⁴⁹. C'est une aubaine pour les autres, l'occasion de se moquer de leurs camarades : « (...) *Depuis très longtemps, notre camarade « Gros bel » (...) a enduré les brimades de ses amis. (...) Dimanche dernier, nous avons aperçu au milieu de la piste un jeune homme élégant et svelte (Im85) occupé à danser un swing endiablé. (...) à la fin de la danse, il a raccompagné sa belle cavalière. (...)* »⁵⁰ ; Un autre : *C'est avec empressement chaque dimanche, qu'il sollicite auprès de notre directeur l'autorisation de se rendre aux pieds de sa belle (espérons qu'ils sont propres)* »⁵¹.

La direction de Saint-Maurice est à l'initiative de ces sorties nocturnes auxquelles l'Éducation surveillée s'avère plutôt réticente. En effet, René Courtois est sommé d'expliquer les sorties nocturnes de ses jeunes en 1949. Le directeur présente alors dans un texte les raisons et le fonctionnement des sorties de jeunes garçons de l'institution : « *Il est exact que certains élèves sont autorisés à sortir la nuit pour se rendre à des bals. Cette pratique fait partie de la conception nouvelle de la rééducation qui prévoit plusieurs stades qui doivent permettre une réadaptation sociale progressive. Les élèves anciens qui se sont bien comportés pendant de nombreux mois voire pendant plusieurs années, appartiennent à la section de mérite ou au home de semi-liberté. (...) souvent âgés de 20 ans, à la veille du départ ou d'un engagement pour l'indo-chine, ils sont désireux de se mêler aux jeunes gens de l'extérieur, et de participer aux mêmes divertissements (...). C'est en 1946 qu'ils ont commencé à se rendre aux bals (...). Habillés en civil (vêtements achetés par eux sur le produit de leur travail) ils se tiennent très bien. (...) bien que rentrant presque toujours à pied, les garçons ne sont jamais arrivés en retard. Ils savent d'ailleurs que cette erreur amènerait la suppression temporaire puis définitive de cet avantage qu'ils apprécient. (...) ces sorties contrôlées et réservées à quelques uns ne peuvent être critiquées. Les étrangers (les Suisses compris) qui visitent Saint Maurice et s'initient aux méthodes de l'éducation surveillée sont unanimes (...) les résultats obtenus font honneur à notre pays.* »⁵². C'est donc au nom de la rééducation et de la préparation à la réinsertion du mineur dans la société que les jeunes sont autorisés à aller aux bals. C'est également un privilège réservé aux plus méritants et aux plus vieux. Dans le texte, René Courtois précise que cela ne concerne que vingt personnes, soit environ 10% du total des jeunes accueillis à l'institution. Les bals permettent aussi de préparer les jeunes aux filles et les initient à préparer leur propre vie de

⁴⁹ *Espère*, septembre 1949.

⁵⁰ *Espère*, mars 1949.

⁵¹ *Espère*, avril 1949.

⁵² AS/208(XIII)/11, 13 C 76, Sorties exceptionnelles, 1949-1951.

famille : « (...) déjà trois anciens sont fixés dans la région. Ils sont mariés avec de jeunes filles de la région. Un est père de trois enfants. L'autre attend son deuxième et le troisième ne s'est marié que récemment. Tous ont une vie familiale digne d'éloges » termine le directeur⁵³. René Courtois défend ces sorties et va même plus loin, il les encourage. Les vélos du personnel, d'habitants et même de la fille du directeur sont mis à contribution pour permettre aux jeunes de se rendre au bal. En effet, dans un récit de bagarre lors d'un bal impliquant des jeunes de Saint-Maurice, couché sur papier, à la demande de René Courtois, l'un des vélos saisis par les gendarmes avaient été prêté par « *Mademoiselle Lise* », ce qui laisse l'occasion d'un commentaire par les gendarmes sur la nature des relations de la fille du directeur, relevé ou inventé par le jeune pour dévaloriser le gendarme aux yeux de René Courtois : « (...) et voyant la plaque de Mlle Louise Courtois ils firent cette observation 'étrange coïncidence. Elle a de drôle de relation celle là' »⁵⁴. Le directeur ramène également les jeunes avec un véhicule de l'institution lors de bals dans des villages plus éloignés. La musique vient aussi de l'extérieur et est diffusé à Saint-Maurice par les postes de radios, les spectacles de chants, l'écoute collective des disques sur les *pick-up*.

A partir des années 1960, l'actualité musicale prend de plus en plus de place dans les pages du journal. La musique est une préoccupation majeure des jeunes garçons de l'institution. Mais dès les années 1950 et l'achat de postes de T.S.F ainsi que de *pick-up* en 1949, les jeunes ont la possibilité d'écouter des chansons et de la musique, collectivement, au sein de leur groupe, dans les salles de réunions. C'est un loisir collectif apprécié par les jeunes garçons qui sont des amateurs de Jazz. Ludovic Tournès a bien identifié, dans sa thèse sur *l'histoire du jazz en France*, un lien particulier entre jeunes et Jazz⁵⁵. Le lectorat de *Jazz magazine* en 1959 est pour moitié composé de jeunes entre 15 et 20 ans, dont 86% sont des garçons⁵⁶. L'influence est bien entendu américaine et les jeunes reproduisent les *jazzmen* avec leurs instruments, harmonica en tête : « *ma contemplation est interrompue par le rythme endiablé d'un quelconque Sydney Béchet ou Duke Ellington, amateur en pleine répétition, qui se lance chaque soir avec frénésie dans des airs tout à fait New-Orléans* »⁵⁷. Le Jazz dans les années 1950 supplante l'écoute de la chanson française, chanson de variété. Les jeunes en parlent peu. Mais le phénomène rock et yé-yé va rééquilibrer le genre d'écoute à l'institution. Un phénomène que Ludovic Tournès identifie à la construction d'une jeunesse : « *personnage culturel en formation dès les années cinquante (...) n'est pas uniforme et sa diversité ne va plus cesser de s'affirmer au cours des décennies suivantes. La division entre public du jazz et public du yé-yé en est une des premières manifestations (...)* »⁵⁸. L'identification de la jeunesse par la musique des années 1960 est visible à travers le journal qui montre toute l'attention dont elle est l'objet de la part des jeunes. D'une certaine manière, les

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ 20 000111/60 Saint Maurice Direction, 6 vau 7, Affaires empoisonnantes – 1945-1959.

⁵⁵ L. Tournès, *New Orleans sur Seine. Histoire du jazz en France*, Paris, Fayard, 1999.

⁵⁶ Nous reprenons ici l'analyse que nous avons posé sur le jazz dans notre mémoire de maîtrise sur « la vie civile : la musique, les bals et les filles », V. Taveau, *Les journaux d'institutions d'éducation surveillée : la libre voix des jeunes « inadaptés » ? Une étude du journal Espère de l'IPES Saint-Maurice 1945-1959*, op. cit., pp. 111-114.

⁵⁷ *Espère*, février 1958.

⁵⁸ L. Tournès, *New Orleans sur Seine. Histoire du jazz en France*, op. cit., p. 338.

jeunes tente d'imiter dans leur journal la presse pour adolescents des années 1960 qui relate les nouveautés musicales et la vie des « idoles ». C'est aussi la première fois que des garçons de Saint-Maurice se livrent sur leur rapport à la musique, ce qui d'un point de vu sociologique est intéressant.

C'est à partir du numéro de janvier 1962 que le journal *Espère* commence à publier de plus en plus d'articles sur la musique. Le premier article long sur le sujet livre « deux conceptions de la musique » et permet donc de voir le rapport des jeunes à la musique : « *Le Rock me plaît par son entrain, car j'aime tout ce qui est vif, gai et dynamique, et surtout, tout ce qui est à la mode. Ma façon d'interpréter le rock, la voici : en avril dernier, j'écoutais très peu cette musique. Ce qui me plaisait surtout, c'étaient les derniers succès du mois (...) avant d'être à l'établissement, je rentrais avec mes camarades dans un café, pour jouer surtout au billard électrique⁵⁹ et au baby-foot, puis de temps en temps nous allions au juke box mettre les derniers disques sortis* ». Le jeune nous livre plusieurs informations sur sa relation à la musique : il aime ce qui est à la mode, les derniers succès et ceux dans un lieu de détente, le bar, avec les copains. Avec ce témoignage, le lecteur contemporain peut croire à un script de film sur les années 1960 et 1970, tel que le *Péril Jeune* de Cédric Klapisch, film culte de 1994 qui retrace le parcours de lycéens des années soixante-dix confrontés à la politique, à la sexualité, aux drogues. Mais le jeune avoue également que la musique est un remède : « *Pour oublier c'était très bien, le pour supprimer le cafard, encore meilleur. Depuis, j'ai ressenti comme une grande joie à écouter cette musique* »⁶⁰. Un avis généralement partagé : « (...) *que du rythme et de l'amusement. (...) a notre avis nous pensons qu'elles nous permettent de nous aider à surmonter nos moments difficiles en les écoutant et en dansant* »⁶¹. Pour un autre, c'est un outil : « *Pour la musique, ce n'est pas un moyen d'oubli mais d'expression physique. C'est une chose que j'essaie de comprendre, d'analyser. Pour chaque musicien, je m'efforce de me documenter le plus possible, c'est pour tout dire un moyen de culture qui plaît beaucoup, fait agréablement passer le temps et meuble mes loisirs à Saint-Maurice. Remarquez que je n'exclue pas toute exhibition de Rock ou de twist fait intelligemment, j'aime assister à un spectacle de chanteurs (...). Et c'est pour cela que lorsque Mr Falicon organise un concours de chants, je ne suis pas le dernier à vouloir y participer et j'essaie de parodier au mieux tel chanteur que j'admire tout particulièrement* »⁶². La musique pour ce jeune est donc à la fois un moyen culturel et de détente au sein de l'institution. Par ailleurs, il aime tout particulièrement reprendre les chansons de ses idoles dans des spectacles. A Saint-Maurice, il y en a ainsi « *pour tous les goûts : du rythme lent, des mélodies, au twist endiablé envoûtant la jeunesse d'aujourd'hui* »⁶³. Le journal est alors le lieu d'expression des jeunes qui annoncent les sorties de nouvelles chansons, de nouveaux disques⁶⁴. Ils livrent leurs impressions sur les chanteurs et les chanteuses, dressent des pronostics sur les nouveautés : « (...) *qui sans aucun doute feront fureur dans les mois à venir* ». Dans le

⁵⁹ Le billard électrique est plus communément connu sous le nom de *Flipper* en France et de machine à boules au Québec, de *Pinball* chez les anglais.

⁶⁰ *Espère*, janvier 1962.

⁶¹ *Espère*, Noël 1964.

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Espère*, décembre 1963.

⁶⁴ Voir Figure 11 : Présentation de disques de chanson française et de Rock dans le journal *Espère*, Noël 1963.

numéro de décembre 1963, il est question de Johnny Hallyday, de Sylvie Vartan avec la sortie de « I'm Watching you » et de Dick Rivers avec « L'effet que tu me fais ». Les chanteurs français sont présentés dans le journal *Espère*. Eddy Mitchell est particulièrement apprécié dans le journal : « *cet individu a la grâce ; c'est-à-dire qu'il peut faire n'importe quoi, et même le contraire : il est certain d'avance de réussir* ». Mais la musique anglo-saxonne a aussi la côte auprès des jeunes : « *Pour l'étranger, voici le géant du Rock... vous le connaissez bien sûr, il s'agit d'Elvis et son plus grand succès du moment : 'Devil is Disguise' connaît un triomphe remarquable* ». Le groupe de Liverpool est déjà remarqué par les jeunes : « *La formation The Beatles chante et s'accompagne avec : 'She's love you' ; 'Love me do'* ». Par ailleurs, les avis de jeunes sur les stars sont très genrés : Sheila est décrite comme « *toujours gentille comme un cœur* », Leny Escudéro quant à lui « *possède un répertoire inspiré par des sentiments saints et mâles* »⁶⁵. Les jeunes y consacrent même un article pour justifier le palmarès Eddy Mitchell, France Gall et Michèle Torr édité par les jeunes lors d'une veillée : « *Eddy Mitchell, c'est sa voix, son physique mâle et le choix heureux de ses chansons qui ont emporté tous les suffrages, tandis que chez les femmes, nous classons souvent ces dernières d'après leur beauté, leur charme. Nous pensons rarement à leur voix ; mais nous devons reconnaître que pour la plupart elles n'en ont pas beaucoup et ne valent pas en ce point les chanteurs d'une époque qui ne connaissait pas le yé-yé* »⁶⁶. Mais les jeunes ne font pas seulement qu'écouter les disques de groupes, chanteurs et chanteuses nationaux et étrangers, ils regardent également la musique en assistant à l'émission Age tendre et tête de bois, activité dont il parle dans le numéro de Noël 1964, car « *il est vrai que les jeunes yé-yé sont nombreux à Saint-Maurice* ». Les jeunes avaient d'ailleurs écrit à « Monsieur Albert Raisner, animateur de cette émission » qui avait répondu à lettre du journal *Espère*. L'écoute des disques et l'audience de l'émission Age tendre et tête de bois sont collectives, au sein des groupes lors de veillées principalement. L'écoute est également l'occasion d'une soirée culturelle organisée par l'éducateur : « *Au cours d'une veillée musicale consacrée à Georges Moustaki, ce phénomène des temps modernes, Monsieur Guieyne sut nous situer ce personnage sympathique, simple et profond. Il nous parla de la jeunesse de ce chanteur, de sa pauvreté, de son arrivée sur la terre de France, de sa réussite et de son style si personnel* »⁶⁷.

La musique est présente très tôt à Saint-Maurice, dès la fin des années 1940. Les jeunes écoutent alors principalement du Jazz et sans doute de la variété française dont ils rendent peu compte dans le journal. Dans les années 1960, la musique rock, le twist et le yé-yé bousculent les habitudes de loisirs des jeunes, ce qui s'en ressent à lecture des numéros, où la part belle est donnée aux articles sur l'actualité musicale. Les jeunes s'en donnent à cœur joie de parler sur les nouveautés et sur la vie des « idoles des jeunes », avec toutefois un équilibre entre musique française et étrangère.

Il apparaît alors que les deux institutions ont été favorables à l'instauration de loisirs et à leur diversification pour assurer le bien-être mais également la formation physique et morale des jeunes. Ce sont également de petites

⁶⁵ *Espère*, décembre 1963.

⁶⁶ *Espère*, Noël 1964.

⁶⁷ *Espère*, printemps 1970.

concessions aux garçons, qui permettent d'améliorer le confort et l'ambiance, d'occuper les jeunes le plus de temps possible et d'éviter ainsi tout inertie ou apparition de contestation. Nous pourrions voir cela comme une opération de séduction de la jeunesse délinquante des institutions. Au Mont-Saint-Antoine, les loisirs permettent d'adoucir le caractère strictement religieux et communautaire de l'éducation des Frères de la Charité. Ils se réapproprient les loisirs que les jeunes rencontrent dans la société pour les adapter à leur population et selon leur conception des loisirs, toujours dans une perspective rééducative religieuse. A Saint-Maurice, au contraire, il y a une politique libérale en matière de loisirs, sans pour autant que cela soit dénué de tout contrôle de la direction. Les jeunes sont invités à aller en dehors de l'institution pour profiter de loisirs ; les jeunes suivent l'actualité musicale et la mode yé-yé.

Chapitre 5

Les « déviances » des garçons en internat de rééducation passées sous silence

Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice sont des institutions de rééducation pour garçons « délinquants » depuis leur fondation au début de la décennie 1870, selon le principe de la non mixité dans les établissements de mineurs, principe appliqué également dans le milieu scolaire, en France comme au Canada. Bien que divisé en groupes, les garçons vivent en commun au quotidien, dans les dortoirs. Ils sont d'origines et de caractères différents mais tous sont jugés « inadaptés à la vie sociale ». A Saint-Maurice, les « cages à poules », les cabines individuelles, ne sont détruites que dans les années 1960. Les jeunes garçons sont des adolescents, âgés de 14 à 20 voire 21 ans, toujours à la limite de la majorité, placés par un tribunal pour une mesure de rééducation sur une, deux voire plusieurs années, loin de leurs habitudes, de leurs repères, des copains et des filles, loin de la famille. L'envoi en institution de rééducation est une peine pour l'enfant, bien qu'elle soit présentée dans les textes comme une mesure de protection⁶⁸. Aussi convient-il de parler de l'indicible pour les institutions, des tabous, qui font pourtant partie de la vie des institutions, malgré leur réformation, leur modernisation.

La vie des jeunes en institution de rééducation n'est pas aussi simple, calme et ordonnée que ce que les jeunes et les adultes veulent bien nous présenter dans les journaux. Car dans le journal *Espère* comme dans le *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, il est rarement fait mention des problèmes des jeunes, de leurs « déviances » à l'institution. La sexualité des garçons n'est jamais abordée par les jeunes, du moins dans le journal, pour des raisons évidentes, alors même qu'elle fait partie intégrante d'une institution qui accueille des adolescents en nombre (onanisme, homosexualité, représentations féminines). D'autre part, les violences physiques ou morales sont passées sous silence par les jeunes, minimisées et relativisées par les adultes. Leur révélation est de l'ordre de la levée de confidentialité. Enfin, les fugues sont nombreuses mais c'est un sujet moins sensible qui remet toutefois en cause le travail de rééducation et le milieu fermé dans lequel nos deux institutions s'inscrivent.

a) Pudeur et sexualité des jeunes en établissement d'éducation surveillée

⁶⁸ Ch. Rossignol, « La législation 'relative à l'enfance délinquante'. De la loi du 27 juillet 1942 à l'ordonnance du 2 février 1945 : les étapes d'une dérive technocratique », *op. cit.*

La sexualité des jeunes est un sujet étudié depuis seulement quelques années en France par la recherche historique, s'insérant dans le champ historiographique des études sur le genre. Mais l'objet de recherche exploré par des historiens et des historiennes est tout particulièrement sensible. En effet, le sujet amène à pénétrer dans le cercle de l'intimité individuelle, personnelle, des hommes, des femmes, des sociétés et de leurs relations à la sexualité. Il interroge également les représentations de la sexualité, les pratiques sexuelles, questionne le rapport de genre, soumet la notion de plaisir mais met en lumière les dérives et les abus : prostitution, pédophilie, viol, etc. L'objet est tabou dans nombre de sociétés occidentales car il relève de la vie privée, des désirs personnels, de la pudeur voire de l'immoral (point de vue de la religion catholique). Par ailleurs ce champ de la sexualité est croisé avec les jeunes et la jeunesse, les garçons et les filles. Une catégorie d'individus en découverte de son corps et en apprentissage des normes et valeurs, en construction de son identité⁶⁹. Comment alors, quand le chercheur travaille sur la sexualité des jeunes, dans un temps historique ou non, ne pas renvoyer une impression de voyeurisme, de perversité, de recherche malsaine ? Des hommes et des femmes sont parvenus à passer outre ces impressions pour parvenir à étudier la sexualité des jeunes et à la replacer dans une perspective historique. Une histoire qui a commencé avec le philosophe Michel Foucault et son ambition d'écrire une *Histoire de la sexualité*. Les études sur le genre, sur le corps ont entraîné les recherches historiques sur la sexualité. Yvonne Knibiehler signe un très bon ouvrage synthétique historiographique sur la sexualité et l'histoire⁷⁰. L'histoire de l'enfance « irrégulière » n'est pas en reste des recherches sur la sexualité des mineurs, particulièrement des mineurs de justice : un bel ouvrage collectif rassemblant les recherches et connaissances de chercheurs sur *Jeunes et sexualité* aux XIX^e et XX^e siècle a été édité en 2010 sous la direction de Véronique Blanchard, Jean-Jacques Yvorel et Régis Révenin⁷¹. Ce dernier a publié tout récemment une *Histoire des garçons et des filles* sous le prisme *amour, genre et sexualité* dans la France d'après-guerre⁷². Son histoire intéresse notre propos car Régis Révenin a principalement consulté les dossiers judiciaires, les enquêtes sociales, les bulletins de statistiques morales des mineurs de justice et les notes du personnel des centres d'observation sur le récit et le comportement des jeunes observés. Il a tenu compte à la fois des sources écrites par le personnel et les paroles des jeunes, garçons et filles, sur la sexualité, dans le cas d'enquêtes, de procédures et de condamnations pour délits liés à la sexualité.

Mais nous ne nous risquerions pas ici à pousser à un tel degré d'analyse le rapport jeunes/ sexualité dans le cas de nos deux institutions pour garçons « délinquants ». Les deux institutions ne s'expriment pas directement sur la sexualité des jeunes dans leur journal. Dans le journal *Espère*, dans aucun des numéros consultés de 1945 à 1970, les jeunes reporters ne mentionnent ni ne sous-entendent un quelconque sujet ou affaire lié à la sexualité, même

⁶⁹ V. Blanchard, R. Revenin, et J.-J. Yvorel (dir.), *Les Jeunes et la sexualité. Initiations, interdits, identités (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Autrement, 2010.

⁷⁰ Y. Knibiehler, *La sexualité et l'histoire*, Paris, Odile Jacob, 2002.

⁷¹ V. Blanchard, R. Revenin, et J.-J. Yvorel, *Les Jeunes et la sexualité. Initiations, interdits, identités (XIXe-XXIe siècle)*, op. cit.

⁷² R. Revenin, *Une histoire des garçons et des filles: amour, genre, sexualité dans la France d'après-guerre*, Paris, Vendémiaire, 2015.

lorsqu'ils parlent des filles aux bals ou celles qui visitent l'institution sauf dans un numéro d'octobre 1946 pour se méfier des filles : « *Tout simplement de l'avidité d'une certaine jeune fille (...) à venir ouvrir non pas les jupons (selon la formule trop courante) mais les blousons, vestons et... le reste. (...) ils apprirent à leur dépens qu'ils faisaient là une chose interdite par le bon sens et aussi par Mr le directeur* »⁷³. La lecture du journal laisse voir en général une jeunesse asexuée, presque pure malgré l'intérêt que les garçons portent pour les filles dans le journal. Il est évident que la direction et les éducateurs, qui fabriquent le journal avec les élèves et contrôlent son contenu, ne laissent rien être publié qui a trait à la sexualité. Par ailleurs, la sexualité relevant de l'intime, ce n'est pas un sujet de choix pour un jeune qui écrit dans un journal « public » que les autres garçons ont l'opportunité de lire. Or, les lettres de jeunes et rapports de l'institution conservés par René Courtois dans ses archives personnelles laissent entrevoir des « affaires », des relations de pupilles avec des filles à l'extérieur, des pratiques de masturbation et des relations homosexuelles au sein de l'institution. Ces sources viennent en partie combler le vide sur le sujet dans les écrits institutionnels. Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité s'expriment peu sur les pratiques sexuelles des jeunes en institution. Pour les deux institutions, la direction affirme néanmoins que les pratiques homosexuelles ou « pédérastes » sont en diminution.

Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité parlent peu de la sexualité des jeunes dans leur journal mais ils effleurent tout de même la question. Dans une institution pour jeunes garçons dirigée par des Frères, des religieux, la pudeur est une règle stricte. Son manquement inspirait la peur aux religieux confronté à faire vivre 400 adolescents en commun, à tel point que pour prendre leur douche hebdomadaire en 1885, les jeunes étaient « *vêtus d'un costume spécial* »⁷⁴. Dans un article de 1950 sur la question de la participation de la discipline et du règlement à la réforme des jeunes, le Frères Jacques parle de la pudeur et de sa maîtrise par les religieux : « *Mais en quoi consiste la décence ? (...) aujourd'hui cela veut dire faire tout cela (il parle des bains et douches) publiquement sans prudence et sans se soucier du voisin. Notre aumônier prépare les esprits et les consciences par l'explication des fins naturelles et surnaturelles du corps humains. Maintenant les choses se font rapidement, simplement, sans curiosité malsaine* »⁷⁵. Les pratiques sexuelles régulières et l'homosexualité sont selon les religieux des perversions morales profondes qui ne touchent qu'une petite catégorie des jeunes placés à l'institution, tout particulièrement les instables : « *en matière de sexualité, leur impulsivité les pousse précocement à la jouissance de leur propre corps et les formes d'onanisme durables sont particulièrement fréquentes dans les effectifs d'instables* »⁷⁶. Les pratiques homosexuelles et l'homosexualité ne sont pas considérées par les Frères comme étant des désirs du jeune mais ils les considèrent systématiquement comme victimes de perversions externes : « *L'un de ces Pierre*⁷⁷ *a été victime d'homosexuels*

⁷³ *Espère*, octobre 1946.

⁷⁴ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°1, janvier-février, 1950.

⁷⁵ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°3, 1950.

⁷⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mars-avril 1948.

⁷⁷ Pierre désigne ici les enfants « délinquants » accueillis au Mont-Saint-Antoine, un avatar.

*adultes depuis l'âge de six ans... »*⁷⁸. Les Frères confondent ici homosexualité et pédophilie, mais cet exemple souligne que la perversion morale est extérieure. Une opinion que René Courtois partage également dans une note de brouillon pour une communication lors d'un colloque organisé par Georges Heuyer le 13 février 1952 sur le thème « Fugue et homosexualité » : *« passage dans internats où cette pratique est instituée en règle générale. Continuent cette pratique = cas pathologiques. 2/ Conflits familiaux ou sentimentaux engendrent fugues d'où besoin d'argent : a/ recherchent des clients qui les hébergent et les nourriront « c'est moins mal que de voler » b/ sont entraînés par des adultes = faiblesse manque de volonté puis intérêt à monnayer l'acte »*. Les pratiques homosexuelles sont donc vues comme des actes de nécessité, liées à la prostitution, mais largement influencés par des acteurs extérieurs tels que les adultes mais aussi les internats où c'est une « règle générale », c'est-à-dire où l'homosexualité est tolérée. Régis Revenin a relevé dans son livre paru en 2015 l'extrême tolérance dans les internats de garçons, d'éducation privée ou de rééducation, pour les pratiques homosexuelles, entre pairs, mieux acceptées que la sexualité avec les filles. Les relations hétérosexuelles portaient atteinte à l'honneur de la fille hors mariage avec en plus un risque de grossesse. Par ailleurs, les pratiques homosexuelles étaient vues comme passagères, relevant de l'initiation sexuelle. La tolérance était liée au caractère éducatif et éphémère des pratiques homosexuelles. Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité ne veulent pas prendre en charge les « *pervers constitutionnels* » et les « *homosexuels invétérés* » qu'ils considèrent comme des poids morts pour la bonne marche de l'institution. Ils sont donc peu enclins à porter une attention particulière sur ces « catégories » de jeunes : *« La Province de Québec ne possède pas, à cette date, d'institution pour débiles mentaux et psychopathes de tout acabit, cleptomane, pervers constitutionnels, homosexuels invétérés, mythomane, etc. âgés de 12 à 18. Ces enfants transgressent les lois ; les juges, obligés de protéger la société, les internent avec les délinquants. Pourtant ce sont des malades, voire même en certains cas des malades incurables en nos moyens actuels. Quel bien pouvons-nous leur faire ? Aucun, au contraire, ils entravent l'organisation et la bonne discipline de la maison et nuisent au travail de rééducation de leurs condisciples »*⁷⁹. Pour les Frères, il est à la fois inapproprié d'envoyer ces cas au Mont-Saint-Antoine qui s'occupe en principe exclusivement d'enfants « délinquants » et de jeunes « en danger physique et moral ». Les religieux refusent de prendre en charge les pathologiques qui relèvent plus d'un régime médical et « chirurgical ». Enfin, paradoxalement, dans un autre numéro du journal, ils refusent le terme de « pervers constitutionnels » : *« Certains pédagogues ajoutent à ces deux groupes (les pathologiques et les névrotiques ou obsédés) les pervers constitutionnels : l'appellation est impropre et... il n'est pas du tout prouvé qu'il existe de tels sujets »*⁸⁰.

Au contraire, René Courtois affirme dans plusieurs documents que l'homosexualité n'existe quasiment plus à l'institution Saint-Maurice du fait de politiques rééducatives intelligentes. La première est celle de la transformation

⁷⁸ *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol. 6, n°4, année 1951.

⁷⁹ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°3, 1950.

⁸⁰ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n° 4 et 5, 1950.

du genre de vie à l'institution par l'apprentissage d'un métier, la pratique des sports et l'influence des pairs selon le directeur de Saint-Maurice. Sur une feuille de brouillon contenue dans un dossier de préparation pour le colloque de Georges Heuyer sur « Fugue et homosexualité », Courtois a noté à la main quelques éléments sur l'homosexualité : « *« homo constitutionnels rares, ne viennent pas, opposants. Pervertis par camarades, adultes. Disparition de la perversion : climat, habitude, genre de vie, sports, reste du groupe, sorties »*⁸¹. Ces notes n'ont toutefois pas servi pour la communication de René Courtois qui annote en bas de page d'un exemplaire dactylographié de son travail : « *la vérité oblige à dire que la disparition presque totale des pratiques homosexuelles dans les internats de l'Éducation surveillée n'a pas permis de traiter exactement le sujet* ». En 1952 le directeur de l'établissement, qui a alors 14 ans de service à Saint-Maurice depuis sa nomination à la sous-direction en 1938, constate la quasi disparition des pratiques homosexuelles dans son institution. Outre l'influence « naturelle » de l'institution sur les jeunes, René Courtois avance dans un rapport à la Direction de l'Éducation surveillée la nécessité des sorties, des loisirs adultes et des contacts féminins pour diminuer l'homosexualité dans les internats de rééducation. La source est identique à celle que nous avons utilisé précédemment pour justifier les sorties nocturnes tardives des « gars de Saint-Maurice ». René Courtois cite un expert, le « professeur Cipolletti » : « (...) le professeur CIPOLLETTI a écrit la phrase suivante le 10 février 1949 dans *El día medico* (...) « *une fois dans cette section (la section de mérite), les élèves ont la permission de sortie, ils peuvent aller aux fêtes de villages et même rencontrer des jeunes filles ce qui évite l'homosexualité* »⁸². René Courtois poursuit sa démonstration en précisant que plusieurs jeunes se sont mariés avec des filles des alentours et qu'ils ont fondé un foyer. Enfin, il termine son rapport en s'appuyant sur un autre expert, le « Professeur Le Guyon » qui valide l'idée de Courtois d'une libéralité dans les loisirs pour ses jeunes en rééducation : « *il est exact en effet que le mal qui rongait les anciennes colonies pénitentiaires (la pédérastie) a disparu complètement. On ne peut atteindre ce résultat qu'en donnant à des jeunes gens qui sont presque des adultes des loisirs normaux* ». L'auteur va plus loin. Il prétend que les pratiques homosexuelles en institution ont totalement disparus. René Courtois, citant deux experts médicaux, défend sa politique de socialisation des jeunes et de lutte contre l'homosexualité dans ses murs. Mais les études sur l'institution et les confessions de pupilles viennent nuancer l'affirmation du directeur selon laquelle il n'y a plus de pratiques homosexuelles à Saint-Maurice et plus généralement dans les internats de rééducation.

En effet, les archives de René Courtois contiennent plusieurs « confessions » datées de 1944 ou 1945, de jeunes qui révèlent des pratiques homosexuelles à Saint-Maurice et dans d'autres établissements. Les confessions ne sont pas des initiatives des jeunes mais de la direction qui demande aux jeunes d'expliquer la situation. Une confession provoquée par l'arrivée du jeune à Saint-Maurice et donc le directeur connaît son dossier, ses pratiques homosexuelles au sein de l'institution révélées par le personnel, ou la cause de fugues. Dans un courrier daté du 29 août 1944, un jeune explique les motifs de sa fugue et fait le récit des événements du 15 au 26 août qui ont amené à sa

⁸¹ AS/208(XIII)/11, 13 C 85 Dossier de Courtois sur les fugeurs et l'homosexualité, 1950-1953.

⁸² AS/208(XIII)/11, 13 C 76, Sorties exceptionnelles, 1949-1951.

fugue. Le jeune explique qu'il est sujet à des insomnies, tout comme un camarade de cabine, Wieder. Le jeune va fumer dans la cabine de ce dernier. C'est à ce moment que les deux garçons entrent en contact : « *« je rallumai une 2^e cigarette ; et tout en fumant, je causais avec lui, pendant une bonne heure. Puis petit à petit, frauduleusement, il y eu quelques palpements ; quelques frottements mais cette nuit, ce fut tout. (...) Il me dit subitement 'dis, tu m'en tape une' (sauf votre respect). Ce soir là il eu masturbation pour Wieder ; à peine avions nous finis qu'une ronde me fit regagner mon lit (...)* ». Quelques jours plus tard, le 25 août, le jeune retourne dans la cabine mais il est surpris par l'éducateur Falicon à sortir de la cabine de Wieder. Le jeune, soupçonnant un camarade de les avoir dénoncé, décide alors de s'enfuir : « *dès lors je n'avais plus qu'une idée : partir, car j'avais peur du châtiment, que je le savais, j'avais mérité* »⁸³. Le jeune ne se défend pas d'être accusé d'homosexuel et dans les faits, ne rejette pas l'entière responsabilité sur son camarade dont il prend la défense devant celui qu'il suspecte de les avoir dénoncé. Le jeune a plus peur du châtiment que de sa réputation à l'institution, au point de fuguer et de tomber nez à nez avec une patrouille allemande dans les bois, qui a sitôt fait de le ramener à l'institution. Par ailleurs, le jeune renouvelle l'expérience plus d'une semaine après, ce qui montre sa relative volonté d'entretenir des relations avec son camarade. Un choix que tout le monde n'a pas dans les institutions. En effet, certains sont victimes de viols par d'autres jeunes dans les institutions et prisons : « *(...) ici on commencé les coups de poings, de pieds et tous les soirs à 5 ou 6 c'était à celui qui taperait le plus fort. Après cela ils m'ont pris et déshabillé et allongé sur un lit ensuite le chef de chambre s'est couché sur moi et après m'avoir mis sa main sur ma bouche pour m'empêcher de crier il m'a (en parlant en termes de prison) enculé. Après lui un autre puis encore un autre et impossible de rien faire car l'on me tenait les mains et les pieds. Le lendemain je ne pouvais rien dire aux gardiens car ils en rigolaient et disaient « vous n'avez qu'à vous défendre ».* Le soir après même chose coups de poings etc. Et après la même scène que la veille, toujours tenu et à demi assommé et cela a continué ainsi pendant 15 jours ensuite ils m'ont laissé tranquille car il est arrivé un nouveau et ça a été son tour d'être embêté. (...). Parmi les garçons qui m'ont ainsi maltraité il y avait : un nommé C. le chef de chambre, un autre que l'on appelait fifi. R.D Serge et M et un ou deux autres donc je ne sais pas le nom »⁸⁴. Le jeune a été violé à la prison des Tourelles, par trois jeunes placés comme lui en attendant d'être envoyé dans un établissement de rééducation pour mineurs. Mais le jeune n'emploie pas le terme de viol, il dit avoir été « maltraité, embêté, enculé », ce qui suffit à comprendre la situation. Un autre élément, c'est l'inscription manuscrite en marge datée du 23 avril et qui précise : « *prétend que cela serait arrivé à L. Jean* ». De fait, nous ne savons pas si ce commentaire sert à retrouver l'autre victime pour le prendre en charge ou demander son témoignage pour attester de cette affaire. Mais, rien n'est relevé sur l'inaction des gardiens devant les révélations que le jeune leur a fait.

Dans un autre cas, le pupille Lucien B. se défend dans un courrier du 21 octobre 1945 de toutes relations homosexuelles qui auraient causé les lésions sur son sexe, ce qui lui valut un séjour à l'infirmerie. Le jeune sort alors une raison plus individuelle : « *(...) Monsieur le directeur, je vais vous dire franchement comment cela est arrivé ; la*

⁸³ AS/208(XIII)/11, 13 C 80-13 C 85, Confessions et exactions des pupilles 1944-1956.

⁸⁴ *Ibid.* Courrier du 18 avril 1945

veille de ce que je parte d'Aniane, j'avais attrapé un échauffement en me masturbant et je ne l'avais pas fait soigner alors je crois que c'est des suites de cela que ça c'est aggravé. Mais Mr le directeur, Ne croyez pas que c'est d'après l'histoire que j'ai eue à Aniane avec Jeandin (...) il m'a peut-être envoyé des lettres mais je n'y ai jamais porté attention car je savais les histoires qu'il avait eue auparavant avec d'autres de mes camarades »⁸⁵. Toutes les lettres montrent que des relations homosexuelles étaient bien présentes à Saint-Maurice et même dans d'autres institutions. Les affaires sont régulières. Mais les lettres datent toutes de 1944 ou de 1945. Aussi, l'affirmation de 1952 de René Courtois sur la disparition de l'homosexualité à Saint-Maurice ne peut être démentie sur ces seules lettres. Mais une étude statistique de 1950 sur l'alcoolisme parmi les jeunes de Saint-Maurice nous permet d'attester que des jeunes classés comme « homosexuels » sont à l'institution.

En effet, une étude sur « l'alcoolisme à partir des dossiers des élèves » a été réalisée à l'institution sur l'année scolaire 1949-1950⁸⁶. L'étude est détaillée et se base sur les dossiers des jeunes présents à l'institution afin de mieux connaître les jeunes étudiés sur la cause de leur placement, le milieu social et familial. L'auteur anonyme de cette étude a ainsi établi des fiches individuelles sur les 234 élèves présents à l'institution au moment de la réalisation de l'étude en 1950. Les fiches individuelles reprennent la nomenclature et les informations des dossiers de jeunes eux-mêmes composés des enquêtes sociales qui intéressent particulièrement l'auteur : l'âge au mois près, la nature du délit, le milieu familial, les relations, les causes de la délinquance sont ainsi recensés sur ces fiches individuelles. Chaque fiche correspond à un cas auquel est donné un numéro. L'auteur parvient à dégager 97 cas d'alcoolisme, les 137 autres n'ont pas assez d'éléments dans leur dossier pour être incriminés mais ils « *peuvent être qualifiés de douteux* ». Les 234 fiches permettent une représentation statistique quantitative et qualitative des jeunes placés à Saint-Maurice, avant de relever les « cas homosexuels ». Sur 234 jeunes, plus de 86% ont entre 15 et 18 ans. Seuls 5 jeunes représentent l'âge minimum à l'institution, ils ont 14 ans et quelques mois. 12 % des jeunes ont de 18 à 20 ans. Si nous ne retenons dans les fiches que la mention « vol », outre tous les qualificatifs de vols et cambriolages, cela représente 160 cas, soit plus de 68% de nos jeunes placés en 1949-1950. Sur les 234 élèves, 15 jeunes sont cités comme ayant commis des délits de nature sexuels⁸⁷ : « exhibitionnisme », « attentat et outrage public à la pudeur », « atteinte aux mœurs », « actes contre natures », « tentative de viol », « viol », et plus rarement « homosexualité ». Ces affaires de mœurs sont généralement accompagnées par un autre délit tel que le « racolage » ou le « vol », ce dernier constitue la majorité des délits de jeunes placés à l'institution (plus de 68% des cas dans l'étude). Sur les 15 jeunes, 4 sont accusés de « viol » ou de « tentative de viol », un est noté comme ayant commis la tentative en étant ivre. L'étude révèle deux cas « d'actes contre nature » : l'un avec des animaux, l'autre est accusé « *d'acte contre nature* » avec des hommes. La majorité des délits sont qualifiés d' « exhibitionnisme » (1), « d'atteinte aux mœurs » (2), d' « outrage public à la pudeur » (3) et d' « attentat à la pudeur » (3). Un seul est mentionné comme ayant

⁸⁵ Ibid. Courrier du 21 octobre 1945.

⁸⁶ AS/208(XIII)/11, 13 C 82, Étude sur l'alcoolisme à partir des dossiers des élèves, 1949-1950.

⁸⁷ En France, l'homosexualité est dépénalisée par la loi du 4 août 1982 sur proposition du Ministre de la Justice Robert Badinter. La majorité sexuelle est fixée à 15 ans pour tous.

commis un « délit d'homosexualité », le cas n°15 parmi les jeunes « alcooliques ». Il est âgé de 17 ans. Il a fugué du domicile et commis des vols. L'auteur de l'étude relève que le jeune est battu, avec sa mère, par son beau-père, qualifié « d'ivrogne ». Mais dans les fiches individuelles des 137 cas, épargnés par une catégorisation de l'alcoolisme, deux jeunes font l'objet de commentaires sur leurs relations. Un premier jeune, âgé de 16 ans et 5 mois, a été condamné pour « vols et actes contre nature », ses relations sont « mauvaises (homosexuels) » ; le deuxième a 17 ans et 10 mois, condamné pour « attentat à la pudeur », et ses relations sont « mauvaises, tendances à l'homosexualité ». Les trois cas d'homosexualité clairement annoncés ont un point commun : un « déficit paternel », par l'absence ou la mort. Les jeunes sont alors victimes de « carence éducative du milieu familial » ou sont « pratiquement abandonnés » à eux-mêmes. Nous avons remarqué que sur les 15 cas de délits sexuels, 12 des familles sont jugées par l'auteur comme déficientes du point de vue de leur composition, de la tenue du ménage, de l'éducation donnée aux jeunes. Par ailleurs, quatre jeunes sont également classés comme fugueurs ou vagabonds. Il y a donc un lien entre les délits sexuels et l'abandon du foyer, tout comme les vols si l'on se réfère aux données de l'auteur, qu'il faut toutefois nuancer. Aussi, l'affirmation de René Courtois sur l'homosexualité comme nécessité pour le jeune de survivre n'est-elle pas totalement infondée selon cette étude. Toutefois, elle vient contredire l'assertion du directeur sur la disparition de l'homosexualité et des pratiques homosexuelles en institution. Mais pour René Courtois, qui livre son opinion à la faveur d'une communication publique, l'objectif est de montrer tout le travail de l'institution sur les jeunes et la réussite de leur réformation et rééducation morale. L'étude statistique est très utile mais force est de constater qu'elle est réalisée à un moment donné et qu'elle se base principalement, si ce n'est exclusivement, sur les dossiers des jeunes et peu sur des observations réalisées en internats avec l'aide des éducateurs. Par ailleurs, nous ne connaissons pas l'auteur de cette étude : un éducateur stagiaire, un médecin, la direction peuvent être à l'origine de l'étude.

Les journaux des institutions n'abordent donc que très peu des sujets liés à la sexualité, surtout de la part des jeunes. Mais les adultes ne se montrent pas plus prolixes sur les questions sexuelles en institution. Les Frères de la Charité comme le directeur de Saint-Maurice semblent suggérer que l'homosexualité n'existe pas dans leur établissement de rééducation pour jeunes garçons. Il est certain qu'elle est condamnée par les deux institutions mais les Frères refusent de la considérer tandis qu'à Saint-Maurice, elle est « traitée ». Mais le sujet demeure sensible. Toutefois il apparaît moins préoccupant pour les institutions que les fugues et les violences.

b) Violences institutionnelles et fugues : les « affaires empoisonnantes »

Au Mont-Saint-Antoine comme à Saint-Maurice, le journal est idéal pour présenter au lecteur la disparition de la violence du personnel de l'institution exercée les jeunes ainsi que la fin des châtiments corporels. L'objectif est de créer une rupture avec les représentations passées des « maisons de correction » et de montrer la « modernité » des établissements pour jeunes délinquants, sans omettre que l'institution est régie par des règles. La discipline a

remplacé les violences. Les campagnes de presse contre les « bagnes pour enfants » en France dans l'entre-deux-guerres et la mauvaise réputation du Mont-Saint-Antoine dans la presse canadienne avaient considérablement mis à jour des carences dans les conditions de vie des jeunes et particulièrement souligné les violences dont les enfants étaient victimes. Les institutions ont été fortement critiquées et remises en cause. Aussi, dans le mouvement de réforme qui accompagne Saint-Maurice puis le Mont-Saint-Antoine, les institutions utilisent le journal pour parler de cette rupture avec l'ancienne configuration des institutions et promouvoir l'efficacité de leurs nouvelles méthodes rééducatives. Paradoxalement, et malgré tous les articles qui montrent la « modernisation » de l'institution et la substitution des méthodes éducatives sur les méthodes correctives, les adultes du Mont-Saint-Antoine comme les jeunes de Saint-Maurice ne peuvent cacher dans le journal la persistance des châtiments et de la violence. Certes, les mentions directes et indirectes de violences sont occasionnelles dans les journaux mais elles permettent d'apprécier le regard des auteurs sur ces violences. Par ailleurs, elles nous permettent d'affirmer que, plutôt que de parler de rupture dans la prise en charge des jeunes, nous devons débattre des continuités, des persistance, des renouvellements. Bien entendu, dans le journal, le discours est adouci sur les « punitions », ce qui ne permet pas de juger de la réalité des violences institutionnelles. En revanche, les écrits plus personnels des jeunes à Saint-Maurice, conservés dans le Fonds René Courtois, donnent les éléments nécessaires pour appréhender la question des violences à l'institution. Les fugues font d'une certaine manière violence. Violence du jeune envers l'institution de laquelle il veut fuir ; violence pour le jeune qui fuit pour échapper à une punition mais qui sait aussi que la fugue entraîne un châtimement ; violence pour l'institution car les fugues remettent en cause le travail du personnel et de la direction pour intégrer les jeunes à l'institution.

A Saint-Maurice comme au Mont-Saint-Antoine, le journal parle bien de rupture dans le fonctionnement des institutions et n'oublie pas de rappeler, modestement, le passé ombrageux pour mieux appuyer l'idée de modernité de l'institution.

Le journal *Espère* se réclame en avril 1949 d'une totale transparence : « (...) Nos écoles ne seront plus un mystère, qui, depuis si longtemps, a fait l'objet de commentaires qui ne valent même pas la peine d'être rappelés »⁸⁸. Dans un courrier, René Courtois va plus loin pour ancrer dans les esprits la modernisation de Saint-Maurice à l'occasion d'une conférence tenue à Lyon en avril 1943 : « (...) J'ai constaté qu'il ne nous reste pas grand-chose à envier aux autres, que nous avons déjà beaucoup fait sans chercher d'ailleurs la publicité ou une présentation engageante derrière laquelle se dissimule souvent l'inaction ou l'incapacité (...) »⁸⁹. Dans le *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, en 1950, les Frères de la Charité aiment également montrer que l'institution a mis en place dès la fondation de l'institution un modèle ouvert sur l'extérieur qui ne ressemble pas à une prison mais plus à une communauté. Là encore, le but est de montrer la précocité de l'institution sur les autres dans une prise en charge

⁸⁸ *Espère*, avril 1949.

⁸⁹ AS/208(XIII)/3, 13 c 7, compte rendu de la conférence de Lyon, avril 1943.

éducative et de valoriser les innovations de l'établissement, notamment dans le domaine de la correction. Pour se faire, les Frères publient dans leur journal un article du journal *La Presse* paru le 7 février 1885 où le journaliste met en avant la paix qui règne au Mont-Saint-Antoine : « avec la mise au cachot, que l'on inflige seulement pour des fautes graves, le silence constitue la peine vraiment disciplinaire, de l'école de réforme. C'est au moyen de ce mutisme rigoureux que l'on maintient l'ordre et que l'on arrive à dompter les natures rebelles »⁹⁰. La republication de cet article, 65 ans après sa rédaction, retrace la pacification ancienne de l'institution et l'image d'un fonctionnement plus religieux que carcéral. Les Frères condamnent dans leurs écrits tout châtiment corporel et rejettent les anciennes pratiques punitives des établissements pénitenciers pour mineurs avant la reprise en main par les Frères de la Société Saint-Vincent-de-Paul et l'accueil des premiers pensionnaires par les Frères : « en leur faisant subir la punition ordinaire qui consistait à faire déshabiller les élèves, à les attacher sur un cheval de bois ayant une corde à chaque main et à chaque pied ainsi qu'au cou et de les y faire ainsi fouetter jusqu'au sang et ce en présence de tous les autres élèves. (...) Comment voulez-vous après tout que ces cœurs ne se fussent endurcis ? »⁹¹. Dès 1873, les Frères parviennent à faire avorter les révoltes des jeunes. L'auteur termine alors sa chronique en présentant les réformes entreprises dès 1942 pour remplacer les châtiments corporels et les punitions. Depuis, les Frères de la Charité promeuvent leur système disciplinaire, imposé par le règlement provincial sur le fonctionnement et l'organisation des institutions de rééducation avec la loi des écoles de protection de la jeunesse de 1950 : « la discipline imposée par le règlement est bien exposée à devenir une fin sans égard aux droits de l'enfant, à l'autonomie de sa conscience, à son droit à l'initiative et à celui de faire sa propre expérience dans les cadres du permis et du facultatif »⁹². Pour les Frères de la Charité, la discipline n'est pas incompatible avec l'aspect éducatif et le bien-être de l'enfant. Au contraire, elle constitue un outil pour lui permettre de se construire : « la discipline n'est pas essentiellement une contrainte mais un esprit et un ensemble de moyens pratiques susceptibles de faire croître l'enfant, de la faire s'élever le plus possible sur la montée du développement humain et de la perfection humaine. (...) c'est exprimer en quelques mots, la fin de toute organisation disciplinaire établie dans une maison d'éducation qu'elle se nomme famille, jardin de l'enfance ou université »⁹³. Mais le Frère Jacques, auteur de l'article issu de sa conférence prononcée à l'occasion de la journée d'étude sur la protection de la jeunesse organisée par le Ministère du Bien-être social et de la Jeunesse met en garde le personnel d'éducation : « se rappeler que l'enfant n'est pas un subordonné dans l'œuvre de sa formation : il en est le premier agent et nous ne sommes que des auxiliaires »⁹⁴. C'est un avertissement, un rappel pour ne pas tomber dans le « tout disciplinaire », qui est inefficace pour faire participer volontairement le jeune à sa propre rééducation. Néanmoins, les Frères n'excluent pas totalement l'usage des punitions et châtiments corporels si nécessaire : « il ne faut pas craindre de sévir quand la nécessité l'impose »

⁹⁰ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°1, janvier-février 1950.

⁹¹ *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine (école de réforme)*, « Historique de l'œuvre du Mont-Saint-Antoine », Les Frères de la Charité, 1948, BAnQ.

⁹² *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°3, 1950.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ *Ibid.*

affirme le Frère. Selon l'auteur, les punitions font naturellement partie des écoles de rééducation, qu'il ne faut pas confondre avec la prison ; Un terme que les Frères rejettent. Les châtiments sont conceptualisés sous influence religieuse, ayant caractère de leçon : « *Bienheureux ceux qui sont doux, parce qu'ils seront maîtres du monde* »⁹⁵. L'institution Saint-Maurice n'est pas en reste. L'institution conserve les punitions et les châtiments corporels, les pressions morales sur les jeunes. Quelques articles dans le journal *Espère* permettent de constater ces résistances mais les écrits des jeunes conservés par René Courtois laisse voir encore une autre ampleur de cet héritage, même dans les années d'après-guerre.

A Saint-Maurice, René Courtois atteste dans le rapport annuel sur l'institution de 1956 adressé à la Direction de l'Éducation Surveillée que « *l'éventail des punitions se réduit sans cesse* »⁹⁶. Le directeur va plus loin et prétend que « *L'ES (L'Éducation Surveillée) a bien avant l'EN (l'Éducation Nationale) rejeté : les sanctions anti-pédagogique = penums ; les sanctions qui portent un préjudice physique/intellectuel* »⁹⁷. Il s'appuie sur des éléments statistiques présentés dans le rapport et il conforte son opinion en affirmant la précocité des institutions dans la réduction des punitions et châtiments corporels par rapport aux instances scolaire normales, ce qui montre les rivalités avec le milieu scolaire. René Courtois tente en effet d'insérer son institution dans le champ de la scolarité normale, projet déjà porté par Vincent Hourcq en 1938 : « *(...) on ne peut pas dire que les principes d'éducation des pervers, des délinquants, soient différents de ceux de l'éducation des garçons normaux. Ils sont souvent les mêmes et ne varient que dans leur application* »⁹⁸. Malgré le discours de la direction qui minimise la réalité des violences institutionnelles, les témoignages des jeunes viennent rétablir une part de la vérité. Un ancien de Saint-Maurice témoigne dans un documentaire de Jacques Bourquin et Michel Basdevant sur l'institution des « *deux soufflets* » que lui administre le directeur alors qu'il oublie de commencer sa phrase par « Monsieur »⁹⁹. Un ancien de Saint-Maurice parle dans une lettre des punitions auxquelles les jeunes ont le droit : « *(...) chez vous aussi il y a le papa qui administre les 'soufflets paternels', vous offre des coupes dégagées, vous prive de tabac pendant une semaine* »¹⁰⁰. Enfin, les jeunes laissent entrevoir dans le journal l'admiration autant que la crainte que le directeur suscite parmi eux : « *Vous savez tous que l'humeur de notre vénéré directeur suit les fluctuations de notre conduite (...) une sottise de l'un d'entre nous (pense-t-on) en est la cause, fige son sourire et nous flairons « les signes avant coureurs de la tempête (...) le fameux baromètre est le vénérable couvre-chef bien connu de nombreuses générations* »¹⁰¹. Les

⁹⁵ La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine (école de réforme), « la jeunesse délinquante et le Mont-Saint-Antoine », Les Frères de la Charité, 1948, BAnQ.

⁹⁶ 20 000111/28, 1^{er} val 65, art. 8., Rapport trimestriel du directeur de l'IPES Saint-Maurice, 1956.

⁹⁷ Ibid.

⁹⁸ V. Hourcq « Saint-Maurice et la réforme de l'Éducation surveillée », *Sauvegarde de l'enfance*, n°7, juillet 1950, p. 480.

⁹⁹ M. Basdevant, J. Bourquin, « Saint-Maurice, une institution pour mineurs de l'Administration pénitentiaire : Partie 1 – De la correction à la rééducation. Partie 2 – 1945-1992 : de l'âge d'or à la fermeture, Enregistrement vidéo. AHES-PJM, C.R.I.V, Ministère de la justice, Services des études et de l'internationale, CNFE-PJJ, 1993, 1 cassette, 79 minutes, son, coul, VHS.

¹⁰⁰ *Espère*, avril 1949.

¹⁰¹ *Espère*, octobre 1951.

sources citent beaucoup René Courtois mais le directeur n'est pas le seul à infliger des corrections aux jeunes garçons. Tout un personnel d'éducation, proche des jeunes, est également susceptible de violenter les jeunes. Mais les jeunes sont aussi les auteurs de diverses violences. Les « affaires empoisonnantes », telles que Courtois les nomme, que nous connaissons dans le journal et surtout dans les écrits de jeunes, sont toutes liées à l'appréciation de René Courtois.

En effet, le directeur a conservé dans ses archives personnelles le journal intime d'un pupille. Ce journal, tenu sur un cahier de brouillon de l'école, contient des notes quotidiennes d'un jeune pour la période du 5 mars au 28 mai 1948. Dans ce journal le jeune note plusieurs événements violents, tant entre jeunes qu'avec les éducateurs : « *Le 6.3.48 : (...) 4h1/2 : ça y est, ça chauffe, x prend une volée tout cela à cause de mon harmonica (un jeune lui a volé son harmonica) (...) et X, quelle sanction va-t-il avoir ? Les cheveux coupés très certainement. 5h05 : Oui je ne me suis pas trompé il a les cheveux à deux centimètres. Je ne lui en veux pas, je lui pardonne (...). Le 8.3.48 : (...) je commence mal la journée car je me suis disputé avec X et il veut me casser la figure si je ne lui donne pas ma place à table et je n'ai aucune envie de céder* »¹⁰². Le récit intime du jeune montre que vols et violences sont courants au sein de l'institution et les punitions infligées par le personnel sont de multiples natures et qu'elles se superposent : soufflets et coupe de cheveux « à deux centimètres », l'une des punitions les plus redoutées par les jeunes, surtout à l'approche des permissions¹⁰³. L'auteur est d'ailleurs victime d'une punition : « *Le 31.3.48 : mauvaise journée a cause que je n'ai pas voulu mangé mon pain avec mes haricots, j'ai huit jours de corvée toujours par le même éducateur évidemment. Cette journée je l'espère, finira bien* »¹⁰⁴. Un autre jeune explique dans un courrier adressé au directeur son refus d'intégrer un dortoir et relate les violences qu'il a subies par d'autres jeunes à une institution de Villejuif : « (...) Lefevre, Levy et Puy se firent bien voir des éducateurs et s'imposèrent vite chefs de corvée. Là à mon tour après bien d'autre je dus souffrir sous leurs coups refusant leurs propositions. Voyant qu'il n'y avait rien à faire par la dispute, ils m'offrirent des victuailles, cigarettes et même leur colis. (...) au mois de janvier, arrivé moi-même à Saint-Maurice j'ai craint de nouveau toutes ces choses odieuses en apercevant Levy »¹⁰⁵. Dans le journal intime, l'auteur témoigne également de la violence des éducateurs sur les jeunes : « *Le 15.3.48 : journée très mal terminée j'ai été exaspéré par la brutalité de notre éducateur qui frappait sur un de mes camarades qui d'ailleurs lui a répondu 'vous avez de la veine que l'on ne peut pas répondre' - en effet, il a de la veine- mais rien n'est perdu, pas beaucoup d'ailleurs ne l'estime* »¹⁰⁶. Une affaire précédente, concernant les conflits entre éducateurs sur des violences verbales et physiques exercées sur les jeunes, vient assombrir le beau tableau peint par René Courtois sur la diminution des violences et apporte un éclairage supplémentaire sur les liens entre éducateurs et jeunes. Si ces derniers sont vus comme des amis, des frères, des pères et semblent appréciés par les jeunes, du moins dans le

¹⁰² AS/208(XIII)/11, Journal intime d'un pupille tenu du 5-3-48 au 28-5-48.

¹⁰³ Voir Figure 10 : Un jeune se fait couper les cheveux à l'institution, *Espère*, Noël 1964.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ AS/208(XIII)/11, 13 C 80 à 13 C 85, Confessions et exactions des pupilles 1944-1956, courrier de 1944.

¹⁰⁶ *Ibid.*

journal, ils ne se privent pas d’user de l’autorité paternelle. En 1946, plusieurs courriers font état d’un conflit entre l’éducateur « Monville » et « Brunet » sur les agissements de ce dernier sur l’élève « Saulnier » : « *Par ailleurs, Saulnier m’a répété le 13 juillet à peu près ce que vous avez rapporté. Il a écrit en plus qu’il avait été poussé par vous : que pensez-vous de ce témoignage ? Je vous prie également de vous expliquer sur les faits suivants : 1/ vous écrivez ‘je viens porter à votre connaissance des faits qui se renouvellent assez souvent’ Pourquoi puisque vous vous plaisez à souligner leur gravité vous ne les avez pas signalés oralement avant de le faire par écrit ? (...) ensuite Saulnier accuse Monville de Vol : pourquoi : 1/ avez-vous interrogé un élève ? 2/ n’avez-vous pas rendu compte immédiatement ? (...)* »¹⁰⁷. Dans un courrier du 20 juillet en réponse à la note de Courtois, Brunet se défend d’avoir poussé le jeune contre Monville : « *(...) Pour mon compte personnel je n’avais aucun intérêt à pousser cet élève contre Mr Monville. (...) Quand a ne pas vous en avoir rendu compte immédiatement c’est qu’il me répugne de porter préjudice en quoi que ce soit à un collègue, fut il mon plus grand ennemi. Mais je le ferai volontiers si j’avais des preuves formelles tant pour la bonne marche de l’établissement que pour le prestige du personnel. (...) j’ai la conscience tranquille du devoir accompli et je n’hésiterais pas à quitter l’administration si je ne tenais pas les engagements pris vis-à-vis d’elle* »¹⁰⁸. Mais l’éducateur accusé de vol d’aliments, Monville, accuse également Brunet de propos violents vis-à-vis des jeunes : « *J’entendais Brunet entrer dans le dortoir dire aux élèves « Il faudra pas avoir peur de le dire au patron demain les gars ». J’ai d’ailleurs entendu quelques instants avant « fermez vos gueules si vous ne voulez pas qu’il redescende » de la part de Mr Brunet* »¹⁰⁹. Une violence verbale de l’éducateur que René Courtois considère moins durement que les violences physiques. Un courrier de Courtois donne alors des conseils à l’éducateur : « *vous avez adressé au groupe de Mr Vonthron des paroles qui vous ont attiré la réplique d’un des élèves. Pour éviter qu’un tel incident ne se reproduise je vous invite à agir à l’avenir avec plus de circonspection et à ne pas adresser aux élèves des paroles qu’ils peuvent prendre dans un mauvais sens* ». Ces recommandations sont accompagnées d’une note manuscrite de René Courtois : « *il ne s’agit là que d’un conseil car je pense que le sens de vos paroles a été mal interprété* »¹¹⁰. Plus que les violences de l’éducateur sur les jeunes, ce sont les méthodes d’éducation de Brunet que Courtois déplore : « *Vous noterez de suite devant vos façons de faire 1/ je vous interdis d’interroger les élèves pour recueillir des renseignements que vous notez et gardez pour vous (...) 2/ je vous renouvelle que vous devez rendre compte immédiatement à vos supérieurs de tout ce que vous remarquez ou entendez d’anormal* »¹¹¹. Toutes ces affaires montrent que la vie n’est pas aussi rose que ce que les jeunes et la direction se plaisent à la présenter dans le journal. Violences physiques et violences verbales font partie intégrante de la vie quotidienne des jeunes à l’institution, même dans des institutions dites « modernes », plus ouvertes et qui ont substitué un personnel éducatif à un personnel pénitentiaire ; Un héritage carcéral qui n’est pas totalement abandonné.

¹⁰⁷ 20 000111/60, Saint Maurice Direction, 6 vau 7, Affaires empoisonnantes 1945-1959, lettre du 18 juillet 1946.

¹⁰⁸ *Ibid.* lettre de Brunet à René Courtois du 20 juillet 1946.

¹⁰⁹ *Ibid.* lettre de Monville à René Courtois.

¹¹⁰ *Ibid.* Courrier de René Courtois à Brunet du 10 juillet 1946.

¹¹¹ 20 000111/60, Saint Maurice Direction, 6 vau 7, Affaires empoisonnantes 1945-1959, lettre du 18 juillet 1946.

En effet, à Saint-Maurice, le « mitard » n'est pas tout de suite détruit par l'institution qui enferme, encore à la sortie de la guerre, quelques jeunes pour plusieurs jours. Une rédaction d'un jeune intitulée ironiquement « *les beautés de l'isolement* », de 1946, nous en apprend un peu plus sur l'architecture du mitard : « *« en entrant on a l'impression de vide. L'isolement est constitué par une petite pièce toute en ciment, un lit de fer scellé au mur en face une table scellé au mur et un tabouret scellé dans le sol (annotation de voc : fixé au, solidaire de). Le tout éclairé par un vasistas hors de porté et agrémenté de barreaux. L'huis est une porte en bois épais renforcé de serrure avec un guichet pour les visites et par où on passe les repas. On ne voit pas le temps passé (annotation : c'est tout le contraire) »*¹¹². La rédaction est annotée au feutre noir dans le texte et en marge pour corriger la rédaction du jeune.

Une « confession » d'un évadé, Pierre Labé, datée du 1^{er} août 1946 offre au chercheur un exemple d'accumulation de peines: « (...) nous nous sommes fait arrêter puis amener devant le directeur et ensuite une bonne correction et le mitard pour un temps que je ne vois pas encore. (...) ce que je regrette le plus dans cette malheureuse affaire c'est mes cheveux à ras et je crois que c'est cela qui m'a fait le plus de peine car ils avaient à peine 2 cm et les voilà de nouveaux retombés. (...) j'attends avec impatience ma sortie du mitard car vraiment là il ne fait pas chaud et c'est tout juste si on ne grelotte pas en plein mois de juillet »¹¹³. Le jeune est condamné par de multiples manières. Outre la correction physique qu'il reçoit (du directeur ou d'une autre personne), le jeune perd une part de sa liberté et de son identité, de ses privilèges puisque ses cheveux sont rasés. Il est ainsi marqué et reconnaissable comme ayant commis une faute aux yeux de tous. Par ailleurs, le jeune est envoyé au « mitard », isolé des autres jeunes, comme une mise en quarantaine censée guérir le jeune de ses idées subversives. Les fugues représentent une majorité des cas de punitions et d'isolement.

Les fugues sont régulières dans les institutions qui accueillent de jeunes garçons, des adolescents, placés par la justice pour effectuer une peine de plusieurs mois. Les jeunes sont retirés à leur famille, leur entourage et sont souvent envoyés dans une institution loin de chez eux. Aussi l'adaptation des mineurs à l'institution n'est pas immédiate et certains refusent leur placement en institution ; Ils refusent de participer à leur rééducation. De plus, certaines fugues sont entreprises pour éviter des punitions. Enfin, la plupart des fugues sont motivées par ce que les pupilles et les institutions appellent « *le cafard* », mot familier pour parler de tristesse, de mélancolie.

Au Mont-Saint-Antoine, les Frères sont fiers de démontrer que dès l'origine de l'institution, les fugues sont rares. Dans une republication d'un article du journal La Presse paru le 7 février 1885 : « *chose remarquable, les cas de révolte ou de rébellion ouverte sont inconnus, et les évasions excessivement rares ; sept ou huit en dix ans* »¹¹⁴. C'est dans le journal des Frères, la seule mention sur les fugues et évasions. Les numéros ne nous en livrent pas plus sur l'état des fugues au Mont-Saint-Antoine. Pourtant, les photographies permettent de voir qu'il est aisé de s'évader

¹¹² AS/208(XIII)/11, 13 C 80 à 13 C 85, Confessions et exactions des pupilles 1944-1956, confessions 1946.

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ *Le Petit Courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°3, 1950.

de l'institution puisqu'elle n'est pas fermée mais ouverte sur la rue, seulement limitée par du petit grillage. La proximité de l'école du centre de Montréal est également un élément supplémentaire idéal pour les jeunes évadés car elle offre des moyens de transports et le refuge de la rue mais elle présente aussi tous les dangers d'une ville. Par ailleurs, la présence policière est plus accrue qu'en campagne, comme à Saint-Maurice.

Dans le journal *Espère*, les jeunes parlent peu des révoltes, des violences et des fugues. Lorsqu'un jeune publie un article sur le sujet, c'est toujours pour condamner l'action. Car les évasions de jeunes mettent en péril l'harmonie d'un groupe, surtout quand plusieurs jeunes d'un même groupe passent les murs de l'institution. Les fugues attirent l'attention sur les autres jeunes et le personnel est plus méfiant, la direction ne peut laisser faire. De plus, les évadés bénéficient parfois de complices : « *« Je déclare avoir cet après-midi forgé un morceau de fer auquel j'ai redressé le bout. Ce qui aurait permis à Sanika de s'évader »*¹¹⁵. Aussi la répression est lourde de conséquences. L'unique publication d'une lettre d'un évadé dans le journal a pour but de montrer l'erreur commise par le jeune, sa sortie de route. Dans le courrier publié, le jeune s'excuse auprès du directeur de partir et le remercie pour son action mais il avoue ne plus vouloir rester : « *A Monsieur le Directeur, je m'excuse sincèrement d'en être réduit à cette hypocrisie de partir ainsi et je voudrai tout d'abord vous remercier pour tous les efforts que vous avez fait pour aiguiller ma destinée sur une autre voie, l'avenir nous dira les résultats de mon choix et si la vie future sera gloire ou regrets. Mais elle ne dira pas tous vos efforts, vos luttes, et aussi vos déboires peut-être, pardonnez-moi d'en être un, mais ma volonté elle-même est impuissante à me retenir, la pente mystérieuse est fascinante comme des yeux de serpents. Je dois partir (...) »*¹¹⁶. Les motifs sont limpides et chose intéressante, le jeune relève les « déboires », les échecs du directeur. En effet, les fugues sont bien des échecs pour l'institution à faire participer les jeunes à leur rééducation, à les faire adhérer à l'esprit de l'institution. C'est aussi la démonstration que la vie familiale de l'institution ne parvient pas à se substituer à la famille. Plusieurs confessions de pupilles sur les motifs de leur évasions montrent que le « *cafard* », le manque de nouvelles de la part de la famille provoquent les fugues : « *(...) ne recevant pas de nouvelles de ma famille j'ai jugé bon de m'évader pour rejoindre Paris car depuis un bon moment que je ne l'ai vue cela me travaillait énormément les pensées j'avais un cafard formidable (...) »* confie le pupille de la « cage 24 » G. Cividin du groupe Peuplier. Son compagnon de route invoque la même raison familiale : « *(...) je n'ai pas été entraîné, je suis assez grand pour savoir ce que je fais, c'est ma faute, tant pis pour moi je paye... je voulais retourner à Paris pur une seule raison ; revoir ma grand-mère que j'aime beaucoup et qui a beaucoup de chagrin de me voir où je suis et séparé d'elle »*¹¹⁷. Trois autres lettres conservées dans les archives personnelles de René Courtois révèlent des causes familiales ou le « *cafard* » du jeune pour expliquer les fugues.

René Courtois a conservé dans ses archives personnelles des documents qu'il a produit sur les fugues pour le ministère de la justice et pour l'avancée des recherches sur l'enfance inadaptée et l'éducation surveillée. En effet,

¹¹⁵ AS/208(XIII)/11, 13 C 80 à 13 C 85, Confessions et exactions des pupilles 1944-1956, confessions 1947.

¹¹⁶ *Espère*, juillet 1947.

¹¹⁷ AS/208(XIII)/11, 13 C 80 à 13 C 85, Confessions et exactions des pupilles 1944-1956, confessions 1946.

sous la demande du Professeur Georges Heuyer qui organise une journée d'étude sur le thème « Fugue et homosexualité », le directeur de Saint-Maurice prépare une « causerie » pour le 13 février 1952 sur « *Fugue, étude et notation des moyens pratiques utilisés pour éviter sa manifestation dans les internats qui reçoivent des instables* »¹¹⁸. Nous avons déjà souligné que Courtois n'a pas développé sur l'homosexualité, considérant qu'elle a disparu des institutions de rééducation et tout particulièrement de Saint-Maurice. Il se concentre donc sur les fugues. René Courtois accuse les transferts et la mobilité des jeunes à travers les institutions comme étant une cause des fugues des institutions. L'instabilité crée les instables en quelque sorte : « (...) *nos établissements d'éducation surveillée reçoivent (en résumé) des jeunes gens indésirables pour les autres organismes, ceux qui ne peuvent se fixer nulle part se sont enfuis et ont commis de nombreux méfaits. (...) les mutations, les fugues, les transfèrements ont affirmé les tendances à la fugue créant ainsi une véritable psychose expérimentale* ». L'action de l'institution sur le jeune est alors rendue plus difficile : « *« il s'agit de réinsérer socialement de grands délinquants. Cette œuvre (gageure) suppose une modification du sujet donc une sanction de longue haleine qui dépasse nettement le cadre de l'internat (post-cure). Encoure plus la modification n'est possible que si l'adolescent réprouvé se réalise lui-même (ou croit le faire) et si cette modification l'enchante. Procédés et résultats forts simples en paroles. La difficulté est de garder le sujet à traiter* ». René Courtois avance alors ses solutions : le milieu « ouvert » constitue pour lui un milieu adapté aux jeunes qui constate que l'institution n'est pas une prison, afin de « *provoquer, si possible, dès l'entrée un choc affectif favorable. (...)* ». De plus, l'accent est mis sur l'individualisation de la prise en charge des jeunes qui de toute manière est la nouvelle conception de l'éducation surveillée : « *L'individualisation caractérise maintenant l'action de MM. Les juges des enfants et les actions de tous les éducateurs qu'ils soient instructeurs techniques, ouvriers, rééducateurs ou même directeur (...) Chez nous l'individualisation (qui est une technique de l'école nouvelle) se situe à une autre échelle. (...) il s'agit de donner satisfaction à des besoins légitimes de garçons qui s'enfuient si vous ne le faites pas. (...) le procédé prend sa réelle valeur lorsqu'il s'agit de choisir les activités, de donner aux garçons des responsabilités et de respecter le rythme de chacun* ». En somme, il s'agit de répondre aux besoins des jeunes et notamment le besoin de liberté et de responsabilités. Une concession des institutions pour séduire les jeunes puis les convaincre d'accepter l'institution et de participer à leur rééducation. Enfin, René Courtois s'interroge sur la fin de certaines manifestations d'opposition de jeunes dans les institutions : « *Depuis 20 années un aspect d'ensemble des fugues a retenu mon attention- J'ai vu disparaître les fugues collectives, les révoltes mais j'ai souvent été amené à rechercher si le phénomène ne présentait pas un aspect périodique* ». Pour expliquer les causes des fugues, le directeur confirme dans sa causerie l'argument du « cafard » : « *dans l'ensemble la plupart des jeunes gens invoquent pour rationaliser leur fugue ce qu'ils appellent le « cafard* ». Ce vocable fort vague sert souvent à désigner une ou plusieurs causes ». Par ailleurs, l'auteur invoque des causes extérieures plausibles mais plus rares, notamment la famille et les « *liaisons féminines* ». Les idées de fugues viennent aussi des pairs, à l'institution : « *L'action néfaste*

¹¹⁸ AS/208(XIII)/11, 13 C 85, Dossier de Courtois sur les fugeurs et l'homosexualité, 1950-1953.

des camarades est quelquefois enregistrée et des « paris » idiots sont formulés et tenus ». Mais, un autre élément que René Courtois confirme dans son texte, c'est non pas la disparition des punitions mais leur réforme : *« Il faut encore souligner que l'expérience nous a conduit à réviser en partie le problème des sanctions ».*

Tout comme les violences institutionnelles, René Courtois affirme que les fugues sont en diminution du fait de mesures éducatives mises en place à Saint-Maurice pour stabiliser les jeunes. Une tendance que René Courtois confirme dans son rapport du 28 novembre 1956 adressé à la Direction de l'Éducation Surveillée sur les fugues du 1^{er} octobre 1953 au 1^{er} octobre 1956¹¹⁹. Dans ce rapport statistique composé de 4 tableaux généraux puis de 4 feuilles annexes pour présenter de manière plus qualitative l'identité des fugueurs, René Courtois recense 107 fugues de plus de 24 heures de 1953 à 1956 mais il constate une diminution du nombre de cas par année (51 puis 35 pour 1954/1955 et 21 pour 1955/1956). Près de 31% des fugues sont accompagnées d'infractions mais aucune violence sur des personnes n'est à déplorer. En revanche, les infractions augmentent et les vols de voitures accompagnent 16% des fugues sur la période. Le vol de voitures complexifie le travail de l'établissement et des autorités pour rattraper les fugueurs. Il confirme aussi l'augmentation des vols d'engins motorisés par les jeunes qui constituent alors de plus en plus la nature des délits de jeunes. Enfin, René Courtois établit qu'il y a peu de retour volontaire du jeune à l'institution. Dans le cas des 26 cas de fugues de courtes durée (moins de 24 heures), il n'y en a aucun. Cela signifie que les jeunes ont été rapidement appréhendés. Par ailleurs, le non retour de permissions est une autre forme de fugue de l'institution et les statistiques présentées montrent une tendance à l'augmentation sur les trois années. Les analyses quantitatives par période permettent de voir que les fugues sont le fait de peu de jeunes mais qui dans la majorité des cas réalisent plusieurs fugues. Ainsi, d'octobre 1953 à octobre 1954, sur les 51 cas de fugues de plus de 24 heures, 10 en ont réalisé 2 et plus, 6 en ont réalisé 2, 3 jeunes se sont enfuis 3 fois chacun, 1 seul pupille a réalisé 5 fugues. L'autre moitié des élèves a réalisé une seule fugue.

Les fugues comme les violences institutionnelles donnent une mauvaise image de l'éducation surveillée à laquelle les établissements tentent d'échapper. Aussi les sources destinées à être lu sont prudentes sur le sujet, que cela soit de la part des jeunes pour leur propre bien-être vis-à-vis de la direction comme pour les cadres de l'institution qui souhaitent plutôt mettre en avant les innovations et les nouvelles méthodes rééducatives. Il nous faut donc chercher dans les écrits plus personnels, de l'ordre de l'intimité ou de la confidentialité pour parvenir à étudier les zones d'ombres des institutions. Car les affaires sexuelles, les violences, les fugues ne conviennent pas à la nouvelle image que les institutions souhaitent divulguer auprès des jeunes, des autorités judiciaires et gouvernementales et de la société. Par ailleurs, elles ne servent pas non plus à la conception institutionnelle de la jeunesse idéale.

¹¹⁹ AS/208(XIII)/11, 13 C 84 Fugues, Statistiques et rapport de Courtois 1956.

Chapitre 6

La nouvelle conception du jeune et de la jeunesse par les institutions

Lorsque les institutions d'éducation s'expriment par le biais de l'écriture, d'un journal qu'elles publient périodiquement, l'objectif est de présenter les activités et de promouvoir leur travail dans la rééducation des jeunes délinquants. Cette trame est commune aux deux institutions : le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice. A Saint-Maurice, le journal écrit par les élèves sert de lien, d'élément de cohésion et d'unité. Mais, il est également diffusé en dehors des murs : aux anciens, aux magistrats, aux autres établissements, aux visiteurs étrangers. Dans les deux journaux, les journalistes adultes ou jeunes, présentent les métiers, la vie dans les groupes, les activités sportives et de loisirs. Cependant, au-delà des récits du quotidien parfois répétitifs mais qui donnent la possibilité au lecteur de coller « au plus près » d'une partie de la réalité des internats de rééducation dans les décennies d'après-guerre, tout une représentation de la jeunesse idéale se dessine.

Par les moyens et par les méthodes de rééducation des garçons qui leurs sont propres, les institutions créent, propagent et défendent finalement une nouvelle conception du jeune. Le jeune garçon doit ressortir métamorphosé de l'institution, transformé par les mutations qui ont touché son corps et son « âme ». A l'issue de sa mesure de rééducation, il est devenu un jeune homme mais un homme avec toutes les responsabilités et significations que ce nouveau statut comporte, toujours selon une vision institutionnelle. D'une certaine manière, la conception d'une jeunesse idéale par les institutions répond à la raison d'être des internats de rééducation que sont le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice : protéger, éduquer et parvenir à insérer le jeune. Mais le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice vont plus loin dans la mission qui leur est déléguée. La projection d'une jeunesse idéale par les établissements n'est pas détachée du contexte social, économique et politique. Les deux instituts souhaitent former des citoyens intégrer dans la construction de la société. Ce point de vue est partagé par les Frères de la Charité, le personnel d'éducation, la direction de Saint-Maurice et par les jeunes garçons. Ces derniers ne sont pas naïfs et ont parfaitement compris voire intégré la finalité de l'œuvre rééducative : devenir un homme.

a) « Travail, famille, patrie » : un triptyque partagé

Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice s'appuient sur le sport pour remettre sur pied un jeune apte physiquement et mentalement à s'insérer dans la société, afin de construire un nouvel idéal et une nouvelle image de la jeunesse. L'analyse nous a amené à voir une influence des régimes autoritaires et totalitaires que sont le fascisme, le nazisme ou bien encore le soviétisme sur cette conception. Mais nous soulignons que la jeunesse n'est pas l'apanage des régimes autoritaires et totalitaires et que toute société s'appuie sur sa jeunesse pour continuer de

subsister. Cependant, le concept de ce que doit être un jeune, pour les deux instituts de rééducation, repose en partie sur un triptyque « travail, famille, patrie » qui rappelle la devise de l'État français sous le régime de Vichy (de juin 1940 à la Libération)¹²⁰. Dans les journaux, les adultes comme les jeunes fondent leur conception d'un jeune homme idéal sur le travail (justifiant la formation professionnelle) la fondation d'une famille (d'où le cadre institutionnel et les loisirs) et sur la participation citoyenne via la formation militaire dispensée aux jeunes au sein du Mont-Saint-Antoine et de Saint-Maurice. Aussi, nous émettons l'hypothèse sur de possibles influences de l'expérience autoritaire de la France, d'un « héritage de vichy » pour reprendre Michel Chauvière¹²¹, sur les méthodes et les finalités de la rééducation à Saint-Maurice dans les années 1940 à 1960. En effet, puisque les travaux de réformes de la justice des mineurs et de l'éducation surveillée ont été instruits sous le régime de Vichy et réutilisés à la Libération pour construire le monde de l'éducation surveillée d'après-guerre, n'est-il pas envisageable que les idéaux de Vichy sur la jeunesse, qui ont inscrit les notions de protection et d'éducabilité du mineur délinquant, aient pu aussi inspirer les institutions d'éducation surveillée dans leur conception de la jeunesse accomplie ? Dans ce cas, comment expliquer qu'au Mont-Saint-Antoine, à Montréal, nous retrouvions une vision similaire sur le jeune basé sur le travail, la famille et le patriotisme ? La similitude au Québec ne prouve-t-elle pas au contraire une conception partagée dépassant l'héritage du régime de Vichy et le territoire français ? Par ailleurs, l'opinion des institutions sur la vision de la réussite de la rééducation du jeune par son insertion par le travail, la fondation d'une famille et le patriotisme n'est pas une conception tout à fait vierge mais une rénovation, une modernisation des buts des institutions d'éducation surveillée.

C'est pourquoi nous ne creuserons pas plus sur la problématique de l'héritage de Vichy dans les conceptions institutionnelles sur le jeune, afin d'éviter de tomber dans le piège de l'amalgame et de l'interprétation facile. Toutefois, c'est une réflexion à poursuivre. Le choix ne s'est pas fait de connaître amplement les tenants et les aboutissants de la devise du régime de Vichy et la conception du jeune et de la jeunesse. Par ailleurs, nos recherches portent seulement sur deux institutions. Il est nécessaire d'étendre le champ d'investigation aux autres institutions françaises sur la période d'après-guerre pour étudier la validité de notre hypothèse. Ainsi, nous nous limitons à l'étude de la conception institutionnelle du jeune idéalisée, à partir des écrits sur le travail, la famille et les manifestations patriotiques contenus dans les journaux.

Travail et famille

Dans les deux journaux, les auteurs mettent en avant les finalités de la formation professionnelle des jeunes : l'obtention et l'exercice d'un travail pour fonder une famille et vivre dans la société. Comme nous l'avons développé dans le premier chapitre, l'apprentissage est adopté pour rééduquer le jeune et lui donner un bagage de connaissances

¹²⁰ Sans vouloir faire ici de comparaison ou d'amalgames entre les valeurs portées par le régime du Maréchal Pétain et celles véhiculées par les institutions d'éducation de jeunes délinquants dans les années d'après-guerre, surtout dans le cas du Mont-Saint-Antoine, institution montréalaise.

¹²¹ M. Chauvière, *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*, op. cit.

théoriques et pratiques pour s'assurer d'un travail. Ainsi l'image du jeune à la sortie de l'institution, c'est l'ouvrier fier de son métier, devenu un homme. Dans le *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* de l'été 1947, une petite vignette montre le parcours idéal du jeune: le travail à l'usine ou aux champs, le mariage devant le prêtre, la fondation d'une famille par la naissance du premier enfant¹²². Les Frères affichent leur conception idéalisée et religieuse du jeune : le travail et la famille. Sur la vignette, à côté du berceau de l'enfant, la mère est assise sur une chaise et regarde son enfant, tandis que le père est debout, habillé d'un costume-cravate noir, la main posée sur l'épaule de sa femme. L'homme travaille, à l'usine ou aux champs, la femme s'occupe de l'enfant. Dans un autre numéro, un article retransmet le « souper-causerie » du Frère Crespinién, supérieur du Mont-Saint-Antoine, sur la « *nécessité de l'assurance dans la vie* » : « (...) il nous fit comprendre la grandeur et la beauté de la vie du jeune homme qui sait économiser dès le début de sa carrière en vue de la préparation d'un foyer où fleurissent l'ordre, l'harmonie et la paix »¹²³. Travail et famille sont inextricablement liés pour les Frères de la Charité comme à Saint-Maurice. Nous avons déjà vu que les deux institutions ont intégré ces deux notions dans leur fonctionnement. Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la charité sont tout particulièrement préoccupés par la sortie du jeune. Ils souhaitent que le jeune travaille et fonde rapidement une famille. C'est pourquoi le *home* de semi-liberté et le bureau de service social doivent aider le jeune à faire la transition entre l'institution et la vie civile. Les Frères s'emploient donc à trouver des partenaires employeurs et des familles d'accueil pour les « sortants ». Pour les enfants illégitimes ou abandonnés qui résident depuis plusieurs années dans les institutions, ils recommandent le placement dans une famille à la campagne où « *l'enfant résidera dans la même maison que ses patrons* ». L'objectif de ce placement à la campagne est de « *prendre ainsi contact avec un foyer bien organisé et chrétien* »¹²⁴. En 1971, Maurice Cusson revient dans son étude comparative, sur *Trois institutions pour jeunes délinquants*, sur la conception traditionnelle de la resocialisation du jeune par les Frères de la Charité : « (...) selon cette conception qui est l'héritage de la longue expérience des Frères de la Charité, la resocialisation du jeune délinquant se réalise par l'apprentissage du métier, en occupant constamment le jeune par des activités sportives et militaires obligatoires, en lui imposant une discipline stricte qui lui laisse peu de choix et peu de loisir pour s'écarter du droit chemin, en lui inculquant des principes religieux et enfin en prenant des dispositions pour faciliter le retour du jeune dans la Société »¹²⁵. L'auteur résume correctement la conception de la rééducation des Frères jusqu'au milieu des années 1960. Par ailleurs, il critique le poids du passé sur les Frères qui rend difficile toute conciliation avec les « *conceptions modernes de la resocialisation* » au début des années 1970. Dans le journal, les Frères de la Charité témoignent de la réussite de leur conception et de la resocialisation des jeunes. Ils parlent ouvertement de leur conception idéale : « *réhabiliter un jeune c'est pénétrer au fond de son être et en faire un homme nouveau. C'est l'amener peu à peu à vivre sa vie chrétienne avec conviction et*

¹²² Voir Figure 17 : Vignette de bas de page du *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* représentant l'idéal du jeune homme, juillet-août 1947.

¹²³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mars-avril 1948.

¹²⁴ *Le Courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol.6, n°1, 1951.

¹²⁵ M. Cusson, *Trois institutions pour jeunes délinquants : le centre Berthelet, Boscoville, l'école Mont-Saint-Antoine*, UDM, faculté des sciences sociales, Département de criminologie, juillet 1971.

*persévérance ; c'est l'aider au développement de l'honnête homme, à l'épanouissement d'une personnalité forte, à la formation d'un caractère apte à la vie sociale ; c'est également préparer un jeune à gagner sa vie par l'exercice d'un métier de son choix et en conformité avec ses aptitudes »*¹²⁶. Ils s'appuient également sur la parole des jeunes et des personnes extérieures à l'institution. Les nouvelles des « anciens » pensionnaires représentent un soutien important pour le Mont-Saint-Antoine, comme pour Saint-Maurice. Les anciens constituent en effet les preuves de la réussite de l'œuvre de l'institution sur la réformation des jeunes : « *Vous aurez aussi des citoyens qui pourront revenir sans crainte et sans honte à leur 'Alma mater' »*¹²⁷.

La conception idéale du jeune selon les Frères passe aussi par une vie chrétienne, le suivi d'une vie pieuse à laquelle les religieux préparent les jeunes : « *Instruisons nos enfants, aidons-les, délicatement, à y assister quelquefois par semaine mais librement, sans contrainte. Et s'ils ne répondent pas à nos avances, autant que nous l'espérons, faisons un bon examen de conscience sur la valeur de la formation religieuse que nous donnons »*¹²⁸. Dans leur analyse des causes de la délinquance juvénile et la critique des familles, les Frères établissent en réalité le portrait de la famille idéale : des parents mariés qui vivent dans la foi chrétienne s'occupant du bien-être de leur enfant : « *(...) elle prie (la famille) au foyer journellement et les enfants vont à la Messe sur semaine »*. L'homme, c'est le père qui travaille dur pour assurer la vie de sa famille sans être tenté par l'alcool ou s'adonner à des loisirs oisifs ; la femme, épouse aimante et mère, s'occupe de la tenue du foyer et de l'éducation des enfants. Les Frères insistent particulièrement sur l'ascétisme et le travail pour l'homme, l'amour et la dévotion pour la femme : « *(...) les qualificatifs s'alignent pour décrire cette femme de bien, cette épouse dévouée, cette mère pleine de sollicitude »* affirment les Frères pour décrire la famille de « Louis le délinquant »¹²⁹.

A Saint-Maurice, la parole des jeunes dans le journal sur le travail et la famille reproduit inmanquablement le discours institutionnel officiel sur la jeunesse idéale mais dans un registre plus lyrique et élogieux que dans une prose administrative voire scientifique. Une parole de jeunes qui montre que ces derniers ont compris et intégré la finalité de la rééducation, c'est-à-dire leur insertion dans la société, du moins pour quelques jeunes. Un article d'un jeune apprenti en maçonnerie est particulièrement optimiste quand à l'avenir de la France qui peut compter sur la volonté et sur les forces de sa jeunesse : « *Jeunes, reconstruisez la France »* titre-t-il son article qu'il accompagne d'un dessin où un maçon monte un mur dans un cadre hexagonal, la France¹³⁰. L'auteur mobilise alors le lecteur : « *Regardez les maçons au travail (...) vous remarquerez leur joie de vivre, leurs bras musclés, leur teint coloré et chaud, tout ce qui signifie bonne santé et belle humeur. Dans les yeux enfin, ce regard de l'indépendance qui ne se rencontre pas toujours, hélas, dans les ateliers et les bureaux où s'étiolent une jeunesse qui ne demande cependant*

¹²⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°3, 1950.

¹²⁷ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°3, mai-juin 1949.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°6, novembre-décembre 1949.

¹³⁰ Voir Figure 16 : « Jeunes, reconstruisez la France », dessin d'illustration, *Espère*, novembre 1949.

qu'à prospérer »¹³¹. Un autre affirme que son métier (il est charron) rend « *de grands services à l'agriculture qui est la vie de la France* »¹³². Les jeunes défendent leur métier car ils ont la conviction qu'il sert au pays. Mais certains ont bien conscience des transformations qui touchent les sociétés et sont moins optimistes : « (...) *La plane et le rabot sont remplacés par un matériel mécanique qui gagne du temps et occasionne moins d'ouvriers. (...) plus moyens de gagner sa vie dans cette société de machines et de principes* »¹³³. Un jeune parle même des « *traces d'un labour profond* » héritées de la Seconde Guerre mondiale, « *visibles sur notre (sa) génération* »¹³⁴. D'autres placent leur confiance dans l'avenir et la volonté des hommes : « *On ne remonte pas le temps. Nous sommes dans le siècle de la technique et du machinisme. Les derniers progrès de la science nous ont valu la bombe atomique. A quoi bon s'obstiner ? L'homme est dépassé par les événements, qu'il les dirige et qu'il ne vit plus dans le regret du siècle dernier* »¹³⁵. En effet, les garçons portent aussi dans leur journal leur message d'espoir dans une vie future, marquée par le travail et la fondation de leur propre famille. Ils sont confiants dans l'utilité de leur formation et sont heureux de retourner dans la vie civile avec un nouveau bagage : « *j'ai appris à me servir de mes mains, car au départ, je me demandais si mes dix doigts serviraient un jour ! Tu sais, t'as quand même de la chance, tu vas retrouver la vie civile...* »¹³⁶. Une conception de l'avenir propagée dans le journal, comme pour rappeler les « *gars de Saint-Maurice* » à s'investir dans leur rééducation. Un article, « *il est nu* » reflète cet état d'esprit : « *Redresse-toi garçon et marche la tête haute, même si les événements ont fait de toi ce que tu es. (...) Accepte et prend tes responsabilités, toi comme un autre, tu as le droit de vivre et de bien vivre. Plus tard, tu aimeras, tu fonderas un foyer. Tu es nu sur la terre et tu dois rouler ta bosse comme tout homme. Déjà tu lèves la tête ? Tes yeux brillent ? Prends tes résolutions et n'aie pas peur de rentrer dans la vie* »¹³⁷. Le jeune parle de foyer, de travail et de la peine que tout homme accomplit. Mais le personnel de l'institution diffuse également l'idée de la réussite du pupille à sa sortie de l'institution grâce à son apprentissage théorique et pratique à Saint-Maurice. L'éditorial d'un numéro de 1967 rédigé par le directeur de Saint-Maurice est limpide sur la conception du jeune hors les murs : « *Nous souhaitons, et c'est là le but principal des activités diverses qui vous sont offertes, que vous saurez dans l'avenir, hors de votre école, dans votre vie d'hommes et d'adultes, vous souvenir qu'avec un peu d'initiative, un peu de bonne volonté, un minimum de technique il y a toujours possibilité de bien employer son temps* »¹³⁸. Monsieur Bédard « *chef de travaux* » des ateliers, interrogé sur l'enseignement technique à Saint-Maurice répond de la qualité de l'enseignement : « *A leur sortie de Saint-Maurice, ils possèdent des bases sûres leur permettant un travail valable et sans difficulté* »¹³⁹. Dans le même numéro, l'équipe de rédaction rapporte les nouvelles d'un ancien et souligne la réussite de la rééducation à Saint-Maurice qui lui a

¹³¹ *Espère*, novembre 1949.

¹³² *Espère*, février 1949.

¹³³ *Espère*, août 1950.

¹³⁴ *Espère*, août 1949.

¹³⁵ *Espère*, juillet 1948.

¹³⁶ *Espère*, novembre 1965.

¹³⁷ *Espère*, décembre 1962.

¹³⁸ *Espère*, printemps 1967.

¹³⁹ *Espère*, Noël 1965.

permet de se marier et de fonder un foyer : « *Un ancien d'Espère qui est aussi ancien menuisier, ancien ébéniste, ancien Saint-Mauricien est maintenant jeune marié, jeune papa ; en deux mots un ancien toujours jeune, nous écrit : '(...) Saint-Maurice a été une étape où l'on est bien préparé... tout ce qu'on y apprend y sert, non pas à la sortie de Saint-Maurice mais à la sortie de l'enfance... les éducateurs ouvrent les verrous de notre cœur, et les portes de l'avenir* »¹⁴⁰. Là encore, les reporters insistent sur l'appartenance à Saint-Maurice, parlent du métier et finissent par annoncer qu'il est marié et nouvellement père. Par la suite, les jeunes publient un extrait de sa lettre où l'ancien de Saint-Maurice confirme que l'institution prépare les jeunes à devenir des hommes. Ils établissent alors un lien de causalité entre apprentissage d'un métier, vie en institution et passage de l'enfance à la vie d'homme. Une vie caractérisée par le travail et la famille.

Dans le journal *Espère*, mais nous l'avons vu la pratique est identique dans le journal des Frères de la Charité, la publication de nouvelles d'anciens a pour but de montrer la réussite de l'œuvre rééducative de l'institution sur les jeunes et prouver leur insertion sociale. Aussi les journalistes retranscrivent des extraits de courrier, et insistent tout particulièrement sur le travail et le salaire, l'état marital et familial de l'ancien « *gars de Saint-Maurice* » et son avis sur l'institution. Le premier courrier d'ancien publié date de septembre 1946. L'auteur est dans l'armée et conseille aux jeunes de profiter du confort de Saint-Maurice. Puis à partir de 1955, le journal intègre une rubrique « *courrier des anciens* », ou plus sobrement intitulé « les anciens ». Les jeunes et les lecteurs extérieurs ont régulièrement des nouvelles des anciens pensionnaires de l'institution solognote. En 1959, « *Lachenmayer : fait son service militaire – il est marié et père de famille* »¹⁴¹. Dans les années 1960, les nouvelles d'anciens sont systématiquement retransmises dans le journal. Dans le numéro 2 de 1960, le journal détaille les nouvelles de 15 anciens : 10 d'entre eux précisent leur travail dont 3 sont militaires. D'autres travaillent à la S.N.C.F., aux usines Renault. Un ancien est marié tandis qu'un autre annonce sa venue à l'institution avec sa fiancée. Le numéro de janvier 1962 donne des nouvelles de 17 anciens pupilles de Saint-Maurice : 7 sont dans l'armée, 2 autres chez les pompiers ; 3 autres ont un métier précisé et un seul fait état de son mariage. En 1964 « *Baulan René aussi est un ancien, un peintre. Il va s'installer artisan* ». Les jeunes n'hésitent pas à accentuer sur la famille de l'ancien, sa réussite à se constituer son propre foyer : « *Baudry Bernard est fiancé avec une jeune couturière qui travaille très bien ; Dupuy Georges écrit des lettres enthousiastes concernant son travail, la vie de famille et sa fiancée ; Galfie Robert s'est marié à la fin du mois dernier* »¹⁴². A la fin de l'année 1963, seulement 5 nouvelles d'anciens sont publiées dans le journal mais tous gardent un bon souvenir de l'institution et deux mentionnent leur travail ; un ancien est entré au lycée.

A travers le courrier des anciens, les jeunes trouvent du réconfort et de l'espoir devant tant de réussite sur les plans professionnels et familiaux. Leur publication légitime tous les volets rééducatifs de l'institution. Dans le journal,

¹⁴⁰ *Espère*, Noël 1965.

¹⁴¹ *Espère*, juin 1959.

¹⁴² *Espère*, juin 1962.

il n'est jamais publié d'avis négatif d'anciens sur l'institution ou de mauvaises nouvelles de ceux qui n'ont pas un travail ou un bon salaire. Par ailleurs, leur véracité peut être remise en cause car l'intégralité du courrier n'est pas retranscrite. Mais il est fort peu probable qu'elles aient été inventées de toutes pièces par les journalistes. Le courrier nous permet aussi de constater l'engagement massif des anciens pensionnaires de l'institution dans l'armée. Un engouement pour la voie militaire privilégiée par les établissements de rééducation pour jeunes « délinquants ».

L'apprentissage du patriotisme

A Saint-Maurice comme au Mont-Saint-Antoine, il apparaît que le journal est le lieu de la libre expression politique et patriotique. En effet, les auteurs des articles donnent leur avis librement sur le contexte politique. Mais surtout, le journal laisse voir que les jeunes sont militairement préparés. En effet, l'institution va plus loin dans le travail de rééducation que l'apprentissage d'un métier, la vie familiale, la pratique sportive en initiant les jeunes garçons à la vie militaire. Pour ce faire, les institutions établissent un partenariat avec l'armée et les bases militaires des alentours et les garçons sont envoyés ou sont formés à l'institution par des officiers. La formation militaire s'inscrit dans la continuité de la vie à l'institution par la discipline, la vie collective, les entraînements sportifs, le patriotisme. Les journaux témoignent bien de l'acclimatation des jeunes à la vie militaire, facilitée par l'habitude de la vie commune en institution de rééducation. A Saint-Maurice, le courrier des anciens témoigne de l'engagement militaire des jeunes garçons, qui à la sortie de l'institution vont à l'armée pour effectuer leur service militaire ou s'engager comme soldat. Par ailleurs, le lecteur retrouve dans le journal cet attachement que le jeune a pu témoigner envers l'institution dans une perspective plus large : le patriotisme. Les journaux d'institution marquent cet attachement national des jeunes et aussi de l'institution. En effet, les institutions encouragent les jeunes à se préparer à la vie politique, à devenir un citoyen accompli au sein de la nation. Cela passe par l'armée mais à Saint-Maurice, la création d'une *République* par René Courtois introduit une forme de participation citoyenne dont le journal est également un outil d'apprentissage.

Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité utilisent le *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* pour mobiliser les autorités publiques et trouver des soutiens financiers. Ils présentent donc leur œuvre selon leur propre contexte, toujours mouvant, mais toujours dans l'optique du contexte politique dans lequel elle se situe. Les Frères de la Charité clament leur soutien envers leurs supérieurs ecclésiastiques de l'archevêché de Montréal mais surtout envers Paul Sauvé, le Ministre du Bien-être social et de la Jeunesse du gouvernement conservateur de Maurice Duplessis. L'« *Honorable Paul Sauvé* » est même représenté en quatrième de couverture du numéro de 1950 portant sur la loi des écoles de protection de la jeunesse. Un portrait de l'homme est imprimé et les Frères de la Charité lui rendent hommage : « *A l'honorable Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la jeunesse, aux membres deson*

ministère, aux autorités des écoles qui participent à la journée d'étude tenue le 23 octobre au Mont-Saint-Antoine, le personnel de l'institution souhaite la plus cordiale Bienvenue »¹⁴³. C'est à l'occasion de la promulgation de cette loi provinciale, issue de l'enquête de la commission parlementaire sur le problème de la délinquance juvénile et sur l'état de institution, ouverte après le redressement financier du Mont-Saint-Antoine par la Province, que les Frères dévoilent un antifédéralisme et un nationalisme québécois. En effet, un Frère critique la tentative fédérale d'instaurer des agences provinciales dotées de droit parentaux et de droit de regard sur la vie des jeunes en institution. Par ailleurs, ces agences auraient été en charge des subventions accordées aux institutions. Ce *Bill*¹⁴⁴ du gouvernement fédéral est vu comme une ingérence de l'État Fédéral dans les institutions et un empiètement sur les prérogatives provinciales : « *Le Province de Québec vote une loi relative aux écoles de protection de la jeunesse. C'est son droit inaliénable, garanti par la constitution canadienne (...) C'est dicter au Québec son système de protection de l'enfance (...)* »¹⁴⁵. Les religieux sont alors hostiles au gouvernement fédéral et plus généralement aux canadiens-anglophones et protestants. D'ailleurs, la séparation des jeunes en vertu du respect de leur confession d'origine permet aux Frères de la Charité d'accueillir une majorité de garçons catholiques. Les statistiques que les Frères publient dans le journal permettent de voir comment les religieux abordent la question de la nationalité. Les Frères présentent les jeunes comme tous « canadiens » et « catholiques » dans leurs statistiques de 1951 et 1952 mais ils précisent que la majorité des garçons sont des « canadiens-français »¹⁴⁶. L'institution accueille alors une minorité de « canadiens-anglais » et de canadiens mais d'origine étrangère : irlandais, italiens, syrien voire même canadien-iroquois¹⁴⁷. La ségrégation institutionnelle est alors principalement linguistique et confessionnelle, inscrite dans la loi provinciale sur les institutions depuis les lois des écoles d'industrie et de réformes de 1869. La ségrégation se transforme en nationalisme quand elle est portée sur le plan politique, comme dans le cas des lois de 1950. Enfin, Les Frères de la charité expriment dans le journal leur peur des « rouges », leur anticommunisme : « *On est consterné de réaliser que nos enfants, nos jeunes gens, sont une proie facile aux idées subversive et désordonnés du communisme. (...) Nous opposerions bientôt une barrière infranchissable au communisme dans notre pays. (...)* ». Le Frère Florimond, auteur de ce texte, va même plus loin et s'appuie sur une vision idéale de la jeunesse pour contrer les communistes : « *Avec une jeunesse chrétienne, de principes et d'actions, les idées insensées et chimériques des communistes athées couleraient sur les esprits de nos jeunes comme l'eau sur le dos d'un canard. (...) Prenons en mains les armes à nous conseillées par nos Souverains Pontifes et par la Vierge Marie elle-même (...) En avant ! Soldats d'élite du Christ Roi, marchons à l'avant-garde, car il faut qu'il règne (Jésus)* »¹⁴⁸. A Saint-Maurice,

¹⁴³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n° 4 et 5, 1950.

¹⁴⁴ Le *Bill* est un projet de loi dans le système anglo-saxon différent de *law*, la loi.

¹⁴⁵ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n° 4 et 5, 1950.

¹⁴⁶ Ils sont 370 canadiens-français (92.5%) pour 23 canadiens-anglais et 7 étrangers en 1951 ; 366 (91.5%) contre 8 canadiens-anglais et 18 d'origine étrangère en 1952. (91.5%)

¹⁴⁷ *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol. 7, n°1, 1952 et *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol. 7, n°2, 1952.

¹⁴⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août, 1947.

l'analyse politique est portée par les jeunes dans le journal, surtout dans les numéros de 1945 et 1946, dans l'immédiat après-guerre.

A Saint-Maurice, les journaux de 1945 et 1946 ont un caractère politique très marqué. Ils sont très ironiques vis-à-vis de l'actualité politique. Dans un sondage effectué auprès des jeunes en 1945 « *pour ou contre la création du journal* », qui a sans doute déterminé la création du journal *Espère*, des jeunes manifestent leur volonté de lire des actualités politiques : « *Cacheurs Roland (...) La lecture d'un journal serait intéressante car on aurait certaines nouvelles qui nous intéresserait beaucoup, surtout sur la guerre et les événements. (...); Raymond Robert (...) lire les journaux de Paris et surtout de Nantes pour les résultats sportifs et pour la politique pour savoir ce qui se passe en dehors de Saint-Maurice ; (...) Schreiner (...) le journal le petit parisien libère. Pour savoir ce qui se passe dehors... ; (...) Chamalet Roy, l'hebdomadaire « regard » m'intéresserait beaucoup parce que dans ce journal, on peut lire tous les sujets d'actualité tant que politique et artistiques ; (...) Hubert Marc (...) les nouvelles politiques car si ils nous étaient permis d'avoir des journaux le temps nous paraîtrait moins long. Car quelquefois M. Girardot m'envoie nettoyer son bureau, la première chose que je fais sait de regarder les nouvelles et de les raconter aux camarades* »¹⁴⁹. D'autres jeunes au contraire ne veulent pas de nouvelles de la politique et préfèrent se distraire par les actualités sportives ou littéraires : « *Lefebvre Robert (...) la lecture d'un journal intéresserait certains d'entre nous pour la question sports, d'autres, aimerait mieux la politique. (...); La lecture d'un journal ne m'intéresse nullement vu que je ne connaît rien au point de vue politique ; (...) Groisard Tony « J'aime lire le journal, principalement les journaux qui paraissent en loire-inférieure, l'ouest éclair, le Phare etc. Les journaux politiques ne m'intéressent pas* »¹⁵⁰. D'autres jeunes encore expriment leurs souhaits d'une diversification de la lecture mais aussi de journaux politiques encore plus engagés que les quotidiens nationaux : « *Gendre Pierre (...) pas un journal d'opinion. 'Le Canard enchaîné' et 'L'os Libre' (celui-ci complètement idiot d'ailleurs, mais très drôle). Le premier est totalement impartial. Il en faut pour tous les goûts ; Roche (...) l'Avant-Garde me plairait, nous serions au courant d'un peu de politique, de sports. Ainsi que l'Air ; (...) Jacques Soutoul (...) je serais très content de lire les nouvelles sportives et d'avoir quelques idées sur ce qui se passa à l'extérieur, savoir les noms des films qui passe en ce moment, des événements qui peuvent se produire* »¹⁵¹. De fait, ces avis dessinent déjà le contenu du journal *Espère*, bien que la part politique dans le journal est moins importante, sauf pour la vie politique « saint-mauricienne ». Cependant, en 1945, le journal est très axé sur la caricature de l'actualité politique, un constat que nous avons déjà dressé¹⁵² : « *les troupes américaines ont pénétré dans la ville fortifiée de Bidon V (129 habitants poules et lapins compris). Après une bataille durant environ 18 minutes, les didi coco tufus ont dû capitulés. Les américains avaient fait prisonnier leur*

¹⁴⁹ AS/208(XIII)/8, 13 c 72 Journal de Saint-Maurice « Espère », 1945, Sondage auprès des pupilles de Saint-Maurice pour ou contre la création d'un journal.

¹⁵⁰ Ibid.

¹⁵¹ Ibid.

¹⁵² V. Taveau, *Les journaux d'institutions d'éducation surveillée : la libre voix des jeunes « inadaptés » ? Une étude du journal Espère de l'IPES Saint-Maurice 1945-1959*, op. cit., p. 75-76.

chef Mangetoutcru » ; « un régiment d'ourand outan montés sur des crocodiles se battent dans les faubourgs de Lamotte Beuvron défendu par un ancien de la ville. La chute de cette dernière est paraît-il imminente »¹⁵³. Les jeunes caricaturent la Libération. Allemands et Américains sont touchés par l'ironie sarcastique des « gars de Saint-Maurice » mais elle touche aussi le maréchal Pétain : « une caravane de parachutistes lancée par le sous-marin (Philippe Pétain) s'est abattue sur l'île déserte de Dingo-les-bains défendue avec acharnement par une dizaine de divisions de tortues géantes. Le général en chef des escargots motorisés a été cruellement mordu par la seule poule qui se trouvait dans l'île (...) »¹⁵⁴. Dans les numéros des années postérieures, la vie politique n'est plus commentée par les jeunes dans le journal. C'est en effet sur la vie de la *République de Saint-Maurice* que les jeunes font l'expérience de la vie politique¹⁵⁵. Le journal permet alors de présenter les activités du Régime largement contrôlées par le directeur René Courtois. Le système républicain est mis en place à la fin de l'année 1945. Le journal titre alors, sur la première page du journal « Vive la République de Saint-Maurice ». Puis à partir d'août 1947, le journal s'affiche en première de couverture comme voix officielle de la République : « Journal de la République de Saint-Maurice ». L'utilisation de photographies pour les premières de couverture à partir de 1948 met fin à son inscription en première mais le journal continue de rendre compte de ses activités, jusqu'au milieu de l'année 1955. La République est alors présentée comme une école de formation à la citoyenneté : « (...) des centaines de futurs citoyens retrouvent ici le sens de l'utilité et de la réalité sociale. L'école donne l'impression d'une petite commune autonome et active (...) d'un petit 'État dans l'État' qui aurait résolu tous ses problèmes sociaux »¹⁵⁶. La République est bien perçue par l'auteur de ce texte comme un outil de relèvement des jeunes, annihilant les inadaptations sociales et formant des citoyens. Il est vrai que la République crée des postes de responsabilités pour les jeunes au sein du conseil et des ministères, qui sont l'enjeu de luttes : « la journée du 3 fut consacrée à une petite propagande, discours et promesses (sinon embobinage) »¹⁵⁷. Mais les postes ministériels et le droit de vote sont réservés à une catégorie de jeunes, issus de la section de « mérite ». C'est donc un droit de participation citoyenne, en étant électeur et éligible, qui n'est pas acquis mais qui est octroyé aux plus « méritants ». La participation directe à la République de Saint-Maurice permet alors d'améliorer le confort quotidien (nourriture, confort matériel, etc.). La République de Saint-Maurice sert à faire adhérer les jeunes « délinquants » aux droits et aux devoirs du citoyen ; elle permet également de faire comprendre que la délinquance, la criminalité sont incompatibles avec la République qui déchoit le condamné de ses droits civiques. Pour les devoirs citoyens, les établissements se reposent sur la préparation militaire.

Dans le *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, les Frères de la Charité ne s'étendent pas beaucoup sur la rééducation des jeunes par leur apprentissage militaire. Cependant, dans quelques articles, les religieux mettent en

¹⁵³ Espère, mars 1945.

¹⁵⁴ Espère, avril 1945.

¹⁵⁵ Voir Chapitre 2 a) La responsabilisation du jeune en institution, p.66.

¹⁵⁶ Espère, janvier 1953.

¹⁵⁷ Ibid.

avant leurs « cadets » qui sont entraînés à la manipulation du fusil. Lors des visites ministérielles, les officiels passent en revue les « cadets » du Mont-Saint-Antoine. Paradoxalement, l'apprentissage militaire des jeunes est à la fois courant dans les internats pour garçons délinquants mais surprenant au regard du rapport des canadiens-français à la guerre et tout particulièrement au service militaire depuis les crises de circonscription survenues lors des deux conflits mondiaux. En effet, en 1917, pour faire face aux pertes de canadiens sur le front en France et la diminution des engagements volontaires dans le service « outre-mer », le parlement fédéral vote la loi de conscription le 29 août 1917, sur fond de divisions politiques et linguistiques. La majorité des députés fédéraux anglophones appuie la loi tandis que la majorité des députés francophones s'y oppose. La loi est un échec et seulement un quart des hommes renforce le Corps expéditionnaire canadien. Lors du deuxième conflit mondial, le Canada adopte une loi « *sur la mobilisation des ressources nationales* » qui oblige les conscrits à participer à l'effort de guerre sur le territoire canadien. La loi est globalement bien acceptée par les canadiens-français. Mais dès 1941, les besoins pour la guerre s'intensifient et le premier ministre Mackenzie King ouvre un plébiscite fédéral sur la conscription auquel le Québec répond par la négative avec 72.9% de « non » contre 80% de « oui » dans les autres provinces. La loi 80 est adoptée et prévoit l'envoi de conscrits « outre-mer ». Au Québec, l'opposition à la conscription devient un combat électoral au niveau provincial et fédéral. Les crises de la conscription marquent le détachement des canadiens-français face à au devoir de défense nationale (fédéral)¹⁵⁸. C'est pourquoi nous nous interrogeons sur cette militarisation des jeunes garçons au Mont-Saint-Antoine, dans une institution religieuse dirigée par les Frères de la Charité, qui se montrent opposés au gouvernement fédéral. L'apprentissage militaire est sans doute envisagé dans une perspective nationaliste canadienne-française. Un attachement au Québec qui s'exprime dans un poème du Frère Côme sur le drapeau fleur de lysé : « (...) il flotte fièrement ; et c'est toute la race qui regarde monter l'emblème merveilleux (...) la croix chante le christ ; les lys parlent de France et disent les vertus et la noble endurance de ceux qui, les premiers vinrent au Canada (...) »¹⁵⁹. Par ailleurs, l'article « *La revue de nos cadets* » paru en 1951 permet d'autopsier les enseignements militaires inculqués aux garçons. La venue d'officiels tel que Jean Delorme, « *directeur général des écoles de l'enseignement spécialisée de la province du Québec* », appelle à des manœuvres militaires avec une revue des cadets sous l'œil du « *Révérant Frères Evan, supérieur provincial des Frères de la Charité* » ainsi que les « *Révérands Frères Jacques et Maurèle* », respectivement supérieur et directeur du Mont-Saint-Antoine. Les jeunes effectuent des exercices de gymnastique, des pyramides et des « *exercices mise en situation militaire* ». Puis les jeunes mènent la descente du drapeau, non pas canadien mais « *aux couleurs provinciales* »¹⁶⁰. Dans les archives photographiques du Mont-Saint-Antoine conservées à la direction du service Centre jeunesse de Montréal, les clichés témoignent de la revue des cadets dans une grande salle et des hautes pyramides humaines. Les jeunes présentent alors leur fusil au garde à vous. A Saint-Maurice, quelques photographies montrent des jeunes en tenue militaire, avec leur calot vissé

¹⁵⁸ Richard Jones et J. L. Granatstein, « Conscription », *The Canadian Encyclopedia*, consulté le 29 mai 2016, <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/conscription/>.

¹⁵⁹ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin, 1948.

¹⁶⁰ *Le Courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol. 6, n°3, 1951.

sur la tête ou plié sous l'épaulette. Mais le journal témoigne amplement de la « prépa » des « saint-mauriciens » et de leur engagement dans l'armée confirmée par le courrier des anciens.

A Saint-Maurice, la volonté de l'institution d'engager les jeunes dans une préparation militaire semble être née des conséquences de la guerre et de la Libération du territoire par les forces de résistance françaises sur les jeunes. En effet, à l'approche de la Libération du territoire et devant les remontées de forces allemandes vers la Normandie, nombre de jeunes fugues pour rejoindre les FTP-MOI, les F.F.I ou l'armée française de la 2^e D.B du Général Leclerc¹⁶¹. Les notes de René Courtois sur ces événements à l'occasion d'un rapport à l'Administration sur les fugues permettent de constater la volonté des jeunes de participer militairement à la libération de la France : *« Néanmoins l'attitude des élèves pendant les bombardements, leur ardent désir de combattre m'encouragent. (...) (...) il serait utile, à mon point de vue, de reprendre la pratique de l'engagement dans l'Armée. Cette mesure qui constituerait comme jadis une récompense serait entourée des mêmes garanties. Elle permettrait de canaliser certains enthousiasmes et de procurer un débouché immédiat à nous ouvriers spécialisés »*¹⁶². Par ailleurs, les documents conservés par René Courtois sur la période d'occupation permettent de constater que certains jeunes sont ouvertement opposés aux Allemands et désirent les combattre : *« Inculpé de propagande communiste, j'ai après quelques mois de prison, été confié à la colonie de St Maurice (...) »* écrit Hartmann dans sa rédaction du 12 septembre 1942¹⁶³. Un autre, M. Lecuit, est envoyé à Saint-Maurice pour de multiples exactions contre les Allemands. En effet, il est noté qu'arrivé à Saint-Malo le 5 mai 1943 (dans le cadre du STO ?), le jeune multiplia les actions de destruction des hangars et des engins, sabota un hangar à ciment. Surpris, il faillit être exécuté par une sentinelle mais fut sauvé par un officier allemand. Malgré ces péripéties, il mit des coups de masses dans les *« bielles de locomotives »* puis coupa le tapis d'une sablière à haute valeur. Le jeune exécuta à plusieurs reprises un travail de sabotage de matériel de construction et de cheminement, gardé par les allemands¹⁶⁴. Saint-Maurice a alors un lien fort avec le combat et le combat armé. René Courtois voit dans l'armée un exutoire pour les jeunes et un avenir professionnel à leur sortie de l'institution. Les jeunes en ont bien conscience et sont ravis dans le journal de parler de l'armée. Il apparaît que les jeunes sont demandeurs de connaissances et d'une formation militaire, tout particulièrement pour l'aviation pour laquelle ils ont beaucoup d'admiration. Lors du référendum organisé pour connaître les attentes des *« gars de Saint-Maurice »* envers un éventuel journal, nombreux sont les réponses qui font connaître leur goût pour l'armée et l'aviation, leur patriotisme : *« Cacheurs Roland (...) Le journal que je préférerais c'est le journal de l'armée nouvelle et aussi les journaux qui communiquent les faits de guerres passés. Car la guerre m'a toujours passionnée et j'attends pour aller combattre un jour peut-être ; Boche Pierre (...) un livre de marine*

¹⁶¹ Voir Table des sigles, p. 4.

¹⁶² AS/208(XIII)/6, 13 c 43 rapport de fonctionnement de l'IPES Saint-Maurice par Courtois au Ministre de la justice 1^{er} juillet au 11 septembre 1944.

¹⁶³ AS/208(XIII)/2, 13 c 11 Relevé des rédactions sur l'arrivée à Saint-Maurice 1941-1943.

¹⁶⁴ AS/208(XIII)/2, 13 c 7 -8 confessions et sanctions 1943.

parce qu'on y voit toute sorte de chose, de belles histoire et surtout les beaux bâtiments de la marine française parce que j'ai toujours préféré lire ces livres et m'instruire pour plus tard car j'aime ce métier ; Guidet (...) les journaux d'aviation parce que j'ai toujours aimé l'aviation et ça me passionne ; Alain (...) le journal de préférence serait le journal (collection Patrie). (...) elle remettrait au cœur de beaucoup de mes camarades désireux de les lire une ardeur, une flamme, une impulsion au patriotisme chose qu'à l'heure actuelle est primordiale en raison des circonstances actuelles et futures »¹⁶⁵. L'envoûtement des jeunes pour l'aviation et l'armée est alors circonstanciel dans ces récits mais dans les numéros du journal *Espère* des années 1960, les jeunes « délinquants », issus d'une autre génération, celle de l'après-guerre, manifestent également leur volonté de participer à la défense du pays.

Le contexte politique de la France au début des années 1960 n'est pas étranger à la fascination des jeunes pour l'armée. En effet, les numéros de la fin des années 1950 et des trois premières années de 1960 traitent beaucoup de la préparation militaire et de la guerre d'Algérie. Le courrier des anciens entretient les discours sur l'engagement militaire des jeunes. Nombre d'anciens parlent de leur situation militaire et donnent des nouvelles d'Algérie ou d'ailleurs. En France, la conscription passe par le service militaire, officiellement établi en 1905. En 1946, la conscription est rétabli et les jeunes garçons des institutions d'éducation surveillée, qui sont des adolescents en passe de devenir majeur, sont susceptibles d'effectuer à leur sortie leur service militaire. Ils sont également de bonnes recrues pour l'armée puisque ces derniers sont rompus à la vie commune, la discipline et aux exercices physiques. Les jeunes usent alors du journal pour partager leur enchantement face à la vie de militaire. Dans un numéro d'avril 1960, un reporter raconte son saut en parachute à la base aérienne d'Orléans et il exprime son impatience, ses émotions. Avant de sauter, les jeunes effectuent des tirs au « MAS 51 »¹⁶⁶, sont passés en revue au garde à vous puis ils effectuent une « petite foulée » avant de « réceptionner les pépins » (parachutes). Enfin, les jeunes montent à bord du « Scoubidou I-63 » pour effectuer leur saut¹⁶⁷. Dans un autre numéro de 1962, un auteur parle de sa « préparation militaire » qui allie exercice de tir au « Mauser 5.5 mm à répétition », entraînement physique et enseignement en classe. Il mentionne alors la participation de 42 « saint-mauriciens » à la préparation militaire¹⁶⁸. La « préparation militaire élémentaire » est encore mentionnée dans le journal en 1963. Les jeunes sont emmenés par les camions de l'armée à la base de Blois où pendant « deux heures avec le chef nous révisons rapidement ce que nous avons appris dans la matinée, ce n'est pas marrant »¹⁶⁹. Les exercices physiques et les séances de tir sont très attendus par les « gars de Saint-Maurice ». Dans le même numéro d'avril 1963, deux photographies immortalisent sept garçons qui posent en tenue civile et l'un d'eux porte les initiales « P.M » sur sa chemise et sur un sac. Derrière eux, un bâtiment de briques et du grillage aux fenêtres, c'est la caserne, la vie militaire. Le courrier des anciens permet d'apprécier la

¹⁶⁵ AS/208(XIII)/8, 13 c 72 Journal de Saint-Maurice « Espère », 1945, « Sondage auprès des pupilles de Saint-Maurice pour ou contre la création d'un journal ».

¹⁶⁶ Il s'agit en réalité du fusil 7.5 mm Mas 36-51 utilisé par l'armée française à partir de 1951. Un fusil qui fut donc utilisé en Indochine et en Algérie.

¹⁶⁷ *Espère*, avril 1960.

¹⁶⁸ *Espère*, mars 1962.

¹⁶⁹ *Espère*, avril 1963.

part de l'engagement militaire des jeunes à la sortie de l'institution. En juin 1959, un ancien est « *Actuellement militaire (...) fraiseur dans une usine d'aviation et gagne environ 800 frs par mois* »¹⁷⁰. En 1960, sur les 15 anciens, 4 sont militaires et un est en Algérie. Dans le numéro de février 1961, « *Chebab s'est engagé dans le génie parachutiste pour deux ans. (Il) demande ses anciens cahiers de cours* ». Un autre, « *Wendling* », est soldat en Algérie où « *il neige beaucoup* » mais son « *moral est de fer* »¹⁷¹. En juin 1962, un ancien précise qu'il est « *lui aussi en Algérie* ». La vie militaire n'est pas seulement vécue par les nouvelles des anciens, elles est également écrite par les jeunes dans des romans feuilletons tel que « *Héros de l'air* », dans les années 1950. C'est l'histoire d'un aviateur anglais descendu par les avions allemands après de durs combats et qui se retrouve prisonnier dans un hôpital. Le héros des airs décide alors de s'en échapper. Au début des années 1960, le roman-feuilleton « *Soldat en Algérie* » raconte et exalte l'action des soldats en Algérie. Dans un chapitre, une compagnie est appelée à l'aide par une autre, attaquée par une Katiba, une « *compagnie rebelle (60 hommes)* »¹⁷². Après quelques instants de suspens où la compagnie est « *en fort mauvaise posture* », les soldats prennent le dessus : « *(...) ils sont maintenant encerclés et un dur corps à corps s'engage, mais nous avons le dessus. Bilan, Katiba détruite, 3 prisonniers. Chez nous 5 morts et une multitude de blessé* »¹⁷³. L'auteur met en avant la destruction de l'ennemi (« *katiba détruite, 3 prisonniers* »). Un autre ancien, le légionnaire Berette, conteste l'article « *Soldat en Algérie* » et souhaite apporter des précisions. En effet, il tient à distinguer les français, des pieds-noirs, ces français d'origine nés en Algérie : « *Lorsque vous dites qu'à Batna il y a un bon nombre de français, je puis vous affirmer que cela est faux. Sans doute mon ami Javelle confond il Pieds Noirs et Français* »¹⁷⁴. La publication d'histoires « *violentes* » ou qui vantent la guerre n'ont rien de surprenants. Les jeunes s'inspirent des journaux, revues et magazines sur l'aviation, de l'armée et des nouvelles des grands quotidiens, de la radio et aussi de la télévision en ces années 1960. En revanche, il est plus rare dans le journal de voir publié un récit d'éducateur sur son expérience militaire au Sahara. L'éducateur parle alors de la vie et de la colonisation française dans cette région, de ses « *apports bénéfiques* » : « *Pour améliorer cette agriculture, la technique française est intervenue en créant de nombreux barrages* »¹⁷⁵. L'éducateur va même plus loin et encourage l'exploitation du pétrole par la France à la frontière libyenne : « *ceci (250 millions de tonnes de pétrole) correspond aux besoins de la France pour les 15 années à venir* »¹⁷⁶.

A Saint-Maurice comme au Mont-Saint-Antoine, l'apprentissage de la vie militaire est liée à la rééducation du jeune mais également au désir de l'institution de former de futurs citoyens sachant surtout leur devoir envers leur patrie. Au Mont-Saint-Antoine, la vision nationaliste canadienne-française est clairement exposée par les Frères de la Charité dans *Le Petit courrier*. A Saint-Maurice, l'occupation et les événements de la Libération ont démontré aux

¹⁷⁰ Espère, juin 1959.

¹⁷¹ Espère, février 1961.

¹⁷² Espère, février 1961.

¹⁷³ Ibid.

¹⁷⁴ Ibid.

¹⁷⁵ Espère, mars 1962.

¹⁷⁶ Ibid.

yeux de l'institution et de son directeur la volonté des jeunes de défendre leur pays. Aussi une « *préparation militaire* » leur est proposée afin de s'initier à l'armée que les jeunes ont l'obligation de fréquenter dans leur vie par leur service militaire obligatoire. Les jeunes sont particulièrement fiers d'y participer et le courrier des anciens renforce la conviction des apports positifs de la vie militaire. Les combats en Algérie transparaissent bien dans le journal *Espère*, surtout au début des années 1960, au point culminant du conflit.

Les deux institutions ont une vision proche voire similaire du jeune. Dans les journaux, la vie des garçons est présentée sous ses plus beaux jours, dans le calme, la convivialité et l'esprit de communauté. Les jeunes bénéficient de nombreux loisirs qui permettent leur rééducation sociale et l'affirmation de leur personnalité. Mais au-delà d'un récit positiviste et bienveillant sur la vie des jeunes en institution, il y a la réalité du vécu, des déviances des garçons et du personnel dans un établissement de rééducation pour mineurs de justice. Les sources permettent de voir que les institutions ont beaucoup de difficultés à appréhender la sexualité des jeunes, pour laquelle ils condamnent l'onanisme et l'homosexualité qu'ils considèrent comme des pathologies et des perversions externes. Les violences à l'institution sont taboues mais les deux institutions ne cachent pas leur recours aux châtiments corporels en cas de nécessité. La rééducation et la resocialisation sont considérées comme accomplies si le jeune obtient un travail pour lequel il est qualifié, grâce à l'apprentissage dispensé à l'institution. Par ailleurs, la réussite est assurée par la fondation par le jeune de sa propre famille, moment préparé par l'éducation à l'institution. Les Frères de la Charité se différencient par une conception de la famille bâtie dans la foi catholique. L'archétype du jeune idéalisé est alors l'ouvrier qualifié, mari et père d'une famille respectueuse des préceptes chrétiens. Enfin, les deux écoles laissent transparaître leur volonté de former des citoyens par l'apprentissage du sentiment patriotique via l'armée. Les deux territoires ont leur propre rapport et leur propre histoire au patriotisme. Au Québec, les Frères de la Charité portent l'idée d'un nationalisme canadien-français catholique et anti-fédéraliste. En France, les combats de la Seconde Guerre mondiale ont mobilisé une partie de la jeunesse française. Un engagement national qui se poursuit après-guerre d'autant plus que la conscription est rétablie en 1946 et que les guerres engagées par la IV^e République pour garder les possessions coloniales françaises envoient les jeunes effectuer leur service militaire en Algérie (pas pour l'Indochine).

Les deux institutions défendent dans leur journal des valeurs et des engagements politiques. Les sujets dépassent le cadre informatif du journal pour prendre position et défendre une opinion politique. Mais le journal, par la publication d'articles présentant son nouveau fonctionnement ou la vie des jeunes « délinquants », a pour principal objectif de promouvoir l'institution et de défendre un type de rééducation développé par l'institution.

Troisième partie : Propagande et défense d'un standard de rééducation institutionnel des jeunes « inadaptés »

Chapitre 7

Quand une institution d'éducation surveillée s'exprime : les caractéristiques de la pratique journalistique institutionnelle

Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice sont deux institutions de rééducation pour garçons « délinquants » qui publient à partir de 1945 un journal, mensuel ou bimensuel, dans le cas de l'institution québécoise. Nous avons étudié les similitudes, les différences et les spécificités de leur contenu sur la présentation du fonctionnement de l'institution et sur les jeunes à l'établissement mais il reste encore à étudier le journal en lui-même, comme porte parole de l'institution.

Il faut souligner que les deux institutions ne firent paraître leur journal qu'à partir de 1945, ce qui pose la question des raisons de leur création à cette date précise. S'il y a une date d'apparition commune, les buts et les moyens de production du journal divergent. En effet, au Mont-Saint-Antoine, ce sont les Frères de la Charité qui sont les créateurs du journal, les auteurs des articles et qui réalisent la mise en page à l'institution. Comme à Saint-Maurice, l'atelier de dessin industriel et l'activité de reliure permettent de produire le journal. Cependant, les Frères de la Charité s'adressent à un lectorat adulte afin de le sensibiliser à l'œuvre rééducative de jeunes « délinquants » présentés comme des « victimes » plus que des « coupables ». Le but est financier. Mais nous ne pouvons définitivement écarter toute lecture du *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* par les jeunes canadiens-français. À Saint-Maurice, le journal est produit mensuellement par quelques jeunes appartenant aux sections de « mérite ». Ils forment une équipe de rédaction qui travaille tout le mois durant à la préparation du numéro avec l'aide et sous le contrôle des éducateurs et d'un instructeur technique du bureau de dessin. L'écriture est alors celle des jeunes, simple voire parfois naïve et répétitive de numéros en numéros mais humoristique et rigoureuse surtout, non sans quelques fautes d'orthographe. Le journal est en premier lieu destiné aux copains afin de « créer et maintenir l'esprit d'école »¹. Mais il est aussi envoyé à des institutions de justice et de rééducation extérieures, aux visiteurs et aux anciens. *Espère* s'adresse donc à un plus large public encore qu'au Mont-Saint-Antoine. Jeunes et adultes sont des lecteurs potentiels. C'est pourquoi si l'écriture et les images sont celles des jeunes, la parole est l'empreinte de l'institution. Le fond du journal est alors pensé dans le même objectif pour les deux établissements : intéresser le lectorat à l'institution ; bénéficier de soutiens. Le journal est donc un objet politique. L'étude des écrits de jeunes et

¹ AS/208(XIII)/6, 13 C 64 Rapport de Courtois à la Direction de l'Éducation surveillée, « Services et horaires du personnel », 1950.

particulièrement des journaux d'institution est un objet relativement peu étudié dans l'historiographie de l'enfance délinquante en France comme au Québec. Notre analyse sur la pratique du journal s'appuie sur les sources de nos deux institutions étudiées et ne peut en aucun cas être généralisée. Néanmoins l'inventaire du Fonds Brisset aux Archives Nationales révèle l'existence de tels journaux dans d'autres institutions d'éducation surveillée en France, notamment *L'Écho Lorrain* de Neufchâteau. D'autres études sur la part et l'apport des ces journaux pour les institutions sont alors envisageables et souhaitables.

a) Le journal des Frères de la Charité : du *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* au *courrier de l'école de protection de la jeunesse*

La pratique journalistique des deux institutions apparaît en 1945 lors de la publication des premiers numéros, ce que les numéros postérieurs affirment. Mais sur la genèse de leur création, nous sommes plus informés par les jeunes reporters « saint-mauriciens » pour le journal *Espère*. Les explications répétées de l'origine du journal montrent que son existence est régulièrement remise en cause par les jeunes. Les Frères de la charité ne s'étendent pas sur les raisons de la création du *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*. Dans les deux cas, la décision de publier un journal est une décision de la direction liée à une nécessité propre à chaque institution. Le Mont-Saint-Antoine cherche des soutiens financiers face à l'urgence de l'endettement de l'institution, ce qui pose tout de même la problématique de sa perpétuation après le redressement financier par la province en 1947. A Saint-Maurice, c'est une expérience pédagogique sans doute inspirée de la pratique de l'écriture de Célestin Freinet et de l'éducation nouvelle dans le but de maintenir la cohésion au sein de la communauté de jeunes. Le journal est alors très lié à la *République de Saint-Maurice*. Par ailleurs, le journal sert à une légitimation de l'action auprès des yeux extérieurs, gens de justice et autorités ministérielles en tête.

Pour le journal de l'institution montréalaise, seulement quelques numéros sont conservés à la collection nationale de la BANQ à partir de l'été 1947. Nous n'avons donc pas accès aux tous premiers numéros paru au Mont-Saint-Antoine. Mais les indications de première de couverture à partir de 1949 témoignent d'une publication commencée en 1945 puisque sur la première de couverture du numéro de mai-juin 1949, il est indiqué comme étant publié dans sa « 4^e année ». Il est curieux de constater que le journal le plus ancien conservé est celui de l'été 1947, date où les Frères mènent une campagne de presse pour avertir la municipalité et le gouvernement provincial d'une fermeture imminente de l'institution par les Frères, faute de finances. Nous pouvons donc nous interroger sur le format et le contenu des journaux de 1945 et 1946 car sur la même période, ceux de Saint-Maurice sont manuscrits, à l'état de brouillon. Cependant, les religieux ne cachent pas le but de la « revue » et le publie à l'intérieur de la première de couverture, jusqu'en 1950. Le propos est limpide. La revue est justifiée : « *LE PETIT COURRIER DU M.S.A. est une*

revue bimestrielle publiée par les Frères de la charité, avec l'approbation de Mgr l'Archevêque de Montréal et l'autorisation des supérieurs »². Le but du *Petit courrier* est précisé: « *LE BUT DE CETTE ŒUVRE est de faire connaître, sous son vrai jour, l'œuvre sociale et apostolique du M.S.A., école de rééducation pour jeunes délinquants catholiques de la province de Québec* »³. Le journal doit donc permettre au lecteur de connaître le vrai visage de l'institution et de lever le voile sur la rééducation des jeunes délinquants par les religieux. Une opération de transparence destinée à mettre un terme à la mauvaise image de l'institution car la publication « (...) s'adresse au public en général, mais d'une façon particulière à ceux qui s'intéressent aux œuvres de jeunesse »⁴. Mais les Frères de la Charité ne cachent pas non plus la commercialisation de leur revue afin d'aider financièrement à la pérennisation de l'œuvre rééducative. Ils établissent alors plusieurs forfaits d'abonnements possibles à des tarifs différents (pour une publication bimensuelle): l'abonnement régulier est de 0.25\$⁵. Puis, des abonnements à des tarifs plus importants sont proposés, qui confèrent un statut différent à l'abonnée selon les Frères : pour 0.5\$ c'est un abonnement de soutien ; pour 1.00\$, un abonnement d'ami ; un abonnement de 5.00\$ permet à l'abonné d'être un « bienfaiteur ». Les Frères de la charité cherchent plus qu'un abonnement régulier, ils en appellent à la charité et souhaitent établir des donations régulières. En contrepartie, les religieux proposent aux abonnés leur savoir-faire par des « avantages spirituels », des prières adressées à leurs noms. Mais là encore, les Frères établissent une hiérarchie des avantages : « *LES ABONNES DU PETIT COURRIER participent aux fruits de deux messes mensuelles, célébrées en leurs intentions, par monsieur le chapelain du Mont-Saint-Antoine : TOUS LES ABONNES, mais plus spécialement LES ABONNES BIENFAITEURS, ont une part aux mérites des œuvres de piété et de zèle apostolique accomplies par les membres de la communauté du Mont-St-Antoine ; LES ABONNES BIENFAITEURS participent aux prières que les Frères de la charité adressent journellement aux intentions de leurs bienfaiteurs vivants et morts. Ils ont également part aux prières des protégés de l'œuvre* »⁶. Les « abonnés bienfaiteurs » sont alors de véritables mécènes de l'œuvre et sont loués par les Frères, même après leur mort. Par ailleurs, les jeunes, les bénéficiaires du soutien financier, remercient également les bienfaiteurs dans leurs prières. L'abonné bienfaiteur est alors certain d'attacher éternellement son nom à l'œuvre de rééducation des jeunes catholiques de Montréal et trouve dans les prières des Frères, le Salut. L'abonnement se contracte à l'institution, au « 8147 est, rue Sherbrooke, Montréal 5 » auprès du Frère Crespini, supérieur du Mont-Saint-Antoine, directeur et administrateur du *Petit courrier*. Une autre information intéressant sur la production du journal. L'illustration et la distribution sont réalisées en « collaboration ». Mais le lecteur ne dit pas le nom ou le statut du ou des collaborateurs : une imprimerie, une entreprise de presse, les jeunes ? Impossible de le savoir par le journal. Ces dispositions d'abonnement disparaissent

² *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947, p. 2.

³ *Ibid.*

⁴ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947, p. 2.

⁵ Il s'agit ici de dollars canadiens.

⁶ *Ibid.*

dans les numéros des années 1950, quand le journal est réduit de moitié dans sa forme, passant d'un format A4 au format A5. Il prend la forme d'un petit livre. La mise en page est également repensée.

Dans les numéros de la fin des années 1940, le journal, intitulé *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* est imprimé dans un grand format. La première de couverture est dessinée. Elle représente un homme tonsuré, un moine, auréolé, portant un enfant de son bras gauche, également auréolé, assis sur un livre. L'ecclésiastique et l'enfant se regardent. Sur la première de couverture, le lecteur retrouve systématiquement le titre du journal de l'institution, l'année de publication, le numéro et les mois de publication, les auteurs de la revue : les Frères de la Charité. Mais en bas de la première de couverture du numéro de juillet-août 1947, les Frères mettent en dessin le caractère moderne et éducatif du Mont-Saint-Antoine. En arrière-plan, l'imposante façade de l'établissement de la rue Sherbrooke est représentée. À gauche, le portrait d'un garçon, la tête dans les épaules, les cheveux courts, les traits tirés, les lèvres tombantes et revêtu d'un habit à rayures horizontales. Autour de sa tête, des bulles qui représentent son univers « *A la prison de réforme, avant 1873* » : un fouet, un diable et des barreaux symbolisent le quotidien des jeunes délinquants avant l'ouverture du Mont-Saint-Antoine par les Frères de la Charité en 1873. À droite, un autre garçon lui fait face, sourire aux lèvres, droit, les cheveux longs coiffés en arrière. Autour de sa tête, des bulles également, mais elles représentent autre chose : une vallée ensoleillée, bordée par un cours d'eau et un grand arbre, survolée par des oiseaux ; un œil dans un triangle ; un bâtiment surmonté d'un drapeau, une usine avec une haute cheminée, le tout surmonté d'un livre ouvert. Il est inscrit en bas dans un cartouche : « *Au Mont-Saint-Antoine, Depuis lors* ». Les Frères de la Charité se présentent comme des pionniers de la prise en charge éducative des jeunes délinquants et laissent au lecteur une impression de bien-être de l'enfant. Le jeune baigne en effet dans l'apprentissage, la connaissance, un nouvel horizon est envisagé. Par la suite, ce bandeau n'est plus imprimé à partir de 1948 où seul le moine et l'enfant sont dessinés. Toute la façade de l'établissement depuis la rue est dessinée avec la chapelle au centre, les long bâtiments de chaque côté, l'École des Arts et Métiers sur la partie gauche accolée d'une haute cheminée. En 1949, une photographie de la devanture de l'institution remplace le dessin. Le lecteur peut constater que l'institution est simplement entourée d'un petit grillage, le portail est ouvert, l'établissement est agrémenté de fleurs. La première de couverture est alors épurée. Seule la photographie, le titre de la revue et l'année de publication apparaissent. Puis à partir de 1952, le journal est réduit de moitié par sa taille. Il prend la forme d'un petit livre. Les premières et quatrièmes de couverture sont remaniées. Le journal s'intitule désormais *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*. La photographie de l'institution prise depuis la rue Sherbrooke est imprimée en bas de la page dans un plus petit format. Sous une barre horizontale, le lecteur retrouve le numéro de volume, le numéro de publication de l'année ainsi que l'année correspondante. En quatrième de couverture, qui servait généralement de page d'annonce ou de publicité, les Frères précisent que le Mont-Saint-Antoine est une « *École de Protection de la Jeunesse du Ministère du Bien-être social et de la Jeunesse* » et que le journal est « *Imprimé au M.S.A* » sous leur direction.

Dans la mise en page interne du journal, les Frères se rapprochent au plus près d'un journal ordinaire avec une pagination, un éditorial et un sommaire. Les auteurs signent en général de leur nom leurs articles. Ce sont les Frères de la Charité appartenant à la direction ou l'aumônier qui publient le plus d'articles dans le journal. Les articles sont

longs et occupent plusieurs pages. Dans les numéros de 1947 à 1951, ils sont présentés sur trois colonnes puis la diminution du format à partir de 1952 amène à une rédaction de pleine page. Le journal est illustré par des dessins mais dans aucun des numéros consultés nous n'avons pu voir de photographies insérées dans les pages du journal, réservées pour les premières et quatrièmes de couverture. Pourtant, les événements décrits dans le journal tel que le 75^e anniversaire du Mont-Saint-Antoine ou l'ouverture de l'École des Arts et Métiers en 1953 ont donné lieu à des clichés photographiques, conservés dans les archives du Centre jeunesse de Montréal, rue Bélanger. Mais ces photographies ne semblent pas avoir été destinées au journal mais plus à la réalisation d'albums souvenir envoyés aux officiels.

Le journal des Frères de la charité est une revue officielle de l'institution, réalisée et publiée par des religieux. Le journal, au départ très informatif, devient de plus en plus consciencieux, austère et rigoureux. Le discours devient plus scientifique ; les articles sont plus longs. Les images sont absentes du journal à partir des années 1950. Le journal, dans sa forme et son contenu, se professionnalise. Il évolue en fonction du contexte et de la propre évolution de l'institution. Les premiers numéros sont illustrés, les textes sont engagés et suscite l'attention. Puis à partir de 1950, dans la lignée de la loi des écoles de protection de la jeunesse, le journal est une fenêtre de l'expertise rééducative des Frères, comme une revue spécialisée. Une voie que le journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice n'emprunte pas, du fait du statut de ses auteurs et de la nature de son contenu.

b) *Espère*, journal de Saint-Maurice : une création de l'institution ; une production des jeunes

L'IPES Saint-Maurice commence la publication d'un journal en avril 1944, selon un article d'*Espère* d'avril 1949 qui à l'occasion du cinquième anniversaire du journal, revient sur les conditions de sa naissance à l'institution solognote⁷. Dans cet article, l'idée de créer un journal institutionnel est présentée comme ayant germé avant guerre, en 1938, avec l'impression des couvertures : « (...) des difficultés de toutes sortes retardèrent toujours la naissance de ce journal. Seule l'imprimerie des couvertures avaient été entreprises en 1938 (il y a onze ans) et c'est sous ces couvertures qu'eut lieu la première édition de notre journal (1500 couvertures 21x27 pour 212 frs ???) »⁸. A cette même date, Vincent Hourcq et René Courtois, les deux hommes de la réforme de Saint-Maurice, entrent en fonction à la direction et sous-direction de la maison d'éducation surveillée. La volonté de produire un journal et de commencer la production des couvertures en 1938 n'est pas un hasard. Elle est intrinsèquement liée au renouvellement de la direction et à la réformation du fonctionnement administratif et éducatif de Saint-Maurice. Le concept du journal à l'institution est astreint à la personnalité réformatrice des hommes de la nouvelle direction. Comme le dit René

⁷ Nous reprenons en première partie les exemples et l'analyse posée sur le journal dans les années 1940 et 1950 dans notre mémoire de maîtrise : V. Taveau, *Les journaux d'institutions d'éducation surveillée : la libre voix des jeunes « inadaptés » ? Une étude du journal Espère de l'IPES Saint-Maurice 1945-1959*, op. cit., pp. 62-65.

⁸ *Espère*, avril 1949.

Courtois, « *la méthode et les procédés ne valent que ce que méritent les hommes qui les appliquent* »⁹. Les numéros des années 1950 et 1960 confirment que le journal est assujéti à la direction, qui dirige la publication du journal. Mais à la fin des années 1930, le journal ne prend pas forme, retardé par des « *difficultés de toutes sortes* ». L'entrée de la France en guerre en septembre 1939 et la mobilisation du personnel, de René Courtois, met un terme au mouvement de réforme et sans doute à la publication du journal. D'autant plus que l'institution est déportée en juin 1940 à Montpellier et qu'elle ne retrouve ses murs qu'en août 1941. René Courtois ne revient des camps de prisonnier qu'au printemps 1941. Les deux hommes reprennent le travail de réforme de l'institution engagé avant-guerre¹⁰. Mais le rationnement et la pénurie ne permettent pas de produire le journal sous l'occupation. Toutefois, cette cause dans le retard de parution du journal reste insuffisante au regard de la production du journal au milieu des années 1940 où la pénurie et le rationnement perdurent. Il est fort probable qu'à la lumière du contexte politique, du régime de l'État Français du Maréchal Pétain et de l'occupation allemande, il n'était pas souhaitable pour le bien-être de l'institution et de la direction de laisser la parole à de jeunes délinquants, condamnés par la justice civile mais également envoyés par les tribunaux allemands. En effet, une partie des jeunes envoyés à Saint-Maurice pendant les années de guerre ont commis des délits de « guerre », telle qu'une opposition affichée aux autorités allemandes ou des actes de sabotage¹¹. La libre expression de ces jeunes dans un contexte bien particulier, dans un journal tiré à plusieurs exemplaires, est dangereuse car elle peut propager des idées subversives aux jeunes et menacer l'ordre établi à l'institution. Le premier numéro date donc d'avril 1944. Là encore, la publication n'est sans doute pas le fruit du hasard mais il est difficile de prétendre avec certitude, à l'instar des causes de 1938, que sa parution est liée au contexte et au changement de conjoncture face au débarquement imminent des alliés pour la libération de l'Europe de l'Ouest. Nous ne pouvons pas baser la publication de ce premier numéro en référence au débarquement allié le 6 juin 1944 en Normandie. C'est anachronique. En revanche, la multiplication des actes de résistance et les tensions issues de leur répression ainsi que le rationnement ont pu précipiter l'apparition du journal. René Courtois dans une lettre de 1979 revient sur l'apport de la période d'occupation dans le nouveau visage de Saint-Maurice au lendemain de la Libération : « *Les garçons condamnés par le conseil de guerre allemand (13), ceux certifiés par des traitements d'exception, les israélites, les résistants, ont amené un esprit nouveau : (jeunes gens engagés idéologiquement). Ils ont permis : la véritable ouverture sur l'extérieur (jeunes gens fiers d'être à St Maurice ; de mettre en place l'auto-gestion (1/3 effectifs sans éducateurs ?) ; faire naître le journal de la République ; par la suite l'amicale des anciens élèves ; Pourquoi ne pas dire qu'après la disparition de l'occupant il nous a fallu pour rester complices trouver d'autres adversaires ?* »¹². Mais nous n'avons pas localisé de numéros de 1944 et des deux premiers mois de 1945 dans les archives. Le premier numéro date de mars 1945 et la première de couverture utilisée est celle produite en

⁹ AS/208(XIII)/6, 13 c 43, rapport de fonctionnement de l'IPES Saint-Maurice par Courtois au Ministre de la justice 1^{er} juillet au 11 septembre 1944.

¹⁰ J. Bourquin, « Saint-Maurice, colonie pénitentiaire agricole. Le temps de la réforme : 1936-1936-1950 », *op. cit.*, p. 273.

¹¹ Voir quelques exemples dans le chapitre 6, a) « Travail, famille, patrie » : un triptyque partagé, p. 132.

¹² 20 000111/28, 1 vau 65, article 13, Lettre du 27/11/1979 de René Courtois.

1938. Le journal est alors d'un petit format (13x21cm), publié sur des feuilles de brouillons à grands carreaux, tels que les pages des petits cahiers d'écoliers, et manuscrit. En effet, les articles sont rédigés à la main. La première de couverture est en papier glacé blanc. Le titre du journal, *Espère*, est affiché en haut de page, puis vient un dessin : un petit voilier navigue sur la mer, au couché ou au levé de soleil, accompagné par des oiseaux. Personnellement, nous l'interprétons comme le nouvel horizon que l'institution offre aux jeunes « délinquants » mais aucun article sur ce dessin ne vient conforter notre point de vu. Sous le dessin, il est inscrit « *École professionnelle – (M.E.S.)* », ce qui confirme bien la production avant guerre des couvertures, corrélée à la réforme de Saint-Maurice en école professionnelle par l'action de Vincent Hourcq et René Courtois. Dès les premiers numéros, nous retrouvons la trame principale du journal durant toute son existence. D'abord, le journal n'est jamais paginé mais les numéros sont dotés d'un éditorial voire parfois d'un sommaire, un élément que le lecteur retrouve systématiquement dans les numéros plus élaborés et dactylographiés des années 1950 et 1960. Dans les premiers numéros réalisés à la main, le journal est illustré par des dessins réalisés au tampon encreur, créés par les élèves lors de l'activité de linogravure. Ils sont pour la plupart humoristiques et mettent en scène des personnages fictifs ou des héros de la littérature et du cinéma. Ainsi les personnages de Popeye et Olive, de Donald Duck, de Mickey, de Dingo sont représentés. Quelques dessins à main levée représentent Laurel et Hardy ou un *jazz band* noir¹³. Mais surtout, les jeunes parlent de leur vie à l'institution, des événements sportifs. Ils exposent leurs griefs et critiquent ouvertement leurs camarades. Ils publient également un résumé des films, présentent des jeux et des poèmes. Les numéros postérieurs perpétuent ces rubriques mais au fil des numéros, des années, le journal s'agrandit, s'épaissit et se modernise. Le contenu est moins relevé, moins humoristique, plus descriptif.

A partir de juin 1946, le journal se revendique comme porte-parole officiel de la *République de Saint-Maurice*, installée à la fin 1945. Mais ce n'est qu'à partir de 1947 que le journal titre en première de couverture : « *journal de la République de Saint-Maurice* ». Puis, la première de couverture est de plus en plus dépouillée de ses informations. A partir de 1949, seul le nom du journal est imprimé sur la couverture avec parfois un numéro de publication et l'année. C'est en 1948 que le journal passe définitivement à un format A4 (21x27cm). En décembre 1951, le journal insère une série de quelques photographies dans les pages du journal et en février 1952, le journal affiche en première de couverture une photographie du château de Louis Napoléon Bonaparte qui accueille depuis 1872 l'institution Saint-Maurice. Les numéros suivants et ce jusqu'en 1970, ont presque tous une première de couverture photographique avec une vue du château, des jeunes en activité, au travail ou posant pour le journal. Ces premières de couvertures permettent de comprendre à première vue que le journal parle de la vie des jeunes, de leur quotidien à l'institution. Les clichés des années 1960 insistent tout particulièrement sur les jeunes dans la pratique du sport, de loisirs, avec l'éducateur ou les copains. Les jeunes ont les cheveux longs, épais. Certains sont photographiés alors

¹³ Voir Figure 15 : dessin de *jazz band* dans le journal de Saint-Maurice, novembre 1948.

qu'ils sont assis sur le rebord du pont de l'institution qui enjambe le Beuvron, la rivière qui traverse le domaine. Ils jouent de la guitare. Une autre immortalise la relation de complicité entre l'éducateur et le jeune, en discussion¹⁴.

Espère a donc pris sa forme définitive au début des années 1950 avec la fin des pénuries, l'octroi de plus grandes finances aux institutions. La forme du journal a été profondément améliorée par l'impression dactylographiée des numéros et l'introduction de photographies. Si le format du journal s'est amélioré, s'est professionnalisé, la parole des jeunes, les thématiques sont au final peu modifiées du fait du renouvellement de l'équipe de rédaction au fur et à mesure des départs et des entrées de jeunes dans les sections de « mérite ». L'équipe est en perpétuelle reconstruction à chaque « *nouvelle vague* » de jeunes. Les numéros suivent donc une ligne éditoriale qui bouge peu dans les années 1950 et 1960 mais qui s'adapte au contexte culturel et politique. La guerre d'Algérie a une influence sur les nouvelles des anciens.

Les numéros d'*Espère* de 1960 sont régulièrement axés à travers quelques articles sur la promotion et la défense de l'équipe de rédaction et du journal. Il semble qu'*Espère* soit l'objet de remises en cause récurrente, peut-être du fait de la concurrence de la radio et de la télévision qui sont d'autres formes d'information et de distraction. D'ailleurs, dans des commentaires et conseils de René Courtois adressés à l'équipe de rédaction d'*Espère* pour la création d'une notice de présentation destinée aux juges des enfants, le directeur souligne l'existence d'un « *poste émetteur- Radio Saint-Maurice* »¹⁵. De 1960 à 1967, le lecteur peut lire des articles sur le fonctionnement du journal et trouver des informations sur ses origines. Comme au Mont-Saint-Antoine, les jeunes insistent sur le caractère pionnier de l'institution dans la rééducation et sur l'originalité du journal. Il est possible que le journal bénéficie, dans les années 1960, d'un soutien et peut-être d'un contrôle moins important que lorsque René Courtois était à la direction, de 1944 à 1957. L'homme contrôlait le journal avec ses ciseaux, ceux de la censure comme en témoigne les jeunes : « *il vous suffira de les remettre (les articles) à mon secrétaire ou à moi-même (ministre de la Presse), qui les présentera à notre directeur, pour ensuite les faire paraître dans notre traditionnel journal 'Espère'* »¹⁶ ; un autre averti ses camarades : « *(...) Donc rédacteurs, veillez à vos articles et choisissez vos sujets d'intérêt général car les ciseaux de dame censure veillent* »¹⁷. Le journal est donc composé de sujet « d'intérêt général » et rien de personnel ne doit venir perturber son contenu. Tout conflit, toute critique personnelle est donc prohibée. Le journal est alors descriptif de la vie quotidienne. René Courtois promeut amplement le journal *Espère* car c'est un projet qui lui est personnel semble-t-il, lié à son arrivée à l'institution. Dans ses archives, des lettres montrent que le directeur n'hésitait pas à envoyer des numéros du journal jusqu'aux Pays-Bas. Dans un courrier du *Nationaal bureau voor Kinderbescherming* du 9 juillet 1954 et qui s'adresse à Henri Michard, « *Monsieur le directeur du Centre de formation et d'Études de l'Éducation surveillée ...* », la secrétaire générale Evers LHM écrit : « *Monsieur le directeur, nous vous sommes extrêmement reconnaissant pour votre lettre du 5 juillet courant et la documentation*

¹⁴ Voir Figure 7 : Un éducateur et un jeune discutent paisiblement sur une barrière du parc, Saint-Maurice, *Espère*, février 1960.

¹⁵ AS/208(XIII)/8, 13 c 71, Notice et album photographique.

¹⁶ *Espère*, novembre 1948.

¹⁷ *Espère*, décembre 1951.

que vous y avez jointe, ainsi que pour l'envoi d'une série « Espère » de St-Maurice, arrivée aujourd'hui »¹⁸. L'envoi des numéros du journal à « l'office national de la protection de l'Enfance en Hollande » a été demandé par Henri Michard dans un courrier du 24 juin 1954. Un autre acteur, J. Girard, « inspecteur de l'enseignement technique détaché du CNRS », envoie une lettre de remerciement en avril 1954 : « « Monsieur le directeur, J'ai lu avec un réel plaisir une collection d'Espère que m'a communiquée le professeur Debesse (...). J'y ai trouvé, à peu de chose près, le reflet de l'esprit, des intérêts, des activités-professionnelles et de loisirs- des élèves des centres d'apprentissages. On sent en effet dans le journal la main des élèves même si des maîtres ont pu aider à la mise en forme des articles. Autant que j'en puisse juger à distance, il semble qu'une fois séparés d'un milieu d'origine sans doute déficient et médiocre à bien des égards, et placés dans une atmosphère éducative et stimulante, les délinquants juvéniles (...) se conduisent comme les adolescents ordinaires et gardent intactes leurs chances de connaître un avenir normal, à condition toutefois, que la posture soit satisfaisante »¹⁹. Sous la direction de René Courtois, le journal jouit d'une grande aura dans le monde de l'éducation surveillée français et même au-delà de l'hexagone. Certains anciens demandent même à s'abonner au journal pour se tenir au courant de la vie à Saint-Maurice, comme le témoigne la lettre d'un ancien qui vit à Cholet : « (...) Cholet le 23/7/1950. (...) Monsieur le directeur, (...) votre lettre m'a fait un grand plaisir, et c'est un grand honneur pour moi y a longtemps que j'aurais fait un petit retour en arrière si les circonstances l'avaient permis. Peut-être (ce n'est pas une promesse formelle) passerais-je avec ma femme et mon fils, une petite pointe dans la République St mauricienne aux grandes « vacances ». (...) et d'ores et déjà je suis prêt à prendre mon abonnement à cette revue (si le tirage le permet). Mes compliments aux chroniqueurs de ce journal qui ont conservés les bonnes traditions »²⁰. Mais les jeunes reporters se font aussi les porte-paroles de l'institution en diffusant le journal à l'extérieur de l'école et en faisant sa promotion auprès des visiteurs. Les élèves des sections de « mérite » sont chargés, avec la direction, des visites. Les visites du Garde des Sceaux et des officiels du ministère de la justice, de la Direction de l'éducation surveillée ainsi que des autorités civiles départementales sont de belles occasions pour les jeunes reporters, pour alimenter et promouvoir le journal. Ainsi, la visite du Garde des Sceaux Edmond Michelet²¹ en mars 1960 à l'institution Saint-Maurice permet à deux jeunes reporters d'interviewer le ministre pour recueillir ses impressions sur l'établissement mais aussi pour porter certaines revendications. En effet, le ministre est généralement satisfait de l'institution et semble impressionné par les méthodes d'enseignement et l'outillage mais il s'offusque de l'existence des cabines : « Elles sont archaïques et m'ont désagréablement surpris. Elles vont être démolies dans les plus brefs délais »²². Une photographie du Ministre en compagnie de deux jeunes reporters de Saint-Maurice est imprimée en 4^e de couverture du numéro spécialement édité à l'occasion de la visite du Garde Des Sceaux en 1960. Les jeunes relèvent également la présence de « Bailly », l'homme qui chaque année

¹⁸ AS/208(XIII)/8, 13 c 71, Ciné clubs, 1944-1954.

¹⁹ AS/208(XIII)/8, 13 c 71, Ciné-clubs, 1944-1954.

²⁰ AS/208(XIII)/13, 13 C 102, Cartes de vœux et souhaits à Courtois.

²¹ Edmond Michelet est Garde des Sceaux de la V^e République du 8 janvier 1959 au 26 août 1961.

²² *Espère*, avril 1960.

apporte des cadeaux aux garçons restés à l'institution à Noël, de Paul Lutz et de Pierre Ceccaldi, directeur de l'Éducation surveillée. Dazat, un magistrat de la Direction de l'Éducation surveillée est aussi présent. Les officiels locaux tels que le préfet du Loir-et-Cher, le comte Offenbach, député, Beaujannot, sénateur et président du Conseil général, le colonel de Gendarmerie ainsi que le maire de Lamotte Beuvron. Toute la hiérarchie des autorités républicaines est présente à Saint-Maurice lors des visites ministérielles. C'est un moment privilégié pour distribuer le dernier numéro du journal, « *pris à partis par les visiteurs* »²³. D'ailleurs, Edmond Michelet adresse une lettre de félicitations aux jeunes pour le journal *Espère* : « *C'est avec une vive attention que j'ai pris connaissance de votre journal Espère, qui a vivement retenu mon attention. Je vous félicite des efforts techniques et rédactionnels que vous avez faits en vue de la présentation de ce journal. Je souhaite que ce numéro soit suivi de nombreux autres qui serviront de lien, entre vous d'abord, ensuite avec tous ceux qui s'intéressent à vous et qui vous souhaitent une bonne et heureuse réussite* »²⁴. Par ailleurs, le numéro de février 1962 nous révèle que les journaux d'institutions circulent entre les établissements. En effet, dans la rubrique « On en parle », rubrique qui sert de publication d'actualités, les jeunes sont ravis de lire leur « confrère » : « *Nous lisons toujours avec plaisir notre 'confrère' L'Écho Lorrain. Nous pensons qu'il s'améliore sans cesse et c'est un compliment bien sincère* »²⁵. Saint-Maurice et Neufchâteau s'échangent donc des journaux, et les reporters d'*Espère* se voient experts dans le journalisme à côté de l'*Écho Lorrain* qui « s'améliore sans cesse ». Toutes ces preuves de distribution du journal à large échelle, bien au-delà des murs de Saint-Maurice conforte l'idée d'un important tirage du journal et de sa forte promotion et diffusion dans la sphère de l'éducation surveillée.

Dans les années 1960, le journal se structure et se professionnalise par la tenue systématique d'un sommaire et la présentation de l'équipe de rédaction. Les éditos des années 1960 mobilisent constamment le lecteur sur l'utilité du journal. Le lecteur en apprend un peu plus sur la production d'*Espère*. Le numéro 2 de l'année 1960 détaille particulièrement le calendrier de la mise sur pied d'un nouveau numéro chaque mois. Après avoir rassemblé les critiques du précédent numéro et avoir décidé des textes qui forment le sommaire, l'équipe de rédaction se répartit les tâches entre enquêtes, interviews à effectuer avant le 15. Puis les articles sont corrigés en commun, par toute l'équipe, puis mis au propre et mis en page avec les illustrations. Les jeunes de l'atelier de photographie participent à l'illustration du journal. Les articles sont ensuite remis à la secrétaire de la direction, « Mme Laffont », pour qu'elle « *les tape à la Stencils* », à la machine à écrire. Puis, les pages dactylographiées sont confiées au bureau de dessin sous la direction de Mr. Bédard, instructeur technique, pour l'illustration et le montage des photographies. Il reste alors 5 jours pour tirer les exemplaires, assembler les photos et agraffer les pages. Pour chaque numéro, l'équipe du journal utilise 5000 feuilles, 1200 photos, 4 litres d'alcool et 50 m. de ruban adhésif, soit environ 180 exemplaires. Outre Mr Bédard et Mme. Laffont, un éducateur et un autre instructeur encadrent l'activité du journal auquel à peine

²³ Ibid.

²⁴ *Espère*, février 1961.

²⁵ *Espère*, février 1962.

une dizaine de jeunes forme l'équipe de rédaction. Bien entendu, des camarades sont mobilisés et la production du journal dépend de la participation des jeunes et du personnel de l'institution. La création d'un numéro du journal est perçue comme une « bonne recette » : « *Vous prenez six quintaux de bonne volonté, quelques dizaines de kilos de talents (ou à défaut de savoir-faire) (...) Il faut laisser mijoter pendant un mois, d'autre part, laissez s'exprimer le jus, triez, battez, mettez un peu de poivre (...) mettez quelques tableaux, deux ou trois illustrations, six ou sept photographies présentant la vie de St Maurice (...) et lorsque vous viendrez prendre livraison de votre œuvre, vous serez surpris du résultat, sans être parfait, elle aura belle allure. Vous l'appellerez ... Espère* »²⁶. Pour une bonne recette, le journal a besoin d'ingrédients et pour ce faire, l'équipe de rédaction en appelle aux bonnes volontés. En novembre 1963, le journal annonce la tenue d'une réunion de participation au journal *Espère* : « *Vous avez lu ce premier numéro... il vous plaît ou vous déplaît ! Vous voudriez autre chose ? Venez nous le dire à la grande réunion organisée par Espère le lundi 4 novembre 1963 (...) Ce débat public est ouvert à tous* »²⁷. Pour la première fois également, le journal parle d'un abonnement tarifé alors qu'auparavant, il était soit gratuit, soit à prix libre. Le journal continue de se structurer : « *Vous désirez vous abonner ? Si vous êtes élèves de Saint-Maurice : Pour les 8 numéros : 2 frs (sur argent de poche) ? Un journaliste passera dans votre groupe avant le 18 novembre ; si vous n'êtes pas élèves de Saint-Maurice : pour les 8 numéros : selon votre générosité* »²⁸. Le journal se professionnalise et à partir de décembre 1963, l'équipe informe son enregistrement comme publication à part entière : « *Très prochainement, Espère aura l'honneur d'être reconnu comme publication, au même titre que les grands quotidiens ou hebdomadaires nationaux. Son inscription à la 'commission paritaire de publication et Agence de Presse est imminente'* »²⁹. Nous n'en savons pas plus sur les suites de cette démarche et si l'information est véridique mais il nous paraît difficile de croire que les jeunes exagèrent sur ce propos, étant donné la large audience que rencontre le journal, dans l'institution, parmi les anciens et dans les institutions de l'éducation surveillée en France et à l'étranger. Il n'est pas totalement exclu qu'Albert Roger, en voyage en France en compagnie d'Henri Michard et de Chazal pour découvrir les modes de prise en charge des jeunes délinquants, n'ait pas eu l'écho de Saint-Maurice. Mais Robert Rumilly ne mentionne pas du tout Saint-Maurice dans son livre sur Boscoville³⁰. En 1967, le journal revient sur le processus de création du journal. La censure règne toujours à l'institution en cette fin des années 1960 : « *Une première sélection définitive est faite et présentée à la censure. Il reste à obtenir l'accord pour le tirage, à faire dactylographier les textes, à reproduire en autant d'exemplaires que nécessaire les photographies* »³¹. Les jeunes « saints-mauriciens » portent alors le journal comme un outil de travail en commun et de partage de la vie des jeunes à l'institution en dehors des murs du domaine : « *Espère est vraiment un travail d'équipe qui englobe non seulement ceux qui ont la*

²⁶ *Espère*, décembre 1963.

²⁷ *Espère*, novembre 1963.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Espère*, décembre 1963.

³⁰ R. Rumilly, *Boscoville*, op. cit.

³¹ *Espère*, - 1967.

mission de vous la présenter mais aussi ceux qui le tapent à la machine, tirent à la ronéo, expédient un peu aux quatre coins de la France »³².

Le journal *Espère* est un journal issu de la direction de l'institution avant-guerre qui n'a pu voir le jour qu'à la fin de l'occupation, dans un contexte de tensions politiques et où il apparaît que beaucoup de jeunes ont été envoyés par les tribunaux allemands ou la justice française pour de petites actions d'opposition. Le journal est au départ artisanal, étant donné la pénurie de papier, le rationnement de tous les matériaux. Puis peu à peu, le journal s'agrandit et gagne en pages ; les journaux sont dactylographiés et des photographies sont insérées pour illustrer les articles. La photographie s'invite également en première de couverture et imite les premières pages des revues nationales telles que *Paris-match*. La photographie capte l'attention du lecteur sur le journal. *Espère* se professionnalise dans sa présentation, se standardise aussi. L'équipe de rédaction est systématiquement présentée, le journal mobilise sans cesse son lectorat. Dans le journal, il apparaît qu'*Espère* est largement diffusé en dehors de l'institution et que les établissements d'éducation s'échangent leurs journaux institutionnels. La pratique du journal n'est alors pas seulement circonscrite à un établissement mais plusieurs (au moins deux en France). Au Québec, nous n'avons pas connaissance de cette expérience journalistique dans les institutions d'éducation. La revue institutionnelle est une pratique du personnel d'éducation et de direction des établissements, du monde qui gravite autour de la justice des mineurs et de l'éducation spécialisée. Au Mont-Saint-Antoine, *Le Petit courrier* est un journal bimensuel « pseudo-scientifique » édité par les Frères qui se présentent comme les mieux placés pour remédier à la délinquance juvénile. Mais dans les deux journaux, par la parole des jeunes ou celle des adultes, l'institution est présentée comme la mieux adaptée pour la rééducation des jeunes.

³² *Ibid.*

Chapitre 8

La promotion d'une expertise rééducative résolument moderne

Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice ont pour objectif à travers le journal de démontrer au lecteur que leur « école » est la mieux adaptée pour prendre en charge les jeunes « délinquants » et assurer leur réhabilitation. Une situation également défendue dans des sources administratives. Dans la recherche de sources complémentaires au journal *Espère* en France, pour rééquilibrer avec la parole adulte des Frères de la Charité à défaut de pouvoir étudier des écrits de jeunes, nous avons consulté les archives personnelles de René Courtois conservées aux Archives Nationales, sur le site de Pierrefitte-sur-Seine. Le fonds d'archives contient de nombreuses notes de Courtois sur diverses conférences et journées d'études organisées par l'Éducation Surveillée. René Courtois est aussi l'auteur de plusieurs communications et articles sur l'enfance délinquante pour laquelle il souhaite contribuer à l'érection d'une expertise rééducative. En témoigne sa volonté de participer à la *Revue de l'Éducation surveillée*. Par ailleurs, le directeur est un grand défenseur de la formation des éducateurs et accueille à ce titre des éducateurs stagiaires qu'il est chargé de former. Saint-Maurice est considérée, à la lumière des courriers et notes administratives, comme une institution modèle, experte dans la rééducation des jeunes. Le journal *Espère*, par l'entremise des jeunes, rend également compte de l'efficacité de l'institution dans le relèvement des jeunes. L'activité du journal est en elle-même une preuve de la réussite de l'éducation et de la réadaptation sociale des jeunes. Au Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité ont directement pour but de démontrer par le journal leur expertise. Pour parvenir à convaincre de l'efficacité de l'œuvre, les Frères insistent sur le caractère pionnier de leur action et remontent régulièrement aux origines de leur institution. Par ailleurs, les religieux usent d'un langage spécifique au monde de la rééducation, s'inspirant pour ce faire des revues spécialisées. Enfin, les Frères de la Charité publient en 1948 un ouvrage sur la *Délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine* où ils traitent des causes « réelles » de la délinquance et érigent tout un système idéal pour y remédier, basé sur leur propre mode de fonctionnement. Les religieux montrent également leur adaptation aux nouvelles méthodes rééducatives.

Dans les deux institutions, les écrits institutionnels destinés à être lu par des acteurs extérieurs ont pour objectif, explicitement ou implicitement, de démontrer tout le savoir-faire, l'expertise et la fiabilité d'un modèle de rééducation des garçons.

a) Une expertise des causes de la délinquance

Au Mont-Saint-Antoine, *Le Petit courrier* est un journal d'expression et de promotion du travail auprès des jeunes délinquants effectué par les Frères. Le but de la revue dépasse allégrement la résolution de « *faire connaître, sous son vrai jour, l'œuvre sociale et apostolique du M.S.A. (...)* »³³, de présenter l'institution. Les auteurs, qui sont les Frères de la Charité, soutiennent une vision des causes de la délinquance et prétendent en connaître les maux afin d'y apporter un remède. Les Frères adoptent alors un langage médicalisé et une vision réprobatrice de la société.

Ces derniers donnent leur propre définition du délinquant type, qui doit être envoyé au Mont : « *un mineur d'intelligence normale qui a commis des délits répétés et qui refuse de s'amender malgré les efforts sérieux, suivis et conjugués des autorités familiales, scolaires, religieuses, civiles et policières* »³⁴. L'auteur définit alors la délinquance comme l'échec d'une société à contrôler le jeune, toujours dans une vision traditionnelle de la société (la famille, l'école, l'Église) qui n'est pas imputable qu'aux Frères de la Charité. Il dénonce également l'emploi abusif du terme de « délinquance juvénile », « *à la fois simpliste et bien peu conforme à la réalité, s'avère aussi injuste envers l'enfant et ne devrait jamais servir de norme à nos jugements et nos méthodes de rééducation dans nos institutions* »³⁵. Par ailleurs, le Frère circonscrit la population juvénile que le Mont-Saint-Antoine veut prendre en charge : il s'agit des cas les plus difficiles, les récidivistes, les récalcitrants. Mais surtout, le Frère exprime la volonté générale de ne pas prendre en charge les mineurs affectés par des troubles mentaux ou un retard de maturité. Les Frères souhaitent également ne plus prendre en charge des mineurs de moins de 14 ans. Ils composent pourtant près de la moitié des effectifs (160) au mois de janvier 1949 selon l'auteur. Dans le numéro de juillet-août 1947, le journal publie un article d'un Frère de la Charité de Gand, localité d'origine des premiers Frères de la Charité venus à Montréal à l'appel de Monseigneur Bourget. Le Frère s'appuie sur des études et des publications de psychologie pour affirmer que les troubles mentaux agissent comme facteur explicatif de la criminalité, principalement issue de l'hérédité : « (...) *Ce serait donc l'infériorité mentale qui causerait la criminalité par transmission héréditaire indirecte* »³⁶. Le Mont-Saint-Antoine ne veut pas de « débilés mentaux » car ils « *constituent un autre groupe peu adapté à vivre dans une institution comme la nôtre. A date nous pouvons en compter une cinquantaine échelonnés de dix à dix-huit ans et dispersés dans les quatre salles (...) l'œuvre est belle mais ce n'est pas la nôtre et nous ne sommes pas en mesure de la remplir convenablement* »³⁷. De plus, le Frère justifie l'inadaptation de l'institution à l'accueil des « débilés mentaux » par des dépenses inefficaces qui affectent les droits de l'enfant, l'espoir de sa famille. Elles pèsent par ailleurs sur le travail des Frères et coûtent beaucoup à la société.

³³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1948, p. 2.

³⁴ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°4, juillet-août 1949.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947.

³⁷ *Ibid.*

En effet, Les Frères sont dépassés non pas tant par le nombre d'enfants (400 en moyenne) que par l'éclectisme de sa population juvénile. Ils sont consternés par l'envoi systématique en institution de toute une catégorie de jeunes selon une même loi, sans proposer de véritables mesures adaptées aux cas. Ils remettent en cause la pluralité des catégories prises en compte dans la définition juridique du mineur délinquant défini comme « *un enfant qui commet une infraction à quelque'une des dispositions du code criminel, ou d'un statut fédéral ou provincial, ou d'un règlement ou ordonnance d'une municipalité, ou qui est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute autre forme semblable de vice, ou qui, en raison de toute infraction, est passible de détention dans une école industrielle ou maison de correction pour les jeunes délinquants, en vertu des dispositions d'un statut fédéral ou provincial* »³⁸. Les déséquilibres entre les délits ne sont pas pris en compte et le Frère relève que voleurs occasionnels et professionnels, ainsi que des violeurs se retrouvent dans une même institution. Le Frère Jacques préconise alors : « *La ségrégation des récidivistes, des contrevenants ou des plus tarés* » afin de protéger « *toute cette autre jeunesse à laquelle il ne faut, en définitive, qu'un milieu plus sain, une vie mieux organisée, une protection plus efficace* »³⁹. Il faut séparer l'enfant « coupable » de l'enfant « victime » de son milieu. Dans un numéro précédent, un autre article d'un Frère préconise de créer des établissements spécifiques aux différentes « pathologies de la délinquance » : « (...) *par contre, il serait de beaucoup préférable que d'autres fussent ailleurs : des jeunes peu atteints et confinés dans des prisons communes avec des adultes endurcis dans leurs voies criminelles ; des jeunes de 15 à 18 ans dans des écoles de réforme dont le système de bonté et de liberté encourage, ou tout du moins empêche de supprimer, les menées louches, les évasions répétées, et ne contribue pas à la réforme des mœurs et du caractère. (...) l'organisation d'une institution intermédiaire entre la prison et l'école de rééducation fut préconisée à l'une des réunions de notre comité* »⁴⁰. Pour le Frère Jacques, le travail rééducatif doit avant tout être préventif et réalisé dans le milieu d'origine du jeune, par le biais des travailleurs sociaux. L'envoi dans une école industrielle ou professionnelle, comme le Mont-Saint-Antoine, est le dernier choix, lorsque toutes les autres solutions ont échouées ou paraissent insuffisantes : « *il a été démontré (...) qu'il est très souvent possible de laisser l'enfant dans son foyer, pour son plus grand bien, pour le plus grand bien aussi des autres enfants qui ont absolument besoin d'une institution et ne peuvent être reçus faute de places disponibles, enfin, pour les finances de l'État !* »⁴¹. Dans un autre numéro, l'auteur dramatise son propos pour montrer le poids pour l'enfant et pour la société d'un envoi en institution. Il y a en arrière-pensée, une critique de la société et des pratiques des tribunaux et cours de justice : « (...) *retirer aux parents la tutelle de leur enfant, privé celui-ci de son milieu naturel pour une période assez prolongée, après l'avoir soumis à l'humiliation d'une mise en demeure par la force constabulaire et d'une comparution en justice constituent des actes d'une gravité et d'une conséquence telles qu'il ne faudrait s'y résoudre qu'après avoir épuisé toutes les ressources de la communauté où vit*

³⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°4, juillet-août 1949.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°3, mai-juin 1949. Le comité a été formé par le conseil canadien du Bien-être social pour « saisir le problème de la délinquance chez les jeunes et leurs remèdes ».

⁴¹ *Le Courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol. 7, n°4, 1952.

l'enfant : famille, Église, école, service social, société ou organisme »⁴². Les Frères ne sont donc pas en faveur du placement systématique des mineurs de justice en institution. Par ailleurs, nous constatons qu'à maintes reprises, les Frères placent l'Église comme acteur social du jeune avant l'école. Son influence est perçue comme supérieure à l'institution scolaire.

Enfin, les Frères proposent un droit à l'oubli, du passé de judiciaire du mineur. Un passé qui entrave selon eux la réinsertion du jeune dans la société et participe à les isoler socialement. C'est une critique des religieux de la législation et de la justice qui selon eux ne prennent pas compte le bien-être de l'enfant. Les Frères soulignent que ce n'est pas dans l'intérêt de la Société de stigmatiser une partie de sa jeunesse. Ils remettent en cause l'existence du dossier judiciaire « (...) qui assimile à perpétuité des jeunes, de neuf et dix ans même, aux adultes criminels responsables, pourrait être relégué aux oubliettes pour faire face à place à une formule éphémère qui confie l'enfant à une institution pour quelques temps, afin de protéger la société et préparer un honnête citoyen. Vu que la plupart des enfants qui échouent dans une maison de rééducation sont à vrai dire victimes des déficiences de leur foyer ou d'adultes pervers, ne semble-t-il pas outré de les affubler à jamais du titre de repris de justice ? »⁴³.

Les éducateurs-religieux vont plus loin dans la publication de leur estimation des causes et remèdes de la délinquance. En 1948, à l'occasion du 75^e anniversaire du Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité écrivent, produisent et publient un livre sur *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine* qui « (...) n'a aucune prétention : il n'est pas une thèse, ni un traité didactique, ni un manuel pour les écoles du genre. Sa composition n'a rien de littéraire ni d'académique. Les différents auteurs des études qu'il contient ne sont pas des écrivains de métier. Ils sont des membres actifs du personnel (...) »⁴⁴. Un ecclésiastique « directeur-administrateur au conseil des œuvres », André M. Guillemette, avait proposé comme titre « *Le M.S.A. ouvre ses portes* », ce qui montrait la volonté de transparence de l'institution et permettre au lecteur de découvrir l'œuvre des Frères depuis 75 ans. Le fait que dans l'avant-propos, il est précisé que les « auteurs des études » ne sont pas des « écrivains de métier » renforce d'autant plus l'admiration et l'humilité du lecteur devant une telle entreprise : Les Frères ne se présentent pas comme des spécialistes de la délinquance mais ils ont le courage de se prêter à l'exercice. Il est vrai qu'à la lecture du livre, les différents articles sont moins moralisateurs que ceux publiés dans le journal. Le discours est retenu, sobre et mesuré. Le langage est ascétique et minutieux, semble logique. Tout cela laisse une appréciation d'un savoir mathématique, scientifique, rationnel. L'un des premiers articles est consacré aux « causes de la délinquance juvénile ». Il reprend la définition du délinquant selon les Frères de la Charité : « enfant âgé de 7 à 16 ou 18 ans qui commet des infractions contre les règlements municipaux ou des délits criminels comme le vol, l'assaut sur personne, le dommage à la propriété, etc. C'est un 'mésadapté' que ni la famille, ni l'école, ni l'Église n'ont réussi à tenir dans la bonne voie. C'est un enfant mal dirigé qui a besoin d'aide, d'encouragement et de secours. Souvent, c'est un malade qu'il faut

⁴² *Le Courrier du Mont-Saint-Antoine*, vol. 6, n°3, 1951.

⁴³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°3, mai-juin 1949.

⁴⁴ « Avant propos », *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité, 1948, BAnQ.

soigner afin de pouvoir le rééduquer et préparer sa rentrée dans la vie sociale »⁴⁵. Les Frères avancent alors trois types de causes : les causes sociales, les causes médico-psychiatriques et les causes psychologiques. Dans les causes sociales, la famille est mise au premier plan comme facteur de la délinquance mais également le cinéma, le chômage, la pauvreté, les mauvaises fréquentations de gens plus âgés et des homosexuels. Ce sont les facteurs vus comme « vrais corrupteurs de la jeunesse »⁴⁶. Dans les causes médico-psychiatriques, qui touchent les « anormaux mentaux », les Frères distinguent trois groupes : les faibles d'esprit (groupe qui inclut les 'morrons', auteurs de délits sexuels), les aliénés mentaux, les malades du système nerveux. Enfin, les causes psychologiques sont celles qui touchent la catégorie des instables, issus de « tous les milieux sociaux », dont les causes sont à chercher dans l'enfance. Les Frères se réfèrent alors au « moi », théorisé par Sigmund Freud dans le triptyque « ça, surmoi, moi ». En effet, les auteurs parlent dans le livre mais aussi dans quelques articles du journal de la « formation du moi » : « esprit d'opposition qui se manifeste bien après la formation du Moi »⁴⁷. À la différence du journal, le langage et les références des Frères sont comme indexés sur les revues spécialisées de l'enfance délinquante, publiées à partir de la fin des années 1940 en France.

À l'école professionnelle de Saint-Maurice, il est rare de lire des discours institutionnels analysant la délinquance dans les écrits de jeunes du journal *Espère*, à quelques exceptions près. En effet, les jeunes sont aptes à remettre en cause certains comportements délictueux de jeunes à l'institution. Ils portent alors un regard réprobateur sur la délinquance. Le lecteur peut y déceler la vision institutionnelle de la délinquance mais il est difficile d'évaluer sa part réelle dans des textes rédigés par des jeunes. Les jeunes voient en l'institution et son personnel leur voie de sortie de la délinquance, ce dont ils parlent peu. Aussi sont-ils reconnaissants envers le directeur : « (...) Ne trouvez-vous pas que notre Directeur a un grand mérite de sauver bien des fois et d'un tout autre temps bien des jeunes gens comme vous et moi ; (...) mais (aussi) d'une masse beaucoup plus grande et plus compacte, c'est-à-dire les vices que possède l'humanité. Oui camarades, notre directeur fait de tout son mieux pour faire de nous des hommes capables de bâtir un foyer solide dans l'honnêteté et l'amour »⁴⁸. Les jeunes réprovent la délinquance, telles que les fugues et tout ce qui met en péril l'ordre à l'institution. Quelques photographies témoignent de la désapprobation par les jeunes, via le journal, de ces sorties de routes. La première de couverture du numéro de février 1961 représente un jeune, en tenue civile, une valise à la main, face au lecteur. Il est seul sur le quai d'une gare, celle de Lamotte Beuvron. Le quai de la gare symbolise l'arrivée et les départs à Saint-Maurice ; la voie ferrée est toujours traversée par les fugueurs. Une autre photographie, sans doute mise en scène, dans le numéro de novembre 1963 prend pour sujet un jeune avec une valise qui se dirige vers l'escalier menant au pavillon. Sur le perron, trois jeunes l'attendent. En dessous, un commentaire : « Il revient ». Ainsi, sans le discours institutionnel, il est malaisé de déceler le point de vue de Saint-

⁴⁵ *Ibid.*, « Les causes de la délinquance juvénile ».

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Espère*, juillet 1946.

Maurice sur la délinquance et son positionnement face à la délinquance. Seules les sources administratives apportent des connaissances sur l'évaluation de la délinquance en vue de son traitement par l'institution. Contrairement au Mont-Saint-Antoine, Saint-Maurice ne publie pas d'articles du personnel d'éducation et de la direction, à quelques rares exceptions près. C'est à partir du fonds René Courtois que nous avons étudié l'estimation de la délinquance par l'institution.

En effet, le directeur est en contact étroit avec la Direction de l'Éducation Surveillée mais également avec les directeurs des autres établissements de rééducation pour garçons. Par ailleurs, il est souvent mobilisé pour apporter son expertise sur la délinquance des jeunes. La conférence de Lyon organisée par le Secrétariat de la jeunesse et qui se tient en avril 1943 rassemble plusieurs spécialistes, juristes, médecins et directeurs d'établissements afin « *d'apporter une heureuse solution à l'angoissant problème de l'enfance irrégulière* »⁴⁹. René Courtois est appelé à participer mais décline l'invitation du fait de la santé fragile de sa femme et de son obligation de rester à l'institution en l'absence du directeur, Vincent Hourcq. Mais René Courtois a eu accès aux textes de la conférence et est favorable à la définition de l'enfant « irrégulier » adopté par les conférenciers : « *L'enfant irrégulier est celui qui à la suite de tares ou d'insuffisances familiales, sociales, physiques ou mentales est incapable de s'adapter à une vie sociale normales sans le secours de mesures spéciales* ». La définition est simple mais elle reprend les causes que nous retrouvons également dans la définition du mineur délinquant selon les Frères de la charité : causes familiales, sociales, physiques ou mentales. Mais ici, il est question d'irrégularité et pas seulement de délinquance. Cependant, René Courtois reconnaît l'apport du stage de perfectionnement accolé à la conférence pour l'augmentation des connaissances : « *Pour conclure, le stage de Lyon a permis d'acquérir ou de préciser un grand nombre de connaissances générales et pédagogiques surtout théoriques. Il a fourni des renseignements sur l'évolution des idées se rapportant à l'enfance irrégulière et sur les réalisations projetées* ». Mais, retour de manivelle, le sous-directeur n'oublie pas de préciser dans son courrier, adressé au directeur de l'IPES de Saint-Hilaire, que les institutions ont su inculquer une leçon de réalisme au monde « théorique » de l'éducation surveillée : « *Ils sauront (les membres du personnel des services de l'éducation surveillée) qu'il ne suffit pas d'être un théoricien, ni d'être animé de la foi la plus pure, ils auront présent à l'esprit les difficultés éprouvées par les organismes nouveaux qui doivent s'occuper de la jeunesse. C'est ainsi je pense qu'ils éviteront l'échec de l'idéal devant les réalités* »⁵⁰. René Courtois a eu accès au programme détaillé de l'institut de psychologie et de pédagogie de Lyon sur l'« enfance irrégulière » de la conférence qui s'est déroulée les mois d'avril et de mai 1943. Sur ce programme, des thématiques du programme ont été soulignées ou marquées d'une croix par René Courtois qui s'adonne parfois à des commentaires. Plusieurs thématiques ont, semble-t-il attirées son attention : « *Les principales irrégularités infantiles ; Les principaux facteurs déterminants des irrégularités infantiles et juvéniles* »⁵¹. Mais surtout, il apparaît que René Courtois se soit intéressé

⁴⁹ AS/208(XIII)/3, 13 c 7, Compte rendu de la conférence de Lyon, avril 1943.

⁵⁰ *Ibid.* Courrier de René Courtois au directeur de l'IPES de Saint-Hilaire sur la conférence de Lyon.

⁵¹ AS/208(XIII)/3, 13 c 16, Conférence de Lyon annotée par Courtois, mai 1943.

aux thèmes de « *La pédagogie des enfants difficiles* », vu le nombre d'annotation. Il a particulièrement relevé les méthodes de l'éducation nouvelle et de la pédagogie active, le système des groupes, le scoutisme : « *Les principes généraux de la rééducation des enfants arriérés et difficiles. Les méthodes générales (1/ l'enseignement collectif, mutuel, individuel. 2/les équipes et les groupes, les familles. 3/l'éducation active. 4/les centres d'intérêt. 5/ l'enseignement concret et vivant. 6/le scoutisme et le louvetisme, comme méthodes de rééducation. 7/ l'autonomie des écoliers, la méthode des projets, la coopérative scolaire, le self gouvernement. 8/ les jeux comme méthode d'éducation, base psychologique, classification, valeur éducative. 9/ l'éducation de plein air : les promenades et les sorties (...)* ». Les trois derniers numéros sont doublement soulignés par René Courtois, surtout le numéro 7 sur le *self-government*. D'autres points sont soulignés, portant plus sur l'éducation physique et hygiénique des jeunes, des adolescents tout particulièrement : « *N°90/ l'éducation physique ; les principales méthodes d'éducation physique, la gymnastique correctrice et l'éducation respiratoire. N°92/ l'éducation de la motricité : adresse chez le grand enfant. N°93/ jeux à caractère sportif. N°94/ indications, contre indications et surveillance médicale de la culture physique. N°95. Pédagogie de l'éducation sexuelle ??* ». En effet, l'homme s'interroge sur le terme de pédagogie sexuelle et pose la question des moyens de son enseignement. Mais l'hygiène à l'institution préoccupe René Courtois qui prend note toutes les thématiques s'y rapportant, aussi bien sur l'hygiène des locaux que des jeunes sur la sexualité, l'alcoolisme, la fatigue, etc. Sans affirmer que la conférence a influencé René Courtois dans sa direction et la continuation de la réforme de l'institution, il faut constater l'adhésion de l'homme à de nouvelles méthodes de pédagogie de la rééducation, basées sur la communauté, la coopération, l'enseignement des responsabilités par l'expérience de l'autogestion, l'ouverture sur le monde social en dehors des murs des institutions. L'hygiène et l'éducation physique ont aussi une part croissante dans un apprentissage ludique des règles et des normes de vie.

De plus, René Courtois a pu récupérer quelques communications sur les 139 tenues lors de la conférence à Lyon. Il a notamment eu accès à des présentations de médecins : Dr. Gallimard, Dr. Kholer sur « *l'hérédité, ses rapports avec l'éducation* ». Une communication de Mr. De Meaux sur la famille dans la vie du jeunes est entièrement influencée par le contexte politique traditionnaliste du régime de Vichy : « *la Tâche à accomplir est de redonner au pays le sens familial. (...) Le Maréchal Pétain nous a dit ' la famille est l'assise même de l'édifice social. C'est la plus ancienne cellule, formée avant l'État, fondée sur l'amour, elle lui est supérieure. Elle n'est complète qu'avec des enfants. Son rôle formateur commence au berceau, mais après sa responsabilité reste entière. Si l'amour physique n'a duré que quelques instants pour créer, l'union morale dure longtemps...' »⁵². L'auteur va même plus loin et donne les éléments qui favorisent la constitution et le maintien d'une bonne famille : « *la religion donne à la vie son véritable sens ; la science est la plus belle conquête de l'homme ; l'instruction donne le développement intellectuel indispensable, enfin une foule d'êtres d'élite se penche sur la misère ; en travaillant pour la famille, on travaille pour la France* ». Comme pour le Mont-Saint-Antoine, la famille, l'école, l'Église, les « élites » scientifiques et politiques*

⁵² Ibid. conférence de Mr. De Meaux sur la famille, 1^{er} avril 1943.

sont les acteurs qui permettent le bon développement de l'enfant ; leurs défaillances sont jugées responsables de la délinquance des jeunes.

Les deux institutions partagent leur propre vision de la délinquance juvénile et de ses causes dans leurs écrits institutionnels. En tant qu'acteur de la rééducation, ils sont obligés de tenir compte des causes de la délinquance pour effectuer leur travail de réformation, de rééducation et de réadaptation du jeune. La famille est jugée comme la première responsable de la délinquance et les auteurs ne peuvent se retenir de publier des critiques générales sur la société. Mais il est difficile de dissocier dans les sources le point de vue sur la délinquance et la promotion d'un savoir-faire éducatif par les institutions dans le journal. Les sources contiennent plus d'écrits vantant les méthodes d'éducation et l'environnement matériel allouées à la rééducation des jeunes délinquants. Les institutions se servent alors du journal pour faire savoir leur expertise rééducative.

b) Un savoir-faire dans l'éducation des jeunes à faire savoir

A travers tous les écrits institutionnels destinés à être lu, que cela soit par la correspondance ou par le journal, les établissements propagent et entretiennent la réputation qu'ils sont les plus aptes à assurer la protection et l'éducation des jeunes garçons délinquants. Ils font savoir aux lecteurs, aux regards extérieurs, que l'institution a un savoir-faire dans la prise en charge des inadaptés sociaux et témoignent de leur efficacité à assurer le relèvement de la jeunesse. Le journal produit par les jeunes à Saint-Maurice est déjà en lui-même une preuve de la rééducation scolaire et sociale de quelques jeunes délinquants. Par ailleurs, les deux journaux en appellent à l'expertise de son personnel, bien formé, et qui travaille en collaboration, comme une famille à l'éducation des enfants. Mais les journaux publient également les avis extérieurs sur le travail de rééducation de l'institution, par le biais des anciens et des impressions de visiteurs. L'institution démontre son ouverture et sa transparence autant que l'efficacité d'un modèle de prise en charge des jeunes. De plus, les « écoles » n'oublient pas de se promouvoir elles-mêmes, dans leur propre discours.

Au Mont-Saint-Antoine, les Frères démontrent constamment la nécessité et l'efficacité de leur œuvre rééducative. Ils prêchent inlassablement l'originalité du Mont-Saint-Antoine et érigent les premiers Frères de la Charité arrivés de Gand en pionnier de la prise en charge de l'enfance « *malheureuse et délinquante* ». Ils marquent une rupture dans le paysage de la prise en charge des mineurs de justice depuis le XIX^e siècle. Nous avons décrit précédemment la première de couverture du *Petit Courrier* de l'été 1947 qui représente en bas de page la différence entre un enfant de justice dans une « *prison de réforme avant 1873* » et le jeune « *Au M.S.A dès lors* ». Dans ce dessin, les Frères de la Charité insistent sur la rupture avec la structure pénitentiaire des établissements pour jeunes et appuient sur le bien-être et l'éducation apportés par le Mont-Saint-Antoine. Les Frères revendiquent la naissance prématurée d'un nouveau mode de prise en charge, sans barrières, sans fouets, sans barreaux aux fenêtres. Dans le livre sur la *Délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, le Frère Maurèle revient longuement sur « *l'historique de l'œuvre du*

Mont-Saint-Antoine ». L'auteur part de la fondation de l'hospice Saint-Vincent-de-Paul en 1859 par Antoine Olivier Berthelet et décrit tout le parcours jusqu'à l'arrivée des quatre Frères de la Charité de Gand (Eusèbe, Frère supérieur et quatre Frères : Sébastien, Édouard, Lin). Le chroniqueur n'omet pas toutes les difficultés et les échecs des religieux dans leur action, ce qui renforce également l'image d'un chemin de croix accompli par les Frères. Il est vrai que l'installation de l'institution est difficile, marquée par les échecs, les désaccords, les déménagements. Mais le Frère Maurèle insiste tout particulièrement sur l'accueil des premiers pensionnaires. Le 10 janvier 1873, deux « élèves » sont transférés de la prison vers le Mont-Saint-Antoine. Les 16 et 17 janvier, 74 jeunes enfants puis 92 « grands » sont transférés. Ils arrivent enchaînés, les Frères exigent le retrait de toutes les entraves. Le chroniqueur rappelle l'étonnement des jeunes face à une institution sans barreaux aux fenêtres. La première action des Frères, après la libération des liens, est d'offrir un repas chaud aux jeunes. Ils les placent sous leur protection. L'auteur de « l'historique » conclut en donnant des chiffres, pour montrer toute l'étendue de l'œuvre des Frères : 21 500 enfants ont été accueillis au Mont depuis 1873 selon le Frère Maurèle. Ce dernier affirme que l'institution a un taux de réussite de 80% dans la rééducation des garçons délinquants.

Outre le caractère pionnier de l'œuvre des Frères, le journal met en avant leur compétence dans la prise en charge des jeunes délinquants. Il revendique l'expérience profonde des Frères qui leur permet de s'ériger en expert de la rééducation : « *Les Frères de la Charité du M.S.A. qui depuis bientôt trois quarts de siècle se sont voués sans aucune publicité, à la tâche souvent ingrate de la rééducation générale et professionnelle des jeunes délinquants se sont entraînés tout spécialement à la patience durant ce long noviciat. Ils ont accumulé tout un trésor d'expérience (...)* »⁵³. Le Frère affirme que les Frères n'ont pas fait de « publicité » autour de leur œuvre, du moins jusqu'en 1945, année de la première publication du journal. En réalité, les Frères se sont voués dès le départ à promouvoir leur institution afin de recueillir du soutien. *Le Petit courrier* reproduit dans ses pages des articles de presse du XIX^e siècle, tel que celui du 7 février 1885 paru dans le journal *La Presse* qui résume l'œuvre des Frères de la Charité par « *la moralisation du coupable par le travail manuel, la culture de l'âme et une bonne discipline* »⁵⁴. Le journaliste relève que l'institution est un sujet de discussion dans les « *discours de bonnes gens réunis dans des cercles littéraires (...)* » sur la délinquance. Dans le journal, les Frères multiplient les articles spécialisés sur l'enfance, la délinquance, ses causes et sur les remèdes qu'il faut y apporter. Ainsi, les Frères font état des déficits pour mieux présenter tous les substituts apportés par l'institution aux mineurs sous le coup de la justice. Par ailleurs, les Frères ne considèrent pas les enfants comme « coupables » mais comme « victimes ». Ils les replacent même dans le champ de la normalité, comme à Saint-Maurice, et voient la délinquance comme une poussée excessive de l'adolescence qu'ils définissent comme « *poussée de croissance physique, manifestation du « moi » qui s'entête, velléités d'indépendance qui veut s'affirmer, tendance à répliquer et à raisonner, enfin, poussée sentimentale qui semble jeter le trouble dans*

⁵³ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 3^e année, n°2, mars-avril 1948.

⁵⁴ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°6, novembre-décembre 1949.

la vie morale et éloigne parfois des secours de la religion au moment où ils sont le plus nécessaire »⁵⁵. Les Frères de la Charité se considèrent comme des éducateurs « au service de l'enfance nécessiteuse » et sont très favorables à la loi des écoles de protection de la jeunesse de 1950 qui ne remet pas en cause le modèle institutionnel des religieux. Au contraire, la loi octroie plus de moyens financiers aux institutions en instaurant un coût moyen par enfant, auquel la municipalité participe à coût fixe mais que la province réajuste en fonction de l'inflation. Aussi les Frères voient la loi comme « une extrême sollicitude pour le bien de l'enfant, sa réputation, sa sensibilité encore très fragile, son bien-être et sa sauvegarde, sa formation et son avenir »⁵⁶. Les Frères, lorsqu'ils commentent la loi de 1950 qui réorganise la prise en charge institutionnelle de la jeunesse délinquante dans les « écoles de protection », montrent que le Mont s'est déjà attaché à fonctionner selon les nouvelles prérogatives du gouvernement provincial. Et dès 1947, un visiteur, Claude Bourgeois, constate dans une lettre reproduite dans le journal que le Mont est en passe de devenir une parfaite institution d'éducation et d'orientation : « Je vous félicite de tout cœur de la tenue si belle de votre maison et l'esprit nouveau que vous avez su y développer. L'école de formation du Mont-Saint-Antoine est en voie, évidemment quand vous aurez eu le temps de réaliser tous vos projets, de devenir une institution parfaite d'éducation et d'orientation. Encore toutes mes félicitations »⁵⁷. Dans ce courrier, publié en 1947, le Mont est vu comme une « maison » engagée dans la voie du changement mais souligne aussi le besoin de soutien pour mener à bout les projets. Le travail des Frères est encouragé.

Il faut par ailleurs constater que malgré la persistance d'un personnel d'éducation totalement cléricale, issu de la communauté des Frères de la Charité ou d'aspirants à la prêtrise, les religieux participent à l'élaboration de nouvelles méthodes de prises en charge des jeunes garçons. Le journal montre l'engagement du personnel du Mont-Saint-Antoine dans l'œuvre rééducative, au-delà de la communauté religieuse : « Tous les employés du M.S.A., groupés en cercle d'étude dans le but de s'entraider, de coopérer plus étroitement avec le personnel religieux et de travailler plus efficacement au bien être de nos jeunes protégés »⁵⁸. En effet, bien qu'ils défendent leur modèle de rééducation perçu comme pionnier, les Frères en appellent à la « coopération de tous ceux qui peuvent nous aider dans ce travail, s'ils considèrent que leur rôle ne consiste pas à se débarrasser de l'enfant mais bien à faire tout en leur pouvoir pour hâter sa réhabilitation »⁵⁹. Les Frères organisent également des colloques d'éducateurs à l'institution auxquels sont invités les autorités provinciales de ministère du Bien-être social et de la Jeunesse ainsi que le personnel d'autres institutions. Dans les archives de la direction du Centre jeunesse de Montréal, rue Bélanger, les communications des colloques annuels d'éducateurs organisés au Mont-Saint-Antoine ont été conservées. Le colloque des 1, 2 et 3 septembre 1965, dirigé par Paul-Émile Parent, Frères de la Charité et directeur général du Mont-Saint-Antoine, réunit un personnel d'éducation ecclésiastique et laïc. La sœur « Marie du Cœur immaculé de l'école Sainte-Hélène » et le

⁵⁵ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°4 et 5, 1950.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947.

⁵⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, janvier 1949.

⁵⁹ « Admission des élèves au M.S.A. », *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, Mont-Saint-Antoine, les Frères de la Charité, 1948, BAnQ.

Frère de la Charité Maurice Poirier côtoient ainsi Gilles Gendreau, alors devenu directeur de Bosocville à la suite du prêtre-fondateur Albert Roger, et son directeur-adjoint Guy Lapointe. Les laïcs sont encore minoritaires dans les colloques du Mont mais ils sont présents. La sœur de l'école Sainte Hélène tient une communication sur « *la rééducation pour adolescentes-problèmes en micro-groupe* », Maurice Poirier sur « *Le catéchèse et la rééducation* » tandis que Gilles Gendreau et Guy Lapointe traitent des « *entrevues d'éducateur ; l'interview dans le contexte de la rééducation sociale* »⁶⁰. Malgré les différences d'intérêts dans les sujets, dû surtout au statut et au rapport particulier des auteurs à l'enfance délinquante et la rééducation, il semble il y avoir dans ces colloques des circulations d'idées, des échanges entre professionnels de l'éducation des délinquants. Une véritable émulation est ressentie à lecture des textes. Gilles Gendreau parle en effet des fondements de la réussite de la rééducation moderne : « *La rééducation s'appuie en effet sur la qualité de la relation qu'un jeune construit avec l'institution, un groupe de pairs et ses éducateurs. Sans l'établissement et l'utilisation de ces liens émotifs, rien ne deviendra significatif* ». Il souligne également le rôle de l'éducateur dans la rééducation : « *(...) la perception que la direction du centre a du rôle des éducateurs. Ceux-ci sont-ils perçus comme des organisateurs seulement ? Ou sommes-nous encore enclins à les assimiler à de bons surveillants tout au plus ? On doit aussi concevoir le rôle de l'éducateur comme celui qui déclenche chez le jeune délinquant le processus de regard sur ce qui se passe* »⁶¹. La parole scientifique de Gilles Gendreau, au regard des textes des Frères de la Charité, exerce cependant une réelle influence sur la conception des Frères : « *(...) la rééducation doit s'appuyer sur les forces vives de l'individu et non sur ses faiblesses* » reprend le directeur de l'éducation physique du Mont, Marcel Souvay, de la bouche de Gilles Gendreau. Le directeur des élèves de l'institution des Frères, Jean-Paul Poulon, affirme également la nécessité pour les équipes des institutions de coopérer mais n'oublie pas au passage de formuler la conception « antonienne » de la rééducation, sans omettre une remarque accusatrice : « *la formule éducationnelle peut se résumer ainsi : continuer le travail commencé par la famille, l'école, l'Église, la société par tous les moyens dont nous disposons dans notre milieu institutionnel. Nous pourrions bien dire parfois : commencer le travail au lieu de continuer le travail... tellement la famille n'a pas su donner l'éducation première normale* »⁶². Le colloque de 1965 coïncide avec l'ouverture des pavillons au Mont-Saint-Antoine qui amorce une nouvelle étape dans la rééducation à l'institution qui n'appartient plus aux Frères de la Charité mais à une corporation laïque présidée dans les années 1960 par Paul Desrochers. Cependant, les éducateurs religieux sont maintenus à leur fonction selon leur volonté et sous condition de formation ; la direction de l'institution est toujours assurée par un Frère, Paul-Émile Parent. Sa direction marque un temps d'ouverture du Mont aux influences extérieures, de France notamment. En effet, « *Monsieur le juge Jean Chazal, président de la cour d'assise de Paris* » vient faire une « *causerie* » à la clôture du colloque dans laquelle il rappelle le but de la rééducation : « *(...) la rééducation n'est pas une fin en soi ; le centre de rééducation n'est pas une fin en soi. C'est pourquoi, plus*

⁶⁰ Colloque annuel des éducateurs, 1965, CJM-IU, Archives M.S.A.

⁶¹ Ibid. « L'interview dans le contexte de la rééducation sociale », Gilles Gendreau.

⁶² Ibid. « Rééducation et activités pavillonnaires », Jean-Paul Poulon.

un centre est ouvert sur la vie réelle, mieux vont les choses. Il faut toujours que la fin soit la réinsertion des jeunes dans la vie sociale »⁶³. Le juge français est même intronisé « *membre honoraire de la corporation* » du Mont-Saint-Antoine.

Lors du décès de Paul-Émile Parent le 10 février 1980, Gilles Gendreau adresse une lettre de condoléances au Frère Édouard Bolduc, alors directeur par intérim du Mont-Saint-Antoine. Dans son courrier, le directeur de « l'école de psychoéducation » de Boscoville ne cache pas les dissensions conceptuelles entre les deux hommes, tous deux directeurs d'institutions de rééducation bien différentes. Mais en même temps, il reconnaît le travail de réformation du Mont-Saint-Antoine et la stimulation des savoirs par ces oppositions doctrinaires : « *Je ne partageais pas toutes les conceptions de Paul-Émile sur l'intervention en milieu institutionnel : des expériences différentes nous séparaient mais en même temps, nous stimulaient mutuellement. (...) Pour les gens de ma génération, c'était l'école de réforme avec tout que cela pouvait représenter de menaces à la fois pour les adolescents en mal de fredaines normales à leur âge, et pour les parents sous le coup de la colère. (...) En quelque sorte, il (Paul-E. Parent) 'réadaptait' le M.S.A. en puisant ce qu'il fallait aux forces du passé pour corriger les faiblesses que l'expérimentation et l'analyse avaient laissé entrevoir* »⁶⁴. Le témoignage de Gilles Gendreau est édifiant sur la persistance de la représentation carcérale de l'institution dans la population, jeune et adulte, d'une part ; d'autre part, de la conception traditionnelle de la rééducation par les Frères depuis la fondation de l'œuvre et dans le même temps leur volonté de perfectionner leurs méthodes de prise en charge des jeunes « délinquants ». Ce paradoxe à l'institut de la rue Sherbrooke est un élément omniprésent dans le discours des Frères sur la rééducation à travers le journal.

A Saint-Maurice, le journal *Espère* ne publie des écrits de la direction ou du personnel qu'à titre exceptionnel, surtout dans le cadre d'interviews des reporters. Ils sont toutefois mis en lumière par les jeunes afin de montrer l'adhésion des autres jeunes, des anciens et des visiteurs au système de rééducation « saint-mauricien ». Les premiers promoteurs de la rééducation *made in* Saint-Maurice sont les jeunes eux-mêmes via le journal. Les articles sur le sport, sur les visites, sur la vie dans les groupes et sections sont accompagnés par une prose qui expose toute la fierté des « gars » d'appartenir à « Saint-Maurice ». Le directeur, quel que soit l'homme en fonction, est toujours l'objet d'un respect et de remerciements sincères. La fierté « saint-mauricienne » est entretenue par les messages de bons souvenirs et de remerciements contenus dans le courrier des anciens, dont des extraits, bien choisis, sont reproduits dans le journal. Par ailleurs, les retours d'impression des visiteurs viennent soutenir le modèle de rééducation de l'institution d'éducation surveillée du Loir-et-Cher. Enfin, les archives de René Courtois montrent son implication personnelle dans la défense du modèle de rééducation mis en place à Saint-Maurice avec l'aide de

⁶³ *Colloque annuel des éducateurs*, 1965, « Extraits de la causerie prononcée par Monsieur le juge Jean Chazal, président de la cour d'assise de Paris, le 3 septembre 1965 à la clôture du Colloque », CJM-IU, Archives, M.S.A.

⁶⁴ Lettre de Gilles Gendreau du 12 février 1980 dans laquelle il adresse « des messages de sympathie au personnel de l'École, CJM-IU, Archives M.S.A.

Vincent Hourcq, puis sa continuation et son perfectionnement lors de son arrivée à la direction de l'institution en 1944.

Les jeunes sont les premiers promoteurs du modèle de rééducation de Saint-Maurice. Quoi de plus intangible, en effet, que la valorisation d'un modèle de rééducation dans la parole de jeunes « délinquants » ? La tenue d'un journal est en lui-même la preuve d'un relèvement des jeunes : *« cette œuvre entreprise par des élèves qui n'avaient pas toujours connu le bonheur mérite d'être soumise à l'attention des lecteurs (...) Qui sait si stimulés par l'esprit dont faisait preuves nos anciens, dans des conditions encore plus difficiles que les nôtres, ne se révéleront pas de véritables artistes-écrivains insoupçonnés jusqu'à présent ??? (...) Car Espère ne veut pas mourir. Ne sommes-nous pas là pour l'aider à vaincre ? »*⁶⁵. Certains jeunes, tels que les journalistes, ont parfaitement intégré la fin de la rééducation à Saint-Maurice et se trouvent en accord avec : *« Il faut en effet oublier ce qui a été fait, mais penser à ce que l'on doit faire, et penser à le faire bien. On excuse une erreur, on n'en pardonne pas deux, par contre, on nous saura gré de notre bonne conduite, nous en serons fiers car nous pourrions dire en sortant de Saint-Maurice : nous sommes des hommes »*⁶⁶. L'auteur parle au nom de tous les jeunes et répète le discours sur la participation active du jeune dans sa rééducation. Une rééducation qui doit en faire des hommes. L'auteur condamne également toute sortie de voie en excluant du champ des possibles toute autre faute. Une rééducation à Saint-Maurice basée sur la capacité, la volonté des jeunes à quitter leur statut de délinquant condamné pour revêtir celui de camarade, d'élève et d'apprenti : *« Je ne doute pas un seul instant (...) de la bonne volonté que vous voulez bien mettre à votre rééducation »* dit René Courtois à tous les jeunes dans le journal, *« (...) mais il faudrait faire plus encore et être plus parfaits que des adultes. Je sais que cela est beaucoup mais c'est bien peu à côté de ce que vous pouvez faire »*⁶⁷. Le directeur demande aux jeunes d'être *« plus parfaits que des adultes »* ; il se montre exigeant. Dans les années suivant son départ de l'institution pour un poste régional, l'institution change régulièrement de direction et le côté paternaliste dans la rééducation transparaît moins dans le journal. C'est aux éducateurs que les jeunes attribuent ce rôle. Les anciens participent, par la publication de leur courrier, à promouvoir le système rééducatif en place à Saint-Maurice en disant leurs bons souvenirs de leur passage à Saint-Maurice, en informant les jeunes de leur emploi, de leur salaire et en parlant de leur femme, de leur famille. Les anciens se retournent vers Saint-Maurice et le journal entretient ce lien : *« ils écrivent, parfois reviennent à l'établissement tels Morfides, Semert, Akilal et dans l'ensemble n'oublient jamais Saint-Maurice. Le plus fidèle est sans nul doute notre légionnaire Berette : revues, lettres, cartes postales, photos et... articles (voir chasse à la gazelle) nous sont expédiés régulièrement. Durault adresse aussi ses impressions sur l'établissement et donne des conseils aux nouveaux (...) »*⁶⁸. Le journal ne se contente pas de reproduire des extraits de courrier, il publie également des photographies d'anciens qui rendent visite à Saint-Maurice. Dans le fonds René Courtois, il y a une boîte qui renferme des photographies prises par les jeunes de

⁶⁵ Espère, avril 1949.

⁶⁶ Espère, novembre 1948.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Espère, juin 1962.

l'institution mais également des photographies envoyées par les anciens, accompagnées de lettres. Certains envoient une photographie de l'armée, en tenue ; d'autres une photographie de leur enfant. Ainsi un ancien de Cholet écrit dans sa lettre du 23 juillet 1950 son envie de venir passer des vacances à l'institution. Il accompagne son courrier d'une photo de lui, jeune homme blond à demi-assis sur un parapet au bord de la mer, tenant un enfant debout sur le petit mur, habillé d'un short et d'un petit pull marin. Dans son courrier, l'ancien n'exclut pas d'envoyer son fils à Saint-Maurice pour apprendre un métier, lorsqu'il en aura l'âge : « (...) votre offre si généreuse au sujet de mon garçon n'est pas à dédaigner, et là, peut-être mieux qu'ailleurs aurait-il l'occasion de se former professionnellement. Nous verrons cela plus tard »⁶⁹. Saint-Maurice est donc perçu comme une école professionnelle, un lieu d'apprentissage de la vie et d'un métier. Une opinion partagée par des visiteurs, plus hauts placés. En effet, la visite de hauts fonctionnaires de police en 1960 a apparemment impressionné les autorités, à tel point que l'un d'entre dit au directeur : « si j'avais su, j'aurais envoyé mes enfants ici »⁷⁰. Les gendarmes ou les policiers ne sont pas beaucoup appréciés par les jeunes et cette phrase, réelle ou fictive mais bien présente dans le journal relève l'ironie de la situation et accroît la réputation d'école. La délinquance s'efface à l'institution Saint-Maurice pour laisser place à l'éducation. Une éducation dont l'institution du Loir-et-Cher revendique le titre d'expert.

A la fin des années 1940 et dans les années 1950, René Courtois participe massivement à la construction de la ligne politique de la rééducation de la direction de l'Éducation Surveillée. « Son » œuvre est soulignée par les hauts fonctionnaires de la Direction. Guy Sinoir, le directeur du Centre d'observation de Savigny-sur-Orge, est stupéfait devant la transformation de Saint-Maurice. Il en informe René Courtois dans une lettre : « (...) l'on m'avait prévenu des satisfactions que je rencontrerais dans votre maison parmi les réalisations que vous y avez mises en œuvre. Puis-je vous dire qu'au dessus de ces réalisations, il se dégage une ambiance éducative qui dépasse l'aspect purement matériel et pratique de ces réalisations. Le visage confiant de vos élèves, lorsqu'ils s'entretiennent avec vous, le ton paisible de ces conversations quand je les ai visités au réfectoire sont les traits les plus marquants que je garde de cette ambiance éducative »⁷¹. Sinoir souligne lui aussi la proximité, le lien fort entre les jeunes et le directeur, qui participe à cette « ambiance éducative ».

Par ailleurs, René Courtois manifeste auprès de la Direction son intérêt à participer à la Revue de l'Éducation surveillée, même avant la création de la nouvelle direction : « En réponse à votre circulaire en date du 29 mars 1945, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il me serait agréable de participer quelquefois à la rédaction de la revue de l'éducation surveillée. Quand mon travail me le permettra (...) je noterai dans quelques nouveaux et courts articles mes observations personnelles et le résultat de mon expérience de praticien. Je crois être en mesure de pouvoir utilement donner quelques idées sur : A/ l'orientation professionnelle pratique des jeunes délinquants – Rubrique

⁶⁹ AS/208(XIII)/13, 13 C 102, Cartes de vœux et souhaits à Courtois, Lettre d'un ancien basé à Cholet, 27/07/1950.

⁷⁰ *Espère*, n°2, 1960.

⁷¹ AS/208(XIII)/6, 13 C 48, Correspondance interrégionale des directeurs des Centres d'observation et des IPES avec Courtois, 1944-1953, Lettre de Guy Sinoir du 26 novembre 1945.

générale (observation des mineurs de justice) ; B/ les maisons relevant du Ministère de la Justice (rééducation, enseignement professionnel industriel, enseignement professionnel agricole, enseignement primaire, éducation sportive=) ; C/ l'initiative privée (le placement familial et le dépaysement considérés comme procédés rééducatifs ; observations présentées par les élèves et recueillis au cours de ma carrière ; résultats). d/suggestions diverses »⁷². Le directeur souhaite partager son expérience de « praticien » dans la rééducation. Il se considère plus comme un technicien que comme un théoricien. Un trait de sa personnalité que nous avons relevé sur son jugement vis-à-vis de la conférence de Lyon. D'ailleurs, l'article qui semble avoir été retenu pour la première parution porte sur l'observation des jeunes : « Vous avez bien voulu vous intéresser à la revue de l'Éducation surveillée. J'ai le plaisir de vous annoncer que la première livraison interviendra sans doute au début de l'année 1946. Il me serait agréable d'y insérer votre étude intitulée : « observations présentées par les élèves et recueillies au cours de ma carrière ». Le courrier de Paul Lutz, un des fondateurs puis directeur à partir de 1946 de la Revue de l'Éducation surveillée⁷³, signale l'intérêt que ce dernier porte à l'expérience de René Courtois. Enfin, la rééducation et la réputation du directeur dépassent les frontières du monde de l'éducation surveillée. Le directeur de Saint-Maurice a été sollicité en 1953 pour participer à l'édition d'un livre sur l'éducation nationale et l'enseignement technique commandée par les « éditions Rombaldi » ; afin de participer également à l'Encyclopédie de l'éducation française. Le directeur avait alors demandé aux autres directeurs des institutions pour garçons de lui envoyer de la documentation et des photographies⁷⁴. Les directeurs d'Aniane, de Saint-Jodard, de Saint-Hilaire et de Belle-île-en-mer ainsi que des COPES de Savigny et de Marseille lui répondent. Mais peu d'entre eux lui envoient des photographies ou des textes sur le fonctionnement de l'éducation dans leur institution. Ils s'en remettent entièrement à René Courtois : « je ne me suis pas étendu sur les buts généraux ni les techniques attendu qu'ils sont inspirés de la même doctrine et que vraisemblablement, vous les présenterez d'une façon générale »⁷⁵. Le directeur a alors toute liberté pour présenter sa vision de la rééducation et promouvoir le modèle de Saint-Maurice qu'il a contribué à mettre en place.

A Saint-Maurice, ce sont donc d'abord les jeunes « délinquants », actuels pensionnaires ou anciens, qui sont les promoteurs du modèle de rééducation. Le journal est en lui-même une preuve de réussite du système « Saint-Maurice ». La reproduction du courrier des anciens entretient la réputation de l'institution et constitue également une preuve de son adéquation aux besoins des jeunes, qui remercient Saint-Maurice pour avoir fait d'eux « des hommes ». L'action du directeur, de la ligne politique de l'institution, est également remerciée. Il est vrai que pour René Courtois, l'engagement dans la construction d'un mode de rééducation performant est important. En témoigne son engagement dans la *Revue de l'Éducation surveillée* dès 1945.

⁷² AS/208(XIII)/6, 13 c 46 correspondance avec l'Administration Pénitentiaire et la Sous direction de l'Éducation Surveillée, Lettre de René Courtois du 6 avril 1945.

⁷³ La revue est renommée *Rééducation* jusqu'à la fin de sa publication en 1977. Voir Ministère de la Justice, ENPJJ, *Enfants en Justice XIXe-XXe siècles*, <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?rubrique2>; « Paul Lutz » <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article114>. Consulté le 02/06/2016.

⁷⁴ AS/208(XIII)/6, 13 C 48 Correspondance interrégionale des directeurs des Centre d'observation et des IPES avec Courtois, 1944-1953.

⁷⁵ *Ibid.* Lettre du directeur de Belle-île-en-Mer, 8 septembre 1953.

Au Mont-Saint-Antoine comme à Saint-Maurice, les journaux défendent ardemment la politique rééducative de l'institution. Les Frères de la Charité regardent dans le passé les origines de leur œuvre rééducative et dans le même temps, démontrent leur capacité d'adaptation aux nouvelles conceptions et méthodes d'éducation, influencées par les sciences sociales. Les colloques d'éducateurs à partir de la mi-décennie 1960 marquent un nœud entre ces différentes politiques rééducatives du Mont-Saint-Antoine. A Saint-Maurice, les jeunes soutiennent le modèle de rééducation en place à Saint-Maurice et sont particulièrement fiers de leur école. Le courrier des anciens et les commentaires des visiteurs renforcent la conviction d'une institution parfaitement adaptée au relèvement scolaire, physique et social des jeunes. Mais les institutions, par le journal notamment, ont besoin d'un regard externe pour légitimer leur modèle de rééducation et bénéficier de soutiens. Un besoin financier mais pas seulement. Saint-Maurice et le Mont-Saint-Antoine ont l'ambition d'être L'institution d'éducation surveillée.

Chapitre 9

Des établissements pour jeunes délinquants en quête de légitimité

A l'étude des sources, du journal et des archives administratives, des écrits de jeunes comme des adultes, il apparaît que les deux institutions ont un réel besoin de légitimer, de justifier leur action sur les mineurs de justice auprès des autorités publiques. Et plus largement de la société qui finance la solution rééducative des « délinquants ». En effet, le journal institutionnel permet de se rendre compte de la fréquente mobilisation des autorités publiques par l'institution, pour participer à des événements ou tout simplement pour visiter l'établissement.

A partir des années 1940, les institutions d'éducation surveillée en France comme au Québec sont obligées à plus de transparence du fait du poids extrêmement conséquent de leur réputation de prisons ou de « bagnes pour enfants ». Mais surtout, les pouvoirs publics s'intéressent de plus en plus à la jeunesse du pays, qui croît dans d'importantes proportions. La délinquance juvénile devient une préoccupation majeure dans nombre de sociétés occidentales au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les gouvernements portent alors un regard plus attentif à la justice des mineurs et aux institutions qui ont la charge de leur relèvement. En France, l'ordonnance du 2 février 1945 érige en loi les principes de protection et d'éducation des enfants de justice. La création de la Direction de l'Éducation surveillée, organe du ministère de la Justice semi-indépendant, place toutes les institutions d'éducation surveillée, publiques et privées, sous le contrôle de la Direction. Toutes les institutions publiques sont pilotées par la Direction.

Au Québec, les institutions ne sont pas directement soumises aux pouvoirs publics puisqu'elles sont fondées et administrées dans un cadre privé et religieux. L'arrivée au pouvoir des conservateurs maintient le *statu quo*. En effet, malgré la loi provinciale de 1944 qui crée un ministère du Bien-être social et de la jeunesse, les institutions gardent leur indépendance et elles bénéficient d'une marge d'appréciation dans les directives gouvernementales. Mais le cas du Mont-Saint-Antoine est particulier. La situation financière étant désastreuse en 1947 ; Les Frères de la Charité menacent de fermer l'école. L'intervention gouvernementale tardive, après la mobilisation de la presse par les religieux, aboutit au redressement de l'institution par le paiement des dettes, la réévaluation du trousseau quotidien, la prise en charge des frais médicaux et l'octroi d'une enveloppe de 80 000\$. Ce sauvetage n'est pas sans contrepartie et les Frères ont l'obligation de rendre compte financièrement de leur activité. Le cas médiatique du Mont provoque l'ouverture d'une enquête sur la délinquance et sa prise en charge, ce qui amène les législateurs à voter la loi de 1950 sur les écoles de protection de la jeunesse qui systématise le droit de regard du ministère du Bien-être social et de la jeunesse dans les finances de l'institution.

Les deux institutions ont donc un rapport étroit avec les autorités publiques, d'autant plus qu'elles jouissent toutes deux d'une certaine notoriété. Le Mont-Saint-Antoine pour l'ancienneté de son œuvre à Montréal, Saint-Maurice pour sa réforme précoce et l'introduction de l'apprentissage et des méthodes éducatives. Les deux « écoles » profitent de leur réputation pour solliciter soutien et approbation afin de légitimer toujours plus leur institution, le mode de

rééducation. Il s'agit également de trouver des partenaires financiers ou matériels pour développer et moderniser les l'institution.

a) Des institutions ouvertes sur l'extérieur

A Saint-Maurice et au Mont-Saint-Antoine, les institutions comptent sur le journal pour présenter et promouvoir leur système d'éducation des jeunes garçons délinquants. La publication n'est pas destinée à rester entre les murs mais bien à se diffuser en dehors son périmètre. L'apparition du journal coïncide dans les deux territoires au début de la structuration par les pouvoirs publics de ce qui est appelé en France le monde de « l'éducation surveillée », c'est-à-dire la sphère des juristes, médecins, politiques et personnels d'institutions d'éducation qui participent à l'élaboration et la professionnalisation de tout un secteur de l'intervention sociale. Au Québec, cette sphère se construit surtout en dehors des cadres étatiques, dans les instituts de sciences sociales et entre les établissements. Le journal est perçu par les établissements comme un entrebâillement qui permet de laisser pénétrer le lecteur dans la réalité des internats de rééducation. C'est une vitrine de l'activité des « écoles » pour mineurs délinquants. Mais le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice ne se contentent pas d'éditer un journal d'information. Les deux pensionnats de rééducation ouvrent leur porte aux visiteurs et montrent le soutien dont ils bénéficient dans le journal. Nous pouvons parler d'une mise en place d'un cercle vertueux de la notoriété, reposant sur la réputation, le journal, les visites.

A Saint-Maurice, le journal relate les nombreuses visites dont l'institution est l'objet de la part des autorités ministérielles françaises mais aussi d'autres ensembles d'acteurs institutionnels : instituteurs, gens de police, magistrats, personnalités politiques étrangères. Des photographies viennent agrémenter les récits de visites écrits par les jeunes. Saint-Maurice a en effet une réputation qui dépasse l'hexagone, au moins à l'échelle de l'Europe, un peu comme la colonie agricole de Mettray a pu en jouir au XIX^e siècle. Les deux systèmes ont été érigés en modèle de rééducation pour jeunes « délinquants » par leurs contemporains. Seulement, la comparaison s'arrête là car Mettray avait une influence internationale et que la colonie a servi d'exemple dans les débats parlementaires en France et à l'étranger⁷⁶. Nous ne pouvons confirmer un tel degré d'influence de Saint-Maurice dans les activités parlementaires sur la justice des mineurs dans la seconde moitié du XX^e siècle à l'international. Néanmoins l'institution du Loir-et-Cher accueille un certain nombre de visiteurs étrangers, notamment dans les années 1950. Un numéro d'*Espère* de mars 1952 relate la venue de visiteurs Cambodgiens, Iraniens, Boliviens, Italiens et Trucs. Leur arrivée donne lieu à des dessins de faciès stéréotypés. A l'été 1949, plusieurs personnalités de ministères de justice étrangers avaient également visité Saint-Maurice : ils venaient de Belgique, de Suisse, des États-Unis mais aussi d'Égypte et du Chili. Ces visiteurs de pays aussi lointains que différents les uns des autres étaient venus dans le cadre de l'O.N.U. En mai

⁷⁶ M.-S. Dupont-Bouchat, É. Pierre, *Enfants en justice au XIX^e siècle*, op. cit.

1956, le journal mentionne même la venue de personnalités de la justice de la Yougoslavie du Maréchal Tito⁷⁷. Saint-Maurice est donc présentée à des pays occidentaux de l'hémisphère nord, de pays du « Tiers-Monde » et même de l'Europe de l'Est. Le ministère de la justice français s'appuie donc sur l'institution solonnote pour présenter son mode de prise en charge des garçons « délinquants » aux visiteurs internationaux. La direction de Saint-Maurice ne manque alors jamais l'occasion d'inclure les journalistes dans le parcours de visites afin de recueillir les impressions et commentaires. Ainsi, dans le numéro d'*Espère* d'août 1949, un « fonctionnaire de la justice américaine » vante, au détriment du modèle américain, les méthodes rééducatives de Saint-Maurice ! « *Quand un américain parle de son pays, toujours il dit que ses méthodes sont mieux. Ce n'est pas vrai. J'ai vu ici plusieurs méthodes plus mieux que les États-Unis. J'aime beaucoup votre habitude d'appeler votre établissement école et vos garçons élèves. Cette habitude symbolise pour moi un succès continu et une preuve de la qualité de vos méthodes* »⁷⁸. L'auteur de l'article veut reproduire ici les erreurs de prononciation de l'américain, afin de donner de la crédibilité à son article. Quelque soit la part du vrai ou du faux, la citation montre au lecteur que les américains, pourtant à l'origine des tribunaux pour enfants et des institutions spécialisées, reconnaissent la supériorité de quelques méthodes rééducatives françaises. Un autre visiteur, le juge des enfants de Lausanne en Suisse raconte qu'on lui a parlé de Saint-Maurice « (...) *que je suis venu voir et je suis enthousiasmé. La France donne ici le meilleur d'elle-même et elle le donne à ses enfants (...)* »⁷⁹. Un autre encore souligne « *l'effort de la France pour faire de tous ses enfants des vrais citoyens, des vrais français* »⁸⁰. Les avis étrangers sont unanimes sur l'institution.

Saint-Maurice reçoit également la visite des officiels du ministère de la Justice. La valse des gouvernements sous la IV^e République Française place régulièrement le nouvel homme nommé à la tête de la justice. L'établissement accueille donc très régulièrement le nouveau Garde des Sceaux, accompagné de son adjoint, du directeur et sous-directeur de l'Éducation Surveillée, ainsi que nombre d'autorités locales tel que le Préfet, le sous-préfet, les autorités de Police et de Gendarmerie, le Maire de la commune. L'institution se prépare donc en amont à recevoir toutes ces personnalités politiques. L'institution est nettoyée, les réparations sont effectuées, les locaux sont décorés. Tout est minutieusement planifié afin de faire bonne impression aux officiels de la République : « *Depuis plusieurs jours, l'annonce de la visite de Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*⁸¹, *de Monsieur le directeur de l'Éducation surveillée, accompagné de plusieurs hautes personnalités du domaine politique, faisait régner une activité fiévreuse dans Saint-Maurice. (...) Pendant 15 jours les travaux de nettoyage, tant des groupes, bâtiments neufs ou ateliers furent menés rondement* »⁸². En juillet 1956, Saint-Maurice reçoit François Mitterrand en tant que Garde des Sceaux de février 1956 à juin 1957. En 1960, C'est Edmond Michelet qui, accompagné de Paul Lutz, de Pierre Ceccaldi (directeur de l'Éducation surveillée depuis 1957) et de Bailly visitent l'institution du Loir-et-Cher. En

⁷⁷ *Espère*, mai 1956.

⁷⁸ *Espère*, août 1949.

⁷⁹ *Espère*, juin 1949.

⁸⁰ *Espère*, août 1949.

⁸¹ En 1963, le Garde des Sceaux est alors Jean Foyer. Nommé à ce poste le 15 avril 1962, il quitte ses fonctions en avril 1967.

⁸² *Espère*, juin 1963.

1963, Jean Foyer demande une visite privée (sans cérémonie) de l'école professionnelle. A chaque visite, le même parcours : l'accueil dans la cour, la visite des ateliers qui est tout particulièrement photographiée par les jeunes, le repas dans la salle de réception puis la visite du domaine et de la ferme. Enfin, les visiteurs terminent par la visite des groupes et surtout des sections de « mérite » et du *home*. Dans les années 1960, les invités peuvent admirer la « modernisation » de l'institution avec les pavillons. Le journal regorge de photographies de ces visites ministérielles qui montrent l'intérêt que le sommet de l'État porte à Saint-Maurice. L'institution est perçue comme le modèle français de rééducation par excellence.

Par ailleurs, l'institution ouvre ses portes à la société alentour. En effet, Saint-Maurice s'est dotée d'une équipe de football inscrite dans les championnats départementaux, l'Association sportive de Saint-Maurice ou l'A.S.S.M. Les jeunes se surnomment eux-mêmes les « verts » ou les « saints-mauriciens » et ils affrontent des équipes des communes et des villes du département : l'équipe communale de Lamotte Beuvron mais aussi de Salbris, la Fierté-Beauharnais, Blois ou d'Orléans. Les « verts » affrontent également des équipes d'instituteurs, de la Police du département ou bien même d'autres institutions d'éducation surveillée tel que Saint-Hilaire en 1962⁸³. L'institution accueille également les compétitions de « cross-country », de course à pied sur un parcours long. Le tracé traverse en grande partie le domaine de Saint-Maurice comme en témoigne la première de couverture du numéro du 1^{er} trimestre de 1965 représentant des jeunes participant au « cross inter régionaux »⁸⁴. Outre les compétitions sportives qui permettent aux jeunes de sortir de l'institution ou aux habitants des alentours de venir à l'institution, Saint-Maurice organise des comices agricoles, des concours d'élevages notamment. Par ailleurs, l'institution entretient des liens avec les paysans et les entrepreneurs des alentours. Nous avons déjà relevé le travail saisonnier des jeunes en dehors de l'institution lors des battages ou des vendanges. La direction est alors obligée de demander l'autorisation à l'administration pour l'emploi de ses jeunes comme main d'œuvre pour les entrepreneurs des alentours. Ce travail permet aux jeunes de gagner un peu d'argent personnel mais aussi d'améliorer le confort matériel à l'institution : postes de TSF, *pick up* et télévisions ont été achetés par ce pécule. Cela permet à l'institution de montrer la vraie valeur des jeunes à la population : des jeunes volontaires et travailleurs. C'est aussi un exercice pour adapter les jeunes au travail, aux travaux à la campagne et à la vie extérieure. C'est également un exercice d'utilité commune : les jeunes travaillent ensemble pour aider la population locale ; une partie de l'argent sert à la communauté « saint-mauricienne ». Les apprentis menuisiers fabriquent également des jouets en bois pour les écoliers de la commune de Lamotte⁸⁵. A la sortie de la guerre, ils ont confectionné un lit en bois pour la fille du couple Delaunay, Michèle. L'institution est bien implantée à la commune de Lamotte-Beuvron et les échanges avec la population semblent cordiaux.

⁸³ *Espère*, juin 1962.

⁸⁴ Voir Figure 19 : Première de couverture d'*Espère* au 1^{er} trimestre 1965 relatant la tenue d'une compétition inter régionale de cross à Saint-Maurice.

⁸⁵ *Espère*, décembre 1949.

L'institution des Frères de la Charité ouvre également ses portes aux regards extérieurs. Nous avons déjà évoqué la campagne de presse menée par les religieux dans le journal *Le Devoir*, pour appeler au sauvetage financier de l'institution. Puis à partir de 1945, les Frères publient leur propre journal institutionnel: *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*. Écrit par les Frères, il présente l'institution, son fonctionnement et livre une parole experte des Frères sur la délinquance juvénile. À ce propos, ils éditent un livre sur *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine* qui s'adresse à tous, comme pour éclairer le problème de la délinquance juvénile. C'est en effet un livre qui présente la délinquance à partir de l'expérience des Frères au Mont-Saint-Antoine. Le lecteur extérieur peut donc découvrir l'historique de l'œuvre et percevoir les religieux comme des experts dans la prise en charge des délinquants, ne serait-ce que par leur langage et leur insistance sur l'enfance victime. Par ailleurs, le Mont-Saint-Antoine est une institution particulièrement ouverte sur la rue. Les premières de couverture des années 1950 présentent une photographie de l'institution, prise depuis la rue. Le petit portail de fer est ouvert, l'institution est seulement entourée d'un petit grillage. Tout est fait pour déconstruire l'image d'une prison.

Le Mont-Saint-Antoine ouvre ses portes au public lors d'événements festifs. Les fêtes religieuses sont évidemment des moments de manifestation pour les religieux et pour les jeunes. Mais les Frères de la Charité insistent tout particulièrement sur les anniversaires du Mont-Saint-Antoine. En 1948, les Frères de la Charité invitent des personnalités et des officiels religieux et politiques pour les festivités du 75^e anniversaire du Mont-Saint-Antoine qui se déroulent sur trois jours au mois de juin afin de coïncider avec le jour de fête du saint de l'institution⁸⁶. Le ministre du Bien-être social et de la jeunesse, Paul Sauvé, ainsi que la hiérarchie ecclésiastique de tout le Québec sont invités : le supérieur des Frères de la Charité, l'archevêque de Montréal, mais aussi des militaires, des policiers, des membres de la cour juvénile de Montréal et de Québec. Une photographie conservée dans les archives de la CJM-IU sur le Mont-Saint-Antoine montre le Frère directeur du Mont aux côtés de Paul Sauvé. Cette photographie a été prise par l'office du film québécois en 1953, et donc commandée par le ministère ou les Frères afin de promouvoir le Mont-Saint-Antoine⁸⁷. Les photographies prises ont fait l'objet d'un album souvenir remis au ministre mais aussi à différentes autorités politiques et ecclésiastiques. Lors des trois jours de festivités, les invités ont pu assister au « *Requiem* » pour les fondateurs, à la revue des cadets, à la démonstration de culture physique des jeunes ainsi qu'à la présentation des différents métiers proposés en apprentissage à l'École des Arts et Métiers. Des stands ont ainsi été érigés afin d'exposer des exemples de réalisations des jeunes : la menuiserie, l'ébénisterie, la mécanique, la confection, etc. Le visiteur peut ainsi évaluer des aspects de la rééducation au Mont-Saint-Antoine et voir le visage professionnel et éducatif, les bonnes conditions de prise en charge des jeunes. Les Frères ont également appelé des anciens à participer aux manifestations : « (...) *le concours des anciens devant les parents d'élèves actuels* ». Les

⁸⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1948.

⁸⁷ Voir Figure 18 : Paul Sauvé, Ministre du Bien-être social et de la jeunesse (au centre à gauche) et Monseigneur Paul-Émile Léger, Archevêque de Montréal (au centre, à droite) assistent à des festivités en 1956 au Mont-Saint-Antoine en compagnie des Frères de la Charité et des membres de la police de Montréal. Lucien St-Arnault, directeur de l'école des Arts et Métiers est derrière l'épaule gauche de Mgr Léger, photographie, archives CJM-IU.

parents des jeunes sont également conviés. Comme pour la publication du courrier des anciens dans le journal *Espère*, les Frères, en invitant les anciens, ont pour but de montrer la réussite de la rééducation à l'institution : « (...) nous invitons spécialement les anciens de l'école à venir rencontrer leurs anciens maîtres et redire aux jeunes qui préparent ici leur carrière comment ils ont su, eux, refaire leur vie et devenir d'excellents citoyens »⁸⁸. Dans le numéro de mai/juin 1949, les Frères reviennent sur les trois jours de fêtes des 75 ans du Mont-Saint-Antoine. Outre un résumé des festivités, ils publient les « conceptions des parents et des visiteurs », les « conceptions des anciens ». Les anciens se sont regroupés en une amicale afin de « garder le contact » avec l'institution. A Saint-Maurice, une telle association a également vu le jour. Dans les deux journaux étudiés, les articles mettent en avant la volonté des anciens d'avoir des nouvelles de l'institution, de la visiter et même d'y séjourner avec « femme et enfants ». Par ailleurs, il apparaît que l'institution ait fait l'objet de films documentaires afin de présenter l'œuvre des Frères, par « M.F Laparé »⁸⁹. Ils sont projetés lors de ces festivités. Enfin, nous avons vu qu'à partir des années 1960, le Mont-Saint-Antoine accueille le colloque annuel des éducateurs de toute la province de Québec. Gilles Gendreau et Guy Lapointe sont alors de ces colloques mais également Noël Mailloux, le fondateur de l'institut de psychologie de Montréal en 1942⁹⁰. Robert Rumilly, traite un peu de Noël Mailloux dans son livre, surtout par rapport à la formation de Gilles Gendreau, bras droit du Père Albert Roger à Boscoville. Les Frères de la Charité s'intéressent depuis les années 1950 aux nouvelles connaissances scientifiques développées dans le cadre de l'institut de Noël Mailloux, plus largement des sciences sociales, mais jamais le journal n'a mentionné son nom. Sa présence et celle de Gendreau au colloque de 1967, sont une preuve de l'ouverture de l'institution, désormais aux mains d'une corporation laïque, aux courants de pensée alternatifs à celui des Frères. L'institut s'insère dans une approche plus scientifique de la conception de la rééducation et adopte l'individualisation de la prise en charge des jeunes, avec notamment le système pavillonnaire. Un système pourtant remis en cause par les Frères dans leur œuvre sur *la délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine* en 1948. Le Frère Florimond doute des systèmes étrangers anglo-saxons, tel que le Lincoln Hall à New York, qui selon lui ne relèvent en rien la pratique religieuse chez les jeunes et ne sont pas gage de réussite. Mais en 1948, les Frères défendent ardemment leur propre système, fondé sur l'expérience des Frères au contact d'une jeunesse délinquante. Paradoxalement, ils ne sont pas opposés à l'individualisation et à une plus grande liberté laissée aux jeunes ; D'autant plus qu'ils multiplient les contacts avec la société civile.

En effet, la constitution d'équipes de Hockey et leur inscription dans les ligues obligent les jeunes à se confronter à des adversaires extérieurs pas seulement des jeunes délinquants. Mais surtout, c'est la une partie de la Société qui vient à l'institution. Plusieurs « groupements sociaux » sont invités à « partager des moments de loisirs avec les jeunes »⁹¹. Ces groupements sociaux ne sont pas quelconque mais ils représentent la « bonne société

⁸⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1948.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *3e Colloque annuel des éducateurs*, « L'observation, outil essentiels de la rééducation », 5, 6, 7 et 8 septembre 1967, École Mont St-Antoine Inc., Archives CJM-IU.

⁹¹ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°3, mai-juin 1949.

canadienne-française » et surtout catholique. Les Frères reçoivent ainsi plusieurs groupements paroissiaux et des jeunes de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.) afin d'habituer les jeunes « délinquants » en apprentissage au milieu de vie ouvrier, au sein de la jeunesse ouvrière. Plus étonnant encore, les Frères invitent des « groupements de filles » à venir jouer à l'institution avec les garçons : « *les visites les plus appréciées furent, il va sans dire, celles des groupements paroissiaux de jeunes filles de l'âge de nos grands garçons (les plus vieux) qui vinrent jouer au ping-pong, au billard, au ballon volant, qui dansèrent du Folklore ou chantèrent avec eux* »⁹². Les Frères comptent sur ces partages de loisirs avec les filles pour familiariser les jeunes à la vie à l'extérieur, les préparer à de bonnes pratiques de loisirs dans la perspective catholique qui n'est pas propre à l'institution. La vision de la société idéale est totalement influencée par le catholicisme social de l'Église au Québec dans ces années 1940 et 1950, non sans remises en causes et phénomènes de résistance, qui ont été perçus comme des germes de la Révolution Tranquille par des historiens.

Le Mont-Saint-Antoine est une institution paradoxale. Les Frères de la Charité s'affichent dans leur journal et leur livre comme étant très attachés à défendre et promouvoir leur mode de rééducation des jeunes, basé sur des pratiques religieuses (écoute, moralisation, discipline). Ils sont très méfiants envers les nouveaux systèmes étrangers. Mais paradoxalement, l'institution est présentée dans le journal, par la photographie de l'école en première de couverture, par les grandes festivités, par l'invitation de groupes sociaux, comme très ouverte sur la société civile. D'autant plus que les Frères ne sont pas insensibles aux sciences sociales et au développement de nouvelles méthodes éducatives. L'ouverture de l'institution est à la fois une volonté des Frères pour adapter leur institution à la société, dans une certaine limite, et comme un sacrifice consenti pour bénéficier de soutiens dans leur entreprise sociale.

b) La sollicitation de partenaires et de soutiens politiques et financiers

Les institutions en charge des mineurs délinquants sont des établissements sociaux qui n'ont pas pour vocation première d'être des entreprises rentables. Pourtant, au XIX^e siècle, les partisans des colonies pénitentiaires agricoles pour mineurs, en France comme au Canada avec Dickson, justifient l'utilité de ces institutions en argumentant sur le fait que les colonies peuvent s'auto suffire par le travail agricole qui fournit la nourriture et par le travail industriel des jeunes pour le compte de manufactures. Par ailleurs, les excédents de production peuvent être vendus par l'institution. La colonie agricole de Mettray est prise comme modèle d'institution rentable. L'ouverture d'institutions d'éducation pour mineurs demande toujours un soutien politique et financier important, de la part des gouvernements et des œuvres philanthropiques. Le Mont-Saint-Antoine a pu voir le jour au XIX^e siècle par le don de terres et l'aide financière d'Antoine Olivier Berthelet ainsi que par l'action de Monseigneur Bourget, archevêque de Montréal,

⁹² *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 4^e année, n°3, mai-juin 1949.

auprès de l'Église au Québec et en Europe. Boscoville a pu être fondé par l'achat de terrain par le gouvernement de Maurice Duplessis, le soutien des supérieurs ecclésiastiques du père Albert Roger, l'appui de la Cour juvénile de Montréal, de magistrats tel que le juge Robillard, et le bénévolat d'étudiants instituteurs ou apprentis éducateurs, tel que Gilles Gendreau. Mais le camp d'été pour jeunes délinquants du père Albert Roger a également bénéficié du soutien financier de la Chambre de commerce des jeunes par l'intermédiaire de Raoul Gadbois, l'homme d'affaires qui s'est associé à Albert Roger pour fonder le premier Boscoville sur ses fonds propres. Son influence lui permet de mobiliser le Rotary Club de Montréal, le Sénat de la jeunesse ainsi que le Kiwanis Saint-Laurent selon l'historien Robert Rumilly⁹³. En France, les institutions d'éducation surveillée sont installées dans les châteaux de l'Ancien Régime. Le Patronage Rollet assure un soutien financier important des institutions d'éducatrices et les pouvoirs publics supportent le coût de plusieurs institutions, contrairement au Québec où elles sont toutes dirigées par des ecclésiastiques. Le Bon-Pasteur peut compter sur son vaste réseau, à l'international, sur ses possessions foncières et le travail des jeunes filles pour assurer le financement de leur œuvre.

Les campagnes de presse contre les maisons de correction et l'inflation des prix dû à la crise 1929 portent un coup aux finances des institutions, en mal de soutiens financiers. Les œuvres philanthropiques sont tenues par des politiques, des banquiers et des rentiers à qui la crise fait du tort. Le financement des œuvres de charité devient secondaire. Par ailleurs, le système des manufactures est repensé dans nos deux institutions, au profit de la scolarisation et de la formation professionnelle des jeunes. Les sources de financement changent et il apparaît dans les deux territoires, la France et le Québec, que les gouvernements revalorisent le financement des institutions et réévaluent à la hausse les frais de prise en charge par enfant. Malgré cet investissement des pouvoirs publics, qui au Mont se manifeste notamment par le remboursement des dettes et l'octroi d'un capital, les institutions cherchent toujours des soutiens politiques et financiers mais également à entretenir des partenariats avec des acteurs individuels ou institutionnels.

L'institution Saint-Maurice bénéficie à la sortie de la guerre, du soutien de la préfecture du Loir-et-Cher via Alice Delaunay, femme du préfet Gabriel Delaunay et femme politique engagée, résistante, déléguée à l'Assemblée consultative provisoire du G.P.R.F. Dans un discours du 21 février 1945 à l'Assemblée, Alice Delaunay se réjouit de l'ordonnance du 2 février : « *Une ordonnance récente a heureusement modifié la loi de 1912 sur l'enfance délinquante. A 18 ans, un homme ne peut pas être un criminel invétéré : tous les espoirs de redressement restent permis. Les jeunes gens condamnés par les tribunaux spéciaux pour mineurs ont le plus généralement été des enfants qui, abandonnés par leurs parents, ont vagabondé et volé. Après la sentence, ils peuvent être soit remis en liberté pure et simple, soit placés en liberté surveillée, soit confiés à des institutions privées, soit recueillis par des*

⁹³ R. Rumilly, *Boscoville*, *op.cit.*

établissements d'État »⁹⁴. Mais elle souhaite également que l'État s'investisse plus encore dans la rééducation des mineurs de justice en octroyant des fonds supplémentaires aux institutions et en créant des écoles de formation du personnel d'éducation et d'administration des établissements. Elle souhaite également développer les recherches sur la délinquance et surtout créer une direction qui « *soustrairait le contrôle des établissements d'éducation surveillée aux directeurs régionaux de l'A.P. (...)* »⁹⁵. Son discours préfigure toutes les réalisations mises en place à partir de 1945 par les législateurs pour construire le monde de l'éducation surveillée. Alice Delaunay appuie alors son argumentation sur l'institution publique du Loir-et-Cher qu'elle désigne comme exemplaire. Pour finir de convaincre l'Assemblée, la résistante Alice Delaunay présente l'institution solognote comme un lieu de Résistance : « *A Saint-Maurice, un garçon enrôle dans la milice comme beaucoup de repris de justice, revient voir ses camarades, en uniforme, le « gamma », sur la poche. « J'ai du l'éloigner, me dit le directeur, ils l'auraient assommé ». Ceci prouve d'ailleurs, qu'elle erreur on risque de commettre en introduisant dans les MES de jeunes délinquants anciens miliciens ou dénonciateurs. « Les dénonciateurs, me disait encore le directeur de Saint-Maurice, ce n'est pas leur genre ». Vous savez que les plus avancés des pensionnaires sont autorisés à orner comme ils l'entendent les murs de leur petite chambre. Que de portraits du général de Gaulle, que de croix de Lorraine et de V en papier découpé ! (...)* »⁹⁶. Outre la promotion de l'établissement comme institution réformée, Madame Delaunay ancre Saint-Maurice dans le même courant de changement que l'Assemblée consultative provisoire, formée par des hommes et des femmes issus de la Résistance, apporte à la France à la Libération. Le prestige de Saint-Maurice n'en est que renforcé. Ce support politique à l'institution solognote est sincère, et Alice Delaunay et son mari ont porté une attention toute particulière à l'institution de Lamotte Beuvron durant le mandat préfectoral alloué à Gabriel Delaunay mais également au-delà. En effet, Alice Delaunay, à la tête de l'inspection de l'Instruction publique, ne manque jamais de citer Saint-Maurice en exemple. Aussi, lorsque leur fille Michèle Delaunay vient au monde, les jeunes « saints-mauriciens » lui créent un landau de poupée, offert au couple Delaunay à Noël 1945 : « *Nous y trouvons l'amour du travail bien fait et le désir de faire plaisir aux autres qui sont les grandes vertus de l'homme (...)* »⁹⁷. Les journaux de 1946 et 1947 témoignent de ce lien étroit entre la famille Delaunay et l'institution Saint-Maurice. Dans les numéros postérieurs, un tel soutien politique n'est pas ressenti, sauf peut-être à travers Henri Bailly, Conseiller Technique à la direction de l'Éducation surveillée et qui dans les années 1950 et 1960 vient en Sologne au réveillon de Noël pour apporter des cadeaux aux « *gars de Saint-Maurice* »⁹⁸. Les appuis d'anciens résistants à l'institution Saint-Maurice dans l'après guerre sont nombreux, ce qui renforce notre conviction que René Courtois a été injustement accusé de collaboration et de spoliation de matériel de guerre. Le directeur n'aurait pu compter sur de tels soutiens à la sortie de guerre pour continuer sa réforme de l'institution si ces accusations avaient été vérifiées.

⁹⁴ AS/208(XIII)/6, 13 C 50, extrait du compte rendu de l'Assemblée consultative provisoire du mercredi 21 février 1945, Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Espère*, janvier 1946.

⁹⁸ Voir en détail Chapitre 3 b) La conception familiale du fonctionnement de l'institution. p.90.

Par ailleurs, René Courtois parvient dans les années 1950 à créer des liens avec des internats pour garçons en dehors du réseau public d'établissement dans lequel il se trouve être au cœur. Il réussit alors à envoyer quelques jeunes en vacances en montagne dans des foyers ou dans des camps d'été. Les jeunes, accompagnés d'éducateurs, découvrent la région et pratiquent des activités sportives ; « *J'ai l'honneur de vous informer de la bonne marche du camp. Les élèves sont en bonne santé et ont un appétit surprenant. L'effort physique est accepté par tous et une majorité apprécie la montagne (...) Monsieur Sibille m'a remis ce matin la note de la pension (...) J'ai l'impression que Monsieur Sibille veut nous faire un cadeau* »⁹⁹. Dans les années 1960, les jeunes partent en camp d'été pour faire du camping et pratiquer le canoë, très en vogue à l'institution. Les anciens dortoirs servent d'ailleurs dans les années 1960 de lieu de stockage des embarcations. Dans le journal *Espère*, les photographies immortalisent la descente de rapides en canoë monoplace ou biplace par les jeunes¹⁰⁰.

En outre, l'institution cherche toujours des partenaires financiers pour soutenir différents projets d'amélioration de l'institution tel que la construction d'un terrain multi-sport à Saint-Maurice pour la pratique du football et des autres activités sportives de l'école, notamment l'athlétisme. Dans le numéro *Espère* de novembre 1965, l'interview de l'économe, l'agent comptable, rappelle que l'institution est publique et basée sur un financement public indispensable à son fonctionnement : « *Chaque année le gouvernement français, ou plutôt notre ministère, nous alloue les crédits répartis suivants un plan comptable national. (...) les crédits sont indispensables, car nous ne produisons que viande et pomme de terre, il n'y a rien d'autre* »¹⁰¹. Mais les crédits ne sont pas toujours suffisants aux regards des besoins de l'institution et des ambitions de la direction. Aussi, la direction cherche des partenaires, des entreprises volontaires pour participer au financement de projets, comme en témoigne cette lettre de « Monsieur Dessalles, agent de la Société Bougéol » de Suresnes qui « *a fait savoir que sa société se ferait un plaisir de participer pécuniairement aux fêtes ou manifestations propres à l'établissement* »¹⁰². L'institution cherche surtout des entreprises et artisans susceptibles de soutenir financièrement l'institution à des occasions précises mais également pour trouver des places d'apprentis ou d'ouvriers pour leur jeunes en *home* de semi-liberté et les « sortants ». Indirectement, l'emploi saisonnier de jeunes « saints-mauriciens » par les paysans des alentours participe à l'amélioration matérielle de l'institution à travers les différents achats pour la collectivité de l'institution.

Enfin, le soutien à l'école professionnelle est porté par des associations privées. Le journal de février 1962 revient sur l'aide apportée par « l'Association d'action éducative » de Saint-Maurice, fondée en juin 1959. « *Ses membres, tous bénévoles, se sont fixés un triple but : améliorer le matériel éducatif de l'école ; faciliter les loisirs des*

⁹⁹ AS/208(XIII)/11, 13 C 75, Camp de vacances, 1954-1956, Lettre de Falgere à René Courtois du 4 septembre 1956.

¹⁰⁰ Voir Figure 23 : Jeunes de Saint-Maurice en canoës lors d'un camp d'été, *Espère*, 1966 et Figure 22 : Jeunes de Saint-Maurice en camp d'été, 1966.

¹⁰¹ *Espère*, novembre 1965.

¹⁰² AS/208(XIII)/13, 13 C 102 Cartes de vœux et souhaits à Courtois, Réponse de sociétés aux participations pécuniaires aux fêtes et manifestations.

élèves ; à la sortie de l'école, les aider dans la recherche d'un emploi » précise l'article¹⁰³. Le président de l'association est « Monsieur le juge des enfants de Blois ». L'auteur souligne l'intérêt des membres de l'association pour la jeunesse : « *connaissant plus directement que d'autres les problèmes particuliers à notre temps qui affectent les jeunes générations, ils ont décidé de s'intéresser à un groupe de jeunes* »¹⁰⁴. Mais le jeune journaliste ne s'arrête pas là et il décrit la composition des membres de l'association, ce qui nous permet d'évaluer le soutien dont bénéficie Saint-Maurice dans les années 1960. En dehors du juge pour enfants, les hauts fonctionnaires de l'éducation s'intéressent à l'institution tels qu'un inspecteur du primaire, le directeur du C.E.G de Lamotte Beuvron, l'inspecteur chef du service départemental de la jeunesse et des sports ou bien encore le directeur départemental à la population et l'aide sociale. Mais le monde du travail et des entreprises fait également partie de l'association. Le directeur départemental du travail et de la main d'œuvre du Loir-et-Cher côtoie alors le chef du personnel des établissements « Rivière et Coralis », le directeur commercial des établissements « Siriex », le directeur régional de la Banque de l'Ouest, « Mr Léon », qui est le trésorier. L'institution Saint-Maurice bénéficie alors d'un soutien de taille, politique et financier. Comme dans le cas de Boscoville, les milieux du commerce et de la banque apportent leur aide dans l'amélioration matérielle de l'établissement, en direction des jeunes. Par ailleurs, les anciens, constitués en « Amicale des anciens de l'école de Saint-Maurice », aident financièrement les jeunes de l'institution. Le président d'honneur de l'amical est René Courtois qui gère la boîte postale de l'association ! Dans les archives, une lettre de 1951 signifie au directeur les résultats des élections des membres du bureau lors de l'Assemblée Générale du 17 janvier : « *Président : Cazenave Guy ; Vice-Président : Ballau André et Pillaet Charles ; Trésorier : Bodet André ; Secrétaire : Roche Lucien* »¹⁰⁵. La cotisation annuelle est alors fixée à 300 francs. Ce qui est intéressant, c'est que les anciens qui sont élus à la tête du bureau de l'amicale en 1951 sont des anciens journalistes d'*Espère* des numéros des années 1945-1950. Guy Cazenave a même été le 3^e président de la République de Saint-Maurice. Un portrait dessiné au stylo de ce jeune homme est publié à l'occasion de son élection dans le numéro de mars 1948. Le soutien des anciens est aussi possible à titre individuel. Certains envoient un peu de leur salaire ou de leur solde à l'institution. D'autres prennent un abonnement au journal *Espère*. En effet, bien que le journal ne précise jamais le prix de l'abonnement, sauf sur un numéro, les lecteurs extérieurs ont la possibilité de s'abonner.

Le journal *Espère* est alors le meilleur soutien de l'institution. En effet, diffusé en dehors des murs il permet d'intéresser les lecteurs à la vie des jeunes « délinquants » dans un établissement public de rééducation. Ses pages rapportent les visites de ministres étrangers et des personnalités de la Direction de l'Éducation surveillée et du ministère de la justice du gouvernement de la République Française. Les commentaires de ces visiteurs politiques et les preuves de leur soutien ne manquent pas d'être exposés dans le journal. La publication du courrier des anciens prouve, par la démonstration de leur situation familiale, la mention de leur travail et salaire, la réussite de la

¹⁰³ *Espère*, février 1962.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ AS/208(XIII)/13, 13 C 102, courrier des anciens à René Courtois, 1951.

rééducation et de l'objectif de réinsertion du jeune dans la société. Ces derniers transmettent également leur bon souvenir de leur séjour à l'institution. Saint-Maurice bénéficie ainsi de nombreux soutiens que le journal ne se prive de montrer. Dans *le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, les Frères ne manquent pas de demander et surtout de montrer tout le soutien politique et financier qu'ils perçoivent pour poursuivre leur œuvre rééducative.

Les Frères de la Charité usent du journal institutionnel comme un outil de communication et de promotion de leur institution mais également comme un livre de doléances, de demandes de soutiens, malgré le sauvetage financier de l'institution par le gouvernement provincial en 1947 qui leur permet de poursuivre leur travail auprès des jeunes « délinquants ». En effet, nous avons d'ores et déjà expliqué que les Frères mènent une campagne de presse à partir de l'été 1947 pour dénoncer les conditions sanitaires des jeunes et demander un soutien du gouvernement de Maurice Duplessis. Face à la pression des journaux et de l'opinion, le gouvernement prend des mesures exceptionnelles pour sauver le Mont : le solde de la dette des Frères (80 000\$), la prise en charge intégrale des frais médicaux de moitié par la municipalité de Montréal et par la Province, le relèvement du trousseau individuel, l'octroi d'un capital par la province sur 20 ans. Rien n'est demandé aux Frères en contrepartie, sauf un état des comptes à jour et la possibilité à tout moment de devoir présenter un bilan financier sur demande. L'institution est sauvegardée. L'ouverture de cours d'Arts et Métiers est rendue possible. Mais malgré l'intervention du gouvernement provincial, les Frères sont toujours en quête de soutiens financiers car tout n'est pas payé par les ressources publiques. En 1948, les Frères publient dans le journal la correspondance avec le « conseil des œuvres de la commission diocésaine des œuvres de la charité et de service social » pour appuyer une demande d'aide financière. Les Frères souhaitent ouvrir un centre d'accueil provisoire pour 25 « garçonnets arrivants d'Europe, et attendant d'être placés dans des foyers catholiques canadiens »¹⁰⁶. Ils obtiennent l'autorisation et les fonds avec l'appui de l'archevêque de Montréal. Dans la même année, un an après les mesures d'aides à l'institut, les religieux remercient le gouvernement et la municipalité pour la prise en charge des frais médicaux et d'hospitalisations des jeunes et des Frères. La situation sanitaire des jeunes en 1947 était en effet préoccupante. Depuis, l'institution bénéficie d'une infirmerie dotée d'un dortoir de 7 lits, d'une pharmacie, d'une salle à manger, d'une salle de bain, d'un bureau, d'un cabinet de dentiste. Elle est gérée par un Frère infirmier et un médecin qui vient régulièrement au Mont. L'infirmier peut donner des soins, basés sur sa propre expérience mais le médecin et le dentiste viennent souvent. « L'oto-rhino-laryngite » examine tous les enfants et pratique les nombreuses opérations des amygdales. Mais les Frères demandent plus. Ils souhaitent doter l'institution d'une clinique psychiatrique, d'un laboratoire d'analyse et d'une machine à Rayon X pour les radiographies. Le Frère auteur de l'article n'oublie pas de remercier en même temps les autorités publiques et rappelle que ces investissements coûteux sont « de bons placements pour des citoyens en formes et donc utiles »¹⁰⁷. Les Frères se demandent en 1950 quel mode de paiement pour les réajustements mobiliers et immobiliers. Pour les religieux, il faut

¹⁰⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1948.

¹⁰⁷ *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, op. cit., « Soins médicaux ».

assurer la préservation, l'entretien et la restructuration des bâtiments indépendamment du prix de journée par mineur. Par ailleurs, ils remettent en cause l'aide ponctuelle gouvernementale et souhaitent une perspective de long terme pour permettre d'assurer l'avenir de l'institution et la réalisation de projets¹⁰⁸. Déjà, dès 1948, dans le livre sur la *délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, les Frères de la Charité exposaient encore leur besoin de soutien financier de la Province pour « *rééquilibrer la balance des dépenses* ». Les religieux parlent d'un manque de 115 000\$ pour « *liquider son passif* », une somme astronomique en 1948. Au total, pour 1947, le Mont-Saint-Antoine estime à 218.002\$³¹ leurs dépenses pour un revenu global de 166 949\$⁴² dont plus de 85% provient du gouvernement, sans compter les 5483\$⁸⁵ de frais médicaux. Le déficit de 51 052\$⁷⁹ est comblé par les subsides de 1948. L'institution privée des Frères est donc complètement dépendante du bon vouloir du gouvernement provincial et de ses finances. Pourtant, les Frères estiment que cela n'est pas suffisant et que le prix de journée par tête fixé à 1\$¹⁰ en 1947 doit être de 1\$⁴⁸ net¹⁰⁹. Les Frères de la Charité, forts de leurs soutiens, n'hésitent pas dans leur journal à multiplier les appels au soutien financier de leur œuvre. Pour mobiliser les donateurs, privés et surtout publics, les Frères comptent sur les fêtes anniversaires de l'institution. Ils témoignent alors du réseau de soutien dont bénéficie le Mont-Saint-Antoine.

Le petit courrier du Mont-Saint-Antoine de juillet-août 1948 retranscrit dans ses lignes les festivités du 75^e anniversaire de la fondation de l'institution par les Frères de la Charité et leur mécène, Antoine Olivier Berthelet. Les « noces de diamant » du Mont-Saint-Antoine sont fêtées en compagnie d'invités « prestigieux ». En effet, le journal révèle que « (...) les représentants du gouvernement fédéral, provincial et municipal, ainsi que ceux des principaux corps publics qui s'intéressent à l'enfance » sont venus pour participer aux réjouissances ; « tous sont des amis sincères »¹¹⁰. Des activités sont organisées sur trois jours, les 12, 13 et 14 juin 1948 : épreuves sportives des élèves, revue des cadets, présentation des métiers aux visiteurs, séances de cinéma avec la projection de films tel qu'un « film inédit sur l'œuvre du Mont-Saint-Antoine, par M.F. Laparé ». Les membres de la hiérarchie ecclésiastique, des militaires, des policiers, des magistrats de la cour juvénile de Montréal sont présents. L'invitation de ces hommes à venir fêter les 75 ans du Mont a pour but de mobiliser les soutiens : « nous attendons du public un soutien combien nécessaire pour faire face aux nécessités de la vie d'aujourd'hui : l'État a qui appartiennent les enfants à nous confiés, restera-t-il sourd à nos appels ? Nous espérons que ces fêtes ont fourni l'occasion de constater nos besoins urgents »¹¹¹. Les Frères insistent sur la nécessité pour l'État, le gouvernement provincial, de s'investir dans la rééducation de ses enfants, de sa jeunesse. Ils rappellent aux politiques que les enfants sont confiés au Mont, ils en ont la charge rééducative mais ne veulent pas assumer la charge financière de ces enfants. Les religieux exposent clairement que malgré les réjouissances du 75^e anniversaire, tout cela a été mis en place pour démontrer tous les besoins « urgents » de l'institution. Ils comptent sur une aide publique pérenne du gouvernement provincial. Mais les

¹⁰⁸ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, 5^e année, n°4 et 5, 1950.

¹⁰⁹ *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, op. cit., « Soins médicaux ».

¹¹⁰ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1948.

¹¹¹ *Ibid.*

Frères n'ont pas les hommes politiques pour seul soutien. Plusieurs « groupements sociaux » visitent l'institution. Les groupements paroissiaux et les J.O.C sont sollicités mais les Frères sont aussi parrainés par les Filles d'Isabelle, une œuvre de charité de femmes catholiques. Les marchands de fourrures et les marchands de l'Est appuient l'œuvre des Frères en finançant les réalisations matérielles de l'institution. L'aide est financière et matérielle mais aussi politique puisque ces corporations sont composées d'hommes hauts placés dans le domaine du commerce, de la banque et des finances, en lien avec la sphère politique et parlementaire. Mais les Frères de la Charité portent dans leur réseau de soutien l'espoir de trouver pour les jeunes des « *familles amies* » et des parents adoptifs. Les Frères comptent surtout sur les corporations de commerce et la J.O.C. pour trouver des patrons aux jeunes à leur sortie de l'institution, notamment parmi les cultivateurs. Les cultivateurs représentent pour les Frères le cadre de vie idéal pour les jeunes délinquants, éloignés de la ville, astreints au travail manuel et partageant le mode de vie rural, « honnête » et catholique. Une représentation idéalisée et nostalgique du Canada-Français, de la Nouvelle France. Les Frères de la Charité organisent ces petites visites de soutiens, en dehors des festivités, le dimanche. Elles permettent de mettre un terme aux préjugés et critiques qui visent le Mont-Saint-Antoine. L'institution souhaite par ces visites, démentir les critiques, montrer la réalité de la vie des jeunes garçons placés à l'institution, ériger l'œuvre rééducative des Frères de la charité en modèle de prise en charge des jeunes délinquants. Enfin, c'est du soutien moral, financier et matériel que les Frères ont besoin, de la part de tous : « *les autorités civiles, religieuses, les éducateurs, les personnes d'œuvres, et le grand public pourront y lire ce qu'a été le M.S.A., ce qu'il est aujourd'hui, ce qu'il veut devenir* »¹¹².

Les Frères de la Charité bénéficient du patronage important des Chevaliers de Colomb qui multiplient les aides financières et matérielles pour l'institution, ce dont le journal rend compte. Les Chevaliers de Colomb est un ordre créé en 1882 dans l'État du Connecticut aux États-Unis par l'abbé Michael McGivney pour venir en aide aux familles catholiques défavorisées et affectées par la perte d'un membre de la famille, du père principalement. L'organisation est reconnue par le Vatican en 1895. En 1897, un premier conseil canadien voit le jour à Montréal¹¹³. Il n'est donc pas étonnant de voir que les Chevaliers de Colomb, organisation de défense et de protection des familles catholiques, aient apporté leur aide aux jeunes « délinquants » pris en charge par les Frères de la Charité. D'ailleurs, les religieux appellent les jeunes à se souvenir de cette aide : « *Vous, la société de demain répondez à cette confiance que l'on met en vous, ne trompez pas vos grands bienfaiteurs* »¹¹⁴. Les bienfaiteurs ont en effet subventionné la construction d'une piscine extérieure, inaugurée le 27 juin 1948. En effet, dans le livre des Frères sur la délinquance, il apparaît que les Chevaliers de Colomb ont subventionné la piscine pour un coût de 3 038\$³⁴. Mais les Chevaliers de Colomb ne sont pas les seuls à se distinguer par leur aide répétée. Le club Kiwanis, organisme d'aide aux enfants créé à Détroit en 1915, parraine financièrement et matériellement l'institut du Mont-Saint-Antoine. Contrairement aux Chevaliers de Colomb, qui malgré sa direction laïque est portée par les valeurs et un mode de fonctionnement

¹¹² *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine, op. cit.*

¹¹³ Knights of Columbus, 5 juin 2016, <http://www.kofc.org/fr/todays-knights/history/1882-1899.html>.

¹¹⁴ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, mai-juin 1948.

proprement catholique, le Club Kiwanis a été fondé par des commerçants et hommes d'affaires. Leur aide est également attestée à Boscoville où, d'après Robert Rumilly, le Club finance l'achat de voitures pour le camp à la fin des années 1940¹¹⁵. Au Mont-Saint-Antoine, le club Kiwanis fait deux dons de 500\$ chacun en 1947 selon le bilan financier publié en 1948 dans *la délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*. Le Club Kiwanis investit surtout dans les loisirs : à Boscoville, par l'achat de canoës, au Mont-Saint-Antoine, avec l'ouverture d'un atelier de bricolage dont le moniteur est payé par le gouvernement. Mais les Frères de la Charité ne témoignent dans le journal de leur reconnaissance seulement pour les Chevaliers de Colomb, pour la subvention de la piscine. Ils font l'objet de remerciements répétés, à travers ce que le journal appelle des « cérémonies commémoratives » : « *Le moment attendu et pathétique est proche ! Nous devons témoigner au noble héros qui s'était tant attaché à l'œuvre du M.S.A. tombé en brave sur la brèche, dans l'ardeur véhémence du combat, la sincérité de notre gratitude et de notre estime* »¹¹⁶. L'implication des Chevaliers dans l'œuvre des Frères apparaît totale. Les épouses des bienfaiteurs sont même citées : « *Madame Godin synthétise les vaillantes dames, les charmantes épouses des Chevaliers de Colomb qui sans calculer leur temps précieux, à ses côtés, voulurent seconder la besogne méritoire de leurs chers époux* »¹¹⁷. Dans ces discours des Frères en l'honneur de Rodolphe R. Godin, Chevalier de Colomb qui semble s'être particulièrement investi pour le Mont-Saint-Antoine, les mots sont forts et engagés, non dénués d'une conception chrétienne du rôle de la femme, « aux côtés de son époux ». Les Chevaliers de Colomb et les Frères de la Charité, outre l'engagement dans la charité, ont en commun des conceptions catholiques de la société. Sur le plan politiques, les deux ordres sont de fervents patriotes mais également des anti-communistes. Nous avons vu la violente diatribe des Frères contre le communisme dans le numéro de juillet-août 1947¹¹⁸. Sur le site web des Chevaliers de Colomb, l'ordre ne cache pas dans ses pages sur son histoire, sa campagne contre le communisme (et le fascisme) lancée dans une « *Croisade pour la préservation et la promotion des idéaux américains* » en 1946¹¹⁹. Les Chevaliers portent leur attention après la guerre dans la lutte contre le communisme par des campagnes publicitaires dans « *12 quotidiens aux États-Unis et cinq au Canada* » en plus des dépliants et émissions de radio dans les deux pays. Ce nationalisme est aussi palpable dans le livre édité par les Frères en 1948, dans lequel Osias Lamoureux, « *secrétaire du comité de l'œuvre de la piscine du M.S.A et Chevalier de Colomb du Frère Lafontaine* », est l'auteur d'une préface intitulée « *Jeune homme lève toi* »¹²⁰. Osias Lamoureux prend l'Évangile pour témoin afin de légitimer l'œuvre des Frères de la Charité et émettre une critique de la société. Il met en avant les causes familiales et sociales de la délinquance des jeunes, vus comme des enfants plus victimes que coupables : « *Pourquoi montrer du doigt ces enfants infortunés qui souvent expient les fautes des aînés et des adultes ?* ». Dans son discours élogieux envers les Frères et les Chevaliers de

¹¹⁵ R. Rumilly, *Boscoville*, op.cit.

¹¹⁶ *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1949.

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Voir chapitre 6 a) « Travail, famille, patrie » : un triptyque partagé, p.132.

¹¹⁹ Site web, www.kofc.org, Les Chevaliers de Colomb, « Histoire », « Guerre et paix : 1941-1950 », <http://www.kofc.org/fr/today-knights/history/1941-1950.html>. Consulté le 5 juin 2016.

¹²⁰ *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, op. cit.

Colomb, l'auteur se réfère à François Mauriac, écrivain français catholique issue de la bourgeoisie bordelaise et journaliste engagé, dans les années d'après-guerre. Toute sa vie et ses œuvres furent marquées par sa foi catholique, y compris dans son engagement politique, même dans lorsqu'il fût un résistant intellectuel au régime de Vichy¹²¹. Les Chevaliers de Colomb et les Frères de la Charité sont donc très proche, tant dans le but de leur œuvre que dans leurs conceptions. L'ordre est un soutien très important à la politique d'éducation et de formation des jeunes garçons « délinquants » mais il ne suffit pas à combler tous les besoins des Frères.

En effet, les religieux expriment la nécessité de trouver de l'aide financière et des appuis suffisamment puissants et influents pour légitimer leur action auprès des jeunes. Mais ils éprouvent aussi la nécessité d'une participation durable, pérenne, à l'administration de l'institution et au travail éducatif auprès des jeunes. Le déficit des vocations religieuses entraîne une pénurie et un vieillissement du personnel qui travaille au Mont. Dans le journal, les Frères réclament l'envoi de Frères issus des différentes congrégations de tout le Québec mais demande également dans les années 1950 l'aide de laïcs. Ce problème de personnel, corrélé aux dettes financières des Frères, mène à la vente de l'établissement en 1964. La vente est aussi une conséquence des campagnes de dénigrement menées par les institutions paragouvernementales issues de la Révolution Tranquille, selon le Frères Édouard Bolduc qui écrit en 1971 sur *Les Frères dans l'œuvre de la rééducation*¹²². Les Frères trouvent dans la vente de l'institution à une corporation laïque, la fin des entraves financières à la rééducation des jeunes. Par ailleurs, les Frères restent des éducateurs, employés de la corporation. Mais ils sont concurrencés par l'arrivée de laïcs, formés dans des écoles spécialisées d'éducateur qui se multiplient sur le territoire. En février 1971, « l'école Mont-Saint-Antoine Incorporation », le nouveau nom de l'institut de la rue Sherbrooke, ne compte plus que 14 religieux sur 159 employés : 9 sont des « cadres », 4 exercent parmi les 16 pavillons, un Frère est infirmier. Les Frères de la Charité ne s'opposent pas à la marche de laïcisation en cours à l'institution, comme dans une grande partie du Québec d'ailleurs. Ils en sont bien conscients. Leur vision de la situation en 1971 et dans les années suivantes est très lucide : « *Dans le contexte actuel du Québec, il n'est plus possible d'envisager qu'une institution paragouvernementale (c'est-à-dire qui octroie un droit d'éducation des jeunes et qui finance majoritairement l'institution) soit prise complètement en charge par une communauté religieuse. (...) Il y aura toujours la possibilité cependant, pour les religieux, d'œuvrer auprès de la jeunesse délinquante à titre individuel, dans les institutions et les agences existantes, à la condition qu'ils s'astreignent à prendre au préalable une formation spécialisée. (...) Il est réaliste de prévoir, même si cela ne peut se faire sans un pincement au cœur, que la fin de la présente décennie sonnera le glas de notre contribution communautaire au service des jeunes délinquants* »¹²³. En effet, la contribution religieuse des Frères de la Charité prend fin dans les années 1970 et 1980 avec le retrait ou la mort des religieux.

¹²¹ Voir, www.academie-francaise.fr, « Les immortels », <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/francois-mauriac>. Consulté le 5 juin 2016.

¹²² « Les Frères de la Charité au Canada : rééducation », Édouard Bolduc, 1971, CJM-IU, Archives.

¹²³ « Les Frères de la Charité au Canada : rééducation », Édouard Bolduc, 1971, CJM-IU, Archives.

L'histoire des Frères de la Charité avec la jeunesse délinquante se termine donc plus de cent ans après la fondation et l'ouverture de l'institution par les religieux et le mécénat d'Antoine O. Berthelet en 1873. Dès le départ les Frères ont bénéficié de soutiens de la part de la hiérarchie ecclésiastique, des ordres religieux (Congrégation Saint-Vincent-de-Paul) et bienfaiteurs privés, plus que du gouvernement provincial. Dans les années 1940 et 1950, les Frères de la Charité ont besoin d'aide financière pour mettre en œuvre leur projet d'école des arts et métiers et pour adapter leur offre éducative à la jeunesse de l'après-guerre. Ils ont également besoin d'un support moral pour légitimer la continuation de leur entreprise religieuse face aux critiques d'une société qui se laïcise, qui remet en cause les pouvoirs de l'Église. Malgré les nombreuses preuves d'amitiés de la part d'ordre de Charité, tel que les Chevaliers de Colomb, les Frères de la Charité ne peuvent plus continuer de gérer le Mont-Saint-Antoine. La Révolution Tranquille acheva sans doute la tenue de l'institution par les religieux qui purent tout de même continuer leur travail dans la cause éducative des jeunes « délinquants ».

Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice sont, à ne pas en douter, deux importantes institutions d'éducation surveillée pour leur territoire respectif. Fort de leur ancrage quasi centenaire, les deux établissements éprouvent le besoin de publier un journal à partir de 1945 pour présenter le fonctionnement de l'institution et la vie quotidienne des garçons « délinquants ». *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* et *Espère* sont différents dans leur mise en page et présentation ainsi que par la régularité de production, les auteurs et destinataires des articles. Cependant, ils traitent de thématiques communes afin de d'informer et de promouvoir leur action éducative. Le lectorat y perçoit toutes les capacités du personnel des institutions à identifier la délinquance et à la traiter. En effet, tout un discours institutionnel défend un mode de rééducation particulier à l'institution, qualifié de moderne et de modèle du genre. Les Frères de la Charité se basent sur leur long noviciat auprès de la jeunesse délinquante et leur résolution de moderniser les conditions de vie des jeunes (confort matériel, loisirs) tandis que Saint-Maurice se réfère à son adaptation constante aux besoins et au bien-être des jeunes garçons, à la reproduction de conditions de vie réelles. Pour perpétuer leur œuvre auprès de la jeunesse délinquante, les établissements ont besoin d'un regard extérieur qui légitime leur existence. Le maintien du lien avec les anciens comme preuve de la réussite de la rééducation, les visites publiques ou la venue d'autorités ministérielles donnent la possibilité de promouvoir l'institution et de trouver des soutiens, moraux et financiers. Le but de la parole institutionnelle à travers les journaux n'est pas seulement informatif mais il s'agit bien d'une stratégie consciente des institutions pour se distinguer des autres établissements et défendre une conception de la rééducation des mineurs de justice.

Conclusion

Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice sont deux institutions de rééducation pour jeunes garçons « délinquants » qui, à partir de 1945, décident de publier régulièrement un journal afin de rendre compte de leurs activités. Si l'institution solonnoise confie la production du journal *Espère* à quelques jeunes issus des sections de « mérite », aidés par le personnel et contrôlés par la direction ; l'institution montréalaise décide de publier l'opinion des Frères de la Charité dans *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*. La prise de plume « médiatique » des deux institutions, du milieu des années 1940 à la fin des années 1960, correspond à leur mutation progressive, devant la nouvelle orientation de la prise en charge institutionnelle des mineurs de justice fondée sur la protection et l'éducation, rendue nécessaire par les bouleversements politiques, économiques, sociaux et culturels qui affectent aussi bien la France que le Québec.

Le Mont-Saint-Antoine et l'institution Saint-Maurice exposent alors dans leur journal le fonctionnement de leur institution dans les années d'après guerre, sans doute pour déjouer les accusations dont elles ont été victimes par le passé. La mutation des sociétés française et québécoise, à des rythmes et une intensité certes différents, oblige les institutions à un devoir de transparence, à parler publiquement de leur œuvre de rééducation auprès des mineurs de justice. L'apparition du journal institutionnel est liée à ce besoin d'informations et d'ouverture des institutions de rééducation. Il apparaît alors dans les journaux que les institutions ont misé sur l'apprentissage et l'enseignement technique ou Arts et Métiers pour occuper les jeunes, les former à un métier choisi en fonction de leur personnalité. En somme les rééduquer en les concentrant sur un objectif : apprendre un métier afin d'avoir les outils nécessaires pour s'insérer dans la société, par le travail. La transformation des établissements de réforme en école est vue par les directions comme un processus de normalisation de l'éducation « spécialisée », afin de réduire le fossé avec la vie civile et mettre un terme à la réputation de « bagnes pour enfants ». Néanmoins, le travail des jeunes pour le compte de l'institution n'est pas enterré, notamment à Saint-Maurice. Un nouvel acteur fait également son entrée dans les établissements d'éducation : l'éducateur. Les Frères de la Charité s'inspirent des nouvelles conceptions et méthodologies de la rééducation développées dans les facultés de sciences sociales des universités ainsi que des revues spécialisées. Ils reconnaissent l'utilité de nouveaux acteurs comme les travailleurs sociaux et les éducateurs mais ne veulent pas de laïcs pour assurer le travail d'éducation morale et sociale des jeunes en dehors de la scolarité, d'ailleurs contrôlée par l'Église. Les Frères de la Charité se définissent alors comme éducateurs. Un rôle qu'ils préservent même après la vente du Mont-Saint-Antoine en 1964, à titre individuel. C'est à ce moment que les Frères sont réellement formés et que de jeunes éducateurs laïcs font leur apparition. À Saint-Maurice, la réforme précoce de l'institution à la fin des années 1930 avait déjà dessiné le visage des internats de rééducation pour jeunes garçons de la seconde moitié du XX^e siècle. L'éducateur devient alors un personnage central tant pour l'institution que pour les jeunes. L'individualisation de la prise en charge des jeunes « inadaptés » fait ses premiers pas. Par ailleurs, les deux établissements souhaitent par le journal donner une nouvelle image de leur institution et s'éloigner de la conception

pénitentiaire. Elles insistent sur le caractère familial de l'éducation, assuré tant par le personnel que par le cadre de vie, qui détonne avec la famille d'origine du jeune. Les institutions élaborent en effet leur statut familial par opposition aux cadres familiaux traditionnels qui sont jugés responsables du déficit d'éducation et de moralisation, aux origines de la délinquance. Les journaux veulent rendre compte par la voix des jeunes de l'ambiance familiale qui règne au Mont ou à Saint-Maurice.

Les jeunes garçons « délinquants » sont au cœur de la vie des institutions puisqu'ils sont la raison d'être des établissements d'éducation surveillée. Il est donc logique de les retrouver au cœur des écrits et des images, dans les documents destinés à être lus comme le courrier ou le journal mais également dans les notes et écrits personnels. L'intensité de leur présence dans les sources est due pour beaucoup au nouvel intérêt des d'éducation et des gouvernements à porter une attention particulière à l'éducation et à la formation de la jeunesse. Les buts de la rééducation ne sont plus seulement de redresser et de rééduquer le jeune pour une mise en conformité avec la société mais bien de le protéger et de lui proposer les outils nécessaires à sa formation, par l'apprentissage, la vie en communauté et la pratique de loisirs. Les jeunes à Saint-Maurice bénéficient alors d'une plus grande part de liberté dont l'institution se porte garante par son travail constant de responsabilisation du jeune et de son adhésion au fonctionnement institutionnel par une politique de séduction via les loisirs. Au Mont-Saint-Antoine, les Frères introduisent plus de loisirs et mettent également l'accent sur la responsabilisation du jeune. Les deux institutions présentent alors les bonnes conditions de vie quotidiennes des jeunes basées sur la vie en commun et l'accès à des loisirs diversifiés et adaptés à leurs goûts. Mais la nouvelle conception des buts de la rééducation, qui répond plus à la notion de protection et de bien-être de l'enfant, n'est pas incompatible avec l'idée de protéger la société et de modéliser le mineur sur une représentation idéalisée de la société. Pour renvoyer aux regards extérieurs le reflet d'un modèle de société idéal, incarné en l'institution elle-même, les documents officiels minimisent voire dénie l'existence de toute déviance dans ses murs, ce qui remettrait logiquement en cause leur propre capacité à réformer les déviances et à relever un jeune au seuil de la normalité. Aussi les « affaires » sexuelles, les résistances et les violences sont dénigrées dans les discours institutionnels car elles ne servent pas l'intérêt des établissements. Les deux institutions se sont transformées pour s'adapter aux nouvelles exigences sociales de sociétés en mutation. Elles propagent par leurs écrits leur conception d'une jeunesse idéale adaptée aux besoins de la société future et par la même occasion, prétendent parvenir à bâtir cette jeunesse, fondée sur les valeurs du travail, de la famille et de la fierté nationale. Toutes ces valeurs, les institutions les portent depuis leur création mais leur place prend une ampleur autrement plus importante auprès des jeunes en cette seconde moitié du XX^e siècle car d'après les écrits institutionnels, elles suscitent leur libre adhésion personnelle. Les valeurs de travail, de famille et de patrie ne sont pas exclusives à nos deux institutions ; elles répondent aux vues et attentes projetées par les pouvoirs politiques et une partie de la société sur sa jeunesse.

Mais, au-delà d'une présentation sublimée du fonctionnement modernisé de l'institution et d'un discours officiel qui laisse entendre que la jeunesse trouve son épanouissement à travers l'œuvre rééducative de l'institution. Les établissements ont pour objectif à travers les articles, les images et les écrits de démontrer leur haut degré d'adhésion

aux réformes éducatives et prouver ainsi leur capacité d'entendement et d'adaptation aux nouvelles espérances sociétales ainsi qu'aux exigences gouvernementales. Elles cherchent par ailleurs à établir leur précocité et démontrer leur performativité dans l'application effective de la législation sur l'enfance « délinquante ». Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice se représentent comme des incarnations institutionnelles des principes protecteurs et éducatifs énoncés dans les lois. De sorte que, pour se prévaloir de telles compétences, les deux institutions adoptent une stratégie de communication, par le journal notamment. Le journal, bien que cela soit une activité des jeunes à Saint-Maurice ou un rendez-vous bimensuel au Mont-Saint-Antoine, est un véritable outil de communication, une publicité de l'institution, leur vitrine. Leur diffusion en dehors des murs et du périmètre immédiat des établissements ne laissent aucun doute sur sa fonction. Ce n'est pas seulement un exercice d'écriture, de responsabilisation et de transparence. Le journal est un véritable outil de propagande pour le Mont-Saint-Antoine et pour l'institut Saint-Maurice. Les deux institutions prennent la parole, certes par le biais d'orateurs différents, mais dans le but d'ériger leur conception de la rééducation du jeune « délinquant » au sommet des solutions institutionnelles. Toutes deux dissertent sur la délinquance juvénile, ses causes, ses expressions pour mieux démontrer leur propre savoir-faire dans le discernement des problèmes propres à chaque jeune et promouvoir tout le travail de l'institution dans l'individualisation de la rééducation du jeune. Le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice répètent dans leurs écrits que tout est fait dans la perspective de bien-être du jeune. Leur discours correspond à ce que les autorités et la société veulent entendre. Mais les deux institutions ne peuvent se contenter du journal pour se promouvoir. Elles ont besoin de légitimer leur action auprès des jeunes « délinquants » et de prouver l'efficacité de leur modèle institutionnel de rééducation en s'appuyant sur un réseau de soutien étendu et représentatif. La venue de personnalités politiques ou ecclésiastiques dans le cas de l'institut montréalais, sans toutefois s'assurer d'un soutien sans failles, est l'opportunité de bénéficier de garanties officielles. L'engagement personnel ou l'aide de groupes de charité et d'associations, outre le financement d'activités, participent à abattre les murs qui entourent l'institution, à l'intégrer dans le sillon de la société, à la sortir de l'isolement.

La parole institutionnelle, par les écrits officiels et le journal, participe alors à réformer les institutions d'éducation de jeunes « délinquants » puisque dans la présentation et la promotion d'un modèle de prise en charge du délinquant, le discours de nos deux institutions s'établit soit en opposition et en rupture avec des modèles existants (Mont-Saint-Antoine), soit par dénégation de tout autre système de rééducation (Saint-Maurice). Les institutions participent alors à construire la nouvelle prise en charge des mineurs de justice, toujours envisagée dans une optique plus protectrice de l'enfant et plus éducative, à la fois à partir de l'adhésion et de la désapprobation qu'elles suscitent de l'État sur leurs mode de fonctionnement et leurs méthodes d'éducation.

Il nous apparaît alors important d'affirmer que le journal d'institution d'éducation surveillée est une source indispensable pour faire l'histoire de l'enfance délinquante et de la rééducation des mineurs de justice dans la seconde moitié du XX^e siècle. Sous exploitée, la source journalistique témoigne pourtant de la volonté des institutions de s'exprimer. Par ailleurs, les journaux fournissent de multiples informations sur le fonctionnement de l'institution, sur la vie des jeunes au quotidien et permet de voir les évolutions de l'institution dans le temps. Des dessins et des

photographies viennent illustrer la vie à l'institution. Bien entendu, l'historien ne peut se reposer sur la seule exploitation du journal institutionnel, quand il existe. Il est nécessaire de recouper les informations avec des sources administratives des institutions, des témoignages oraux ou écrits d'anciens pensionnaires et éducateurs, etc. Mais le journal est une source moins aride que les règlements d'institutions ou les dossiers de jeunes. Il est riche de sa diversité. Le journal livre à la fois des informations très générales et d'autres informations très précises sur le fonctionnement institutionnel ; des petits détails de la vie quotidienne. Le journal n'est pas publié par toutes les institutions. Il est donc nécessaire de le prendre en compte dans les études historiques quand il se présente sous le nez de l'historien. Nous avons fait le choix d'étudier la parole institutionnelle à travers deux journaux, l'un en France, l'autre au Québec. Outre l'objectif de répondre à notre problématique sur l'apport de la parole institutionnelle à la nouvelle orientation de la prise en charge des mineurs de justice, il s'agissait également de rendre compte d'une expérience d'écriture commune de deux institutions pour garçons très différentes de par leur statut et le contexte dans lequel elles s'insèrent. Toutes les problématiques soulevées par le journal d'institution d'éducation surveillée n'ont pas trouvé de réponse dans ce travail de recherche. Il est donc nécessaire de poursuivre les investigations sur les journaux institutionnels et d'étudier leur apport dans la connaissance des institutions et de l'histoire de la rééducation des mineurs de justice. Nous avons présenté dans les sources plusieurs fonds d'archives qui renferment des journaux, notamment dans le fonds Brisset qui contient le journal *L'Écho Lorrain* de l'établissement de Neufchâteau. Au Québec, il est également nécessaire d'étudier de plus près les écrits de jeunes de Boscoville et de localiser les archives des Frères de la Charité afin de mettre la main sur une supposée collection de journaux des Frères de la Charité et des jeunes pensionnaires. Enfin, la fin de publication des journaux au crépuscule des années 1960, doit également porter notre attention sur le bilan à établir de cette expérience d'écriture institutionnelle. Personnellement nous avons opté pour l'étude de ses apports à la nouvelle orientation de la rééducation mais le développement de modèles alternatifs et l'adoption de nouvelles lois sur l'enfance délinquante dans années 1970 et 1980 mettent fin au système en place dans nos deux institutions.

Nous pouvons donc nous demander en quoi la parole institutionnelle et la promotion des institutions n'ont-elles pas au final desservi la pérennisation des institutions d'éducation surveillée et des milieux éducatifs fermés, comme le Mont-Saint-Antoine et Saint-Maurice, à partir des années 1970 ? En somme, cette expression des institutions, par le journal, ne sonne-t-elle pas le glas d'un mode de prise en charge qui ne correspond plus véritablement aux besoins et aux attentes des sociétés ?

Sources

1. Les sources : présentation générale

La source principale de notre corpus est le journal institutionnel. Nos recherches et notre démonstration s'appuient principalement sur l'étude de deux journaux : un premier journal, *Espère*, édité par les jeunes « délinquants » de l'institution publique d'éducation surveillée de Saint-Maurice, dans le Loir-et-Cher, de 1945 à 1970 sans discontinuité ; un deuxième journal édité par les Frères de la Charité de l'école de protection de la jeunesse du Mont-Saint-Antoine à Montréal, au Québec, de 1947 à 1954, qui aurait été publié ensuite par les jeunes pensionnaires de 1954 à 1960¹. A travers les deux journaux, ce sont deux importantes institutions de rééducation au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que nous étudions et ce dans deux territoires différents². Certes l'une est publique, Saint-Maurice, tandis que l'autre est privée, le Mont-Saint-Antoine. Mais en même temps, la France et le Québec sont liés sur le plan historique et historiographique, notamment en ce qui concerne l'enfance « délinquante ». Nous avons la conviction que le rapprochement des deux sources est possible et utile afin de mieux connaître la réalité de l'éducation des jeunes « délinquants ». Les deux journaux présentent à la fois des similitudes dans la forme du journal, la présentation, les sujets abordés mais aussi de nombreuses différences.

La première étant celle du statut des auteurs du journal au sein de l'institution : si à Saint-Maurice ce sont bien les jeunes qui éditent le journal par leurs reportages, la collecte d'informations et interviews de camarades ou de lettres d'anciens, puis le distribue au sein de l'école spécialisée et au-delà, au Mont-Saint-Antoine, ce sont exclusivement les adultes, les religieux, les Frères de la Charité qui publient à destination d'un public exclusivement adulte. Nous avons donc une seule source, le journal, mais deux types d'auteurs, placés de part et d'autre du système des institutions d'éducation surveillée : les jeunes « délinquants » et les adultes en charge de leur rééducation. Le journal est un outil d'expression commun à nos deux institutions mais la forme et le fond, bien qu'ils traitent des jeunes et de l'institution, sont divergents, tout comme l'intonation et les destinataires.

¹ Selon les indications de sources de la thèse de Danielle Lacasse : D. Lacasse, *Le Mont-Saint-Antoine : la répression de la délinquance juvénile à Montréal 1873-1964*, op. cit. p.10 du Pdf.

² L'IPES Saint-Maurice est profondément réorganisée, avec Saint-Hilaire, avant les réformes de 1945, dès 1936 et plus efficacement en 1938. Elle est définie comme étant « moderne », « progressiste », « ouverte ». Les institutions publiques sont peu nombreuses à la sortie de la guerre et Saint-Maurice sort du rang par la personnalité de son directeur et du sous-directeur, et la réussite de ses élèves aux examens professionnels (CAP) qui est perçue comme une preuve de réussite de la rééducation institutionnelle et la voie pavée pour la réinsertion du jeune dans la société. Au Québec, le Mont-Saint-Antoine est historiquement le premier établissement pour jeunes garçons délinquants catholiques de la province de Québec, établi à Montréal, avec une importante capacité d'accueil, très prisée des juges, parfois à la désolation des Frères. Voir S. Ménard, *Des enfants sous surveillance: la rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, Etudes québécoises, Québec, Canada, VLB éditeur, 2003.

La deuxième différence est d'ordre archivistique. La présentation des sources dresse un déséquilibre des archives sur les institutions d'éducation surveillée, entre la France et le Québec, notamment dans la conservation des journaux. Nous avons donc consulté d'autres fonds d'archives et d'autres types de sources.

En France, nos recherches ont permis de localiser et d'inventorier les archives du journal *Espère* (numéros et documents sur la rédaction du journal) dans trois fonds archivés sur deux sites publics. Nous avons donc pu constater qu'une collection presque complète du journal *Espère* est conservée dans des centres d'archives et qu'un travail d'histoire sur les écrits de jeunes en institution de rééducation est réalisable³. Par ailleurs, de nombreux documents, de nature diverse et variée, issus de l'administration de l'IPES Saint-Maurice sont également disponibles au chercheur, lui permettant d'étudier les deux visages de l'institution publique d'éducation surveillée. Le chercheur a à la fois quantité et diversité des sources.

Au Québec, nous avons déjà relevé que l'historiographie s'est encore peu intéressée à l'enfance « inadaptée » dans la seconde moitié du XX^e siècle, laissant donc peu d'indications sur les sources et les archives potentielles pour réaliser des études sur la « protection de la jeunesse » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Par ailleurs, nos recherches sur les archives du Mont-Saint-Antoine nous ont amené à conclure qu'une infime partie d'entre-elles étaient conservées dans les centres d'archives publics tant au niveau provincial à la Bibliothèque et archives nationales du Québec qu'au niveau fédéral à la Bibliothèque et archives du Canada. D'ailleurs, les documents archivés sur l'institution à la BANQ et à la BAC sont identiques, tel que le livre édité par les Frères de la Charité, *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*. C'est donc logiquement dans des archives privées que les documents sur le Mont-Saint-Antoine sont majoritairement conservés puisque l'administration de l'établissement, et même de tout le réseau d'assistance sociale au Québec, a été confié aux religieux (majoritairement catholiques) jusqu'à la reprise en main de la « socialisation des québécois » par le gouvernement provincial à partir de la Révolution Tranquille⁴. Les archives privées des Frères de la Charité sur l'institution ne semblent pas avoir fait l'objet d'un versement aux archives nationales québécoises et malgré nos recherches et nos démarches pour entrer en contact avec des responsables des Frères de la Charité, nous n'avons pas eu accès à leurs archives. Pourtant, Danielle Lacasse et plus récemment Sylvie Ménard ont obtenu un droit d'accès⁵. Nous avons donc composé avec les archives publiques de la BANQ et les archives du Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire qui coordonne aujourd'hui l'activité des ex « écoles de protection de la jeunesse », dont l'ancien Mont-Saint-Antoine connu aujourd'hui sous le nom d'école spécialisée La Lancée⁶. Or dans ces archives, nous n'avons trouvé aucun document écrit par des jeunes

³ Voir Tableau 1 : Inventaire des numéros du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice disponibles au centre d'exposition Enfants en Justice XIX^e-XX^e siècles de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge. p. 228.

⁴ Voir Historiographie des jeunes et de la jeunesse : une entrée récente dans le domaine historique, p.21.

⁵ D. Lacasse, *Le Mont-Saint-Antoine...*, op. cit. p.10 du Pdf. ; S. Ménard, *Des enfants sous surveillance: la rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, op. cit., p. 246.

⁶ Pour découvrir le fonctionnement et les activités de l'école, toujours implantée dans les murs du Mont-Saint-Antoine sur la rue Sherbrooke Est, et toujours destinée aux garçons « inadaptés » de 12 à 18 ans: <http://de-la-lancee.csdm.ca/>.

pensionnaires de l'institution, et surtout aucun exemplaire du journal *Les échos antoniens* qui auraient été publiés par ces derniers entre 1954 et 1960.

Il y a donc une différence de taille entre la nature de nos écrits dans les archives de Saint-Maurice en France et les archives du Mont-Saint-Antoine. C'est pourquoi, devant la présente impossibilité de consulter des écrits de jeunes « délinquants » au Québec, sauf peut-être via les livres de Boscoville présentés par Louise Bienvenue mais que nous n'avons pas consultés, nous avons enrichi notre corpus de sources françaises par des documents provenant de l'administration de l'IPES Saint-Maurice. Les documents administratifs que nous avons consultés sur le site des Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine, à travers le fonds Monique Brisset et le fonds René Courtois, permettent de retrouver un équilibre avec la parole des Frères de la Charité, couchée sur papier, à travers le journal. Par ailleurs, leur lecture permet de voir un autre visage de l'institution, peu visible derrière le masque du journal écrit par des jeunes « délinquants », très bien adaptés aux règles de l'établissement de rééducation. Nous avons d'abord ciblé les documents se rapportant au journal puis plus largement à l'écriture des jeunes (courrier personnel, lettres au directeur, rédactions) pour enfin étudier les dossiers sur les « affaires empoisonnantes » telles que les fugues, l'homosexualité, les violences. Il s'agissait de dépouiller certaines archives afin de comprendre l'attitude et le regard du personnel de l'IPES Saint-Maurice sur les jeunes « délinquants » dont ils ont la charge, comme nous pouvons l'observer à travers *Le petit courrier du Mont-Saint-Antoine* des Frères de la Charité.

2. Les sources dans les archives françaises sur Saint-Maurice

2.1. Le journal de l'IPES Saint-Maurice dans les archives du musée de l'ENPJJ⁷ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge.

Dans le premier mémoire, nous avons consulté et numérisé les exemplaires du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice présents dans les archives du musée de l'ENPJJ à la ferme de Champagne, à Savigny-sur-Orge. Le musée « Enfants en justice XIX^e- XX^e siècles », rattaché au Ministère de la Justice, est dédié à l'histoire de la protection judiciaire des mineurs. Il a été le premier centre d'observation publique de l'Éducation surveillée (COPES) pendant plusieurs dizaines d'années et a accueilli des mineurs placés en attente d'un jugement ou avant leur envoi dans un établissement public d'éducation surveillée, type IPES ou ISES⁸. Aujourd'hui le centre propose un parcours muséographique permanent et accueille des expositions temporaires sur l'histoire des mineurs de justice. Un site web, très bien documenté et construit avec des historiens et des historiennes, offre des ressources numériques de qualité⁹.

⁷ Voir Table des sigles, p. 4.

⁸ Voir Table des sigles, p. 4.

⁹ Voir le site : <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?rubrique2>.

Pour le présent mémoire, nous avons étudié les numéros du journal des années 1960 à 1970 que nous avons numérisés mais que nous n'avons pas utilisé dans notre premier travail. Dès lors, tous les numéros du journal *Espère* présents au centre ont été inventoriés, numérisés et dépouillés. Nous présentons en annexe un inventaire épuré, que nous avons construit, car il n'en existait pas, destiné à être croisé avec les autres numéros du journal disponibles dans d'autres fonds d'archives¹⁰. Il s'agit de présenter au lecteur un recensement précis des numéros du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice conservés dans les archives de différentes institutions de conservation d'archives.

2.1.1. Inventaire des numéros du journal *Espère* au centre d'exposition Enfants en Justice XIX^e-XX^e siècles de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge

Les numéros des années 1940 du journal *Espère* conservés à la Ferme de Champagne sont uniques. Nous ne les retrouvons pas dans les fonds Brisset et Courtois. Ils sont très importants car ce sont les premiers numéros édités par l'institution, des journaux manuscrits, qui relèvent plus du Fanzine amateur passé de mains en mains que du journal à grand tirage. La lecture et l'analyse de ces numéros a permis de mieux connaître la vie des jeunes « délinquants » à Saint-Maurice dans les années 1945-1947, encore très marquée par les pénuries, surtout en ce qui a trait à la nourriture. Les numéros alternent entre l'humour et les textes satiriques mais ils révèlent en réalité les tensions au sein de l'école, liées au contexte de pénuries généralisées. Dans les années 1960, les auteurs sont d'autres jeunes, qui sont nés pendant ou après la Seconde Guerre mondiale mais qui n'ont pas eu le même rapport conscient au temps de l'occupation, de la Libération. Ce sont les « enfants du Plan Marshall ». Il faut surtout constater une évolution des pratiques de loisirs par rapport aux années 1940 bien que le football reste au cœur des pratiques sportives de Saint-Maurice. Il est à relever l'intérêt nouveau des jeunes garçons pour les « idoles des jeunes » et la musique française des années 1960, sans pour autant négliger les artistes et les groupes rock étrangers. C'est également la vie de l'école sans la direction de René Courtois ; les faits et gestes du directeur envers les jeunes sont beaucoup moins décrits dans le journal.

2.2. Le Fonds Monique Brisset aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine : un fonds d'archives publiques sur les institutions de l'Éducation surveillée.

Le Fonds Monique Brisset conservé aux Archives Nationales sur le site de Pierrefitte-sur-Seine est un fonds d'archives que nous avons d'ores et déjà exploré dans nos premières recherches, notamment pour localiser les journaux institutionnels et étudier les numéros préservés du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice. Ce fonds a de nouveau été mobilisé. Nous avons répertorié et consulté les exemplaires du journal *Espère* des années 1960 que nous

¹⁰Nous reprenons le tableau pour le même objet, de notre mémoire de maîtrise, car rien n'a été modifié. Tableau 1 : Inventaire des numéros du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice disponibles au centre d'exposition Enfants en Justice XIX^e-XX^e siècles de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge. P.228.

n'avions pas trouvé, mais surtout nous avons consulté d'autres sources, administratives, sur l'IPES Saint-Maurice. En effet, il nous a paru essentiel de ne pas se limiter au seul journal pour comprendre la vie des jeunes et le fonctionnement de l'institution. Mais avant de rendre compte dans le détail des sources utilisées, il convient de reconstituer l'histoire de la création du fonds Brisset et de présenter ce qu'il renferme.

2.2.1. Une présentation du Fonds Monique Brisset

Le Fonds Monique Brisset est un ensemble d'archives issues des établissements publics de rééducation, d'observation ou de formation de l'Éducation surveillée, créée dans les années 1970 et 1980 par Monique Brisset, bibliothécaire documentaliste pour le Centre de Vaucresson, centre de formation, d'études et de recherche sur l'enfance « inadaptée ». Le centre de Vaucresson a été ouvert en 1952 sous l'initiative d'Henri Michard afin de former un personnel administratif et éducatif spécialisé dans l'enfance « inadaptée » et adapté au milieu de l'éducation surveillée. Puis dès 1958, le centre intègre la recherche dans la formation théorique et pratique des éducateurs en formation. C'est à partir du Centre de Vaucresson notamment, que les études sur l'enfance « inadaptée » et « délinquante », se multiplient et se diffusent via les *Annales de Vaucresson* à partir de 1963, puis via les *Cahiers du CRIV*¹¹ par la suite. Mais la division entre les chercheurs du Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson à la fin des années 1980 et au début des années 1990 a abouti à la fermeture du centre de recherche en 1995. Entre temps, plusieurs institutions publiques d'éducation surveillée ont été condamnées à être relocalisées ou tout simplement fermées. Une mission de récupération des archives a donc été confiée à Monique Brisset qui a parcouru les différents établissements et archives départementales afin de collecter les archives et effectuer un travail « de documentation historique » au Centre de Vaucresson. Le Fonds Brisset a ensuite été versé en 2000 au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau, le site « provincial » des Archives Nationales, sous le numéro de versement 20 000111. Cependant, le Fonds Brisset est aujourd'hui consultable dans les archives publiques, sous le même numéro, au site des Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine, en Seine Saint-Denis¹².

Un inventaire du fonds a été réalisé par Éric Pierre et Mathias Gardet. Cet inventaire permet de voir dans le détail les institutions dont les archives ont été conservées dans le fonds et les types de documents que renferme le fonds Brisset. Le fonds rassemble des sources allant du début du XIX^e siècle jusqu'à la fin du XX^e siècle issus des institutions d'éducation surveillée telles que Aniane, Eysses, Belle-Île, Neufchâteau, Saint-Hilaire, Cadillac ou Saint-Maurice. Mais il contient également des archives des centres d'accueil et d'observation, des établissements et des

¹¹ Voir Table des sigles, p. 4.

¹² Voir la présentation du fonds René Courtois en salle des inventaires virtuelle des Archives Nationales : https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?udId=root&consIr=&irId=FRAN_IR_054721&frotlIr=&auSeinIR=false.

services d’Outre-Mer, du centre de formation et de recherche de Vaucresson comme le montre le plan de classement. Le plan de classement regroupe 122 articles logiquement répartis dans six parties¹³ :

- I – Institutions publiques d’éducation surveillée (série 1 vau) – 1818-1992. Articles 1-37.
- II – Centres d’accueil et d’observation publics (série 2 vau) – 1943-1986. Articles 38-48.
- III – Établissements et services d’Outre-mer (série 4 vau) – 1937-1976. Articles 49-57.
- IV – Saint-Maurice, archives de la direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse du Loir-et-Cher (série 6 vau) – 1872-1984. Articles 58-63.
- V – Formation des personnels (série 3 vau) – 1945-1986. Articles 64-102.
- VI – Centre de formation et de recherche de Vaucresson (série 5 vau) – 1945-1988. Articles 103-122.

2.2.2. Les séries du fonds Brisset sur Saint-Maurice

Deux séries du fonds Brisset renferment des archives sur l’IPES Saint-Maurice :

- **I – Institutions publiques d’éducation surveillée (série 1 vau) – 1818-1992. Articles 28 à 35.**
- **IV – Saint-Maurice, archives de la direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse du Loir-et-Cher (série 6 vau) – 1872-1984. Articles 58-63.**

Il faut souligner que Saint-Maurice est la seule institution à laquelle soit consacré un titre entier du plan de classement. Toutes les archives du fonds concernant les autres établissements publics d’éducation surveillée de métropole pour garçons et pour filles sont uniquement consultables dans la série 1 vau. Quantitativement, c’est donc sur Saint-Maurice qu’il y a le plus d’archives sur un établissement d’éducation surveillée. Elle est présente à la fois dans la série 1 vau sur les établissements d’éducation surveillée et dans la série 6 vau consacrée exclusivement à Saint-Maurice. C’est ce qui rend possible de nombreuses études sur l’institution d’éducation surveillée du Loir-et-Cher. Il est présenté ci-dessous une liste des cotes des deux séries du fonds Brisset que nous avons consultées. Par ailleurs, un tableau en annexe recense les numéros du journal *Espère* présents dans le fonds Brisset¹⁴.

- **I - Institutions publiques d’éducation surveillée (série 1 vau) – 1818-1992.**
 - 20 000111/28 : 1 vau 65 Saint-Maurice : 6) Notice sur l’école professionnelle postérieure à 1950 ; 7) Photographies vers 1954-1955 ; 8) Situations trimestrielles 1956 ; 11) Correspondance et documents divers 1950-1961.

¹³ Nous reprenons ici les intitulés du plan de classement utilisés par É. Pierre et M. Gardet dans l’inventaire du Fonds Brisset.

¹⁴ Voir Tableau 2 : Inventaire des numéros du journal *Espère* de l’IPES Saint-Maurice des cotes 20 000111/31, 20 000111/32 et 20 000111/33 du Fonds Brisset conservé aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine. P.231.

- 20 000111/31 : 1 vau 69 Saint-Maurice – Journal *Espère*– 1948-1955 ; 1 vau 70 Saint-Maurice – Journal *Espère* – 1956-1960.
 - 20 000111/32 : 1 vau 71 Saint-Maurice – Journal *Espère*- 1961 ; 1 vau 72 Saint-Maurice – Journal *Espère*- 1962-1963.
 - 20 000111/33 : 1 vau 73 Saint-Maurice – Journal *Espère*- 1964-1966 ; 1 vau 74 Saint-Maurice – Journal *Espère*- 1964-1966¹⁵.
- **IV – Saint-Maurice, archives de la direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse du Loir-et-Cher (série 6 vau) – 1872-1984.**
- 20 000111/60 : 6 vau 7 Saint-Maurice direction : Affaires empoisonnantes- 1945-1959 ; cahiers du secrétariat de Direction -1957-1959 ; Dossiers sur l’enseignement scolaire en IPES.
 - 20 000111/61 : 6 vau 9 Saint-Maurice, pupilles et élèves : République de Saint-Maurice 1945-1949 ; Rapport de la République de Saint-Maurice 1956 ; journal d’un élève 1953-1955.

Dans le fonds Brisset, nous n’avons pas consulté l’ensemble des documents conservés sur l’IPES Saint-Maurice puisque certaines archives sont antérieures à notre période d’étude, mais aussi parce que nous avons jugé qu’elles ne servaient pas à répondre à notre problématique. Ce sont donc les journaux qui ont été prioritairement traités puis des sources dont les élèves sont les auteurs (journal intime, lettres, rédaction, poèmes). Enfin, des sources de l’administration ont été consultées et nous avons porté une attention particulière au dossier « affaires empoisonnantes » de la cote 20 000111/60, 6 vau 7. Dans la lecture de l’inventaire du Fonds René Courtois¹⁶, nous avons trouvé des sources sur les fugues, l’homosexualité à Saint-Maurice. Nous avons donc supposé que dans cet article du fonds Brisset, il en était également question. Or, il s’agit d’un dossier sur des cas de violences sur élèves, de conflits entre le personnel de l’établissement, de fugues de jeunes. Derrière l’échec de nos attentes, il y a eu la surprise de l’inattendu. Ces dossiers d’archives sont peu nombreux dans les fonds, rares, mais ils existent et montrent une autre face de la vie de l’institution Saint-Maurice, différente de la face visible entretenue par le journal. C’est sans doute le cas pour d’autres institutions. L’existence de ces « affaires », sans être une surprise pour l’historien ou l’historienne qui travaille sur l’histoire de la jeunesse délinquante, est révélateur du paradoxe établi par les lois de réformes de l’éducation surveillée en 1945. Malgré les notions de protection et d’éducabilité, la condamnation des pratiques pénitentiaires et des violences, il y a une persistance des pratiques « violentes » et des avis dévalorisants et moralisateurs vis-à-vis d’une jeunesse jugée « inadaptée ». Il y a une inadéquation entre les discours médicaux et éducatifs protecteurs ainsi que le discours officiel de l’institution tel que nous avons pu l’étudier à travers le journal,

¹⁵ Voir Tableau 2 : Inventaire des numéros du journal *Espère* de l’IPES Saint-Maurice des cotes 20 000111/31, 20 000111/32 et 20 000111/33 du Fonds Brisset conservé aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine. P.231.

¹⁶ Le fonds René Courtois est présenté à la suite de la présente partie : 2.3 Le Fonds René Courtois aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine : un fonds d’archives privées personnel au directeur emblématique de Saint-Maurice – l’autre visage de l’institution.

et la réalité des pratiques institutionnelles. Les archives du fonds Brisset sur Saint-Maurice nous permettent de tirer cette première conclusion sur les sources.

2.3. Le Fonds René Courtois aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine : un fonds d'archives privées personnel au directeur emblématique de Saint-Maurice – l'autre visage de l'institution.

Le fonds René Courtois a été très enrichissant pour notre étude, tout particulièrement sur la parole des jeunes et la vision du personnel sur les jeunes « délinquants ». Dans le premier travail de mémoire, nous n'avions qu'indiqué son existence, raconté l'histoire de sa création et présenté son contenu à travers son plan de classement. Nous avons insisté sur la présence de « 39 » journaux de 1946 à 1957 dans le fonds René Courtois. Mais, nous avons repris le plan de classement établi lors de l'archivage du fonds au CAMT¹⁷. Or, les cotes telles que nous les avons reproduites n'existent plus. Le fonds ayant été versé en 2014 aux Archives Nationales, il a fait l'objet d'une nouvelle attribution de cote. La préservation de ce fonds nous a permis d'étudier outre la parole des jeunes, la parole institutionnelle, permettant ainsi de lier notre institution française au Mont-Saint-Antoine.

2.3.1. L'histoire du fonds René Courtois

Le fonds René Courtois a été créé à partir de la donation de Lise Courtois, fille de René Courtois, des archives professionnelles conservées par son père, au CNAHES-CAPEA¹⁸, ancien centre d'archives à la bibliothèque de l'Université d'Angers, en 1998. C'est alors Gaëlle Guimbretière, étudiante au master d'histoire option archives, qui a réalisé l'inventaire, le tri, le plan de classement et la conservation du fonds « 13C ». Il fait aujourd'hui trois mètres linéaires et rassemble archives publiques et archives privées à travers 227 unités documentaires. À partir de ce fonds, Gaëlle Guimbretière a réalisé un an plus tard le premier travail « historique » sur Saint-Maurice, de la réforme de l'institution dans les années 1930 au départ de René Courtois pour le poste de directeur régional de services parisiens de l'Éducation surveillée en 1957-1958¹⁹.

En effet, peu de travaux à caractère historique et suffisamment détaillés ont été réalisés. L'histoire de Saint-Maurice était seulement citée à titre d'exemple, comme étant l'institution, au détriment de Saint-Hilaire souvent²⁰, où des réformes modifiant la direction de l'institution et la prise en charge des jeunes avaient été effectivement

¹⁷ Voir Table des sigles, p. 4.

¹⁸ Voir Table des sigles, p. 4.

¹⁹ G. Guimbretière, *La réforme de l'éducation surveillée à Saint-Maurice 1936-1958*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine option archives, Université d'Angers, 1999.

²⁰ En effet, en 1936, ce sont deux institutions qui sont réformées, Saint-Maurice et Saint-Hilaire. Mais l'historiographie n'est pas très prolixe sur les suites de ces réformes pour l'institution située à la frontière du Maine-et-Loire et de la Vienne.

appliquées²¹. Un modèle d'éducation surveillée a enfin été trouvé en l'institution Saint-Maurice. Le travail de Gaëlle Guimbretière, qui s'est appuyé sur un fonds d'archives riche et varié, traite donc de l'ensemble de *la réforme de l'éducation surveillée à Saint-Maurice* de 1936 à 1958.

Le fonds a ensuite été versé en 2002 au CAMT²² à Roubaix sous le numéro d'entrée 2002 071. Un « répertoire numérique détaillé » des Archives Nationales du Monde du Travail sur le fonds René Courtois a été réalisé et est actuellement disponible sur internet²³. Un versement du fonds René Courtois a été effectué à la fermeture du CAMT aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine, sous une nouvelle entrée : AS/208(XIII)/1-34. Le fonds fait toujours 3 mètres linéaires, divisé en 34 articles, mais la mention « AS » révèle que le fonds a été classé en archives privées dans son intégralité, ce qui n'autorise aucune reproduction, ni photographies. Néanmoins la cote « 13 C » utilisée pour les unités documentaires ainsi que le plan de classement en quatre parties chronologiques restent valables sous la nouvelle cote des Archives Nationales. Nous pouvons donc utiliser l'inventaire réalisé aux CAMT. Nous avons particulièrement travaillé sur ces archives pour ce travail car il contient des exemplaires inédits du journal et surtout d'autres sources de diverses natures, de la main de Vincent Hourcq puis de René Courtois mais aussi des sources écrites par les jeunes « délinquants ».

2.3.2. Description des cotes utilisées

Le Fonds René Courtois est divisé en quatre parties chronologiques, plus une partie de doubles, allant de 1870 à 1981 :

- AS/208(XIII)/1- AS/208(XIII)/6. René Courtois, sous-directeur de Saint-Maurice, 1870-1943.
- AS/208(XIII)/6 (suite)- AS/208(XIII)/21. René Courtois, directeur de Saint-Maurice, 1944-1957.
- AS/208(XIII)/21 (suite)- AS/208(XIII)/31. René Courtois, directeur régional des services parisiens de l'Éducation surveillée et directeur du centre, 1957-1972.
- AS/208(XIII)/32. Documents de René Courtois en cessation d'activité, 1970-1981.
- AS/208(XIII)/33 – AS/208(XIII)/34. Doubles.

Dans l'optique d'étudier la vie des jeunes en institution et le fonctionnement de l'institution Saint-Maurice dans la seconde moitié du XX^e siècle, nous n'avons retenu que les deux premières parties du classement, inscrites sous les cotes « AS/208(XIII)/1-6 René Courtois, sous-directeur de Saint-Maurice, 1870-1943 » et « AS/208(XIII)/6 (suite) - 21 René Courtois, directeur de Saint-Maurice, 1944-1957 ». Dans ces deux parties, nous n'avons pas étudié toutes les unités documentaires. Nous présentons ci-dessous la liste complète des références consultées pour les deux parties :

²¹ Voir M. Chauvière, *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*, op. cit. ; S. Fishman, *La bataille de l'enfance*, op. cit.

²² Voir Table des sigles, p. 4..

²³ Voir l'inventaire de Gaëlle Guimbretière sur le site, <http://www.cnahe.org/media/21/courtois-2002-071-inv.pdf>. Inventaire consulté le 25 avril 2016.

- **AS/208(XIII)/1-6, René Courtois, sous-directeur de Saint-Maurice, 1870-1943**
- AS/208(XIII)/1 - Gestion des pupilles de Saint-Maurice:
 - 13 C 1 : Correspondance des « pensionnaires » de Saint-Maurice, 1938-1943
 - 13 C 2 : Note de service relative au contrôle de la correspondance des pupilles de Saint-Maurice (non daté)
 - 13 C 3 : Journal d'un pupille de Saint-Maurice, 1941
 - 13 C 4 : Dossier de D., 1938-1942²⁴
 - 13 C 5 : Dossier de M., 1941-1943
 - 13 C 6 : Dossiers de pensionnaires de Saint-Maurice, 1938-1943
- AS/208(XIII)/2:
 - 13 C 7-8 : Confessions et sanctions, 1943
 - 13 C 9 : Enseignement professionnel, 1942-1944
 - 13 C 11 : Relevé des rédactions sur l'arrivée à Saint-Maurice 1941-1943
- AS/208(XIII)/3 - Études de René Courtois sur les nouvelles méthodes éducatives :
 - 13 C 17 Compte rendu de la Conférence de Lyon d'avril 1943
 - 13 C 16 Conférence de Lyon annotée par René Courtois, mai 1943
- **AS/ 208(XIII)/6-21, René Courtois, directeur de Saint-Maurice, 1944-1957**
- AS/208(XIII)/6 (suite) – Gestion interne de l'institution Saint-Maurice à la fin de la guerre, 1944-1957 :
 - 13 C 43 Rapport de fonctionnement de l'IPES Saint-Maurice par René Courtois à Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du 1^{er} juillet au 11 septembre 1944
 - 13 C 46-51 Administration 1944-1953
 - 13 C 47 Notes de service du Ministre de la Justice au directeur de Saint-Maurice, 1944-1951
 - 13 C 48 Correspondance interrégionale des directeurs des CO et des IPES avec René Courtois 1944-1953
 - 13 C 50 Extrait du compte rendu de l'Assemblée consultative provisoire du mercredi 21 février 1945
- AS/208(XIII)/6 (suite) – Gestion du personnel 1945-1950 :
 - 13 C 60 : lettre d'une candidature d'une éducatrice d'Herbault, 1945
 - 13 C 61 : Notes de service répondant aux candidats désirants être personnel de l'Éducation surveillée, 1945
 - 13 C 62 : Lettre d'un employé de Saint-Maurice à Courtois, pour la nomination d'instructeurs et de professeurs techniques, 23 février 1945
 - 13 C 63 Note de service du ministre de la justice, direction de l'Éducation surveillée, à René Courtois pour financer l'organisation de l'apprentissage 7 février 1945

²⁴ Les noms de jeunes qui apparaissent dans le développement sont les noms de famille des sources. Ce qui nous étonne c'est la libre communication de ces dossiers individuels alors même qu'ils contiennent des informations personnelles et médicales sur ces jeunes, et ce malgré l'avertissement affiché dans l'inventaire du fonds.

- 13 C 64 Rapport de Courtois à la Direction de l'Éducation surveillée, « services et horaires du personnel », 1950
- AS/208(XIII)/8 – Contrôle de l'encadrement des pupilles :
 - 13 C 70 : Les ateliers théâtre, 1944
 - 13 C 71 : Ciné Clubs, 1944-1954 ; Notice de présentation et album photographique
 - 13 C 72 : Journal de Saint-Maurice « *Espère* », 1945 : Sondage auprès des pupilles de Saint-Maurice pour ou contre la création d'un journal ; Documents de travail utilisés pour la rédaction de « *Espère* »
 - AS/208(XIII)/9 – Contrôle de l'encadrement des pupilles (suite) :
 - 13 C 73 : 30 numéros du journal *Espère*, n°130 à 163, dont 10 inédits. Voir le détail des numéros dans le tableau en annexe 3 ²⁵ ; « *Jamais plus* », Revue mensuelle du C.E. d'Oermingen ; Brouillons et documents de travail pour la rédaction de « *Espère* », n° 138-139 ; rapport moral 1946
 - AS/208(XIII)/10 – Photographies :
 - 13 C 74 : Photos de Saint-Maurice, 1950-1955
 - AS/208(XIII)/11 – Surveillance de la correspondance des pupilles de Saint-Maurice :
 - 13 C 75 : Camp de vacances, 1954-1956
 - 13 C 76 : Sorties exceptionnelles, 1949-1951 ; journal intime d'un élève 1948
 - 13 C 80-85 : Confessions et exactions des pupilles, 1944-1956
 - 13 C 81 : Correspondance des directeurs de Saint-Maurice et de Saint-Hilaire à propos d'une affaire de tatouage, 1949
 - 13 C 82 : étude sur l'alcoolisme à partir des dossiers des élèves, 1949-1950
 - 13 C 84 : Fugues – Statistiques et rapport de René Courtois à la Direction de l'Éducation surveillée 1956
 - 13 C 85 : Dossier de Courtois sur les fugueurs et l'homosexualité, 1950-1953
 - 13 C 86-88 : Contrôle des entrées et des sorties, 1943-1953
 - AS/208(XIII)/13 – Surveillance de la correspondance des pupilles (suite) :
 - 13 C 102 : Cartes de vœux et souhaits à Courtois
 - 13 C 104 : correspondance passive des pupilles de Saint-Maurice, 1944-1955
 - 13 C 105 : correspondance active des élèves de Saint-Maurice, 1944-1956
 - AS/208(XIII)/14 - Surveillance de la correspondance des pupilles (suite) :
 - 13 C 106 : Rapports faits à Courtois sur la correspondance des élèves, 1951
 - 13 C 107 : Rapports faits à Courtois sur la correspondance des élèves, 1952
 - AS/208(XIII)/15 - Surveillance de la correspondance des pupilles (suite) :
 - 13 C 108 : Rapports faits à Courtois sur la correspondance des élèves 1953

²⁵ Voir Tableau 3 : Inventaire des numéros du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice contenu dans la cote AS/208(XIII)/9 du Fonds René Courtois conservé aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine. P. 236

- AS/208(XIII)/16 - Surveillance de la correspondance des pupilles (suite) :

La consultation du fonds René Courtois est indispensable car il est complémentaire au fonds Brisset. Il renferme les archives personnelles de l'ancien sous-directeur et directeur René Courtois, de la fin des années 1930 à 1956, lorsqu'il était en poste à Saint-Maurice²⁶.

Les documents sont alors de diverses natures, leur production étant liée à la gestion de l'institution, de son personnel, à la rééducation morale et la formation professionnelle des jeunes. Ce sont des documents consciemment conservés par René Courtois, qui ont eu un intérêt à un moment donné, ayant une finalité dans l'accomplissement de son travail de direction. Il y a donc des rapports des éducateurs et des instructeurs techniques sur les jeunes, notamment sur la correspondance qui est contrôlée, corrigée et surveillée ; sont également conservés des notes de Courtois à son personnel, sa correspondance avec la Direction de l'Éducation surveillée ou directement avec le Garde des Sceaux, ministre de la justice, alors en place²⁷. Cette correspondance avec les autorités gouvernementales est notamment importante lors de la Libération, afin de justifier la conduite de l'école à l'été 1944 et pour clarifier l'attitude du directeur devant les événements de la Libération (fugues de pupilles, présence des allemands dans l'école, relations avec les F.F.I.). Il y a également de nombreux échanges de courriers avec les directions des autres institutions d'éducation surveillée en France mais également des établissements de l'étranger, ce qui montre la vitalité de l'institution en dehors de ses murs. Par ailleurs, René Courtois est souvent sollicité pour des conférences à thème sur l'éducation surveillée. Nous avons donc accès à ses brouillons et aux exemplaires dactylographiés de ses communications. Par ailleurs, des études particulières sur l'alcoolisme ou les fugues à Saint-Maurice sont préservées dans ces archives du fonds René Courtois.

Enfin, le fonds conserve beaucoup de sources manuscrites, écrites à l'encre, sur des feuilles à carreaux, du papier à lettres ou de simples morceaux de papiers, à l'écriture maladroite ou stylisée mais systématiquement remplies de fautes d'orthographe : ce sont les jeunes « délinquants » qui sont l'auteur de ces sources. La plupart de ces sources sont des lettres à la famille, des rédactions de leur arrivée à Saint-Maurice. Parmi ces écrits de jeunes, un certain nombre sont des « confessions » de pupilles, demandées par la direction, suite à des fugues ou des comportements anormaux relevés par les éducateurs. Il y a aussi une collection de journaux dont trois numéros sont inédits.

Le fonds René Courtois renferme donc une documentation prolixe, diversifiée dans la nature des sources. Cependant, la majorité de ces sources est produite directement par deux catégories d'acteurs de l'institution : le personnel et la direction de l'institution ; les jeunes « délinquants ». Ces sources contiennent alors la parole des

²⁶ Voir la fiche sur René Courtois de J. Bourquin (tiré de.), Trombinoscope, Courtois René (1907-1992), *Enfants en justice*, Ministère de la justice, <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article252>.

²⁷ La direction de l'IPES par René Courtois s'inscrit dans le cadre de la IV^e République française, de 1946 à 1958, où pas moins de 14 hommes se succèdent au poste de Garde des Sceaux, ministre de la Justice. Il y a donc de nouveaux échanges entre les services du ministère et les institutions et le même processus de présentation voir de visite de l'IPES à chaque nouvelle nomination.

jeunes, souvent provoquée, suscitée par la direction, sur leur vie en institution et la parole du personnel et de la direction sur les jeunes. Ce qui nous permet, encore plus intensément qu'avec les archives du fonds Brisset, de travailler sur un autre visage de l'institution Saint-Maurice.

3. Analyse à partir de l'inventaire croisé des numéros du journal *Espère* conservés dans les archives publiques

La création d'un inventaire recensant tous les numéros du journal *Espère* que nous avons pu localiser, comptabiliser et répertorier au cours de nos recherches doit permettre de rendre accessible les archives aux chercheurs et aux chercheuses désireux de consulter ces paroles de jeunes « délinquants ». Mais il permet également d'évaluer de manière quantitative notre travail. Nous partons du principe que Saint-Maurice a publié douze numéros par an, tout en sachant que la nouvelle publication annuelle est axée sur le calendrier scolaire et non civil. Sur vingt cinq ans d'existence, il y aurait ainsi eu trois cents numéros édités à un tirage moyen de deux cents exemplaires donc soixante mille exemplaires produits. Il faut faire remarquer que le chiffre de deux cents tirages est extrait de certains journaux des années 1960. Ce tirage n'est pas réaliste pour les années 1940 et au moins le début des années 1950. Mais même si nous estimions une moyenne à 100 exemplaires par numéros, nous arriverions à trente mille exemplaires produits. Les 235 exemplaires conservés montrent que le journal n'a pas été conservé dans son intégralité. Mais le nombre d'exemplaires n'est pas des plus intéressants, quoique cela traduit de l'importance du journal et permet d'évaluer sa diffusion. Sur les trois cents numéros hypothétiques, notre inventaire révèle 143 numéros soit un peu de moins de la moitié, 47.7 % pour être précis. Mais le journal repose sur les jeunes et leur présence à l'institution, ainsi plusieurs années sont sans numéros pour les mois de juillet, août voire même septembre, période de vacances scolaires et de rentrée. Nous sommes en mesure d'affirmer donc que nous possédons (dans les archives françaises citées) au moins la moitié des numéros existants, la marge de 7 numéros nous donne cette liberté d'appréciation.

La somme de tous les exemplaires des numéros conservés dans chaque centre d'archives, à Savigny-sur-Orge, à Pierrefitte-sur-Seine à travers les fonds Brisset et Courtois, fait état de 235 exemplaires de journaux. Les $\frac{3}{4}$ (76.1%) sont archivés à Pierrefitte-sur-Seine. Parmi ces 235 journaux, nous avons des numéros conservés en plusieurs exemplaires (2 à 3) dans chaque fonds, et plusieurs numéros sont présents dans deux fonds. C'est pourquoi le chiffre de 235 recense seulement le nombre absolu d'exemplaires et non les numéros archivés.

Si nous enlevons les doubles dans chaque fonds et que nous faisons la somme des numéros des trois fonds, nous avons un total de 186 exemplaires. A cette somme, il faut enlever les numéros qui existent dans deux fonds soit 43 numéros. C'est ce qui nous a amené à établir un nombre de 143 numéros différents. Par ailleurs, il faut tenir compte de toutes les autres sources de ces fonds, annexes au journal : le recueil de poèmes, le calendrier et le livre de visite aux juges des tribunaux pour enfants.

Tous les numéros présents à Savigny-sur-Orge, les trois numéros inédits du fonds René Courtois, et les numéros de 1948 à 1959 du fonds Brisset ont été étudiés. Les numéros des années 1960 du fonds Brisset aux

Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine n'ont pas tous été étudiés, seulement les inédits indisponibles à Savigny. L'étude se base donc sur la lecture et l'analyse de 123 numéros des 143 du journal *Espère*, soit 86% des numéros disponibles du journal de l'IPES de Saint-Maurice sur les deux centres d'archives.

4. Méthodologie de traitement des sources

Pour lire, comprendre et exploiter nos sources, il a fallu adopter une méthodologie de dépouillement afin de rendre efficace le temps de travail aux archives et dans l'objectif de répondre à la problématique.

4.1. Les sources diverses

Le journal n'est pas la seule source utilisée dans nos recherches. Lettres personnelles, courriers administratifs, rapports, études statistiques composent notre corpus de sources. Pour chaque document consulté, et comme pour les journaux, une attention a été portée à la forme du document et au contenu. Il a été notamment relevé le papier utilisé par l'auteur : feuille à carreaux, page blanche, un papier type officiel, ou un simple morceau de papier déchiré, mais également l'écriture : manuscrite ou dactylographiée, lisible ou maladroite, propre ou rayée, correctement orthographiée ou non. Par ailleurs, nous avons relevé le statut de l'auteur (enfant ou adulte), son ou ses destinataires, le sujet dont il est question, la date du document, les inscriptions annexes (ratures, ajouts, autre écriture, autre couleur). En résumé, une analyse du document qui permet de l'identifier, de le comprendre, avant même la lecture de son contenu. Le contenu des sources étudiées a été lu. Il a fait l'objet de prises de notes et de reproduction d'extraits que nous trouvons pertinents pour notre étude.

4.2. Les journaux

Le journal appelle à une forme et à un contenu particulier, propre à son objectif d'information et de promotion. La quantité de numéros archivés du journal *Espère* sur une période suffisamment longue oblige à adopter une stratégie de lecture afin de rendre compte de tous les éléments du journal, aussi bien les éléments de mise en page et de présentation que le contenu des numéros. Il s'agit également de faire état des évolutions du journal sur 25 années de publication afin de replacer cet objet dans une perspective historique.

Pour réaliser ce travail, il a fallu construire un tableau de lecture applicable au dépouillement de tous les numéros et qui tient compte de toutes les caractéristiques du journal²⁸ : présence du titre, d'un numéro, d'une date sur la première de couverture, aspect de cette première de couverture, présence d'un sommaire, pagination, organisation des articles, types d'écritures, dessins, photographies, thèmes abordés, etc.

²⁸ Voir en annexe, Tableau 6 : Tableau de lecture des journaux *Espère* de l'IPES Saint-Maurice, p. 247.

Mais à lui seul, le tableau ne permet pas une lecture exhaustive du journal. Nous avons donc pris des notes à la lecture de chaque numéro, en relevant les images et en décrivant ce qu'elles représentent, en lisant systématiquement le sommaire afin d'éliminer certains articles du numéro qui n'apportent rien de plus à la connaissance des jeunes et de l'institution (comme les poèmes, les chroniques sportives), et qui sont souvent redondants. Il a été privilégié l'étude attentive des articles portant sur les ateliers, les groupes, les loisirs, le cinéma, les sorties, les départs, les nouvelles des anciens, les nouveautés du mois à l'institution. Prises de notes et reproductions d'extraits systématiques du journal afin de se créer un corpus représentatif, sur lequel nous nous sommes basés pour répondre à notre problématique. A chaque numéro, un classement des notes qui suit le sommaire du numéro, mais dans lequel nous avons adopté un classement thématique (famille, sortie, filles, Noël, loisirs, cinéma, etc.) qui facilite le regroupement des thématiques similaires sur plusieurs numéros, afin de nourrir le développement et de voir les évolutions. Cette méthode n'a pas été reproduite à l'identique pour les journaux des Frères de la Charité, pour lesquels une méthode plus simple et plus immédiate a été privilégiée, tout en relevant les mêmes informations.

Enfin, une attention particulière a été portée à l'analyse des photographies présentes dans les numéros du journal à partir des années 1950.

4.3. Les photographies

Dans les archives sur Saint-Maurice, il y a de nombreuses photographies de l'institution qui sont conservées, en bon état. Pour le Mont-Saint-Antoine, il n'y a pas de photographies dans le journal des Frères de la Charité mais une collection de clichés conservée dans les archives du Centre jeunesse de Montréal existe. Les photographies sont importantes à nos yeux car elles témoignent visuellement d'un temps « T » et permettent de poser un regard, d'identifier un objet et/ou un sujet en dehors des écrits qui ne laissent place qu'à l'imaginaire pour représenter un temps. Cela ne signifie pourtant pas que la photographie soit la transcription imagée de la vérité, de la réalité. Méfiance supplémentaire face cet objet de l'immédiat et en même temps destiné au souvenir, au temps long.

Les photographies n'ont pas fait l'objet d'un recensement systématique comme pour les numéros du journal mais toutes les photographies des numéros étudiés ont été vues, annotées, commentées. Elles montrent le château ou l'établissement, les jeunes en tenue de l'institution, en civil ou en tenue de sport, parfois seulement muni d'un short et torse nu, afin de témoigner des beaux jours de l'été et de montrer la rééducation des corps de jeunes hommes, musclés et virils; En résumé : hygiéniques. Les images témoignent aussi des ateliers, des lieux de vie communs (dortoirs, chambres, salles de réunion, réfectoire), des temps de loisirs (sports, théâtre, cinéma, sorties) et des visites des anciens ou de personnalités extérieures (instituteurs de l'école normale, ministres). Beaucoup de jeunes sont photographiés, seuls, mais le plus souvent en groupe. Dans la plupart des cas, c'est la joie qui se lit sur leur visage. Celle d'être avec les camarades et d'être pris en photographie, peut-être pour se retrouver dans les pages du journal et qui sait, en première de couverture. Les photographies du Mont-Saint-Antoine traduisent beaucoup moins la joie des jeunes.

C'est la discipline et l'ordre qui sont photographiés. Mais cela tient à la nature de ces photographies, prises par les adultes, que cela soit les Frères de la Charité ou l'office du film de Québec.

Certaines photographies du journal ont pu être numérisées par nos soins, parmi les numéros archivés à Savigny-sur-Orge et dans le fonds Brisset à Pierrefitte-sur-Seine. Les photographies du fonds René Courtois, présentes dans le journal mais également dans deux dossiers consacrés aux photographies contenant les clichés et leurs négatifs, n'ont pu être numérisées puisque toute reproduction de ces archives privées est interdite. Cependant, nous avons remarqué que ces photographies, dont certaines ont été utilisées pour le journal, portent beaucoup plus sur les adultes de l'institution et notamment sur René Courtois. Par ailleurs, des photographies des enfants d'éducateurs sont également archivées, ainsi que des clichés d'anciens élèves au service militaire, prenant la pose pour le portrait individuel ou avec leurs camarades de régiment, pour « la quille », la fin du service militaire. Ces photographies font partie des archives personnelles de René Courtois. Il semble donc qu'une partie de ces clichés lui était destinée et qu'une autre partie a été conservée par lui dans un but professionnel ou purement personnel, celui du souvenir. Certaines photographies sur le Mont-Saint-Antoine nous ont été communiquées, mais seulement celles où les jeunes n'apparaissent pas dessus, en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse* qui protège l'identité des mineurs de justice.

5. Les sources dans les archives québécoises sur le Mont-Saint-Antoine

Les sources québécoises consultées pour étudier le Mont-Saint-Antoine dans les années 1940 à 1960, école de rééducation pour jeunes garçons catholiques de la province de Québec à Montréal, sont quantitativement moins nombreuses et qualitativement moins hétérogènes en comparaison des sources sur Saint-Maurice conservées dans les archives françaises. Bien plus que la quantité et la diversité des sources, c'est sur la construction et la conservation de ces archives qu'il faut nous interroger, car il semble que l'archivage public des documents des anciennes écoles de protection de la jeunesse n'ait pas été réalisé, si bien que les archives sur le Mont-Saint-Antoine sont dispersées dans la région de Montréal entre plusieurs institutions et même dans les archives fédérales, à la BAC²⁹. Sans archivage homogène des archives de l'institution pour garçons « délinquants » de Montréal, il n'y a pas de fonds dédié, ni d'inventaire ou répertoire précis et détaillé.

Cependant, nous avons eu accès à quelques numéros du journal tenu par les Frères de la Charité, des études sur l'institution, des documents de présentation et de promotion de l'institution ainsi qu'un carton de photographies. Nous n'avons pas accédé aux archives privées des Frères de la Charité. La présentation ci-dessous vise donc à rendre compte de notre corpus de sources québécoises.

²⁹ Voir Table des sigles, p. 4.

5.1. Les archives du Mont-Saint-Antoine à la bibliothèque et aux archives de la BAnQ

A la BAnQ, sur le site de la Grande bibliothèque, des archives sur le Mont-Saint-Antoine sont conservées et consultables dans la salle des collections nationales, au premier niveau. Il y a donc des documents sur le Mont-Saint-Antoine ouvertes au lecteur, essentiellement des photographies, le livre des Frères sur *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, et quelques numéros du *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, le journal bimensuel des Frères de la Charité, édité à partir de 1945, disponible à la BAnQ à partir de 1947. C'est peu, et ce qui nous étonne le plus c'est la répartition des archives entre les services de la bibliothèque, et le centre d'archives au sein de la collection nationale. Les journaux reliés des années 1950 sont ainsi considérés comme faisant partie de la bibliothèque tandis que les numéros des années 1940 sont conservés au centre des archives de la BAnQ, à la Conservation nationale, sur le site BAnQ Vieux-Montréal. Mais ils sont consultables, sur commande, à la salle de lecture de la Collection Nationale, à la Grande Bibliothèque.

5.1.1. La Bibliothèque et Archives nationales du Québec

La BAnQ, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, est « une société d'État québécoise » qui offre au public un accès à la culture québécoise, canadienne et internationale via les livres, revues, magazines, journaux, CD et DVD mise à la disposition des lecteurs. Par ailleurs, l'institution publique conserve au sein de ses quelques centres, des archives nationales, qui racontent l'histoire de la province. La double fonction de l'institution a été créée en 2006, lors de la fusion de la Bibliothèque nationale du Québec et les Archives nationales du Québec. Le 31 Janvier 2016, la BAnQ a donc fêté ses dix ans. La BAnQ couvre en infrastructure la province en douze sites dont trois sont situés sur l'île de Montréal : la Grande Bibliothèque, BAnQ Vieux-Montréal, BAnQ Rosemont-La Petite-Patrie³⁰. C'est à la Grande Bibliothèque, érigée sur l'ancien édifice de l'école de Réforme pour garçons de la Société de Saint-Vincent-de-Paul sur le boulevard De Maisonneuve Est, construite entre 2001 et 2004, que nous avons consulté nos sources sur le Mont-Saint-Antoine.

5.1.2. Les archives du Mont-Saint-Antoine à la BAnQ.

Les archives sur le Mont-Saint-Antoine que nous avons consulté à la Collection nationale, véritable centre archivistique où le lecteur doit déposer manteaux et sacs, et se munir de ses crayons, de papier à écrire et de son ordinateur, n'ont pas été reproduite dans leur intégralité. En effet, aucune photographie des documents n'est autorisée et seulement 10% du document est reproductible, à la photocopieuse. Nous n'avons donc reproduit que quelques documents particulièrement significatifs comme des premières de couvertures de différentes années, des dessins, des

³⁰ Voir la carte interactive sur le site de la BAnQ : http://www.banq.qc.ca/a_propos_banq/informations_pratiques/. Consulté le 25 avril 2016.

pages statistiques. Nous avons par ailleurs dépouillé tous les numéros du journal des Frères de la Charité, *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* puis *Le courrier du Mont-Saint-Antoine*. Nous présentons en annexe 5 un tableau récapitulatif des numéros du journal présents à BAnQ³¹.

Les archives sur Saint-Maurice dans la seconde moitié du XX^e siècle, outre les photographies conservées par la BAnQ et que nous retrouvons également dans les archives du CJM, sont donc peu nombreuses. Le nombre de numéros des journaux des Frères de la Charité est de 24 et nous n'avons trouvé qu'un seul journal aux archives du CJM, un numéro déjà archivé à la BAnQ. Par ailleurs, nous avons un livre, grand format, sur *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine*, également écrit par les Frères de la Charité. Il s'agit d'un livre d'opinion sur la délinquance des jeunes garçons à partir de l'expérience auprès de l'enfance « nécessiteuse » des Frères au Mont-Saint-Antoine. Dans ces archives, nous n'avons aucune trace de la parole des jeunes, encore moins d'un exemplaire des *Échos antoniens*, journal qui aurait été édité par les jeunes de l'institution.

Cependant, nous avons la parole des Frères à travers ces journaux et le livre. Les Frères abordent des sujets sur l'organisation de l'institution, la vie des jeunes, la délinquance, les activités. Les thématiques sont donc similaires abordés par les jeunes dans *Espère*, mais le style d'écriture et ses objectifs sont différents. Les jeunes décrivent surtout, et parfois critiquent tandis que les Frères apportent un exemple, une opinion, un jugement et une expertise. L'écriture des Frères se veut rationnelle, scientifique ; celle des jeunes est de l'ordre de la création, de la fiction, de la romance ; elle est parfois naïve. Dans les deux cas, l'écriture institutionnelle du journal sert à promouvoir l'institution et une vision de l'éducation surveillée.

Le journal des Frères a des spécificités. Contrairement au journal *Espère*, il est paginé, numéroté et bimensuel. Sur les numéros édités dans les années 1940, les Frères indiquent l'année d'existence du journal, crée en 1946. Il ne contient aucunes photographies et très peu de dessins d'illustration, jamais humoristiques. A l'intérieur de la première de couverture, le journal est présenté, expliqué, justifié et soumis à un abonnement à plusieurs échelles, qui classe les lecteurs. La bienveillance des Frères et leurs prières envers les abonnés est ascendante et proportionnelle au type d'abonnement, du simple « soutien » au « bienfaiteur ». Le journal sert donc à informer un public, promouvoir l'institution et récolter des fonds. L'aspect financier n'apparaît pas directement dans le journal de Saint-Maurice, institution publique, malgré que sa promotion auprès des autorités vise à entretenir l'intérêt et à augmenter les soutiens à la mission de l'institution du Loir-et-Cher.

Ces écrits des Frères de la Charité, personnel religieux en charge de la rééducation des jeunes « délinquants », sont essentiels pour comprendre l'univers d'une institution de rééducation, école de réforme pour garçons, dans les années 1940 et 1950 et les conceptions de la rééducation par l'Église. Il aurait été pertinent de croiser ces écrits avec les écrits des institutions pour filles au Québec mais aussi avec les écrits de Gilles Gendreau et de la sphère des éducateurs qui gravitait autour du directeur de Boscoville.

³¹ Tableau 5 : Inventaire des journaux et livres sur le Mont-Saint-Antoine par le Mont-Saint-Antoine dans les archives de la BAnQ, à la Collection Nationale, à la bibliothèque et aux archives. P. 246.

5.2. Le Centre jeunesse de Montréal-Institut Universitaire et les archives sur le Mont-Saint-Antoine : le manque de ressources documentaires

Lors de nos recherches préalables de sources, nous avons contacté plusieurs institutions susceptibles de détenir des archives sur l'ancienne école de protection de la jeunesse du Mont-Saint-Antoine. Hormis les archives publiques municipales, provinciales et fédérales, nous avons sondé l'existence d'archives au Centre jeunesse de Montréal, organisme public régional en charge de la direction des établissements qui accueillent les jeunes « négligés, abandonnés, victimes de violence psychologique, physique ou sexuelle »³², sur l'agglomération de Montréal. Le CJM-IU est en partenariat avec l'UQAM et l'UDM³³. Elle possède à ce titre une bibliothèque spécialisée sur l'enfance, au 1001 boulevard De Maisonneuve Est, au cinquième étage, tout près de la Grande Bibliothèque. Par ailleurs, le CJM dispose d'un service « archives », situé dans le bâtiment administratif, au nord-est de l'île de Montréal, au 4675 rue Bélanger. Dans ces deux services du CJM, nous avons trouvé d'autres archives sur le Mont-Saint-Antoine.

5.2.1. La bibliothèque et les ressources documentaires

La bibliothèque, par définition, ne conserve pas d'archives des établissements que la CJM regroupe sous sa direction. Ainsi, il n'y a pas d'exemplaires de journaux de l'institution de la rue Sherbrooke. Cependant, nous avons pu consulter des sources imprimées, principalement du début des années 1970 et essentiellement composées de mémoires d'étudiants en école de criminologie de l'Université de Montréal et des bulletins de présentation de l'institution.

En effet, une liste de 36 documents se rapportant au Mont-Saint-Antoine nous a été communiquée, donc 5 ne sont pas datés. Seul un document, daté de 1949, entre dans notre période d'étude. En effet, onze documents, soit 30.5 % de l'ensemble des documents sur le Mont-Saint-Antoine sont datés des années 1990, 16.6 % des années 1980, 36.6% des années 1970. Nous avons alors dépouillé la source de 1949, les archives de 1971 et 1972 et les 4 dossiers sans date.

➤ Sans date :

- Fr. Édouard Bolduc, *Les Frères de la Charité au Canada : rééducation*
Les Frères de la Charité dans l'œuvre du Mont-Saint-Antoine
- *100 ans dans la vie du Mont-Saint-Antoine*, Centre de réadaptation du Mont-Saint-Antoine
- *Le Mont-Saint-Antoine, Centre de services de réadaptation*, École du Mont-Saint-Antoine Inc.

³² Catégories tirées du site web du CJM-IU, désormais intitulé Centre intégré universitaire de santé et de service sociaux du Centre-sud de l'île-de-Montréal : <http://cjm-iu.qc.ca/index.htm>. Consulté le 26 avril 2016.

³³ Voir Table des sigles, p. 4.

- *Centre de réadaptation Mont-Saint-Antoine*, Centre de réadaptation Mont-Saint-Antoine.

➤ **Datés**

- *Le Mont-Saint-Antoine, Centre de resocialisation*, École du MSA Inc., 1971.
- Suzanne Meek, *Les facteurs sociaux de la délinquance du jeune*, Université de Montréal, Département de criminologie, 1971.
- Maurice Cusson, *Trois institutions pour jeunes délinquants : Vol. 1, le centre Berthelet, Boscoville, le Mont-Saint-Antoine*, Université de Montréal, Département de Criminologie, 1971.
- Maurice Cusson (dir.), *Quatre aspects de la réinsertion sociale à l'École du MSA Inc.*, 4 Vol., 1972.

5.2.2. Les archives du Centre Jeunesse de Montréal- Institut Universitaire.

Les archives sur le Mont-Saint-Antoine conservées par le CJM-IU sont stockées au sous-sol du 4675 de la rue Bélanger, sous le centre administratif du CJM-IU. C'est Marie-Josée Pipon, archiviste du centre, qui nous a aidé et accueilli au centre des archives. Là encore, peu d'archives sont conservées sur l'institution des Frères de la Charité, pas de trace des journaux, sauf les numéros 4 et 5 de 1950, également conservés à la BANQ. Cependant, nous avons eu la surprise de découvrir un carton de photographies du Mont-Saint-Antoine et deux albums photos. Mais nous n'avons pas eu l'autorisation de reproduire les clichés en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse* qui interdit l'usage public de photographies où des enfants peuvent être vus et identifiés. Ainsi, nous n'avons pu que demander la numérisation de photographies ayant pour sujet les locaux, les chambres, les ateliers, les cérémonies, les Frères de la Charité et les visiteurs adultes, mais aucun cliché où des enfants apparaissent.

- *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, n°4 et n°5, 1950.
- *Emblème du Mont-Saint-Antoine*, signification, 1992.
- *Évolution et cheminement en sept étapes du MSA- Principales dates historiques, 1873-1981*, École du MSA Inc., 1981.
- *Colloque annuel des éducateurs, 1965, II^e* École du MSA, 1965.
- *Colloque annuel des éducateurs, 1966, III^e année*, « L'observation, outil essentiel de la rééducation », École du MSA, 1966
- *Colloque annuel des éducateurs, 1967, IV^e année*, École du MSA, 1967.
- Dossier de lettres, courriers, bulletins d'informations sur le décès de Paul-Émile Parent, Directeur général de l'École du MSA, mort le 10 février 1980 (Télégrammes, courriers, Dossier-Hommage, discours de Gilles Gendreau).
- *Photographies* : environ 300 à 400 photos en noir et blanc, certaines en couleur, de tous formats, d'amateurs et de professionnels.

- 2 albums photos dédiés à Monsieur le Ministre du Bien-être social et de la jeunesse, l'honorable Paul Sauvé.

Les archives sont numériquement faibles au service des archives du CJM-IU mais la richesse de cet ensemble d'archives tient dans la collection de photographies sur le Mont-Saint-Antoine qui, à notre avis, n'est pas assez préservée et valorisée. En effet, les photos ne sont pas classées, inventoriées et rangées dans une boîte d'archive dédiée. Elles sont placées dans une boîte en carton pour papier à imprimante intitulée « fonds photographiques C037-101 ». Aucun classement, aucune pochette de protection : un amas de photographies en sorte. Pourtant, ces clichés montrent la vie de jeunes « délinquants » et le fonctionnement idéalisé de l'institution : discipline, exercices militaires, omniprésence du sport. La *Loi sur la protection de la jeunesse* n'a semble-t-il pas prévu l'archivage de tels documents « sensibles ». Ces photographies racontent l'histoire de l'institut du Mont-Saint-Antoine, l'histoire de l'enfance « délinquante » masculine. Les deux albums dédiés à « l'honorable Ministre du Bien-être social et de la Jeunesse » Paul Sauvé permettent également d'identifier les Frères de la Charité et de voir les relations que l'institut de la rue Sherbrooke entretenaient avec les autorités publiques de la Province. Une opération de séduction et une inscription dans le souvenir.

Une majorité de ces photos a été prise par un Frère de la communauté en charge des garçons délinquants. Mais certains clichés sont de l'office du film du Québec, crée en 1941 et démantelé en 1983. Elles semblent avoir été commandées par le Ministère du Bien-être social et de la Jeunesse lors de visites et d'événements de l'institution tels que les 75 ans du Mont-Saint-Antoine ou l'ouverture de l'école des Arts et Métiers en 1953. Il y a donc une complicité du ministère dans la promotion de l'institution des Frères de la Charité.

5.3. Les archives des Frères de la Charité : la persistance de l'Église à maîtriser son histoire au Québec.

Devant notre échec à communiquer avec les Frères de la Charité ou leurs représentants, il ne nous a pas été possible de faire un état complet des archives conservées par les religieux sur le Mont-Saint-Antoine et surtout de vérifier les informations de Danielle Lacasse sur l'existence des journaux de jeunes.

Ce n'est qu'en citant les sources utilisées par cette dernière ainsi que par l'historienne de l'UQAM Sylvie Ménard que nous pouvons nous faire une idée des archives des Frères. Les deux historiennes avaient eu un accès à ces archives et elles remercient toutes deux l'archiviste des Frères de la Charité. Mais force est de constater que ces états des lieux datent de plus de dix ans. Entre temps, le destin de ces archives a pu être modifié : oubli, destruction, versement dans d'autres lieux d'archives privées, etc. Il serait utile de connaître la localisation et l'état de conservation de ces archives et peut-être que le temps est venu d'envisager un versement de certaines archives à la BANQ, notamment celles concernant le Mont-Saint-Antoine, afin de permettre, ne serait-ce qu'une meilleure conservation. L'accès facilité aux archives des Frères doit permettre un travail historique de qualité, complet, détaillé

et suffisamment nourri par les sources et la vitalité de l'historien à sa lecture, pour écrire une histoire aboutie des du Mont-Saint-Antoine et des Frères de la Charité au Québec.

Ce travail de versement des archives n'a pas été réalisé par les Frères qui autorisent cependant leur consultation. Il y a donc de la part des Frères, une stratégie : celle de l'ouverture contrôlée de leurs archives aux études portant sur leur passé auprès de l'enfance « nécessiteuse » et le refus, ou du moins le déni, de verser ces archives à un centre d'archives public qui assureraient leur conservation mais aussi leur protection. Si les Frères acceptent d'ouvrir leurs archives aux études, pourquoi ne pas permettre un accès public à ces documents ? C'est sans doute la crainte de ne plus avoir la possibilité de maîtriser un passé pourtant déjà plusieurs fois étudié.

Bibliographie

1. Outils

- BOURQUIN Jacques, CACERES Bégnino, PEYRE Vincent, « Histoire de mots », « Pages d'histoire, la protection judiciaire des mineurs, XIX^e-XX^e siècles », *RHEI*, Hors-série, 2007.
- BOURQUIN Jacques, CHAUVIERE Michel, « Tableau chronologique Justice-Santé-Éducation (1927-1948) », « Pages d'histoire, la protection judiciaire des mineurs, XIX^e-XX^e siècles », *RHEI*, Hors-série, 2007.
- DELACROIX Christian, DOSSE François, GARCIA Patrick, *Histoire et historiens en France depuis 1945*, Paris, ADPF, 2003.
- YVOREL, Jean-Jacques, « Histoire de la justice des mineurs depuis 1791 », *Criminocorpus* [en ligne] publié le 10 mai 2015, consulté le 11 mai 2016: <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/17952/>
- Dictionnaire électronique des synonymes, CRISCO, Université de Caen, crée en 1998, <http://www.crisco.unicaen.fr/des/>. Consulté le 11 mai 2016.

2. Base de données

- ENPJJ, GERHICO-CERHILIM, *ESCARP* : Éducation Spécialisée- Catalogue des Revues professionnelles, sur le site Université de Poitiers, http://www.sha.univ-poitiers.fr/revues_gerhico/index.php.

3. Sources

- « Ordonnance 45-174, du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante », *Http://criminocorpus.org*, <https://criminocorpus.org/legislation/430/45-174/>.
- COSTA Jean-Louis, *Plan de réforme des services de l'Éducation surveillée et des institutions protectrices de l'Enfance en danger moral*, Ministère de la justice, Direction de l'éducation surveillée, avril 1946, 112 p., <http://criminocorpus.org>.
<https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/doc/148/>.
- HOURCQ Vincent, « Saint-Maurice et la réforme de l'Éducation surveillée », *Sauvegarde de l'enfance*, n°7, juillet 1950, pp. 466-490.

4. Ouvrages, articles et études spécialisées

Histoire politique, sociale et culturelle de la France

- BERSTEIN Serge, MILZA Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle*, t. II, 1930-1958, Paris, Perrin, 2009.
- BROCHAND C., *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, t. II, 1944-1974, Paris, La Documentation Française, 1994.
- SAUVAGE M., VEYRAT-MASSO I., *Histoire de la télévision française de 1935 à nos jours*, Paris, Nouvelles Éditions, 2012.
- TOURNES Ludovic, *New Orleans sur Seine. Histoire du jazz en France*, Paris, Fayard, 1999.

Histoire politique et sociale de la province du Québec

- COUTURE, Claude, *Le mythe de la modernisation du Québec. Des années 1930 à la Révolution tranquille*, Montréal, Méridien, 1991.
- FECTEAU Jean-Marie. *La liberté du pauvre*, Montréal, VLB, 2004.
- GAGNON, Alain-G., et SARRA-BOURNET Michel, *Duplessis, entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Programme d'études sur le Québec de l'Université de Mc Gill, Débats, Montréal, Québec/Amérique, 1997.
- MARSHALL Dominique, *Aux origines sociales de l'État-providence : familles québécoises et politiques sociales touchant les enfants entre 1940 et 1950*, Presses de l'université de Montréal, 1998.
- ROY Jean-Louis, *La marche des québécois. Le temps des ruptures (1945-1960)*, Montréal, Léméac, 1976.
- YOUNG Brian, et DICKINSON John.A, *A Short History of Québec, A Socio Economic Perspectiv*, Toronto, Copp. Clark Pitman, 1984.

Histoire des jeunes et de la jeunesse

Ouvrages et articles généraux

- ARIES Philippe, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1973.
 - BANTIGNY Ludivine, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des Trente Glorieuses à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007.
 - BANTIGNY Ludivine, JABLONKA Ivan, *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*, Paris, PUF, 2009.
- BANTIGNY Ludivine, « La jeunesse, la guerre et l'histoire (1945-1962) », pp. 153-166.

BOZON Michel, « Jeunesse et sexualité 1950-2000. De la retenue à la responsabilité de soi », pp. 225-243.

- BIENVENUE Louise, *Quand la jeunesse entre en scène*, Montréal, Boréal, 2003.

- BOURDIEU Pierre, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Question de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984.

- GALLAND Olivier, *Les jeunes*, Paris, La Découverte, 7^e éd., 2009.

- JOYAL Renée, *Les enfants, la société et l'Etat au Québec (1608-1989)*, Montréal, Hurtubise HMH, 1999.

- LEVI Giovanni, SCHMITT Jean-Claude, *Histoire des jeunes en Occident, t. II, l'époque contemporaine*, Paris, Le Seuil, 1996.

- MAUGER Gérard, *Les jeunes en France, état des recherches*, Paris, La Documentation française, 1994.

- PERROT Michelle, « Jeunesses XX^e siècle », *Le mouvement social*, n°168, juillet-septembre 1994.

- PIERRE Éric, « Histoire de la jeunesse en France aux XIX^e et XX^e siècles », in *Nouvelles perspectives de l'histoire sociale en France et en Roumanie*, Iasi, Editura Universitatii Alexandru Ioan Cuza, 2003, p. 177-187.

Études particulières

- BLANCHARD Véronique, REVENIN Régis, YVOREL Jean Jacques (dir.), *Les jeunes et la sexualité. Initiations, interdits, identités (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Éditions Autrement, 2010.

- FIZE Michel, *Les bandes. L'« entre-soi » adolescent*, Paris, Desclée de Brouwer, 1993.

- AURORE François, MASSIN Veerle, NIGET David, *Violences juvéniles sous expertise(s)*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2011.

- LE PAJOLEC Sébastien, *Tous les garçons et les filles de leur âge. Jeunesse et cinéma en France (1953-1975)*, Histoire, Paris I, 2005.

- PROST Antoine, « Jeunesse et société dans la France de l'entre-deux-guerres », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°13, Janvier-mars 1987, p.35-43.

- RICHARD Ivan Jobs, *Riding the New Wave. Youth and Rejuvenation of France after the Second World War*, Stanford, Stanford University Press, 2007.

- REVENIN Régis, *Une histoire des garçons et des filles: amour, genre, sexualité dans la France d'après-guerre*, Paris, Vendémiaire, 2015.

- SCHILDT A., SIEGFRIED D., *Between Marx and Coca-Cola, Youth Cultures in Changing European Societies, 1960-1980*, New York-Oxford, Berghahn Books, 2006.

- SIRINELLI, Jean-François, *Les baby-boomers. Une génération 1945-1969*, Paris, Fayard, 2003.

- SOHN Anne-Marie, *Age tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 60*, Paris, Hachette, 2001.

Histoire de la prison et de l'enfermement

Ouvrages et articles généraux

- AGULHON Maurice, PERROT Michelle, FOUCAULT Michel, *L'Impossible prison*, Paris: Éditions du Seuil, 1980.
LEONARD Jacques, « L'historien et le philosophe. Débat avec Michel Foucault ».
FOUCAULT Michel, « La poussière et le nuage ».
- CHAUVAUD Frédéric, YVOREL Jean-Jacques « Histoire et justice. Panorama de la recherche », *Le Temps de l'histoire*, 2001.
- FECTEAU Jean-Marie, HARVEY Janice (dir.), *La régulation sociale entre l'acteur et l'institution. Pour une problématique historique de l'interaction*, PUQ, 2005.
- FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- PETIT Jacques-Guy, *Ces peines obscures. La prison pénale en France (1780-1875)*, Paris, Fayard, 1990.
- PETIT Jacques-Guy, PERROT Michel, *Histoire des galères, bagnes et prisons, XIII^e-XX^e siècles*, Paris, Privat 1991.
- PETIT Jacques-Guy (dir.), *Histoire des prisons en France 1789-2000*, Toulouse, Privat 2002.

Histoire de l'enfance délinquante et de son traitement en France et au Québec

Ouvrages et articles généraux

- BIENVENUE Louise, « Des hommes, des femmes, des enfants et des murs: Nouveaux regards sur les institutions de soins de santé et de charité, XIX^e et XX^e siècle. Un dossier thématique en hommage à Jean-Marie Fecteau (1949-2013) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 65, n° 2-3, 2011.
- BIENVENUE Louise, « Pierres grises et mauvaise conscience. Essai historiographique sur le rôle de l'Eglise catholique dans l'assistance au Québec », *Etudes d'histoire religieuse*, n° 69, 2003, pp. 9-28.
- BOURQUIN Jacques, KOEPPÉ Béatrice, « Deux contributions à la connaissance des origines de l'Education surveillée », *Cahiers du CRIV*, n°2, octobre 1986.
- BOURQUIN Jacques et YVOREL Jean-Jacques, « L'Enfant de justice pendant la guerre et l'immédiat après-guerre », *Le Temps de l'histoire*, n°3, novembre 2000.
- CHAUVAUD Frédéric, « Histoire et justice. Panorama de la recherche », *Le Temps de l'histoire*, Vaucresson, CNFE-PJJ, AHES-PJM, 2001.
- CHAUVIERE Michel, *Enfance inadaptée: l'héritage de Vichy*, Paris, Les éditions ouvrières, 1980.
- CHAUVIERE Michel, LENOEL Pierre, PIERRE Éric, *Protéger l'enfant: Raison juridique et pratiques socio-judiciaires (XIV^e-XX^e)*, Rennes, PUR, 1996.
- CHAZAL Jean, *L'enfance délinquante*, Paris, PUF, 11^e éd., coll. « Que sais-je », n° 563, 1983.

- DUPONT-BOUCHAT Marie-Sylvie, PIERRE Éric (dir.), *Enfance et justice au XIX^e siècle*, Paris, PUF, 2001.
- FISHMAN Sarah, *La bataille de l'enfance*, Rennes, PUR, 2008.
- GAILLAC Henri, *Les maisons de correction: 1830-1945*, Paris, Cujas, 2^e éd., 1991.
- QUINCY-LEFEBVRE Pascale, *Familles, institutions et déviances. Une Histoire de l'enfance difficile, 1880 - fin des années trente*, Paris, Economica, 1997.
- JURMAND Jean-Pierre, « De l'enfance irrégulière à l'enfance délinquante (1945-1950), itinéraire d'une pensée, naissance d'un modèle », in *Le Temps de l'Histoire*, Vaucresson, CNFE-PJJ, AHES-PJM, n°3, octobre 2000.
- JOYAL Renée, *Entre surveillance et compassion: L'évolution de la protection de l'enfance au Québec des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'université de Québec, 2000.
- MENARD Sylvie, *Des enfants sous surveillance: la rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, Etudes québécoises. Québec, Canada, VLB éditeur, 2003.
- PLATT Anthony, « The Rise of the Child-Saving Movement : A Study in Social Policy and Correctional Reform », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 381, *The Future of Corrections*, Janvier 1969, pp. 21-38.
- TREPANIER Jean, TULKENS François, *Délinquance et protection de la jeunesse. Aux sources des lois Belge et Canadienne sur l'enfance*, De Boeck, 1995.
- VIMONT Jean-Claude, « Jeunes, déviances et identités XVIIIe-XXe siècle », *Cahier du GRHIS*, coll. « PURH », n°15, 2005.
- YOUNG Dominique, *Juger et éduquer les mineurs délinquants*, Paris, Dunod, 2009.
- YVOREL Elise, *Les Enfants de l'ombre. La vie quotidienne des jeunes détenus au XXe siècle en France métropolitaine*, Rennes, PUR, 2008.

Études particulières

- BECQUARIN-GIRAULT M., « La loi du 27 juillet 1942 ou l'issue d'une querelle de monopole pour l'enfance délinquante », in « L'enfant de justice pendant la guerre et l'immédiat après-guerre », *Le Temps de l'histoire*, Vaucresson, CNFE-PJJ, AHES-PJL, n°3, octobre 2000.
- BIENVENUE Louise, LEBRUN Andréanne, « Le "boulot" à Boscoville. Une expérience pédagogique auprès de la jeunesse délinquante au Québec (1949-1980) », *RHEI*, n°2-3, automne /hiver 2011/2012.
- BOUSSION Samuel, *Les éducateurs spécialisés, naissance d'une profession: le rôle de l'Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés, 1947-1959*, Rennes, PUR, 2009.
- FECTEAU Jean-Marie, MENRAD Sylvie, TREPANIER Jean et STRIMELLE Véronique, « Une politique de l'enfance délinquante et en danger : la mise en place des écoles de réforme et d'industrie au Québec (1840-1873) ». *Crime, Histoire & Sociétés*, 2, n° 1, 1998.
- GARDET Mathias, WAKS Fabienne, *Histoire d'une jeunesse en marge : du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Textuel, 2015.

- GARDET Mathias, TETARD Françoise, *Le scoutisme et la rééducation dans l'immédiate après-guerre: lune de miel sans lendemain ?*, Paris, Document de l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, n° 21, 1995.
- RUMILLY Robert, *Boscoville*, Montréal, Fides, 1978.
- ROSSIGNOL Christian, « La législation 'relative à l'enfance délinquante'. De la loi du 27 juillet 1942 à l'ordonnance du 2 février 1945: les étapes d'une dérive technocratique », in « L'enfant de justice pendant la guerre et l'immédiat après-guerre, in *Le Temps de l'histoire*, Vaucresson, CNFE-PJJ, AHES-PJM, n°3, octobre 2000.
- STRIMELLE Véronique, *La gestion de la déviance des filles et les institutions du Bon-Pasteur à Montréal (1869-1912)*, thèse de doctorat en criminologie, UDM, 1998.
- YVOREL Jean-Jacques, « Images de l'enfance et de la jeunesse "irrégulières" », *Le Temps de l'histoire*, 4, juin 2002.

Écrits et paroles de jeunes

Ouvrages et articles généraux

- BANTIGNY Ludivine, *La fabuleuse histoire des journaux lycéens*, Paris, Les Arènes, 2014.
- GARDET Mathias, « Les écrits des jeunes mineurs délinquants : une revanche par l'image », *Vie sociale*, 2005, n°1, pp. 67-78.
- GARDET Mathias (dir.), « Paroles libres, paroles captives : lectures des dossiers de jeunes placés », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, 2009, n°11.
- GARDET Mathias, « Pâtés et tâches à la plume sergent-major : les trésors enfouis des cahiers d'écoliers de jeunes délinquants », in « Paroles libres, paroles captives : lectures des dossiers de jeunes placés », *RHEI*, 2009, n°11.
- GARDET Mathias, « Lettres fictives à son juge. Les dossiers de jeunes délinquants du centre d'observation publique de Savigny-sur-Orge, 1950-1965 », *Les cahiers dynamiques*, n°46, avril 2010, pp. 11-18.
- VIMONT Jean-Claude, « Les graffitis de la Colonie pénitentiaire des Douaires », in CHAUVAUD Frédéric, PETIT Jacques-Guy, *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires*, Paris, Honoré Champion éditeur, p. 139-155.

Documents visuels

- BASDEVANT Michel, BOURQUIN Jacques, Saint-Maurice, une institution pour mineurs de l'Administration pénitentiaire : Partie 1- De la correction à la rééducation. Partie 2- 1945-1992 : de l'âge d'or à la fermeture. Enregistrement vidéo. AHES-PJM, C.R.I.V, Ministère de la justice, Services des études et de l'internationale, CNFE-PJJ, 1993, 1 cassette, 79 minutes, son, coul, VHS.
- BIENVENUE Louise, LANTHIER Stéphanie, « Paroles d'anciens de Boscoville : aux origines de la psycho-éducation : 1941-1997 », FilmLesFros, son., coul., Format numérique : Partie 1 : « Paroles d'anciens délinquants de

Boscoville », <https://www.youtube.com/watch?v=nZFsH18B1pA>. Consulté le 7 juin 2016. Partie 2 : « Témoignages d'anciens éducateurs de Boscoville », https://www.youtube.com/watch?v=c_pW6frjIH0. Consulté le 7 juin 2016.

- VIMONT Jean-Claude (coord.), exposition, 15 octobre 2014 (publication), La mémoire des murs, sur le site Criminocorpus, <https://criminocorpus.org/fr/musee/la-memoire-des-murs/>.

Saint-Maurice

Mémoires

- BOUCHER Monique, *La colonie agricole de Saint-Maurice (Lamotte-Beuvron) 1872-1912*, Mémoire de maîtrise, Histoire, Université de Tours, 1981.
- GUIMBRETIERE Gaëlle, *La réforme de l'éducation surveillée à Saint-Maurice 1936-1958*, Mémoire de maîtrise, Histoire option archives, Université d'Angers, 1999.

Articles

- BOURQUIN Jacques, « Saint-Maurice, colonie pénitentiaire agricole. Le temps de la réforme : 1936-1936-1950 », pp. 267-281, in « Pages d'histoire, la protection judiciaire des mineurs », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, Hors-série, 2007.
- CUEVAS-DELENTANG P., « La colonie agricole de Saint-Maurice et les villageois de Lamotte-Beuvron », *Bulletin du groupe de recherches archéologiques et historiques de la Sologne*, t. 21, 1999, n°4.
- GUILHOT Jean, « Les dernières années de Saint-Maurice 1985-1993 », *Journal de Sologne*, janvier 1997.
- VIBERT-VICHET R., « Éducateur à Saint-Maurice dans les années 50 », *Pour l'histoire, Bulletin de l'AHES-PJM*, n°6, juin-juillet 1994.
- TANGUY Yves, « Relations Saint-Maurice/Lamotte-Beuvron : quelques souvenirs », *Bulletin du groupe de recherches archéologiques et historiques de la Sologne*, t. 19, n°2, 1997.
- YVOREL Jean-Jacques, « Histoire et images de la rééducation : l'exemple de l'institution de Saint-Maurice », *Vie sociale*, 2005, n°1, pp. 57-66.

5. Sitographie

- Créé en 2003, « Histoire de la justice, des crimes et des peines- Criminocorpus », <https://criminocorpus.org>, <https://criminocorpus.org/fr/>.
- « Rapports de l'Éducation surveillée - Criminocorpus », <https://criminocorpus.org>, <https://criminocorpus.org/fr/bibliotheque/collections/rapports-education-surveillee/>.

Yvrel Jean-Jacques, « Histoire de la justice des mineurs depuis 1791 », <https://criminocorpus.org>, 10 mai 2015, <https://criminocorpus.org/fr/chronologies/histoire-de-la-justice-des-mineurs/>.

- Ministère de la Justice, ENPJJ, Enfants en Justice XIXe-XXe siècles, <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?rubrique2>.
COURTOIS René (1907-1992), <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article252>.
TETARD Françoise (1953-2010), <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article546>.
SAINT-MAURICE, <http://enfantsenjustice.fr/spip.php?article199>.
- Ministère de la Justice, ENPJJ, École nationale de la protection judiciaire des mineurs : Recherche et documentation, sur le site de l'ENPJJ, <http://www.enpjj.justice.fr/>.
- Ministère de la Justice, 26 juin 2011, Histoire de la protection judiciaire de la jeunesse, <http://www.justice.gouv.fr/histoire-et-patrimoine-10050/le-ministere-dans-lhistoire-10289/histoire-de-la-protection-judiciaire-de-la-jeunesse-16946.html>.

Annexes

Tableau 1 : Inventaire des numéros du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice disponibles au centre d'exposition Enfants en Justice XIX^e-XX^e siècles de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge.

| Année | Numéro(s) | Mois | Nombre d'exemplaires |
|-------|-----------|---------------------|----------------------|
| 1945 | X | mars | 1 |
| 1945 | X | avril | 1 |
| 1945 | X | juillet | 1 |
| 1945 | X | août | 1 |
| 1945 | X | septembre | 1 |
| 1945 | X | octobre | 1 |
| 1945 | X | novembre | 1 |
| 1946 | X | janvier | 1 |
| 1946 | X | mars | 1 |
| 1946 | X | avril | 1 |
| 1946 | X | juin | 1 |
| 1946 | X | juillet | 1 |
| 1946 | X | septembre | 1 |
| 1946 | X | octobre | 1 |
| 1946 | X | décembre-mi janvier | 1 |
| 1947 | X | janvier | 1 |
| 1947 | X | mars | 1 |
| 1947 | X | avril | 1 |
| 1947 | X | juillet | 1 |

| | | | |
|--------|---------|---------------------------|---|
| 1947 | X | août | 2 |
| 1947 | X | septembre | 2 |
| 1952 | 101 | mars | 1 |
| 1960 | spécial | avril | 1 |
| 1960 | 2 | février | 1 |
| 1960 | 4 | avril | 1 |
| 1961 | X | X | 1 |
| 1961 | 3 | février | 1 |
| 1962 | 3 | janvier | 1 |
| 1962 | 3 | février | 2 |
| 1962 | 4 | 1 ^{er} mars | 1 |
| 1962 | X | 1 ^{er} juin | 1 |
| 1963 | X | avril (mai) | 3 |
| 1963 | 9 | 1 ^{er} novembre | 1 |
| 1963 | 2 | 1 ^{er} décembre | 1 |
| 1963 | 3 | 25 décembre | 2 |
| 1964 | 4 | 1 ^{er} février | 2 |
| 1964 | Noël | (décembre) | 1 |
| 1965 | X | 1 ^{er} trimestre | 3 |
| 1965 | X | novembre | 1 |
| 1965 | 2/Noël | (décembre) | 1 |
| (1967) | X | X | 2 |

| | | | |
|------------|------|------------|----|
| 1967 | Noël | (décembre) | 2 |
| 1968 | Noël | X | 1 |
| 1970 | X | Printemps | 1 |
| 1970 | X | X | 2 |
| Total | | | 57 |
| Total réel | | | 45 |

Légende – Les données en rouge correspondent aux journaux étudiés lors du premier mémoire. Les données en bleues, les journaux étudiés lors du second mémoire. Tous les journaux servent au travail de mémoire actuel.

Tableau 2 : Inventaire des numéros du journal *Espère* de l’IPES Saint-Maurice des cotes 20 000111/31, 20 000111/32 et 20 000111/33 du Fonds Brisset conservé aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine

| Année | Numéro(s) | Mois | Nombre d’exemplaires |
|--------------|-----------------|-----------|----------------------|
| 20 000111/31 | | | |
| 1948 | X | Mars | 1 |
| 1948 | X | Juillet | 1 |
| 1948 | X | Novembre | 1 |
| 1948 | Spécial | X | 1 |
| 1949 | X | Janvier | 1 |
| 1949 | X | Février | 1 |
| 1949 | X | Mars | 1 |
| 1949 | X | Avril | 1 |
| 1949 | X | Mai | 1 |
| 1949 | X | Juin | 1 |
| 1949 | X | Juillet | 1 |
| 1949 | X | Août | 1 |
| 1949 | X | Septembre | 1 |
| 1949 | X | Octobre | 1 |
| 1949 | X | Novembre | 1 |
| 1949 | X | Décembre | 1 |
| 1950 | 75 | Janvier | 1 |
| 1950 | 82 | Aout | 1 |
| 1950 | 85 | Novembre | 1 |
| 1951 | Livre de Visite | | 1 |
| 1951 | 96 | Octobre | 1 |
| 1951 | 98 | Décembre | 1 |
| 1952 | 99 | Janvier | 1 |
| 1952 | Centième | Février | 1 |
| 1952 | 101 | Mars | 1 |

| | | | |
|------|-----|--------------------|---|
| 1952 | 102 | avril | 1 |
| 1952 | 103 | Mai | 1 |
| 1952 | 107 | Août | 1 |
| 1952 | 110 | Novembre | 1 |
| 1953 | 112 | Janvier | 1 |
| 1953 | 113 | Février | 1 |
| 1953 | 114 | Mars | 1 |
| 1953 | 119 | Aout | 1 |
| 1953 | 120 | Septembre | 1 |
| 1953 | 121 | Octobre | 1 |
| 1953 | X | (Noël) | 1 |
| 1954 | 131 | (Aout) | 1 |
| 1954 | 132 | (Septembre) | 1 |
| 1954 | 133 | (Octobre) | 1 |
| 1954 | 134 | (Novembre) | 1 |
| 1954 | 135 | (Décembre) | 1 |
| 1955 | 137 | (Février) | 1 |
| 1955 | 138 | (Mars) | 1 |
| 1955 | 139 | (Avril) | 2 |
| 1955 | 141 | (Juin) | 1 |
| 1955 | 142 | (Juillet) | 1 |
| 1955 | 143 | (Aout) | 1 |
| 1955 | 144 | (Septembre) | 1 |
| 1955 | 145 | (Octobre-Novembre) | 1 |
| 1955 | 146 | (Décembre) | 1 |
| 1956 | 147 | (Janvier) | 1 |
| 1956 | 148 | (Février) | 1 |
| 1956 | 149 | (Mars) | 1 |
| 1956 | 150 | (Avril) | 1 |

| | | | |
|--------------|-------------------|-------------|---|
| 1956 | 151 | (Mai) | 1 |
| 1956 | 152 | (Juin) | 1 |
| 1956 | 153 | (Juillet) | 1 |
| 1956 | 154 | (Aout) | 1 |
| 1956 | 155 | (Septembre) | 1 |
| 1956 | 156 | (Octobre) | 1 |
| 1956 | 157 | (Novembre) | 1 |
| 1956 | 158? | (Décembre) | 1 |
| 1957 | 159 | (Janvier) | 3 |
| 1957 | 160 | (Février) | 1 |
| 1957 | 161 | (Mars) | 2 |
| 1957 | 162 | (Avril) | 1 |
| 1957 | 163 | (Mai) | 1 |
| 1958 | 171 | (Février) | 1 |
| 1958 | 176 | (Novembre) | 1 |
| 1959 | 178 | (Janvier) | 1 |
| 1959 | X | (Juin) | 1 |
| 1950-1960 | Calendrier | X | 1 |
| 1950-1960 | Recueil de poèmes | X | 1 |
| 1960 | 1 | Janvier | 1 |
| 1960 | 2 | Février | 2 |
| 1960 | 3 | Mars | 2 |
| 1960 | 4 | Avril | 2 |
| 1960 | 5 | Mai | 2 |
| 1960 | 6 | Juin | 1 |
| 20 000111/32 | | | |
| 1961 | 3 | Février | 1 |
| 1961 | 4 et 5 | Mars-Avril | 2 |
| 1961 | 7 | Mai | 3 |

| | | | |
|--------------|---------------------------|--------------------------|---|
| 1961 | 8 | Juin | 2 |
| 1961 | 9 | Juillet | 1 |
| 1961 | 1 | Novembre | 3 |
| 1961 | 2 | 15 décembre | 3 |
| 1962 | 3 | Janvier ? | 2 |
| 1962 | 4 | 1 ^{er} mars | 2 |
| 1962 | X | 1 ^{er} Juin | 2 |
| 1963 | X | Janvier ? | 2 |
| 1963 | X | Février | 2 |
| 1963 | X | Mars | 2 |
| 1963 | X | Avril-mai | 2 |
| 1963 | X | Juin | 2 |
| 1963 | 1 | 1 ^{er} Novembre | 1 |
| 1963 | 2 | Décembre | 2 |
| 1963 | 3 | 25 Décembre | 2 |
| 1963 | X | | 1 |
| 20 000111/33 | | | |
| 1964 | 4 | 11 Février | 1 |
| 1964 | 5 | Pâques | 2 |
| 1964 | 6 | Juin | 2 |
| 1964 | X | Noël | 1 |
| 1965 | 1 ^{er} trimestre | | 2 |
| 1965 | X | 10 Novembre | 2 |
| 1965 | 2 | Noël | 1 |
| 1966 | 3 | Février-Mars | 2 |
| 1966 | X | Noël | 2 |
| 1967 | X | Noël | 2 |
| 1967 | X | Été | 3 |
| 1967 | X | Février | 2 |

| | | | |
|------------|------|-----------|-----|
| 1968 | Noël | Noël | 1 |
| 1969 | X | Pâques | 1 |
| 1969 | X | Noël | 2 |
| 1970 | X | Printemps | 1 |
| Total | | | 155 |
| Total réel | | | 117 |

Légende – Les cellules marquées d’un X majuscule indique l’absence d’indication de numéro. Les données mises entre parenthèses sont des données supposées selon les informations de datation que nous avons hypothéquées à la lecture du journal.

Tableau 3 : Inventaire des numéros du journal *Espère* de l'IPES Saint-Maurice contenu dans la cote AS/208(XIII)/9 du Fonds René Courtois conservé aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine.

| Année | Numéro(s) | Mois | Nombre d'exemplaires |
|-------|-----------|--------------------|----------------------|
| 1954 | 130 | (Juillet !) | X |
| 1954 | 131 | (Aout) | X |
| 1954 | 132 | (Septembre) | X |
| 1954 | 133 | (Octobre) | X |
| 1954 | 134 | (Novembre) | X |
| 1954 | 135 | (Décembre) | X |
| 1955 | 136 | (Janvier) | X |
| 1955 | 137 | (Février) | X |
| 1955 | 138 | (Mars) | X |
| 1955 | 139 | (Avril) | X |
| 1955 | 140 | (Mai) | X |
| 1955 | 141 | (Juin) | X |
| 1955 | 142 | (Juillet) | X |
| 1955 | 144 | (Septembre) | X |
| 1955 | 145 | (Octobre-Novembre) | X |
| 1955 | 146 | (Décembre) | X |
| 1956 | 147 | (Janvier) | X |
| 1956 | 148 | (Février) | X |
| 1956 | 149 | (Mars) | X |
| 1956 | 150 | (Avril) | X |
| 1956 | 151 | (Mai) | X |
| 1956 | 152 | (Juin) | X |
| 1956 | 153 | (Juillet) | X |
| 1956 | 154 | (Août) | X |
| 1956 | 156 | (Octobre) | X |
| 1956 | 158 | (Décembre) | X |

| | | | |
|---------------------|-----|-----------|----|
| 1957 | 159 | (Janvier) | X |
| 1957 | 160 | (Février) | X |
| 1957 | 161 | (Mars) | X |
| 1957 | 163 | (Mai) | X |
| Total | | | 39 |
| Total réel | | | 30 |
| Exemplaires uniques | | | 3 |

Légende 1 : Le nombre d'exemplaires par numéro n'est pas indiqué car nous n'avons pas effectué ce travail. Il y a donc un exemplaire minimum par numéro. Il y a en tout 39 exemplaires dont 9 sont des doubles. Trois numéros seulement sont uniques, ils sont en rouge dans le tableau. Les données mises entre parenthèses sont des données supposées selon les informations de datation que nous avons hypothéquées à la lecture du journal.

Tableau 4 : Inventaire croisé des numéros du journal *Espère*, archivés au Centre Enfants en Justice à Savigny-sur-Orge, dans le fonds Brisset et Courtois aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine.

| Année | Numéro(s) | Mois | Nombre d'exemplaires | Lieu d'archivage |
|-----------|-------------------|---------------------|----------------------|-----------------------|
| 1950-1960 | Calendrier | X | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1950-1960 | Recueil de poèmes | X | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1945 | X | mars | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1945 | X | avril | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1945 | X | juillet | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1945 | X | août | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1945 | X | septembre | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1945 | X | octobre | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1945 | X | novembre | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1946 | X | janvier | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1946 | X | mars | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1946 | X | avril | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1946 | X | juin | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1946 | X | juillet | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1946 | X | septembre | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1946 | X | octobre | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1946 | X | décembre-mi janvier | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1947 | X | janvier | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1947 | X | mars | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1947 | X | avril | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1947 | X | juillet | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1947 | X | août | 2 | Savigny-sur-Orge |
| 1947 | X | septembre | 2 | Savigny-sur-Orge |
| 1948 | X | Mars | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1948 | X | Juillet | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |

| | | | | |
|------|-----------------|-----------|---|-----------------------|
| 1948 | X | Novembre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1948 | Spécial | X | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Janvier | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Février | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Mars | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Avril | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Mai | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Juin | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Juillet | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Août | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Septembre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Octobre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Novembre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1949 | X | Décembre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1950 | 75 | Janvier | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1950 | 82 | Aout | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1950 | 85 | Novembre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1951 | Livre de Visite | | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1951 | 96 | Octobre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1951 | 98 | Décembre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1952 | 101 | mars | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1952 | 99 | Janvier | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1952 | Centième | Février | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1952 | 101 | Mars | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1952 | 102 | avril | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1952 | 103 | Mai | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1952 | 107 | Août | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1952 | 110 | Novembre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1953 | 112 | Janvier | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |

| | | | | |
|------|-----|--------------------|---|---|
| 1953 | 113 | Février | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1953 | 114 | Mars | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1953 | 119 | Aout | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1953 | 120 | Septembre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1953 | 121 | Octobre | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1953 | X | (Noël) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1954 | 130 | Juillet | 1 | Pierrefitte-sur-Seine F.R.C |
| 1954 | 131 | (Aout) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1954 | 132 | (Septembre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1954 | 133 | (Octobre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1954 | 134 | (Novembre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1954 | 135 | (Décembre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1955 | 136 | (Janvier) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine F.R.C. |
| 1955 | 137 | (Février) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1955 | 138 | (Mars) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1955 | 139 | (Avril) | 3 | Pierrefitte-sur-Seine F.B (2) et F.R.C. |
| 1955 | 140 | (Mai) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine F.R.C |
| 1955 | 141 | (Juin) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1955 | 142 | (Juillet) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1955 | 143 | (Aout) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1955 | 144 | (Septembre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1955 | 145 | (Octobre-Novembre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |

| | | | | |
|------|-----|-------------|---|---|
| 1955 | 146 | (Décembre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 147 | (Janvier) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 148 | (Février) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 149 | (Mars) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 150 | (Avril) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 151 | (Mai) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 152 | (Juin) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 153 | (Juillet) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 154 | (Aout) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 155 | (Septembre) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1956 | 156 | (Octobre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1956 | 157 | (Novembre) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1956 | 158 | (Décembre) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1957 | 159 | (Janvier) | 4 | Pierrefitte-sur-Seine F.B (3) et F.R.C. |
| 1957 | 160 | (Février) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1957 | 161 | (Mars) | 3 | Pierrefitte-sur-Seine F.B (2) et F.R.C. |
| 1957 | 162 | (Avril) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1957 | 163 | (Mai) | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B et F.R.C. |
| 1958 | 171 | (Février) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1958 | 176 | (Novembre) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1959 | 178 | (Janvier) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |

| | | | | |
|------|---------|----------------------|---|---|
| 1959 | X | (Juin) | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1960 | spécial | avril | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1960 | n°2 | février | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1960 | n°4 | avril | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1960 | n°1 | Janvier | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1960 | n°2 | Février | 2 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1960 | n°3 | Mars | 2 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1960 | n°4 | Avril | 2 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1960 | n°5 | Mai | 2 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1960 | n°6 | Juin | 1 | Pierrefitte-sur-Seine |
| 1961 | X | X | 1 | Savigny-sur-Orge |
| 1961 | 3 | Février | 2 | Savigny-sur-Orge Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1961 | 4 et 5 | Mars-Avril | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1961 | 7 | Mai | 3 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1961 | 8 | Juin | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1961 | 9 | Juillet | 1 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1961 | 1 | Novembre | 3 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1961 | 2 | 15 Décembre | 3 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1962 | 3 | Janvier | 3 | 1 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1962 | 3 | février | 2 | Savigny-sur-Orge |
| 1962 | 4 | 1 ^{er} mars | 3 | 1 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1962 | X | 1 ^{er} juin | 3 | 1 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1963 | X | Janvier | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1963 | X | Février | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1963 | X | Mars | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |

| | | | | |
|------|------|---------------------------|---|---|
| 1963 | X | Avril-Mai | 5 | 3 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1963 | X | Juin | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1963 | 1 | 1 ^{er} novembre | 2 | 1 Savigny-sur-Orge 1 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1963 | 2 | 1 ^{er} décembre | 3 | 1 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1963 | 3 | 25 décembre | 4 | 2 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1963 | X | | 1 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1964 | 4 | 1 ^{er} février | 3 | 2 Savigny-sur-Orge 1 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1964 | 5 | Pâques | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1964 | 6 | Juin | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1964 | Noël | Décembre | 2 | 1 Savigny-sur-Orge 1 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1965 | X | 1 ^{er} trimestre | 5 | 3 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1965 | X | 10 Novembre | 3 | 1 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1965 | 2 | Noël-Décembre | 2 | 1 Savigny-sur-Orge 1 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1966 | 3 | Février-Mars | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1966 | X | Noël | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1967 | X | X | 2 | Savigny-sur-Orge |
| 1967 | X | Été | 3 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1967 | X | Février | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1967 | Noël | Décembre | 4 | 2 Savigny-sur-Orge 2 Pierrefitte-sur-Seine F.B |

| | | | | |
|--|------|-----------|---|--|
| 1968 | Noël | X | 2 | 1 Savigny-sur-Orge 1 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1969 | X | Pâques | 1 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1969 | X | Noël | 2 | Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1970 | X | Printemps | 2 | 1 Savigny-sur-Orge 1 Pierrefitte-sur-Seine F.B |
| 1970 | X | X | 2 | Savigny-sur-Orge |
| Total En nombre absolu des exemplaires archivés consultés | | | | 235 journaux dont : Savigny-sur-Orge 57- soit 23.9% dont : Pierrefitte-sur-Seine 181- soit 76.05% |
| Somme des numéros de chaque fonds (Sans les doublons) | | | | 186 journaux dont : Savigny-sur-Orge 45- soit 23.8% dont : Pierrefitte-sur-Seine 144- soit 76.2% |
| Total de numéros en existant dans deux fonds | | | | 43 Soit 30.1% |
| Total hypothétique de numéros publiés sur la période, à 12 numéros par an, sur 25 ans. | | | | 300 143 numéros différents Soit 47.7% |
| Autres documents | | | | 3 (Livre de visite, recueil de poèmes, calendrier) |
| Total réel étudié en % | | | | 86 |

Légende – Les données en rouge correspondent aux journaux étudiés.

Tableau 5 : Inventaire des journaux et livres sur le Mont-Saint-Antoine par le Mont-Saint-Antoine dans les archives de la BAnQ, à la Collection Nationale, à la bibliothèque et aux archives.

| Titre | Année | Volume | Mois/Numéro |
|--|-------|----------------------|---|
| <i>Le Petit Courrier du Mont-Saint-Antoine</i> | 1947 | | Juillet/Août |
| <i>Idem.</i> | 1948 | 3 ^e année | Mars/Avril ; n°2 |
| <i>Idem.</i> | 1948 | 3 ^e année | Mai/Juin ; n°3 |
| <i>Idem.</i> | 1948 | 3 ^e année | Juillet/Août ; n°4 |
| <i>Idem.</i> | 1949 | 4 ^e année | Janvier/Février ; n°1 |
| <i>Idem.</i> | 1949 | 4 ^e année | Mai/Juin ; n°3 |
| <i>Idem.</i> | 1949 | 4 ^e année | Juillet/Août ; n°4 |
| <i>Idem.</i> | 1949 | 4 ^e année | Septembre/Octobre ; n°5 |
| <i>Idem.</i> | 1949 | 4 ^e année | Novembre/Décembre ; n°6 |
| <i>Idem.</i> | 1950 | 5 ^e année | Janvier/Février ; n°1 |
| <i>Idem.</i> | 1950 | 5 ^e année | (Mai/Juin) ; n°3 |
| <i>Idem.</i> | 1950 | 5 ^e année | Juillet/Août ; n°4 Septembre/Octobre ; n°5 |
| <i>Le courrier du Mont-Saint-Antoine</i> | 1951 | 6 | 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 6 sur 6 |
| <i>Idem.</i> | 1952 | 7 | 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 5 sur 6 |
| <i>La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine</i> <i>(école de réforme)</i> | 1948 | | <u>Cote</u> : 365.420971428, d353 |
| Total | | | 24 numéros 1 livre |

| Côte | Année | Numéro | Titre (intitulé, position et forme) | Sous-titre | Première de couverture (aspect) | Quatrième de couverture (aspect) | Nbr. de pages | Format | Papier | État général/ Tirage |
|------|-------|--------|---|------------|---------------------------------------|--|------------------|--------|--------|----------------------------|
| | | | | | | | | | | |

Tableau 6 : Tableau de lecture des journaux *Espère* de l'IPES Saint-Maurice

| Sommaire | Thèmes généraux | Calligraphie | Auteurs | Images | Dessins | Rubriques |
|----------|-----------------|--------------|---------|--------|---------|-----------|
| | | | | Nombre | Nombre | Sujet |
| | | | | | | |

Illustrations



Figure 3 : Première de couverture, *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, juillet-août 1947



Figure 2 : Première de couverture, *Espère*, mai 1957



Figure 1 : Photographie du Mont-Saint-Antoine depuis la rue, Première de couverture, 1950



Figure 4 : Présentation du métier « Coupe et confection », photographie archives M.S.A, CJM-IU



Figure 5 : Un « gars de Saint-Maurice » s'initie à la maçonnerie en atelier, *Espère*, Noël 1965

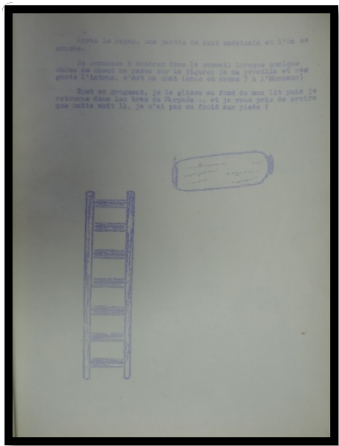


Figure 9 : Le système progressif à Saint-Maurice, représenté par une échelle dans le journal, *Espère*, 1960



Figure 8 : Construction des pavillons au Mont-Saint-Antoine, 1965, photographie, archives CJM-IU

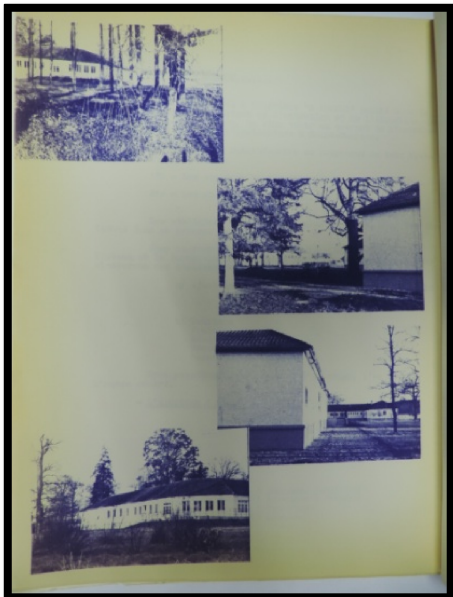


Figure 6 : Photographie des pavillons à Saint-Maurice, *Espère*, Noël 1965



Figure 7 : Un éducateur et un jeune discutent paisiblement sur une barrière du parc, Saint-Maurice, *Espère*, février 1960



Figure 13 : Jeunes « saint-mauriciens » réunis en groupe pour l'écoute de disques sur leur *pick-up*, *Espère*, 1962

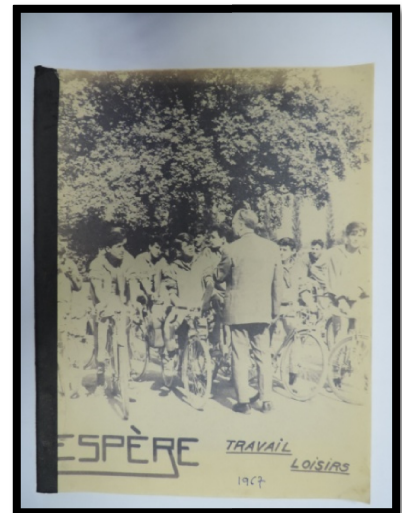


Figure 12 : les « gars de Saint-Maurice » suivent les directives du directeur avant la ballade à vélos, *Espère*, février 1967



Figure 11 : Présentation de disques de chanson française et de Rock dans le journal *Espère*, Noël 1963

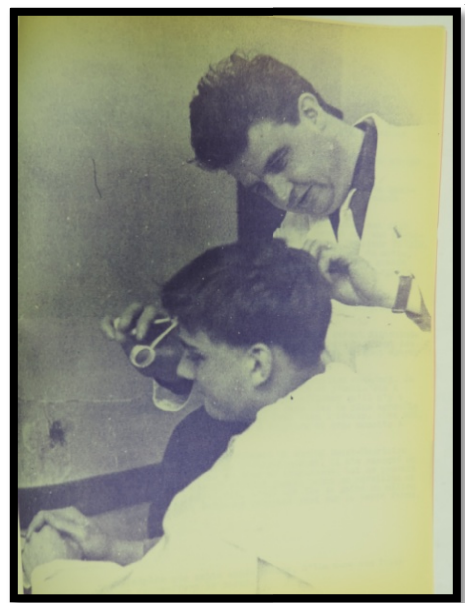


Figure 10 : Un jeune se fait couper les cheveux à l'institution, *Espère*, Noël 1964



Figure 17 : Vignette de bas de page du *Petit courrier du Mont-Saint-Antoine* représentant l'idéal du jeune homme, juillet-août 1947



Figure 16 : « Jeunes, reconstruisez la France », dessin d'illustration, *Espère*, novembre 1949



Figure 15 : dessin de *jazz band* dans le journal de Saint-Maurice, novembre 1948



Figure 14 : Dessin réalisé au tampon-encreur représentant Donald Duck, *Espère*, mars 1945



Figure 21 : Un ancien de Saint-Maurice se marie,
livret de présentation, 1951



Figure 20 : Trois jeunes jouent de la
guitare sur le rebord du pont enjambant
le Beuvron, *Espère*, juin 1964

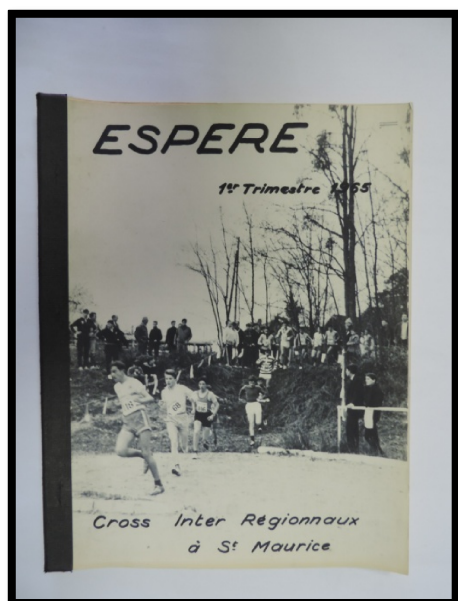


Figure 19 : Première de couverture d'*Espère* au 1^{er}
trimestre 1965 relatant la tenue d'une compétition
inter régionale de cross à Saint-Maurice



Figure 18 : Paul Sauvé, Ministre du Bien-être social et de la
jeunesse (au centre à gauche) et Monseigneur Paul-Émile
Léger, Archevêque de Montréal (au centre, à droite) assistent
à des festivités en 1956 au Mont-Saint-Antoine en
compagnie des Frères de la Charité et des membres de la
police de Montréal. Lucien St-Arnault, directeur de l'école
des Arts et Métiers est derrière l'épaule gauche de Mgr
Léger, photographie, archives CJM-IU



Figure 24 : Visite de l'inspecteur des Sceaux, à Saint-Maurice en compagnie de René Courtois (au premier plan à gauche), des autorités républicaines et de jeunes saint-mauriciens (en arrière plan), *Espère*, juin 1956

l'inspecteur des Sceaux, à Saint-Maurice en compagnie de deux reporters du journal *Espère*, avril 1960

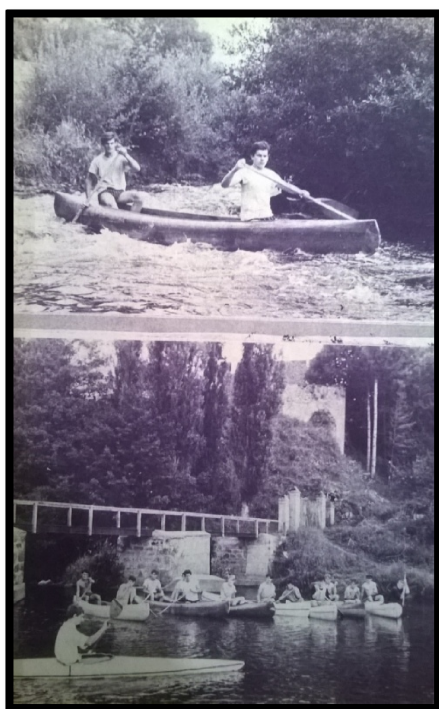


Figure 23 : Jeunes de Saint-Maurice en canoës lors d'un camp d'été, *Espère*, 1966



Figure 22 : Jeunes de Saint-Maurice en camp d'été, 1966.



Figure 27 : Vue de la façade du château de l'IPES Saint-Maurice, *Espère*, avril

1952

| | |
|--|------------|
| TABLES DES SIGLES..... | 4 |
| INTRODUCTION..... | 10 |
| 1. Origine et définition du sujet | 10 |
| 2. Cadre spatio-temporel | 12 |
| 3. Explication de la source principale et présentation des sources potentielles..... | 13 |
| 4. Perspectives de recherches et problématisation..... | 16 |
| HISTORIOGRAPHIE..... | 21 |
| 1. Historiographie des jeunes et de la jeunesse : une entrée récente dans le domaine historique | 21 |
| 2. « Les régulations sociales et l'histoire » : essai d'historiographie d'un concept | 26 |
| 3. Une historiographie française de la délinquance juvénile | 28 |
| 3.1. Les débuts de l'historiographie sur l'enfance « délinquante » : à la croisée des problématiques historiques | 29 |
| 3.2. Historiographie de l'enfance délinquante du XIX ^e siècle au milieu du XX ^e siècle | 31 |
| 3.3. L'historiographie de l'enfance délinquante et de l'éducation surveillée autour de la Seconde Guerre mondiale. | 36 |
| 4. Une historiographie québécoise | 38 |
| 4.1. L'origine de l'emprise de l'Église dans la régulation de la délinquance juvénile au Québec | 38 |
| 4.2. L'historiographie sur le Québec sous le gouvernement de Maurice Duplessis | 43 |
| (1944-1960) | 43 |
| 4.3. L'historiographie sur la protection de la jeunesse dans les années duplessistes | 45 |
| PREMIERE PARTIE..... | 51 |
| L'INSTITUTION A CŒUR OUVERT : LE NOUVEAU VISAGE EDUCATIF ET FAMILIAL DE L'INSTITUTION PAR LES JEUNES « DELINQUANTS » ET PAR LE PERSONNEL D'EDUCATION..... | 51 |
| Chapitre 1..... | 51 |
| La voie professionnelle de l'enseignement technique : entre persistance de la tradition des écoles de réforme et nouveau modèle de réinsertion des jeunes garçons | 51 |
| a) Le pari sur l'enseignement technique et l'apprentissage qualifié des jeunes « garçons » comme moyen et fin de la rééducation | 52 |
| b) Les dessous de la mise en apprentissage des jeunes : les revers de l'apprentissage et le travail des jeunes | 59 |
| Chapitre 2 : Une nouvelle prise en charge des jeunes « délinquants » : l'introduction de nouvelles méthodes de rééducation..... | 64 |
| a) La responsabilisation du jeune en institution..... | 65 |
| b) L'éducateur, nouvelle pierre angulaire de la rééducation des jeunes..... | 71 |
| Chapitre 3 : le fonctionnement de l'institution dévoilé par les journaux : le caractère familial des établissements pour jeunes garçons | 80 |
| a) La modernisation des institutions | 80 |
| b) La conception familiale du fonctionnement de l'institution..... | 86 |
| DEUXIEME PARTIE..... | 95 |
| LES JEUNES « DELINQUANTS » ET LA JEUNESSE : LE SUJET DES ECRITS INSTITUTIONNELS, L'ENJEU DE LA REEDUCATION | 95 |
| Chapitre 4..... | 95 |
| La vie quotidienne du jeune en institution de rééducation idéalisée | 95 |
| a) La belle vie quotidienne des jeunes dans les groupes | 95 |
| b) La promotion des loisirs..... | 101 |
| Chapitre 5..... | 111 |
| Les « déviances » des garçons en internat de rééducation passées sous silence | 111 |

| | |
|---|------------|
| a) Pudeur et sexualité des jeunes en établissement d'éducation surveillée | 111 |
| b) Violences institutionnelles et fugues : les « affaires empoisonnantes » | 118 |
| Chapitre 6..... | 129 |
| La nouvelle conception du jeune et de la jeunesse par les institutions..... | 129 |
| a) « Travail, famille, patrie » : un triptyque partagé..... | 129 |
| TROISIEME PARTIE : PROPAGANDE ET DEFENSE D'UN STANDARD DE REEDUCATION INSTITUTIONNEL DES JEUNES « INADAPTES »..... | 144 |
| Chapitre 7..... | 144 |
| Quand une institution d'éducation surveillée s'exprime : les caractéristiques de la pratique journalistique institutionnelle | 144 |
| a) Le journal des Frères de la Charité : du <i>Petit courrier du Mont-Saint-Antoine</i> au <i>courrier</i> de l'école de protection de la jeunesse | 145 |
| b) <i>Espère</i> , journal de Saint-Maurice : une création de l'institution ; une production des jeunes | 148 |
| Chapitre 8..... | 156 |
| La promotion d'une expertise rééducative résolument moderne | 156 |
| a) Une expertise des causes de la délinquance | 157 |
| b) Un savoir-faire dans l'éducation des jeunes à faire savoir | 163 |
| Chapitre 9..... | 172 |
| Des établissements pour jeunes délinquants en quête de légitimité..... | 172 |
| a) Des institutions ouvertes sur l'extérieur | 173 |
| b) La sollicitation de partenaires et de soutiens politiques et financiers | 178 |
| CONCLUSION..... | 189 |
| SOURCES..... | 193 |
| 1. Les sources : présentation générale..... | 193 |
| 2. Les sources dans les archives françaises sur Saint-Maurice | 195 |
| 2.1. Le journal de l'IPES Saint-Maurice dans les archives du musée de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge. | 195 |
| 2.1.1. Inventaire des numéros du journal <i>Espère</i> au centre d'exposition Enfants en Justice XIX ^e -XX ^e siècles de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge..... | 196 |
| 2.2. Le Fonds Monique Brisset aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine : un fonds d'archives publiques sur les institutions de l'Éducation surveillée. | 196 |
| 2.2.1. Une présentation du Fonds Monique Brisset..... | 197 |
| 2.2.2. Les séries du fonds Brisset sur Saint-Maurice..... | 198 |
| 2.3. Le Fonds René Courtois aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine : un fonds d'archives privées personnel au directeur emblématique de Saint-Maurice – l'autre visage de l'institution..... | 200 |
| 2.3.1. L'histoire du fonds René Courtois | 200 |
| 2.3.2. Description des cotes utilisées | 201 |
| 3. Analyse à partir de l'inventaire croisé des numéros du journal <i>Espère</i> conservés dans les archives publiques..... | 205 |
| 4. Méthodologie de traitement des sources..... | 206 |
| 4.1. Les sources diverses | 206 |
| 4.2. Les journaux..... | 206 |
| 4.3. Les photographies | 207 |
| 5. Les sources dans les archives québécoises sur le Mont-Saint-Antoine..... | 208 |
| 5.1. Les archives du Mont-Saint-Antoine à la bibliothèque et aux archives de la BAnQ | 209 |
| 5.1.1. La Bibliothèque et Archives nationales du Québec..... | 209 |
| 5.1.2. Les archives du Mont-Saint-Antoine à la BAnQ..... | 209 |
| 5.2. Le Centre jeunesse de Montréal-Institut Universitaire et les archives sur le Mont-Saint-Antoine : le manque de ressources documentaires..... | 211 |
| 5.2.1. La bibliothèque et les ressources documentaires..... | 211 |

| | | |
|--------------------------------------|---|------------|
| 5.2.2. | Les archives du Centre Jeunesse de Montréal- Institut Universitaire. | 212 |
| 5.3. | Les archives des Frères de la Charité : la persistance de l'Église à maîtriser son histoire au Québec. | 213 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | | 215 |
| 1. | Outils..... | 215 |
| 2. | Base de données..... | 215 |
| 3. | Sources..... | 215 |
| 4. | Ouvrages, articles et études spécialisées | 216 |
| 5. | Sitographie | 221 |
| ANNEXES..... | | 223 |
| ILLUSTRATIONS..... | | 243 |
| TABLE DES ILLUSTRATIONS | | 253 |
| TABLE DES TABLEAUX..... | | 255 |

Table des illustrations

| | |
|---|-----|
| Figure 1 : Photographie du Mont-Saint-Antoine depuis la rue, Première de couverture, 1950 | 243 |
| Figure 2 : Première de couverture, <i>Espère</i> , mai 1957 | 243 |
| Figure 3 : Première de couverture, <i>Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine</i> , juillet-août 1947 | 243 |
| Figure 4 : Présentation du métier « Coupe et confection », photographie archives M.S.A, CJM-IU | 243 |
| Figure 5 : Un « gars de Saint-Maurice » s’initie à la maçonnerie en atelier, <i>Espère</i> , Noël 1965 | 243 |
| Figure 6 : Photographie des pavillons à Saint-Maurice, <i>Espère</i> , Noël 1965 | 244 |
| Figure 7 : Un éducateur et un jeune discutent paisiblement sur une barrière du parc, Saint-Maurice, <i>Espère</i> , février 1960 | 244 |
| Figure 8 : Construction des pavillons au Mont-Saint-Antoine, 1965, photographie, archives CJM-IU | 244 |
| Figure 9 : Le système progressif à Saint-Maurice, représenté par une échelle dans le journal, <i>Espère</i> , 1960..... | 244 |
| Figure 10 : Un jeune se fait couper les cheveux à l’institution, <i>Espère</i> , Noël 1964..... | 245 |
| Figure 11 : Présentation de disques de chanson française et de Rock dans le journal <i>Espère</i> , Noël 1963 | 245 |
| Figure 12 : les « gars de Saint-Maurice » suivent les directives du directeur avant la ballade à vélos, <i>Espère</i> , février 1967..... | 245 |
| Figure 13 : Jeunes « saint-mauriciens » réunis en groupe pour l’écoute de disques sur leur <i>pick-up</i> , <i>Espère</i> , 1962.. | 245 |
| Figure 14 : Dessin réalisé au tampon-encreur représentant Donald Duck, <i>Espère</i> , mars 1945..... | 246 |
| Figure 15 : dessin de <i>jazz band</i> dans le journal de Saint-Maurice, novembre 1948..... | 246 |
| Figure 16 : « Jeunes, reconstruisez la France », dessin d’illustration, <i>Espère</i> , novembre 1949..... | 246 |
| Figure 17 : Vignette de bas de page du <i>Petit courrier du Mont-Saint-Antoine</i> représentant l’idéal du jeune homme, juillet-août 1947 | 246 |
| Figure 18 : Paul Sauvé, Ministre du Bien-être social et de la jeunesse (au centre à gauche) et Monseigneur Paul-Émile Léger, Archevêque de Montréal (au centre, à droite) assistent à des festivités en 1956 au Mont-Saint-Antoine en compagnie des Frères de la Charité et des membres de la police de Montréal. Lucien St-Arnault, directeur de l’école des Arts et Métiers est derrière l’épaule gauche de Mgr Léger, photographie, archives CJM-IU | 247 |
| Figure 19 : Première de couverture d’ <i>Espère</i> au 1 ^{er} trimestre 1965 relatant la tenue d’une compétition inter régionale de cross à Saint-Maurice..... | 247 |
| Figure 20 : Trois jeunes jouent de la guitare sur le rebord du pont enjambant le Beuvron, <i>Espère</i> , juin 1964 | 247 |
| Figure 21 : Un ancien de Saint-Maurice se marie, livret de présentation, 1951 | 247 |
| Figure 22 : Jeunes de Saint-Maurice en camp d’été, 1966..... | 248 |
| Figure 23 : Jeunes de Saint-Maurice en canoës lors d’un camp d’été, <i>Espère</i> , 1966 | 248 |
| Figure 24 : Visite de François Mitterrand, Garde des Sceaux, à Saint-Maurice en compagnie de René Courtois (au premier plan à gauche), des autorités républicaines et de jeunes saint-mauriciens (en arrière plan), <i>Espère</i> , juin 1956 | 248 |

| | |
|--|-----|
| Figure 25 : Visite d’Edmond Michelet, Garde des Sceaux, à Saint-Maurice en compagnie de deux reporters du journal <i>Espère</i> , avril 1960 | 248 |
| Figure 26 : Vue du Mont-Saint-Antoine depuis la rue Sherbrooke, photographie, années 1960, Allard, archives CJM-IU | 248 |
| Figure 27 : Vue de la façade du château de l’IPES Saint-Maurice, <i>Espère</i> , avril 1952 | 249 |

Table des tableaux

| | |
|--|-----|
| Tableau 1 : Inventaire des numéros du journal <i>Espère</i> de l'IPES Saint-Maurice disponibles au centre d'exposition Enfants en Justice XIX ^e -XX ^e siècles de l'ENPJJ à la ferme de Champagne de Savigny-sur-Orge. | 223 |
| Tableau 2 : Inventaire des numéros du journal <i>Espère</i> de l'IPES Saint-Maurice des cotes 20 000111/31, 20 000111/32 et 20 000111/33 du Fonds Brisset conservé aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine. | 226 |
| Tableau 3 : Inventaire des numéros du journal <i>Espère</i> de l'IPES Saint-Maurice contenu dans la cote AS/208(XIII)/9 du Fonds René Courtois conservé aux Archives Nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine. | 231 |
| Tableau 4 : Inventaire croisé des numéros du journal <i>Espère</i> , archivés au Centre Enfants en Justice à Savigny-sur-Orge, dans le fonds Brisset et Courtois aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine. | 233 |
| Tableau 5 : Inventaire des journaux et livres sur le Mont-Saint-Antoine par le Mont-Saint-Antoine dans les archives de la BAnQ, à la Collection Nationale, à la bibliothèque et aux archives. | 241 |
| Tableau 6 : Tableau de lecture des journaux <i>Espère</i> de l'IPES Saint-Maurice. | 242 |

A partir du milieu des années 1940, en France et au Québec, les gouvernements adoptent une législation en faveur de la protection et de l'éducation des enfants « en danger moral et physique », jugés « inadaptés » ou condamnés comme « délinquants ». Ces lois, plus que des ruptures dans les conceptions et pratiques relatives à l'enfance « irrégulière », sont de véritables témoins des changements politiques, économiques, culturels et sociaux qui affectent les sociétés occidentales d'après-guerre.

Les institutions publiques et privées en charge de l'éducation et de la réhabilitation des mineurs de justice ne sont pas épargnées par ces mutations de tout ordre. Responsables de jeunes garçons et de jeunes filles condamnés par la justice et ce depuis le milieu du XIX^e siècle, les « maisons de correction » ou « écoles de réforme » sont vivement remises en causes dans l'entre-deux-guerres, période durant laquelle les droits de l'enfant sont proclamés et où des campagnes de presse dénoncent les conditions de vie des jeunes dans ces « bagnes pour enfants ». Les États revoient leur législation tandis que les institutions sont réformées afin de s'adapter à de nouvelles exigences plus protectrices et éducatives envers la jeunesse.

Dans ce mouvement de structuration de l'intervention sociale auprès de la jeunesse « irrégulière », plusieurs voix s'expriment à travers des revues sur l'éducation des « irréguliers ». Quelques institutions d'éducation publient également leur propre journal dans un souci de transparence et de promotion de leur politique rééducative. En France et au Québec, deux institutions très importantes et ancrées depuis 1873 dans le paysage des établissements de corrections pour mineurs délinquants éditent à partir de 1945 un journal : l'institution publique d'éducation surveillée Saint-Maurice, dans le Loir-et-Cher, et l'institut privé des Frères de la Charité du Mont-Saint-Antoine, à Montréal. Saint-Maurice, établissement réformé dès 1938, publie mensuellement *Espère*, journal des « gars de Saint-Maurice », de 1945 à 1970. Les jeunes « délinquants » décrivent alors leur vie dans les groupes, leur apprentissage, leurs pratiques des loisirs et sportives. Ils témoignent aussi des événements mensuels survenus à l'institution. La voix des jeunes s'expriment alors. Les Frères de la Charité publient également au Mont-Saint-Antoine un journal, *Le petit courrier* puis *le courrier du Mont-Saint-Antoine*, dans lequel ils présentent leur établissement, la vie des jeunes « garçons catholiques » dans les groupes et ateliers, les événements et soutiens dont ils bénéficient. Les religieux donnent leur opinion sur la délinquance et la rééducation en se basant sur leur longue expérience auprès de l'enfance « malheureuse ». Les deux journaux sont les voix d'expression officielle des institutions : l'une y associe ses jeunes tandis que l'autre tend à y démontrer son expertise et son efficacité. Dans les deux cas, les journaux dressent un nouveau portrait des institutions d'éducation surveillée. Ce travail cherche à démontrer en quoi les journaux institutionnels témoignent-ils de l'inscription de leur établissement dans une nouvelle voie de la rééducation, à l'étude croisée des sources sur Saint-Maurice et le Mont-Saint-Antoine, de 1945 à 1970.

mots-clés : Enfance « irrégulière », jeunes « inadaptés », jeunesse « délinquante », garçons « délinquants », mineurs de justice, école de réforme, institution d'éducation surveillée, IPES, école de protection de la jeunesse, apprentissage, éducation spécialisée, rééducation, écrits de jeunes, journaux institutionnels, *Espère*, *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, Frères de la Charité, René Courtois, XX^e siècle, post-45, Trente Glorieuses, France, Québec, Saint-Maurice, Mont-Saint-Antoine.

From the mid-forties, in France and Quebec, governments adopted a new legislation in favour of the protection and the education of children in “moral and physical danger”, judged as “maladjusted” or sentenced as “delinquents”. These laws, more than a break point into “irregular children” conceptions and practices, illustrate the political, economical, cultural and social changes which affected western societies after World War II.

The public and private institutions in charge of the education and rehabilitation of minors under justice were not left aside by all these mutations. Responsible of boys and girls sentenced by justice since the middle of the 19th century, the “workhouses” and “reformatories” were deeply put in question during the interwar years, a period of time when the children’s rights were proclaimed and awareness campaigns denounced the living conditions of the young people in “children jails”. The States revised their legislation while institutions were reformed to be adapted to the new regulations which were more protectionist and educational for the youth.

During this movement of social intervention in favour of the “irregular youth”, several voices expressed themselves about education for “irregular children” with the help of magazines. Some educational institutions published their own magazines to explain and promote their re-educational policies. In France and Quebec, two important institutions, well-known among the reformatories for delinquent minors since 1873, published a magazine from 1945. These two institutions were : Saint-Maurice public institution of supervised education, in Loir-et-Cher department, and Mont-Saint-Antoine Brothers of Charity private school, in Montreal. Saint-Maurice, an institution reformed since 1938, published *Espère*, a monthly magazine of “the boys of Saint-Maurice”, from 1945 to 1970. The young “delinquents” described their lives among the groups, their apprenticeships, and their leisure and sport practices. They also told the events which monthly took place in the institution. Therefore the youngsters could express themselves. The Brothers of Charity also published a magazine at the Mont-Saint-Antoine, *Le petit courrier* then *le courrier du Mont-Saint-Antoine*, where they presented their school, the life of young “Catholic boys” among groups and workshops, the events and the support they got. The clergymen gave their opinion on the delinquency and re-education with a reference to their long experience with the “unfortunate childhood”. The magazines were the official expression of the two institutions: the first one focused on the young boys whereas the second one underlined its skill and efficiency. In both cases, the magazines drew a new portrait of supervised education schools.

The aim of this work is to demonstrate in what ways the institutional magazines demonstrated the investment of their institutions into a new way for re-education, with a compared study of the sources from Saint-Maurice and the Mont-Saint-Antoine, from 1945 to 1970.

keywords : “irregular” childhood, “maladjusted” children, youth “delinquent”, boys “delinquent”, minors under justice, reformatory, supervised education institution, IPES, school for the protection of the youth, apprenticeship, specialized education, re-education, writings from young, institutional magazines, *Espère*, *Le Petit courrier du Mont-Saint-Antoine*, Brothers of Charity, René Courtois, 20th Century, after the Second World War, Thirty glorious years, France, Québec, Saint-Maurice, Mont-Saint-Antoine.

ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT

Je, soussigné(e) Taveau Valentin
déclare être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une
partie d'un document publiée sur toutes formes de support, y compris l'internet,
constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée.
En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées
pour écrire ce rapport ou mémoire.

signé par l'étudiant(e) le 10 / 06 / 2016

**Cet engagement de non plagiat doit être signé et joint
à tous les rapports, dossiers, mémoires.**

Présidence de l'université
40 rue de rennes – BP 73532
49035 Angers cedex

